



HAL
open science

Changer le monde, changer de mondes

Kirsten Koop

► **To cite this version:**

Kirsten Koop. Changer le monde, changer de mondes : Pour une géographie des transformations sociétales par le bas. Géographie. Université Grenoble Alpes, 2021. tel-03547799

HAL Id: tel-03547799

<https://shs.hal.science/tel-03547799>

Submitted on 28 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mémoire pour l'obtention de l'Habilitation à diriger des recherches

Spécialité : Géographie

Présenté par Kirsten KOOP

Laboratoire de sciences sociales, UMR Pacte

École Doctorale Sciences de l'Homme du Politique et du Territoire

Volume 2. Document inédit

Changer le monde, changer de mondes. Pour une géographie des transformations sociétales par le bas

Présentée publiquement le 13 décembre 2021

Jury

Béatrice Collignon, professeure, Université Bordeaux Montaigne (examinatrice)

Martin Coy, professeur, Université d'Innsbruck (rapporteur)

Frédéric Giraut, professeur, Université de Genève

Myriam Houssay-Holzschuch, professeure, Université Grenoble Alpes (garante)

Juan Luis Klein, professeur, Université du Québec à Montréal (rapporteur)

Geneviève Michon, directrice de recherche, Université Montpellier 3 (rapporteuse)

Bernard Pecqueur, professeur émérite, Université Grenoble Alpes (garant)



Changer le monde, changer de mondes.

Pour une géographie des transformations sociétales par le bas

Kirsten Koop



Cristina Lucas « Licencia politica VIII » et « Licencia politica V », (2008)

Crédit photographique : Galerie Frac Corse

Table des matières

TABLE DES FIGURES	9
TABLE DES PHOTOS	10
PREFACE	11
INTRODUCTION	13
PARTIE 1. PENSER LES TRANSFORMATIONS SOCIETALES EN SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES AU DEBUT DU 21E SIECLE - UN DEFI ONTOLOGIQUE	25
1. Le contexte : Les sociétés modernes dans un tournant ontologique	26
1.1 La modernité - une ontologie parmi d'autres	27
1.2 L'entrée dans une phase de transition et la perte de repères	30
1.3 Les défis pour les SHS	33
2. Retour sur les anciens repères pour penser les transformations sociétales au sein des études du développement	35
2.1 Le « développement » comme imaginaire, métarécit et projet politique moderne des transformations sociétales	36
2.2 La normativité moderne dans les études des transformations des Suds	39
2.3 Émancipation du cadre normatif moderne : les apports des courants « post- »	41
3. Conclusion intermédiaire : Apprendre des études du développement pour face face au défi ontologique	45
PARTIE 2. LES LEÇONS DE LA GEOGRAPHIE DU DEVELOPPEMENT : DES VOIES DE SORTIE VERS UNE GEOGRAPHIE DES TRANSFORMATIONS SOCIETALES	47
1. Un champ disciplinaire réfractaire ? Des réticences, dès le début, par rapport à l'approche moderniste du développement	50
1.1 Penser la modernisation des Suds ? La géographie tropicale ne saute pas le pas	51
1.2 Les causes du blocage	52
1.3 L'exception à la règle : La géographie états-unienne de la modernisation	55
1.4 Conclusion	56
2. Premier pas de côté : penser les transformations sociétales par le bas	57
2.1 La théorie de la dépendance incite à penser les transformations sociétales aux Suds	58
2.2 Vers une conception endogène des transformations sociétales	60
2.3 Conclusion	63

3. Deuxième pas de côté : les individus et communautés au centre de dynamiques multidimensionnelles et multiscalaires	65
3.1 Émergence d’une conception des transformations à l’intersection entre facteurs endogènes et exogènes	65
3.2 Vers une conception actantielle des transformations, au carrefour de dynamiques multidimensionnelles et multiscalaires	66
3.3 Conclusion	73
4. Troisième pas de côté : La sortie de l’épistème moderne	74
4.1 Les verrous qui sautent	75
4.2 L’autre : subalterne et... ontologiquement différent	78
4.3 Vers une approche des transformations sociétales par l’ontogenèse et l’hybridité	82
4.4 Conclusion	87
5. Conclusion intermédiaire : Vers un regard a-normatif sur l’ailleurs	89
PARTIE 3. ÉTUDIER LES TRANSFORMATIONS SOCIETALES : LES APPROCHES PAR LES SUSTAINABILITY TRANSITIONS STUDIES	93
1. Entre paysage, régime et niches - une approche multi-niveaux du contexte et des modalités des transformations	95
1.1 La perspective multi-niveaux	96
1.2 La transition comme le résultat d’interactions entre paysage, régime et niches	98
2. L’innovation – moteur des dynamiques de transformation	101
2.1 De l’innovation sociotechnique à l’innovation sociale	102
2.2 De l’innovation sociale à l’innovation sociale transformative	104
3. Un rapport flou à l’ontologie moderne	107
3.1 La <i>Deep Transition</i> : un pas vers une appréhension ontologique des transformations	108
3.2 Vers une science transformative	112
4. Conclusion intermédiaire : Apports conceptuels et points aveugles dans l’analyse des transformations sociétales	113
PARTIE 4. PROPOSITIONS CONCEPTUELLES POUR UNE GEOGRAPHIE DES TRANSFORMATIONS SOCIETALES	119
1. Remarques introductives	120
1.1 Le contexte scientifique : vers un rapprochement entre études des initiatives citoyennes alternatives dans les Suds et dans les Nords	120
1.2 Le cadre conceptuel : une approche à l’intersection entre les <i>Sustainability Transitions Studies</i> et la <i>Critical Development Geography</i>	123
1.3 Le terrain : les innovations sociales transformatives dans l’espace rural montagnard	127
2. Cerner la transformation sociétale par la dimension ontologique des innovations sociales transformatives	141
2.1 Proposition 1 : Concevoir les innovations sociales transformatives comme la mise en pratique de valeurs « autres »	142

2.2 Proposition 2 : Comprendre le caractère disruptif de l'innovation sociale comme la production de sens « autre(s) »	151
3. Cerner la transformation sociétale par une approche spatiale des innovations sociales transformatives	161
3.1 Proposition 3 : Concevoir la spatialité des innovations sociales transformatives comme des territorialités divergentes	163
3.2 Proposition 4 : Comprendre la transformation des régimes au prisme d'une analyse relationnelle entre territorialités divergentes et territoires conventionnels	176
4. Conclusion : Pour une géographie des transformations sociétales par le bas	188
CONCLUSION GENERALE ET PERSPECTIVE POUR UNE GEOGRAPHIE DES TRANSFORMATIONS SOCIETALES PAR LE BAS	193
La géographie des transformations sociétales par le bas dans le paysage des Sciences humaines et sociales	194
Vers une géographie des transformations sociétales par les initiatives citoyennes alternatives : des pistes à explorer	195
BIBLIOGRAPHIE	197

Table des figures

Figure 1 : Discours de Greta Thunberg au sommet des Nations Unies pour le climat, le 23 septembre 2019	13
Figure 2 : Vers un nouvel imaginaire social	15
Figure 3 : Dans l'entre-deux. L'Incapacité d'agir de l' <i>Angelus Novus</i> de Paul Klee (1920)	32
Figure 4 : Évolution de la géographie du développement (1950-2020)	48
Figure 5 : Conception des transformations sociétales au sein de la géographie tropicale et de la géographie de la modernisation des années 1960	57
Figure 6 : Conception des transformations sociétales aux débuts de la géographie du développement (années 1970, début années 1980)	64
Figure 7 : Du développement local au développement territorial	70
Figure 8 : Cadre d'analyse pour des interventions orientées vers la pauvreté	71
Figure 9 : Conception des transformations sociétales dans la <i>Critical Development Geography</i> des années 1980, 1990 et au-delà	74
Figure 10 : Conception des transformations sociétales à partir des outils cognitifs des courants « post- » (1990 -)	88
Figure 11 : Évolutions de l'approche des transformations sociétales au sein de la <i>Critical Development Geography</i>	89
Figure 12 : La perspective multi-niveaux	97
Figure 13 : La transition comme résultat d'interactions entre paysage, régime et niches	99
Figure 14 : Processus des innovations sociales transformatives et dynamiques liées	106
Figure 15 : Déploiement de la transformation profonde dans le temps. Évolution du portefeuille de trajectoires	111
Figure 16 : Tableau comparatif des approches des transformations sociétales	118
Figure 17 : Le Forum international du Bien Vivre, Grenoble, 5-8 juin 2018	121
Figure 18 : Une analyse à l'intersection entre champs d'études critiques et champs d'études dominants	124
Figure 19 : Concepts mobilisés pour l'étude des innovations sociales transformatives	125
Figure 20 : Terrains d'études, nombre d'entretiens et rendus	128
Figure 21 : Nombre approximatif d'initiatives dites « engagées dans la transition » en France recensées par le mouvement Colibris	131
Figure 22 : Types d'initiatives et nombre de créations d'initiatives alternatives par année	132
Figure 23 : Évolution du nombre cumulé d'initiatives de transition (Grande-Bretagne, Italie, Allemagne, France)	133

Figure 24 : Répartition géographique des initiatives alternatives en France	134
Figure 25 : Nombre de projets recensés par territoires de moyenne montagne (Alpes françaises et Massif central)	135
Figure 26 : Innovations sociales dans la basse vallée de Suse par type d'activité	136
Figure 27 : Innovations sociales dans le bassin versant de la Drôme par type d'activité	137
Figure 28 : Innovations sociales dans le Trièves par type d'activité	138
Figure 29 : Innovations sociales dans l'Ardèche méridionale par type d'activité	139
Figure 30 : Des valeurs « divergentes » au sein des initiatives alternatives	146
Figure 31 : Modes alternatifs de mise en pratique des valeurs et caractéristiques de l'improvisation en musique	150
Figure 32 : Agencement relationnel des éléments autour du four traditionnel au Viel Audon	154
Figure 33 : Localisation des projets alternatifs (Monts d'Ardèche)	178
Figure 34 : Les dynamiques relationnelles à l'interface avec le territoire conventionnel : des conflits potentiels d'ordre ontologique	181
Figure 35 : Synthèse – Concepts mobilisés et redéfinitions des innovations sociales transformatives	190

Table des photos

Photo 1 : « Changez vos êtres », insigne sur un camion de l'association Changement de Cap	141
Photo 2 : Ceci n'est pas un four	153
Photo 3 : Sentier menant au <i>Viel Audon</i>	156
Photo 4 : Toit végétalisé d'une ruine restaurée au hameau La Mérigue	158
Photo 5 : Expérimentations agro-écologiques à Terre et Humanisme	159
Photo 6 : Panneaux signalétiques dans la commune de Percy, commune engagée dans la transition écologique et sociale	161
Photo 7 : Démonstration d'une machine agricole à l'Atelier Paysan	167
Photo 8 : Chauffe-eau solaire à La Merigue	168
Photo 9 : Le tunnel végétal au Viel Audon	168
Photo 10 : Élaborations des schémas de la compréhension du site du Viel Audon	169
Photo 11 : Séances de restitution par les étudiant-es	170

Préface

Ce volume inédit est...

... **le résultat d'une intuition.** Il était pour moi l'occasion de formaliser une idée datant de quelques années déjà : celle que la géographie du développement et les *Sustainability Transitions Studies* pourraient s'enrichir mutuellement et fournir un cadre conceptuel permettant d'étudier des transformations sociétales, aux Nordes comme aux Suds. En effet, ces deux champs ont en commun d'étudier des changements sociaux et chacun a élaboré des approches particulières pour ce faire. A l'ère où la géographie du développement est en cours de s'effriter, voire de disparaître à cause de la mise en question fondamentale de son objet d'étude qu'est le « développement », et où les *Sustainability Transitions Studies* se voient régulièrement critiquées pour trop focaliser sur des innovations techniques, pour ne pas prendre en compte les relations de pouvoir et pour manquer d'expliquer les contextes des transformations, un dialogue me paraissait intéressant afin de pallier aux impasses de l'un et de l'autre champ.

... **une démarche exploratoire et réflexive, à l'instar des processus de transformations.** Ma manière de procéder fut à l'image des dynamiques de transformations (voir partie 4 de ce volume) : tâtonnant, sans modèle, sans certitudes et sans connaître le résultat. Il ne m'est plus possible de dire quel a été le déclencheur pour ce mémoire : l'empirie ou la théorie. Est-ce que c'étaient mes observations et enquêtes sur le terrain auprès des initiatives alternatives dans le milieu montagnard ou mes travaux sur les approches conceptuelles dans les champs susmentionnés ? Démarche inductive ou déductive ? C'est en questionnant mes propres grilles d'interprétation que j'appliquais aux cas étudiés sur le terrain que je me rendis compte que j'assemblais inconsciemment les approches des deux champs, ceux des études des innovations sociales compris. Ce volume restitue le résultat de mes cheminements de manière « classique » et laisse paraître une démarche déductive. Mais le chemin fut itératif. Il suit deux étapes majeures : celle avant l'écriture, de l'observation empirique aux approches conceptuelles ; puis celle du retour sur la théorie (en écrivant) et la réinterprétation des résultats empiriques.

... **une médiation.** Ce mémoire fait des traits d'union entre les mondes : entre différents champs scientifiques, entre approches critiques et approches conventionnelles, entre Nordes et Suds, entre les milieux académiques anglophone, germanophone et francophone. Se situant dans l'entre-deux (à l'image de mon propre parcours, voir volume 1), il invite au dialogue et à l'hybridation.

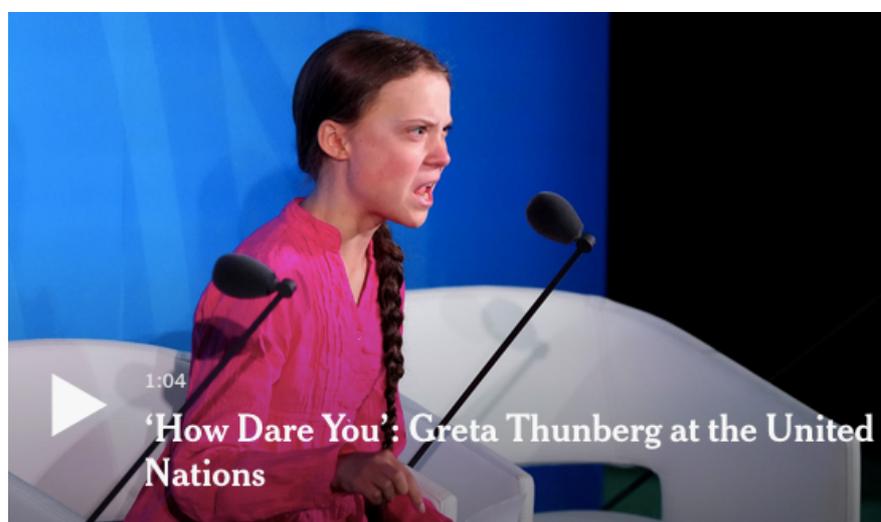
... **une invitation à un décalage fondamental.** Je présume que les sociétés (post)industrielles se trouvent en phase de transformations profondes qui se caractériseraient par un changement d'ordre ontologique. Ainsi, je prends en compte et tente de proposer des réponses au défi que se pose aux sciences humaines et sociales (SHS) de se distancier de la normativité moderne dans ses outils cognitifs. Cette présomption, voire posture, est partagée par un nombre croissant d'intellectuel·les contemporain·es, mais c'est loin d'être le cas dans les milieux académiques.

... **une proposition.** L'ambition est de proposer des jalons pour une géographie des transformations sociétales par le bas, une géographie qui a le potentiel de prendre la suite de la géographie du développement, dépassée, et qui s'intègre dans le paysage des *Sustainability Transitions Studies*.

Introduction

« *How dare you ?* » Le 23 septembre 2019, soixante-deux dirigeant·es d'États se laissent insulter par une jeune fille de 16 ans, de plein gré et sous les projecteurs des médias du monde (figure 1). C'est l'activiste Greta Thunberg qui les accuse pour leur passivité par rapport au changement climatique, et pour oser continuer à œuvrer en faveur de la croissance économique. Cet événement, totalement impensable il y a 20 ans encore, me semble emblématique d'un changement de conscience collective, du moins dans les pays occidentaux. La disponibilité de ces détenteur·es du (vieux) ordre à laisser mettre en question les principes sur lesquels iels fondent leurs politiques économiques peut être interprétée comme un signe que les crises contemporaines ont profondément ébranlé les certitudes collectives sur lesquelles se basent notre imaginaire sociétal.

Figure 1 : Discours de Greta Thunberg au sommet des Nations Unies pour le climat, le 23 septembre 2019



Source : <https://www.nytimes.com/2019/09/24/climate/greta-thunberg-un.html>

En effet, le réchauffement climatique, le dépassement des limites de soutenabilité de la biosphère, le risque de la 6^e extinction, le pic-pétrole, la raréfaction des ressources naturelles, l'augmentation des inégalités sociales à des niveaux inédits, le renforcement des mouvements migratoires mondiaux, la multiplication et l'approfondissement des crises de gouvernance ont fait prendre conscience que les problèmes de « développement » ne

se cantonnent plus seulement aux Suds, mais concernent désormais aussi les Nord – et ce dans des dimensions inédites dans l’histoire de l’humanité.

Une fois de plus, les voix critiques mettent alors en question le système capitaliste mondial, considéré comme socialement et environnementalement non soutenable (Boltanski et Chiapello, 2011 ; Harvey, 2014 ; Piketty, 2013). Mais en ce début du 21e siècle, les interrogations vont bien plus loin que dans le passé. Si les alertes répétées sur les inégalités sociales et la dégradation de l’environnement n’avaient finalement pas réussi à faire naître le besoin collectivement partagé de changer de modèle sociétal, c’est la crise climatique qui soulève aujourd’hui des questions d’ordre existentiel. Concomitant avec les autres crises en cours, elle ébranle l’imaginaire social¹ et ainsi certaines croyances fondamentales telles que celles en le progrès, en la possibilité de dominer la nature, ou encore en la croissance économique et la technologie comme moyens d’atteindre le bien-être (Latour, 2017). La nécessité de transformations sociétales² profondes en Occident est de plus en plus ressentie et préconisée par un nombre croissant de la société civile, de politicien·nes et d’intellectuel·les (Avelino *et al.*, 2014; Borowy et Schmelzer, 2017 ; Buclet et Lazarevic, 2015 ; Gopel, 2013; Sommer et Welzer, 2017 ; Wright, 2013). L’idée d’un effondrement possible à moyen terme, résultat possible de l’imbrication de différents types de crises (Cochet, 2019 ; Servigne et Stevens, 2015), souligne encore l’urgence de changer radicalement notre manière de nous penser et de vivre sur terre.

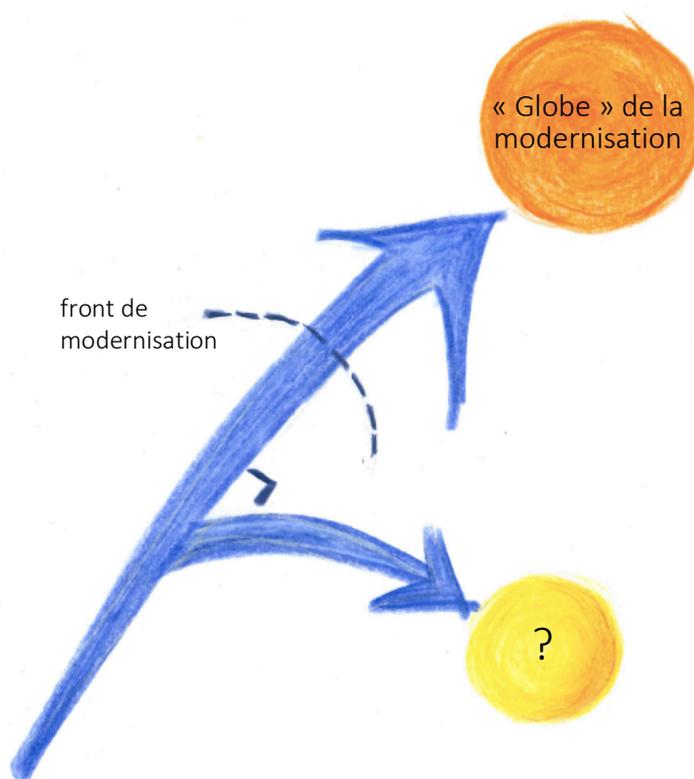
La conscience de l’érosion de notre imaginaire social est indéniablement déstabilisante. Elle exige de rompre avec des lignes de force du paysage épistémique de l’ère moderne. Dans son essai *Où atterrir ?*, Bruno Latour résume la situation de manière percutante : depuis le siècle des Lumières, les sociétés occidentales étaient attirées par la modernisation, projet social synonyme de progrès, de bien-être matériel, de liberté individuelle et de droits universels. Il ne s’agissait pas seulement d’œuvrer en sa faveur sur place, mais aussi de l’étendre dans le monde, d’abord par la colonisation, puis par l’économie mondiale libérale. Ce front d’expansion géographique ignorait tout autre mode d’existence, la modernisation étant un projet aussi bien dans l’espace que dans le temps. La figure 2 ci-dessous reprend de manière synthétique un schéma de l’ouvrage illustrant les propos. L’attracteur *Global* de la modernisation représente ce « Globe qui a enthousiasmé des générations parce qu’il était synonyme de richesse, d’émancipation, de

¹ Le concept de l’imaginaire social a été forgé par Cornelius Castoriadis. Je le définis ici dans le sens de Charles Taylor comme « l’ensemble de la compréhension partagée, souvent implicite, d’une population, qui est sous-jacente à leurs pratiques communes. C’est ce qu’ils doivent ‘imaginer’ ensemble pour que leurs pratiques aient le sens qu’elles ont » (Taylor 2002, 480).

² J’ai choisi d’utiliser la notion de « transformations sociétales » et non de « transformations sociales » pour marquer le fait que les transformations discutées dans ce volume inédit concernent bien la société dans toutes ses dimensions (politique, socio-culturelle, économique, environnementale, etc.). Elle est la traduction littérale des notions allemande *Gesellschaftliche Transformation* et anglaise *Societal Transformations*, communément utilisées en lien avec la nécessité de faire face aux défis environnementaux et climatiques.

connaissance et d'accès à une vie confortable » (Latour, 2017, p. 39). Le vecteur menant vers cet attracteur symbolise « la flèche du temps » (p. 40), « la direction » que donnaient les sociétés occidentales à l'histoire. Le front de modernisation le long de ce vecteur correspond à « l'injonction » à se moderniser et « à abandonner nos traditions [...], 'd'aller de l'avant', participer au mouvement général de développement » (p. 39 et 40). Pour Bruno Latour, le défi contemporain consiste en l'orientation vers un nouvel attracteur qui se situerait de manière orthogonale par rapport au vecteur orienté vers l'ancien (figure 2). La force de ce schéma (simplifié ci-dessous) est cet angle de 90° : il visualise l'ampleur que l'auteur·e souhaite attribuer à la rupture à engager. Il s'agirait de se détourner collectivement d'un certain nombre de valeurs, normes et principes qui sont considérés comme étant constitutifs de la modernité et qui guident nos pratiques quotidiennes depuis au moins deux siècles. Il ne s'agit donc plus d'une nouvelle inflexion de la modernité, mais bien de faire émerger un imaginaire social fondamentalement différent.

Figure 2 : Vers un nouvel imaginaire social



Source : Adaptation libre de Latour (2017)

Les contours du nouvel attracteur restent certes encore flous. Étant donné qu'il n'existe pas de modèle, la voie aux visions, utopies et nouvelles théories est libre... et ces dernières foisonnent. Des citoyen·nes, entrepreneur·es et acteur·es politiques essaient de mettre en pratique de nouvelles idées. Les sciences sociales aussi relèvent le défi. Depuis la fin des

années 1990, un nombre croissant de publications (re)met en question les certitudes et paradigmes inscrits dans la vision moderne, et propose de nouveaux paradigmes et modèles. Il est impossible ici d'en faire une liste exhaustive, mais citons-en quelques-uns. Latour lui-même nomme « terrestre » ce nouvel attracteur, afin de transmettre l'idée que la Terre soit devenue agent du destin des humains, une véritable actrice politique (p. 56). Des penseurs comme Philippe Descola et Thomas Berry nous invitent à prendre de la distance avec l'idée que l'humain serait en dehors de la nature et pourrait la maîtriser et invitent à repenser la relation entre humains et non-humains (Berry, 2015 ; Descola, 2005a). Elinor Ostrom propose de redécouvrir les communs et de ne plus raisonner en termes de propriété privée, un des piliers fondamentaux du capitalisme (Ostrom, 2010). Serge Latouche prône la décroissance (Latouche, 2010) – idée à l'origine du mouvement international du *degrowth* (D'Alisa *et al.*, 2015). D'autres pensent le postcapitalisme et tentent de redéfinir le rôle et le sens de l'économie (Cassiers *et al.*, 2018), tout en esquissant de nouveaux types d'économies soutenables, telles que l'économie citoyenne (Felber, 2011), la *doughnut economy* (Raworth, 2017) ou encore l'économie symbiotique (Delannoy, 2017). Plus holistiques dans leurs approches, Edgar Morin, Tim Ingold, Gilles Deleuze et Félix Guattari et bien d'autres nous invitent à comprendre que cette fois-ci, le défi n'est pas simplement d'ordre épistémologique, mais ontologique. Il ne s'agirait plus de concevoir les mêmes choses (telle que la « nature ») autrement, mais de reconnaître que les choses que nous percevons avec notre conscience formatée par l'imaginaire moderniste ne peuvent exister que par notre regard, et que d'autres réalités existent. Notamment le philosophe allemand Markus Gabriel a attiré l'attention internationale ces dernières années, défendant la thèse que le monde n'existe pas, dans le sens que de multiples mondes sont possibles, dépendant de notre connaissance de nous-même et de ce qui nous entoure (Gabriel, 2015, 2018).

Adoptant la posture que l'Europe, dans l'incapacité de trouver des solutions à ses problèmes, pourrait apprendre des Suds dans son effort de penser autrement le monde qu'au prisme moderne, Buenaventuro de Sousa Santos propose d'entrer en dialogue avec les épistémologies des Suds - ces savoirs si longtemps ignorés et subordonnés par « l'entreprise coloniale » (de Sousa Santos, 2016 ; 2018). Dans un esprit similaire, Dussel et Grosfoguel présentent l'émergence du transmodernisme comme résultat de l'hybridation entre différentes épistémologies des Suds et des Nordes (Grosfoguel, 2006 ; Dussel, 1999)³.

Tous ces concepts, idées, théories et visions témoignent d'efforts de se penser et de vivre autrement. Elles peuvent être considérées comme les premières pièces d'un nouveau puzzle que serait le « nouvel attracteur » dans la conception de Bruno Latour.

³ Un exemple concret est le vif intérêt que connaît le *sumak kawsay*, traduit pour le public occidental par la notion du *buen vivir* (Acosta, 2014 ; Gudynas, 2011). Ce concept originaire des peuples *quechua* amérindiens désigne la relation harmonieuse entre nature et humains et inspire actuellement des intellectuel·les et mouvements sociaux européens. La tenue régulière du *Forum international du Bien Vivre* en témoigne.

Les défis qui se posent aux Sciences humaines et sociales (SHS)

Mais les SHS ne sont pas seulement invitées à proposer des réflexions théoriques menant vers un nouvel imaginaire social. Il s'agit aussi d'accompagner les transformations réelles et concrètes qui s'opèrent au sein de la société, en se donnant les moyens d'étudier des processus en cours qui indiqueraient, au-delà de changements incrémentaux au sein de systèmes établis, des ruptures, de l'émergence de « nouveaux » : de nouveaux imaginaires, pratiques, relations, récits, actes, structures, etc. et d'en évaluer la soutenabilité. Il s'agit donc de saisir ce qui indiquerait l'émergence de nouvelles manières de se penser et de vivre, vers une nouvelle ontologie, telle est ma proposition.

Or, les SHS sont peu outillées pour étudier et interpréter des dynamiques sociales en dehors du cadre normatif moderne, étant elles-mêmes un produit de la modernité occidentale⁴. Elles sont nées de la volonté « de savoir vraiment » (Juignet, 2016), de produire des connaissances d'une valeur universelle et de procéder de manière rationnelle avec des méthodes fondées sur des observations considérées comme objectives. Profondément enchâssées dans une conception spécifique du monde, la leur, moderne, elles ne perçoivent comme réel que ce qui relève de leur univers. Le savoir qu'elles produisent est le fruit de postures, notions, concepts, catégories, etc. révélant la *Weltanschauung* (vision du monde) dans laquelle elles s'inscrivent, comme le notait déjà en 1929 le co-fondateur de la sociologie des connaissances Karl Mannheim (Mannheim, 1929), et comme des constructivistes comme Bruno Latour le rappellent. La conséquence de la croyance en l'universalisme de cette *Weltanschauung* était la non prise en compte d'autres manières de (se) penser et de vivre. Le sociologue Boaventura de Sousa Santos en parle même en termes d'« épistémicide » (de Sousa Santos, 2007), éliminant toutes autres formes et types de savoirs.

Ainsi, le défi qui se pose aux SHS est double. Il s'agit non seulement de produire des connaissances sur des transformations sociétales, d'une forme à une autre, mais aussi de se donner les moyens de *voir* les changements profonds en cours, en se dotant d'outils cognitifs (cadres thématiques, approches conceptuelles et méthodes) décontextualisés, s'extrayant du cadre normatif « moderne » que les SHS ont contribué à construire.⁵

Un des signes montrant que les SHS commencent à relever ces défis est l'émergence récente du champ d'études inter- et transdisciplinaire de la transition vers la soutenabilité. Ce champ apparaît sous des désignations diverses, telles que la transition écologique et sociale en France, *Sustainability Transitions Studies*, *Transition Design* et *Transformation*

⁴ Je tenterai dans le chapitre 1.1 une définition de cette notion « fourre-tout » et difficilement saisissable.

⁵ La question de comment les chercheur-es en SHS peuvent objectiver leur propre position paradigmatique n'est pas nouvelle. Elle a notamment été travaillée par le champ des *Post- et Decolonial Studies* (p.ex. Barker et Pickerill, 2019 ; Daigle et Ramirez, 2019) ainsi que des études féministes (p.ex. Haraway, 1988) (voir aussi chapitre 2.4 de la 2^e partie).

*Design*⁶ dans la sphère anglophone, *gesellschaftliche Transformation* (transformation sociétale) dans les pays germanophones. Ces désignations ont en commun de rendre compte de l'intérêt porté aux dynamiques transformatives qui contribuent au passage des sociétés vers des modes d'existence plus soutenables afin de répondre aux crises contemporaines (Loorbach *et al.*, 2017 ; Wittmayer et Hölscher, 2017). Il va de soi que les thèmes de recherche sont variés et touchent aussi bien les modes de production et de consommation, de gouvernance, de mobilité, de l'habiter, etc. bref, toutes les sphères de la vie humaine. De manière croissante, la transition, voire la transformation, s'impose comme nouveau paradigme dans la recherche et l'enseignement supérieur. Elle est même à l'origine de la création de nombreux instituts en Europe et dans le monde⁷.

Au sein de ces émergences encore hétéroclites et diffuses, les *Sustainability Transitions Studies* se sont particulièrement affirmés depuis une quinzaine d'années. Ce champ a émergé aux Pays-Bas, en Allemagne et en Angleterre et se diffuse actuellement dans le monde, notamment par le biais du réseau international *Sustainability Transitions Research Network* (STRN)⁸.

Les chercheur·es qui s'inscrivent dans les *Sustainability Transitions Studies* ont développé des cadres théoriques et conceptuels permettant à une communauté internationale grandissante « d'analyser des dynamiques transformatives de systèmes sociotechniques et sociétaux vers des modes de production et de consommation plus soutenables »⁹. Iels conçoivent que ces transformations devraient être radicales, structurelles et paradigmatiques afin de parvenir à la soutenabilité écologique et sociale souhaitée (Grin *et al.*, 2011 ; Markard *et al.*, 2012 ; Wittmayer et Hölscher, 2017, p. 45). Les réflexions sur les avancées théoriques, conceptuelles et méthodologiques prennent une place très importante au sein du courant, comme en témoignent de nombreuses publications¹⁰ et les rapports annuels du *Sustainable Transitions Research Network* - STRN (Köhler *et al.*, 2019a). Il s'agit de quitter les chemins battus, de changer de posture, de focale, d'interprétation, de méthodes. Or, comme le chapitre 3 de ce volume le discutera, la capacité des *Sustainability Transitions Studies* à s'extraire des cadres analytiques conventionnels afin de pouvoir analyser l'émergence de valeurs, pratiques et imaginaires faisant preuve de ruptures reste à démontrer. Notamment la notion de « transformation profonde » (*deep transition*) exprimant un changement disruptif de valeurs et de croyances reste encore peu

⁶ La notion du *design* ne se restreint ici plus aux objets, mais est conçue comme outil, à la fois conceptuel et méthodologique, permettant de favoriser des processus de changement des comportements sociaux.

⁷ Tels que le *Norbert Elias Center for Transformation Design and Research* à Flensburg en 2013, le *Institut für transformative Nachhaltigkeitsforschung* (IASS) à Potsdam en 2009 ou encore l'Institut de la transition environnementale créé à l'Université de la Sorbonne en 2017.

⁸ En parallèle et parfois de manière imbriquée, d'autres champs font lien avec la question de la transformation, tels que les études sur la résilience de systèmes socio-écologiques, ou encore celles de l'humanité environnementale (ensemble de disciplines dont l'origine tient aux enjeux environnementaux et climatiques).

⁹ <https://transitionsnetwork.org/about-strn/> (consulté le 9 mai 2019)

¹⁰ Ces publications vont être mentionnées et, en partie, discutées dans le chapitre 3.

travaillée (Kanger et Schot, 2019 ; Schot et Kanger, 2016). Une deuxième faiblesse de ce champ d'études soulignée par maint-es auteur-es est le manque de connaissances des conditions d'émergence de transformations profondes (Hansen et Coenen, 2015 ; Lawhon et Murphy, 2012 ; Murphy, 2015 ; Raven et al., 2012 ; Truffer et al., 2015). Ainsi, le rapport annuel 2019 du *Sustainability Transitions Research Network* insiste sur le besoin d'une approche géographique afin de comprendre l'influence des contextes régionaux sur les processus de transition. Il évoque notamment les configurations hybrides des dynamiques transformatives en fonction des contextes, la variété et la stabilité spatiale des systèmes ou encore l'influence des orientations normatives locales (*Raven et Wieczorek in Köhler et al., 2019*)¹¹.

Des apports potentiels de la *Critical Development Geography*

Vu cet intérêt pour les transformations sociétales et l'appel régulier à plus de recherches en géographie, il paraît étonnant que les *Sustainability Transitions Studies* ne font pas appel à la géographie du développement – cette branche disciplinaire qui a émergé dans les années 1970 pour analyser et accompagner les transformations des pays des Suds après leur indépendance. De ce fait, elle a su développer une panoplie d'approches et de concepts permettant d'analyser les changements profonds dans les Suds. De surcroît, elle a une longue expérience du référentiel normatif moderniste, ses écueils et ses pièges dans l'analyse de transformations sociétales. C'est ce qui la rend particulièrement intéressante à explorer face au défi de se défaire des référentiels modernes. Notamment, les courants post- et décolonial et celui du post-développement - très présents dans la *Critical Development Geography* anglo- et germanophone, moins en France - ont trouvé des voies conceptuelles qui permettent une distanciation des référentiels normatifs modernes dans l'analyse scientifique. S'intéressant aux réalités et savoirs de ceux et celles dominé-es par l'emprise du projet moderniste (les peuples dits autochtones, les mouvements sociaux), ils ont su développer des approches décentrées par rapport au référentiel dominant. Cette compétence spécifique de la *Critical Development Geography* de comprendre l'altérité dans ses relations de pouvoir avec ce qu'elle nomme l'hégémonie occidentale est potentiellement intéressante pour relever le défi des analyses décontextualisées qui se pose aux *Sustainability Transitions Studies* dans leur étude de la transformation profonde (souhaitée et potentiellement en cours) des sociétés modernes vers la soutenabilité environnementale et sociale.

Curieusement, les chercheur-es s'inscrivant dans les études des transitions ne sollicitent actuellement pas la géographie du développement dans leur recherche d'approches

¹¹ En ligne : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2210422418303332> (consulté le 9 mai 2019). Les autres thèmes en relation avec la géographie, évoqués dans ce rapport par Raven et Wieczorek, se réfèrent à la problématique urbaine.

conceptuelles des transformations sociétales. Inversement, cette dernière ne se propose pas de participer à la recherche sur les transformations sociales en Occident. Les causes de ce rendez-vous manqué sont probablement multiples. Premièrement, la géographie du développement est perçue de l'extérieur comme cantonnée aux Suds et liée aux politiques de la coopération internationale. Qu'elle puisse servir à étudier des dynamiques sociales dans les Nord, donc hors des contextes spécifiques des Suds, n'est pas attendu. Deuxièmement, cette branche disciplinaire de la géographie est devenue si hétérogène au cours des dernières décennies qu'elle n'est plus spécifiquement identifiée comme analysant le développement des sociétés. En effet, depuis les années 1990, la géographie de la mondialisation, celle des risques, des villes, des Nouvelles Technologies d'Information et de Communication, de l'écologie politique, des mouvements sociaux et bien d'autres champs se sont accaparés des terrains et thèmes de la géographie du développement, bien qu'elles ne partagent pas toujours sa problématique d'origine, le « développement » (Koop, 2021).

Derrière cet effritement se cache un problème de fond, qui est le rapport compliqué, voire perturbé qu'entretient cette géographie avec son objet d'étude, le développement. Cette notion a longtemps été liée à l'idée de modernisation et le développement des Suds a été synonyme du rattrapage de leur retard par rapport à l'Occident. Ainsi, elle représentait (et représente souvent encore) une approche téléologique des transformations sociétales, visant à l'entrée des communautés et sociétés des Suds dans la modernité. À partir des années 1980, le terme a été remis en question pour connotant trop le capitalisme et ses formes d'exploitation, notamment par les études postcoloniales. Au sein de la branche disciplinaire s'est alors opéré un glissement sémantique, en transformant le développement en une notion aussi peu normative que possible, désignant un processus menant à l'augmentation du bien-être et à l'épanouissement des populations (Nohlen et Nuscheler, 1993). Malgré ces efforts, il est devenu de bon usage d'éviter tout bonnement l'utilisation de cette notion dans les études de dynamiques aux Suds. Par conséquent, beaucoup de recherches réalisées dans et sur les Suds n'affichent plus explicitement étudier le développement, bien qu'elles se consacrent aux processus des transformations (Koop, 2021).

Il en résulte une situation paradoxale : les études contemporaines ayant leurs racines dans la géographie du développement sont foisonnantes (Pieterse, 2010, p. 4), mais si hétéroclites et si connotatives d'études des problèmes sociétaux des Suds qu'elles ne sont pas perçues de l'extérieur comme pouvant contribuer à l'analyse de transformations sociétales aux Nord. Ainsi, à un moment historique où la question du développement (dans le sens de transformation) des sociétés est redevenue actuelle en Occident, la géographie du développement, en tant que champ disciplinaire potentiellement explicatif des transformations sociétales, peine à s'affirmer.

Proposition : Étudier les transitions sociétales au croisement entre la géographie critique du développement et les études des transitions

Dans ce volume d'HDR, je propose d'explorer si et comment la géographie critique du développement peut contribuer à répondre au double défi auxquelles sont soumises les études des transformations sociétales : celui, pratique de faire des transformations profondes un objet d'études, et celui, ontologique, de s'extraire, ce faisant, des référentiels modernes dominant leurs grilles d'analyse. Concrètement, il s'agit de puiser des expériences passées et en cours de la géographie critique du développement dans ses études des transformations sociétales – réalisées au nom de l'étude du développement. Le but est de détecter des outils conceptuels de la géographie critique du développement témoignant d'une extraction des cadres normatifs établis et qui peuvent alimenter les cadres conceptuels des *Sustainability Transitions Studies*. L'objectif final de ce volume est donc d'esquisser une géographie des transformations sociétales, dans le sens d'études de dynamiques transformatives dans leurs spatialités.

Cette aspiration de rompre avec l'ontologie moderne pour se donner les moyens d'étudier des transformations sociétales est évidemment loin d'être partagée au sein de la société et des SHS. Bien des études sont ancrées dans le modèle dominant et voient la « transition » comme un processus linéaire sans ruptures fondamentales. Avec cette analyse des formes et des possibilités de sortie de la trajectoire moderne telle que le propose Bruno Latour, j'adopte donc ici un propos engagé.

Dans une première partie, je reviens sur le contexte sociétal changeant en Europe. Je propose de comprendre la modernité comme une ontologie parmi d'autres, limitée dans l'espace aussi bien que dans le temps et j'argumenterai que, face aux crises contemporaines, les sociétés (post-)industrielles se trouvent au début d'une phase transitoire qui se caractérise par la perte de repères et le défi de se détacher de la normativité moderne (chap.1). Je reviendrai ensuite sur la question d'à quel point et comment cette ontologie avait pénétré les postures et approches scientifiques dans le passé, et mené à comprendre les transformations sociétales comme le passage de sociétés non modernes à des sociétés modernes, sous la désignation de « développement » (chapitre 2). Je discuterai l'émergence de cet ancien paradigme, ses impacts sur la manière de penser les transformations sociétales - dans les Suds, en occurrence - et j'identifierai les pas réalisés dans les études de développement pour s'émanciper des cadres référentiels modernes. Cette première partie permettra alors, en conclusion, de discuter des écueils et verrous qui se présentent... pour (re)penser les transformations sociétales.

La deuxième partie retrace l'évolution des postures et approches conceptuelles de la géographie du développement depuis l'émergence de cette branche disciplinaire dans les années 1960. Au lieu de produire une épistémologie de la géographie du développement en posant la question, classique, de comment celle-ci concevait le développement, je tenterai de décaler le regard en explorant de quelle(s) posture(s), cadres théoriques et

outils conceptuels elle s'est dotée afin de se mettre en capacité d'étudier non le développement (notion trop connotative de la modernité occidentale), mais les transformations des valeurs, pratiques et relations au sein des sociétés des Suds. Cette partie montre une posture critique par rapport à la conception moderne du « développement », posture qui caractérise la géographie du développement dès ses débuts. Elle décrit le regard croissant sur des processus par le bas, générés par les individus et communautés et les étapes successives de la sortie du cadre normatif moderne afin de les cerner. Elle débouche sur la présentation d'outils conceptuels des courants « post- » (postcolonial, décolonial, postdéveloppement) qui permettent de cerner l'existence, voire l'émergence, de réalités (dans le sens de manières de vivre et de penser) autres que « modernes », pouvant pour autant être imbriquées dans les dynamiques de ladite modernité. Cette partie conclut sur le potentiel de ces outils (tels que l'approche relationnelle, les concepts de l'hybridité, du conflit ontologique ou encore des territorialités divergentes) à contribuer à une géographie des transformations sociétales par le bas.

La troisième partie explorera l'outillage conceptuel dont se dotent les *Sustainability Transitions Studies* afin de cerner les changements profonds, disruptifs, au sein des sociétés vers la soutenabilité. Bien évidemment, les sujets d'études et les approches qui émergent au sein des différentes disciplines des SHS sont trop divers et variés pour donner une vue d'ensemble exhaustive et détaillée. L'exploration se restreint aux cadres théoriques et conceptuels considérés comme ayant une valeur heuristique par les fondateur·es de ce champ interdisciplinaire. Cette partie met en évidence qu'au sein des *Sustainability Transitions Studies*, le regard porté sur les transformations sociétales amène les chercheur·es à considérer l'innovation, qu'elle soit d'ordre socio-technique, socio-institutionnelle ou socio-écologique, comme moteur principal des transformations des systèmes sociétaux. Ce chapitre détecte aussi deux points aveugles de ces cadres conceptuels que sont la difficulté de différencier entre innovations incrémentales et disruptives, d'une part, et, d'autre part, le manque d'une approche spatiale qui permettrait de saisir les contextes explicatifs de l'émergence d'innovations relevant de nouvelles pratiques, valeurs et imaginaires sociaux. Une comparaison ensuite avec les outils conceptuels de la géographie critique du développement permettra de discuter leur complémentarité.

La partie 4 se consacre à l'assemblage possible - et partiellement déjà en cours - d'approches au croisement entre la *Critical Development Geography* et les *Sustainability Transitions Studies* s'intéressant aux innovations d'ordre social. Je présenterai quatre propositions d'hybridations conceptuelles. Afin de leur donner corps, je tenterai de démontrer leur pertinence en les appliquant à l'étude d'innovations sociales à capacité transformatrice en moyenne montagne, notamment dans les Alpes et le massif Central. Ce sont notamment l'altérité de ces initiatives citoyennes et les expressions spatiales de leur dissémination qui sont étudiées ici.

L'utilité de cet appareil conceptuel hybride se situant en dehors de l'épistème moderne n'est pas pensée pour se limiter à l'étude d'innovations sociales visant la soutenabilité. Elle ne se restreint pas non plus à l'étude de transformations sociétales dans les Nords. Dans ma conclusion, j'argumenterai que l'assemblage de concepts développés au sein de la *Critical Development Geography* et de ceux des *Sustainability Transitions Studies* représente un cadre conceptuel pour une géographie des transformations sociétales par le bas, s'appliquant à tous types d'émergences d'imaginaires et pratiques nouvelles et disruptives par rapport aux normes dominantes. Honorant les cadres conceptuels des *Sustainability Transitions Studies*, et tenant compte de soixante ans d'apprentissage de la *Critical Development Geography* dans la conceptualisation de transformations sociétales, cette géographie pourrait être appliquée aux Nords comme aux Suds.

Partie 1.

Penser les transformations sociétales en sciences sociales et humaines au début du 21e siècle - un défi ontologique

La pensée que le changement des sociétés (post-)industrielles, nécessaire pour diminuer son impact environnemental et augmenter la justice sociale, devrait être profond, fondamental, est certes partagée dans certains milieux, mais loin de faire consensus. Autant elle paraît évidente à certain·es, autant elle peut être considérée comme osée à d'autres. Cette première partie se consacre dans un premier temps à expliciter l'axiome duquel je pars dans ce volume inédit : que la modernité représente une ontologie parmi d'autres et qu'elle se trouve aux débuts d'une phase de transition vers une autre ontologie (chapitre 1). Puisant dans mon enracinement dans les études du développement des Suds, je m'inspirerai du tournant ontologique dans les études anthropologiques du développement. Ce tournant a permis de comprendre l'altérité des populations des Suds autrement que par le prisme de la culture. En démontrant que différentes ontologies, dans le sens de différentes manières d'être, de penser et de vivre le monde, existent (De la Cadena et Blaser, 2018 ; Escobar, 2018a, 2018b), ce tournant a contribué à déconstruire la pensée occidentale si prépondérante dans l'analyse et la conception d'autres peuples (Viveiros de Castro *et al.*, 2014). Il permet donc de comprendre la modernité comme une ontologie parmi d'autres dans le monde et dans l'histoire de l'humanité. J'attribue à cette approche ontologique le mérite d'enlever à la pensée moderne le caractère universalisant qui lui est souvent conféré et d'inviter à ce que les *Postcolonial* et *Decolonial Studies* appelleraient la « décolonisation » de la pensée sur les sociétés et leurs transformations. Elle permet aussi de comprendre qu'un des défis majeurs pour les SHS est de s'affranchir des grilles de lecture conventionnelles afin de se mettre en position d'étudier des dynamiques de transitions profondes vers d'autres formes sociétales, ou en d'autres termes, concevoir les transformations sociétales (aux Suds comme aux Nord) autrement qu'à travers le filtre de l'ontologie moderne.

Afin de mieux discerner l'héritage qui pèse encore sur les approches contemporaines en SHS dans leurs études de transformations sociétales, le chapitre 2 revient sur les approches mobilisées afin d'appréhender le changement social dans le passé. Il rappelle que les transformations sociétales furent principalement pensées pour les sociétés des Suds et ce sous la désignation du « développement ». Cette notion véhiculait pendant longtemps – et véhicule encore - l'imaginaire moderne et s'est imposé comme paradigme dominant. Le chapitre débouche sur une brève présentation de quelques pionnièr·es des *Critical Development Studies* proposant des réflexions alternatives sur la nature de changements

sociétaux, plus ou moins libérées du cadre normatif moderne. Enfin, je tenterai de cerner des défis majeurs que représente le tournant ontologique pour étudier les transformations sociétales (chapitre 1.3).

1. Le contexte : Les sociétés modernes dans un tournant ontologique

Revenir sur la « pensée moderne » et la façon dont elle a influencé les études des changements sociaux en SHS est un sujet délicat, car la « modernité » est difficile, voire impossible à définir. Bien des auteur·es ont réfléchi sur le statut et la place de la modernité occidentale dans l'histoire de l'humanité. Elle a été analysée en tant que mode de civilisation, condition sociale (Martuccelli, 2017), croyance (Rist, 2001), idéologie (Latour, 2006), projet politique ou encore en tant qu'épistème (Foucault, 2005 [1966]). Son contenu se présente largement sous la forme d'un amas de phénomènes, d'un *package*, comprenant pêle-mêle le capitalisme, l'impérialisme, le développement de l'individualisme, l'affirmation des États-nations, l'industrialisation, l'urbanisation, les développements de la science occidentale positive, le racisme, etc. (Houssay-Holzschuch, 2010, p. 75). Les études postcoloniales se sont attelées à défaire (*unpack*) ce qui est souvent présenté comme un bloc homogène qui se distinguerait par sa singularité et sa cohérence. Ainsi, l'historien Frederick Cooper montre dans son ouvrage *Colonialism in question : theory, knowledge, history* qu'il est difficile, voire impossible, de la confiner précisément dans le temps de l'histoire humaine (commence-t-elle avec l'Antiquité, le christianisme, le siècle des Lumières, l'industrialisation ?) et que bien trop de choses contradictoires ont été faites, pensées et dites au nom de la modernité occidentale (Cooper, 2005). D'autres, comme Gurminder K. Bhambra, dans son livre *Rethinking Modernity : Postcolonialism and the Sociological Imagination*, exposent que les récits sur la modernité occidentale refoulent le fait qu'elle n'est que le fruit d'imbrications multiples d'objets et processus sociaux provenant de divers coins du monde et qu'il n'y aurait rien de spécifiquement occidental (Bhambra, 2007).

Étant donné qu'elle concerne des espaces et des cultures extrêmement variés, d'autres encore ont élargi la notion de modernité en proposant l'idée de modernités alternatives ou multiples qui s'opèrent dans les sociétés des Suds, s'opposant ainsi à associer modernité et Occident (Appadurai, 1996 ; Comaroff et Comaroff, 2015 ; Gaonkar, 2001 ; Geschiere, 1997). Finalement, Bruno Latour nous montre dans son ouvrage *Nous n'avons jamais été modernes* que le temps moderne est, au fond, lui-même un temps de passage – et ainsi de toute ontologie que nous tentons de confiner dans le temps et l'espace (Latour, 2006). Je partage la critique qu'évoquer la modernité soit essentialisant, et je m'associe à l'interprétation de dynamiques sociétales qui opèrent plutôt en termes d'assemblages, d'hybrides, en mouvements constants (Latour, 2006). Malgré ces relativisations, évoquer

la modernité reste légitime, sous condition d'explicitier comment et pourquoi la notion est utilisée (Cooper 2005).

1.1 La modernité - une ontologie parmi d'autres

Je souhaite ici conférer à la modernité le statut d'une ontologie. Dans son sens philosophique, l'ontologie interroge la signification et le sens de l'être ou, plus précisément notre compréhension de « *what it means for something or somebody to exist* » (Winograd et Flores, 1986, p. 30). Dans l'appréhension anthropologique que je souhaite mobiliser ici, elle désigne la manière d'être de groupes sociaux, leur façon de se penser et de vivre dans le monde (Escobar, 2018a). C'est le tournant ontologique en anthropologie de la fin des années 1990 qui a ouvert la voie à une telle compréhension. Depuis ses débuts, l'anthropologie a analysé les différents peuples du monde à travers le prisme de la culture. Au sein de la discipline, les chercheur-es présumaient généralement que les êtres humains et peuples pouvaient avoir différents points de vue, voire différentes interprétations des objets naturels et matériels du monde. Ces objets étaient supposés ne pas varier, même si les points de vue divergent (Heywood, 2017). Il s'agissait d'une conception à bagage métaphysique : les différents peuples du monde étaient présumés avoir différentes visions du monde, pour autant le monde fut considéré comme étant pareil. Ou, en d'autres termes : « Les cultures peuvent varier, la nature des choses non » (Holbraad et Pedersen, 2017).

Le tournant ontologique propose d'accepter que les différents points de vue et interprétations ne soient pas simplement des représentations différentes du même monde. Il suggère que des réalités différentes, des manières différentes d'être et de vivre le monde existent ou, en d'autres termes, les « pré-supposés que nourrissent les différents groupes sociaux quant aux entités existant réellement dans le monde » (Escobar, 2018a : 74), et quant aux réalités surgissant des relations qui se tissent entre elles. Ces « entités » sont composées d'humains et de non-humains : les animaux, les plantes, les minéraux, les artefacts, etc. En quoi l'ontologie diffère de la culture ? Tout d'abord, le tournant ontologique peut être compris comme « *an attempt to take others and their real difference seriously* » (Carrithers *et al.*, 2010, p. 175). Mais il soulève aussi des questions philosophiques fondamentales.

Des différences n'existent donc pas qu'en termes d'interprétations du (même) monde, elle suppose que différents mondes puissent exister, comme John Law le présente avec insistance dans son article « *What's wrong with a One-world world ?* » (Law, 2015). Ce sont notamment des études postconstructivistes sur les liens des peuples autochtones avec ce que l'ontologie moderne considère comme la nature qui sont à l'origine de ce tournant (parmi les plus connues : Descola, 2005b ; Ingold et Pálsson, 2013 ; Viveiros de Castro, 1998). En s'appuyant sur des études de cas ethnographiques, ces auteur-es décrivent des

cosmologies autres et qui défient les dichotomies propres à la pensée moderne (nature/culture, corps/esprit, objet/sujet, animalité/humanité, réalité matérielle/représentation mentale). Ainsi, l'anthropologue Sylvie Poirier explique le tournant ontologique dans les termes suivants : « En reconnaissant, avec Descola, que l'ontologie naturaliste des modernes est la chose du monde la moins bien partagée, et en réinsérant le non-humain dans les mondes de la vie, les ontologies et les cosmologies non-modernes ont acquis, avec le tournant ontologique, une nouvelle légitimité et raison d'être, en leurs propres termes » (Poirier, 2016). L'attention portée à ces cosmologies non occidentales ouvre donc le regard sur des facteurs restés longtemps en dehors des grilles de lecture des sciences sociales, tels que le non-humain, les sentiments, les émotions ou encore la spiritualité (Escobar, 2018a, p. 63). Ce n'est que depuis peu que ce tournant commence à se populariser. Ce sont notamment les auteur·es des courants critiques (*Decolonial* et *Postdevelopment Studies*) au sein des études du développement qui le mobilisent afin d'étudier des épistémologies autres (des peuples autochtones, p. ex.) et de plaider pour la reconnaissance de l'existence d'autres ontologies (Blaser, 2013 ; Clément, 2021 ; De la Cadena et Blaser, 2018).¹²

Afin de concevoir que la modernité occidentale aussi puisse être comprise comme une ontologie, il est utile d'explorer comment ces auteur·es conçoivent cette dernière. L'anthropologue Mario Blaser, un des auteur·es phares de ce courant, confère trois dimensions aux ontologies (Blaser, 2013). La première comporte les présomptions (*assumptions*) de ce qui existe : de types d'êtres et de leur condition d'existence, une sorte d'inventaire des êtres et de leurs relations. Cette dimension fait référence à l'imaginaire – fruit de l'imagination – que l'être humain, voire une communauté, a de soi et du monde. La deuxième dimension est la mise en actes de ces imaginaires par les pratiques quotidiennes, faisant émerger des configurations particulières des humains et éléments non-humains. Elle désigne la manière dont les imaginaires se performant « en mondes » (*perform themselves into worlds*)¹³ (Escobar, 2018a, p. 92), dans la mesure où l'imaginaire oriente inévitablement la pratique. Ajoutons que, selon John Law, ces deux dimensions, donc les manières de concevoir soi-même et l'au-delà de soi, d'une part, et les pratiques sociales qui y sont liées, d'autre part, créent des « réels » (*reals*) (Law, 2015, p. 127)¹⁴. Enfin, la troisième dimension que Mario Blaser confère à l'ontologie est la mise en récit (*storying*) des présomptions qui sont mises en acte (Blaser, 2013, p. 552). Cette mise en histoire se fait sous forme de mythes, des rituels et/ou récits collectifs. Elle permet aux populations de mieux identifier leurs présomptions et valeurs collectivement partagées et, inversement, de s'identifier à elles (Blaser, 2013).

¹² Sans que les influences vice-versa aient été explicitées, le *decolonial turn* se base sur une conception similaire de l'existence.

¹³ Je reprends ici la notion de « mondes », mais tiens à préciser qu'elle signifie, pour les auteur·es, bien plus que la notion occidentale de « monde », incluant l'idée de « cosmologie ».

¹⁴ D'autres auteur·es n'hésitent pas à utiliser la notion plus courante de « réalités » (Poirier, 2016).

En résumé, les auteur-es du tournant ontologique nous invitent à considérer les ontologies comme des produits de comment nous connaissons le monde et de comment nous mettons en actes nous-mêmes et le monde, en fonction de nos connaissances (Escobar, 2018a, p. 92). Les ontologies sont à la fois imaginaires, pratiques, liens et récits - des réels, des mondes. Ces réels ne devraient pas être compris comme différentes croyances de ce qu'est la réalité (ce qui renvoie à l'épistémologie), mais comme des réalités différentes, faites dans des pratiques différentes (*different realities being done in different practices*) (Law, 2015, p. 2).

La modernité se laisse aisément comprendre dans les dimensions mentionnées. Nous pouvons lui conférer le statut d'un réel, d'un monde, présumé et mis en actes au quotidien. Sa mise en récit exprime les présomptions et valeurs partagées, comme la liberté individuelle, la démocratie et la propriété privée, ainsi que ses modes de faire, comme l'organisation politique en États, l'organisation économique sous forme capitaliste. Elle est l'expression de ce monde, autant que ce monde s'exprime dans ses récits sur la science, le marché, l'individu, l'État, la nature, etc. Accepter que la modernité soit une ontologie, dans le sens anthropologique du terme, permet d'accepter plus facilement que d'autres manières de se penser et de vivre dans le monde aient existé dans le passé, puissent coexister dans le présent et vont émerger dans le futur. Les *Decolonial* et *Postcolonial Studies* en font un argument pour défendre l'idée d'un monde pluriel, un monde « en mondes » (De la Cadena et Blaser, 2018) - idée qui relativise le caractère hégémonique et universalisant conféré longtemps à la modernité. C'est en quelque sorte critiquer et vouloir limiter l'emprise spatiale de cette dernière, notamment sur les populations des Suds. Parallèlement, comme évoqué dans l'introduction, un nombre croissant d'auteur-es s'inscrivent dans l'idée que l'ontologie moderne est non seulement limitée dans l'espace, mais aussi dans le temps. Elle est présentée comme si son temps était révolu, vu les crises qu'elle a engendrées et vu son incapacité à les résoudre (Cassiers *et al.*, 2018 ; Charbonnier, 2016 ; Dussel, 1999 ; Grosfoguel, 2006 ; Latour, 2006, 2017 ; Servigne et Stevens, 2015 ; Vattimo, 1991).

Une fois la modernité limitée dans l'espace et bornée dans le temps, je propose de comprendre la transformation des sociétés occidentales - en cours et réelle, ou seulement souhaitée - comme une phase de sortie de l'ontologie moderne, comme un début de transition d'une ontologie à une autre. Mais comment les chercheur-es sauraient saisir méthodologiquement l'émergence d'une nouvelle ontologie ? À partir de quels indicateurs ? Dans *Par-delà nature et culture*, Philippe Descola a défini quatre ontologies à partir des modes d'identification et de relations dans lesquels entrent à la fois les humains et les non-humains : animisme, totémisme, naturalisme et analogie (Descola, 2005b; Hugot, 2011), la modernité étant évidemment associée au naturalisme. Le philosophe et phénoménologue Jean Gebser en propose quatre aussi, en partie similaires, mais il utilise comme indicateur la conscience humaine (*Bewusstsein*) : magique, mythique, mentale et intégrale (Gebser, 1949). Il confère à la modernité la structure mentale, à laquelle il

attribue les caractéristiques connues de l'anthropocentrisme et du dualisme, de la pensée directionnelle du finalisme, du rationalisme, de l'utilitarisme et du matérialisme (Gebser, 1949, p. 92). Toujours partant de la conscience humaine - et inspiré, entre autres, par Jean Gebser, Ken Wilber discerne neuf types de conscience dans sa théorie intégrale internationalement connue, allant de archaïque à intégral (Wilber, 2000), et attribuant à la modernité les mêmes caractéristiques que Gebser.

L'approche de ces deux derniers auteurs est intéressante à deux égards par rapport à la question de la transition contemporaine (souhaitée, supposée ou réelle). Premièrement, ils conçoivent ce que nous appelons communément modernité comme un type de conscience, voire une ontologie, parmi d'autres. Nous sortons donc ici d'une approche phénoménologique. Deuxièmement, ils considèrent que la conscience humaine peut changer au cours de l'histoire humaine. Ils notent que les nouvelles formes de conscience émergent de manière lente, discontinue, souvent par sauts/seuils, au sein de la conscience présente (mais qui relève déjà du passé), préfigurant le futur et le faisant devenir le présent (*Gegenwärtigung*) (Gebser, 1949, p. 50). Le développement de leurs idées résiste à bien des critiques des *Postcolonial Studies* : ils ne présentent pas ces ontologies comme des blocs homogènes et ne les attribuent pas non plus à des périodes historiques bien précises. Au contraire, ils conçoivent l'émergence et la disparition des ontologies comme le produit de dynamiques et d'hybridations incessantes.¹⁵ L'ontologie moderne, serait-elle donc en voie de disparaître sous les signes disparates d'une nouvelle ? Bien des intellectuels veulent y croire.

1.2 L'entrée dans une phase de transition et la perte de repères

« The spirit of our age is characterised by uncertainty, rapid change, realignment of power, upheaval and chaotic behaviour. We live in an in-between period where old orthodoxies are dying, new ones have yet to be born, and very few things seem to make sense. Ours is a transitional age, a time without the confidence that we can return to any past we have known and with no confidence in any path to a desirable, attainable or sustainable future [...]. Postnormal times demands [...] that we abandon the ideas of 'control and management', and rethink the cherished notions of progress, modernisation and efficiency. The way forward must be based on

¹⁵ Ce qui reste critiquable à partir d'un point de vue poststructuraliste est que leur approche évolutionnaire de ces auteur-es, allant du simple au complexe, et plaçant la modernité après les formes magiques et mythiques - influence normative de la modernité ?

virtues of humility, modesty and accountability, the indispensable requirement of living with uncertainty, complexity and ignorance. »

(Sardar, 2010, p. 435 et 436)

S'inscrivant dans les travaux de Gebser et Wilber, et s'inspirant de ceux de Funtowicz et Ravetz sur les sciences postnormales (Funtowicz et Ravetz, 1999), l'intellectuel Ziauddin Sardar, ex-rédacteur de la revue *Futures* et fondateur du *Center for Postnormal Policy and Futures Studies*, a forgé la notion des *postnormal times*, définie comme une phase de passage caractérisée par la complexité, le chaos et les contradictions. Il est effectivement difficile d'y voir clair : est-on encore dans diverses formes de prolongement de la modernité ou dans la rupture. Et s'il s'agissait d'une rupture, ça serait laquelle ? Hypermodernité ou postmodernité, modernité liquide (Zygmund Bauman), société du risque (Ulrich Beck), démodernisation (Alain Touraine) ou surmodernité (Balandier, 2008), la fin des grands récits (Jean François Lyotard) ou l'annonce d'un récit nouveau... les réflexions sur les changements en cours ne manquent pas depuis les années 1990 ! Le fait qu'elles partent dans des interprétations et sens divers est probablement l'un des marqueurs les plus constitutifs de cette période de passage. Cette phase serait un « *in between period where old orthodoxies are dying, new ones have not yet emerged, and nothing really makes sense* » (Sardar, 2010, p. 435). Elle se caractériserait surtout par la perte de repères. Selon Sardar, la seule certitude serait que les anciens principes et normes ne sont plus suffisants pour affronter le futur, voire empêchent de le faire. Le terme de « postnormal », dans le sens où les manières d'être, de penser, de faire et de savoir jusqu'alors considérés comme normales ne le seraient plus (Sardar, 2015, p. 27), est percutant. Cette postnormalité concerne aussi bien les sociétés concernées que les sciences sociales, ayant à charge d'accompagner la société à comprendre ces transformations.

Figure 3 : Dans l'entre-deux. L'Incapacité d'agir de l'Angelus Novus de Paul Klee (1920)



Source : https://www.1000museums.com/art_works/paul-klee-angelus-novus

L'Angelus Novus de Paul Klee me semble être une belle métaphore pour la situation contemporaine. Ce tableau que l'artiste a peint juste après la Première Guerre mondiale, temps d'une grande désillusion concernant l'humanité moderne, a été interprété par le philosophe juif allemand Walter Benjamin dans ses thèses *Über den Begriff der Geschichte* (Sur le concept d'histoire) en 1939 : « Il existe un tableau de Klee qui s'intitule *Angelus Novus*. Il représente un ange qui semble avoir dessein de s'éloigner de ce à quoi son regard semble rivé. Ses yeux sont écarquillés, sa bouche ouverte, ses ailes déployées. Tel est l'aspect que doit avoir nécessairement l'ange de l'histoire. Il a le visage tourné vers le passé. Où paraît devant nous une suite d'événements, il ne voit qu'une seule et unique catastrophe, qui ne cesse d'amonceler ruines sur ruines et les jette à ses pieds. Il voudrait bien s'attarder, réveiller les morts et rassembler les vaincus. Mais du paradis souffle une tempête qui s'est prise dans ses ailes, si forte que l'ange ne peut plus les refermer. Cette tempête le pousse incessamment vers l'avenir auquel il tourne le dos, cependant que jusqu'au ciel devant lui s'accumulent les ruines. Cette tempête est ce que nous appelons le progrès » (Benjamin, 2000).

Cette thèse célèbre met donc en scène l'histoire sous les traits d'un ange. Benjamin lui confère la fonction de balayer les illusions politiques qui ont mené l'humanité au bord de l'abîme durant la Première Guerre mondiale (Berdet, 2013). Mais nous pouvons aisément transposer le message du tableau de Klee à toute période historique de transition – dont la nôtre. L'écroulement des anciennes certitudes et la difficulté d'affronter le futur (qu'il soit catastrophique ou non) nécessitent un temps d'arrêt, de mise en question si fondamentale qu'elle déroute. L'ange s'arrête de voler. Les ailes figées, il est poussé de l'avant par le passé, sans pouvoir s'y lancer de sa propre volonté. Avec quelles certitudes ? Vers quel objectif ? De quelle manière ?

1.3 Les défis pour les SHS

Si l'on poursuit cette hypothèse d'un passage d'ordre ontologique des sociétés touchées par le récit de la modernité et qui requiert le détachement d'anciens repères, la situation est évidemment similaire pour les sciences sociales. Il s'agit de savoir distinguer l'émergence de nouveaux imaginaires, pratiques et/ou récits, parmi les anciens. Ceci demande de concevoir les transformations des communautés et sociétés autrement qu'à travers le filtre de la modernité. En d'autres termes, le défi est d'arrêter d'étudier la modernité à l'intérieur de ses propres cadres, avec ses propres outils. Un travail de décentrement est demandé, il s'agit de se donner les moyens de se placer « en dehors » de l'imaginaire qui a servi si longtemps de lignes directrices aux SHS : la rationalité, le progrès, la pensée dualiste, etc. Il ne s'agit pas d'envisager un énième tournant épistémologique (comme le tournant culturel, le tournant spatial ou encore le tournant praxéologique), en effectuant un changement de regard sur les mêmes objets, mais de regarder d'autres choses autrement. Le tournant ontologique en anthropologie permet de deviner l'ampleur de ce défi. Dans son article « Sortir du cercle épistémique moderne : l'engagement ontologique de l'anthropologie critique », Pierre Charbonnier constate que ce tournant nous a appris que les sciences sociales classiques étaient « une opération de la modernité sur elle-même », et qu'il permet « un éclairage latéral, à distance, qui passerait par une analyse comparative où la spécificité moderne apparaîtrait comme une variante ». Il conclut que « notre dynamique historique n'est plus enfermée dans un programme prédéfini à réaliser : la séquence moderne se referme et le contrat ontologique et politique noué à son origine doit être refait » (Charbonnier, 2016)¹⁶.

Dans cette optique, une définition opératoire du sujet de ce volume est nécessaire : Entre développement, développement durable, *sustainability transitions* ou transformation sociétale, quelle notion rend compte au mieux de l'intérêt scientifique pour un éventuel

¹⁶ En ligne, <https://natpol.hypotheses.org/18>, consulté le 14/01/2019

changement ontologique au sein des sociétés ? Le « développement » ne semble définitivement pas être adaptée, car trop connotée à la modernité. La notion de « développement durable », ce *leitmotiv* des années 1980 et 1990, avait certes suscité des changements incrémentaux au sein des sociétés, mais non des transformations profondes qui auraient permis de changer les causes fondamentales de l'insoutenable des sociétés (post)industrielles (Markard *et al.*, 2012). L'émergence des notions de « transition » et « transformation » peut justement être attribuée à un certain épuisement de la notion de développement durable. Or, ces deux termes sont souvent utilisés de manière interchangeable dans les communautés scientifiques. Ils réfèrent tous les deux à des changements radicaux, non linéaires et structurels au sein des sociétés (Hölscher *et al.*, 2018). La notion de « transition » est tendanciellement plus connotée aux études sur les innovations d'ordre sociotechniques (voir partie 3 de ce volume). Elle renvoie à la question comment ce processus d'un état à l'autre sont empêchés ou appuyés (Brand, 2014). La « transformation sociétale », notion plus communément utilisée dans le milieu germanophone, réfère à des changements fondamentaux au sein des sociétés dans les dimensions structurelle, fonctionnelle, relationnelle et cognitive de systèmes socio-technique-écologiques, incluant l'interaction de composants humains et non-humains (O'Brien, 2012 ; Patterson *et al.*, 2017). Toujours selon Brand, elle renverrait plutôt à la question : « Qu'est-ce qui change et pourquoi ? » (Brand, 2014).

Je choisis la notion de transformations sociétales, à la fois pour me distancier de cette connotation tendancielle avec les transitions d'ordre sociotechniques (voir aussi partie 3 de ce volume) et pour me rapprocher de l'idée des changements fondamentaux au sein des sociétés dans toutes leurs dimensions. Selon cette définition, étudier les transformations sociétales revient à étudier des changements profonds d'imaginaires, pratiques et relations au sein des sociétés.

Comment s'y prendre alors ? Comme l'*Angelus Novus*, les chercheur·es hésitent. Il faut tâtonner, expérimenter, hybrider - tout à l'image des sociétés elles-mêmes en transition. Les chapitres 2, 3 et 4 de ce volume s'inscrivent dans ce tâtonnement. Mais il me semble important de revenir, dans un premier temps, sur l'enchâssement de la conception des transformations sociétales dans le paradigme moderne.

2. Retour sur les anciens repères pour penser les transformations sociétales au sein des études du développement

Dans le passé, l'idée des transformations sociétales profondes ne s'appliquait pas aux sociétés modernes elles-mêmes. Les sciences sociales avaient attribué à la modernité le statut d'un stade final de l'évolution de l'humanité. Ainsi, les travaux de sociologues internationalement connus sur le changement social, de Talcott Parsons, théoricien majeur dans l'après-guerre du changement social, en passant par Max Weber, Emil Durkheim jusqu'à Antony Giddens, peuvent être considérés comme des opérations modernes sur la modernité elle-même (Charbonnier, 2016).¹⁷ Les transformations sociétales furent alors pensées pour les sociétés des Suds, supposant qu'elles devraient rattraper leur retard de développement par rapport à l'Occident, voire pour les pays de l'Est après 1989, afin de passer du communisme au capitalisme et la démocratie, donc à la modernité dans sa version occidentale. Je me concentrerai par la suite sur la manière de penser les transformations pour les Suds au prisme de la notion du développement - terme incarnant l'idée que se faisaient (et font encore souvent) les sciences sociales des transformations sociétales.

Dans le but d'étudier et d'accompagner les transformations des sociétés des Suds après la décolonisation, les études du développement avaient émergé au cours des années 1960. Ce champ interdisciplinaire aurait pu, en théorie, observer avec distance et de manière neutre, les évolutions. Mais ses outils d'analyse s'inscrivaient alors pleinement dans l'engagement politique des pays industrialisés à aider les Suds à « rattraper leur retard de développement » et à se moderniser. Assez rapidement, ce champ s'est livré à une autocritique de son approche moderniste. Dès les années 1970, des vifs débats se sont instaurés sur le sens que devrait prendre la notion du « développement » et sur les approches scientifiques à adopter en fonction de sa définition (changeante) (Peet et Hartwick, 2009). J'adopterai ici un regard légèrement décalé, en interrogeant ce que l'histoire des postures et approches du développement peut nous apprendre sur la nature et l'ampleur du cadre normatif moderne dans les analyses des transformations sociétales.

¹⁷ Bien évidemment, il y a des exceptions à la règle, tels que les travaux de Guy Rocher, d'André Goerz ou encore de Cornelius Castoriadis qui pensaient des changements profonds provenant de mouvements sociaux.

2.1 Le « développement » comme imaginaire, métarécit et projet politique moderne des transformations sociétales

L'évolution de l'humanité est une préoccupation centrale de l'être humain. Le sociologue Robert Nisbet montre que les premières traces écrites sur le comment et vers quoi les communautés et sociétés évoluent remontent à la Grèce antique (Nisbet, 1969). Les travaux d'Aristote, entre autres, révèlent que les idées sur l'évolution des sociétés et leurs changements furent intrinsèquement liées à l'observation des principes de la nature et des cycles de vie : engendrement, croissance, déclin. Ainsi, le terme *physis* (nature) dérive du verbe *phuo* (engendrer, croître, se développer) et fut utilisé à la fois pour désigner la nature et/ou le développement par certains philosophes grecs. La notion de « nature » a donc fonction de métaphore et renvoie à une conception cyclique du changement social/sociétal chez Aristote. Dans son œuvre *Métaphysique*, il la considère comme l'essence des choses qui ont en elles-mêmes un principe de mouvement, comme « ce qui naît, grandit et atteint sa maturité finit aussi par décliner et mourir, dans un perpétuel recommencement » (Nisbet 2009). Ainsi, pendant des siècles, l'idée de l'évolution des sociétés était associée à celle du développement, elle-même intrinsèquement liée à l'idée de la permanence du changement et à l'incessant retour du même (Rist, 2001)¹⁸.

C'est l'émergence de la pensée eschatologique, conjuguée à la foi au progrès, qui contribuera peu à peu à changer la vision cyclique et à introduire une vision linéaire du temps (Hartog, 2003). Mais c'est n'est qu'à partir de la fin du 17^e siècle que l'idée d'une évolution linéaire de l'humanité et l'idéologie du progrès s'instaurent massivement et que « saute le verrou » (Rist, 2001, p. 66). L'idée du développement n'est alors plus freinée par la conscience d'une limite pour se conformer aux lois de la nature, mais permet de concevoir le progrès, dans le sens de croissance et de perfectionnement continu pour le bien de l'humanité. Ces idées peuvent être retracées notamment chez Leibnitz et De Condorcet. Depuis la révolution française, le but ultime est alors compris comme la réduction des inégalités et l'expansion de la liberté individuelle. Le glissement sémantique du terme développement trouve donc ses origines au siècle des Lumières, époque durant laquelle un vaste mouvement philosophique et littéraire exprime et explique publiquement les nouvelles valeurs et principes d'une société occidentale en pleine transition. La sortie des structures féodales, caractérisées par leur imbrication avec l'Église et la religion, et l'expansion du capitalisme se réalisent de concert avec l'émergence de ces nouvelles valeurs. Se propagent alors les idées de l'émancipation et des libertés individuelles

¹⁸ Encore au Moyen Âge, en Occident, *desvelopemens* signifiait bien « l'action de déplier ce qui était enroulé sur soi-même » (Rec. gén. des lex. fr. du moy. âge, éd. M. Roques, t. 2, 10488) ou encore : ca. 1170 *desvoleper* « sortir (quelque chose, quelqu'un) de ce qui l'enveloppe » (Guillaume d'Angleterre, éd. M. Wilmotte, 807) ; xiii^es. [ms.] *desveloper* (Artur, ms. B.N. fr. 337, fo214 a ds Gdf.). Ces définitions renvoient à tout processus dans l'espace et dans le temps, à une chose qui « se passe », qui évolue, qui se déploie.

(répandues par De Condorcet), de la rationalité (promulguées notamment par Descartes et Leibnitz), qui permettrait de combattre ignorance, superstition et tyrannie, ainsi que la croyance dans le progrès et dans la science (voir Auguste Comte).

Ces nouvelles valeurs forment le sous-bassement d'un nouveau système économique. Elles soutiennent et légitiment le capitalisme marchand et accompagnent ensuite l'économie productiviste et les débuts de l'industrialisation (Peet et Hartwick, 2009). Elles peuvent être considérées comme les marqueurs d'une nouvelle manière de penser l'existence. La pensée linéaire, progressive et optimiste, des changements sociaux est constitutive de ce nouvel imaginaire sociétal. Au fur et à mesure, elle s'est greffée sur la conception circulaire que suggérait l'observation des cycles de vie de la nature. Elle est renforcée par la croyance dans la force de ces principes modernes et leur capacité à permettre de surmonter pauvreté et oppression. Darwin fait des observations des phénomènes de la nature qui viennent encore valider cette lecture progressiste. Par la suite, les idéologies sociales n'ont fait que reproduire cette vision. En résumé, ce n'est que dans l'ontologie moderne que développement devient croissance - et ainsi la conception des dynamiques sociales devient synonyme de « progressif, inévitable, séquentiel et permanent » (Chernilo, 2015, p. 326).¹⁹

Ce rapport spécifique au temps et à l'évolution de l'humanité est donc l'une des caractéristiques marquantes du régime d'historicité des sociétés modernes (Hartog, 2003). Au prisme de l'analyse de sa singularité, son application à d'autres sociétés, d'autres mondes peut paraître incongrue, mais c'est ce qui a été fait. Après la Seconde Guerre mondiale, la conception moderne de l'évolution humaine allait être déployée à l'échelle mondiale et ce de manière encore bien plus systématique que durant la phase de la colonisation.

Grand classique des manuels des études du développement, les phrases suivantes du discours inaugural du président américain Truman en 1949 incarnent à elles seules les multiples dimensions de l'imaginaire occidental d'après-guerre sur les transformations sociétales : « *More than half the people of the world are living in conditions approaching misery [...] for the first time in history, humanity possesses the knowledge and the skill to relieve the suffering of these people [...]. I believe we should make available to peace-loving*

¹⁹ Ce glissement sémantique se laisse retracer dans l'évolution des définitions du « développement » à partir de la fin du 18^e siècle. Ainsi, celles retracées par le Centre National des Ressources Textuelles et Lexicales (CNRT) du CNRS¹⁹ montrent que l'on y trouve l'idée de « parcourir une certaine distance », en renvoyant à un texte de 1797 (Voy. La Pérouse, t. 2, p. 239) : « Il ne nous restait guère que cinq ou six lieues de côte à développer jusqu'au 45 degrés » ; et à un texte de 1892 où « développer » est utilisé en relation avec une bicyclette qui roule (Baudry de Saunier, Cycl., p. 460). Aussi le Larousse contemporain renvoie, tout comme d'autres dictionnaires, au « fait de grandir, de croître, de se développer (synonymes : croissance, enrichissement, épanouissement, évolution, formation, progrès), et au « fait pour quelque chose de progresser, de s'accroître, de prendre... (synonymes : accroissement, agrandissement, augmentation, essor, expansion, marche, montée, mouvement) » (Larousse, en ligne, consulté le 22 mai 2018).

peoples the benefits of our store of technical knowledge [...] We must embark on a bold new program for making the benefits of our scientific advances and industrial progress available for the improvement and growth of underdeveloped areas. » (Henri S. Truman, extraits du point 4 de son discours d'investiture, 20 janvier 1949). Tout d'abord, elles illustrent parfaitement l'encastrement de l'idée des changements sociétaux dans les expressions concrètes de la modernité : la science, la technologie et la croyance dans le progrès qui s'exprime par la croissance économique.

Cette citation révèle aussi la pensée universaliste liée à cet imaginaire : la croyance dans la supériorité de l'ontologie moderne sur toutes autres manières de vivre et de se penser dans le monde²⁰. Le néologisme « régions sous-développées » - bien qu'il symbolisait un « libéralisme optimiste » qui rompait avec le biologisme racial d'avant-guerre en présumant l'aptitude des populations non occidentales à se moderniser (Corbridge, 2008, p. xv) – assignait les non Occidentaux au bas de l'échelle de l'évolution de l'humanité, la modernité occidentale en constituant le stade final et servant de modèle universel. Enfin, cette suprématie imaginée du modèle moderne (en termes technologique, économique et épistémologique), fut présentée comme motif pour l'obligation morale d'aider les nouveaux pays décolonisés à suivre le chemin de la modernité.

Le discours de Truman a contribué à forger un métarécit²¹ puissant et universalisant sur l'évolution du monde et le rôle des pays occidentaux dans cette évolution. Ce « récit moderniste » (Ferguson, 2005) plaçait définitivement les sociétés du reste du monde à l'intérieur du régime d'historicité européen en invitant le « reste du monde » à rattraper leur retard (Pieterse 2010 : 20).

La vision audacieuse de Truman fut parfaitement conforme à l'air du temps. À ce moment de l'après-guerre, elle permettait de faire converger divers intérêts occidentaux, tout en leur donnant un nouveau cap et un nouveau rôle dans la phase de décolonisation massive des Suds qui s'annonçait alors. Elle permettait à la fois de consolider et de perpétuer les intérêts économiques, politiques et culturels occidentaux. Ainsi, le discours de cet homme de pouvoir mis en actes par les Nations Unies, prit rapidement la tournure d'un vaste « projet politique » (Escobar, 1995). En 1961, les Nations Unies déclaraient la « première décennie du développement » (A/RES/1710 (XVI))²², et de nouveaux organismes dits de coopération internationale, comme le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) furent créés à ces fins. Parmi les pratiques phares figure un vaste processus d'institutionnalisation du développement par le biais de conventions et

²⁰ La croyance dans la suprématie blanche s'était évidemment déjà manifestée bien avant, au cours de l'époque des « découvertes » et de la colonisation. L'esclavage moderne en était une des expressions.

²¹ Le point 4 du discours de Truman fut repris largement dans la presse au lendemain de son discours inaugural. Gilbert Rist, dans son ouvrage *Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, le caractérisait comme « *public relations gimmick* » (en anglais dans le texte) (Rist, 2001, p. 117).

²² <https://documents-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/167/63/PDF/NR016763.pdf?OpenElement>

d'accords commerciaux avec les pays des Suds, l'instauration de la coopération internationale et la promesse de dédier 0,7 % des budgets étatiques au soutien aux pays des Suds nouvellement indépendants. Pour combattre la pauvreté, considérée dès lors comme la conséquence du « sous-développement », la coopération internationale allait se concentrer sur le soutien à la modernisation agricole, à l'industrialisation et à la démocratisation.

La transformation des territoires coloniaux en États-nations - entités politiques formées à l'instar des pays occidentaux - fut alors l'ultime moyen de faciliter la concrétisation de ce projet développementaliste. Ainsi, quand le mouvement panafricain demandait la création de territoires fédéraux durant la période de décolonisation, il fut ignoré par les puissances européennes, argumentant que l'État-nation serait le moyen adéquat à une accumulation stable de richesses (Roberts et Hite, 2007, p. 219). Beaucoup d'élites africaines s'inscrivaient elles-mêmes dans ce projet politique. Cet exemple parmi tant d'autres illustre les pratiques concrètes de l'enclassement des Suds dans l'ontologie moderne.

2.2 La normativité moderne dans les études des transformations des Suds

La mise en actes des présomptions de l'ontologie moderne s'exprime aussi dans la manière dans laquelle les sciences sociales analysaient et accompagnaient les transformations sociétales dans les Suds après leur décolonisation. À la fin des années 1950/début 1960, émergent les études du développement, en tant que champ d'études interdisciplinaire qui se donne pour vocation d'accompagner le projet international de développer les Suds. Tout d'abord, ce sont les sciences économiques qui s'y penchent, en élaborant des modèles de développement. Peu à peu, les sciences politiques et la sociologie s'y mettent. La géographie rejoint les rangs plus tardivement, au cours des années 1970 (voir chapitre 2). Les premiers travaux des économistes s'inscrivent alors pleinement dans la vision du développement décrite ci-dessus et appliquent une normativité qui est loin d'être neutre.

Se comprenant comme des sciences engagées voulant contribuer à la réduction de la pauvreté en aidant à surmonter le sous-développement (Scholz, 1988), les études du développement épousent l'approche téléologique des transformations sociétales que la notion du développement véhicule. Les premières théories du développement, explicitement appelées modernistes, le montrent parfaitement. C'est notamment le cas du modèle de l'économiste influent Walter Rostow, publié dans *The stages of Economic Growth : A non Communist Manifesto* (Rostow, 1960). Le titre de l'ouvrage parle de lui-même : en évoquant les étapes de la croissance économique, le modèle de Rostow incarne au mieux la vision du temps de la transformation des pays des Suds. Elle s'opère par étapes distinctes, que Rostow s'attache à définir : de la société traditionnelle aux conditions préalables au décollage (*preconditions for take-off*), passant par le décollage (*take-off*) et ensuite la phase de maturité (*drive to maturity*) jusqu'à l'âge de la consommation de masse

(Rostow, 1960). Aussi euro-centrique, économique-centré et a-historique que ce modèle puisse paraître de nos jours, la pensée moderniste inhérente dominait la coopération internationale et la recherche. Dans la même lignée, les divers modèles d'autres pionniers influents de l'économie du développement, tels que ceux de Ragnar Nurske, Arthur Lewis, Gundar Myrdal, et plus tard, Albert O. Hirschman, John Friedmann et François Perroux²³ reflètent eux aussi l'économico-centrisme et la pensée linéaire - aussi divergentes que soient leurs hypothèses sur les stratégies économiques à poursuivre.

L'approche linéaire et téléologique promulguée au sein des études du développement participe donc à l'incorporation des Suds au régime d'historicité moderniste. Le fait que dans la plupart des langues des peuples des Suds, le terme « développement » n'existe pas et se révèle très difficile à traduire, montre que cette manière spécifique de se penser dans le monde n'était pas partagée et intéressait peu (Rahnema, 2003, p. 7).

L'approche téléologique des transformations sociétales dans les Suds a aussi inévitablement généré une approche duale particulière : la manière d'interpréter les transformations s'exprime dans des dualités inscrites dans l'axe du temps imaginé par la pensée moderniste. Les dichotomies utilisées dans les analyses (telles que « sous-développé » versus « développé », « traditionnel » versus « moderne ») placent les sociétés des Suds en bas de l'échelle de l'histoire de l'humanité. Les travaux des économistes Arthur Lewis et Julius Herman Boeke sur l'économie duale des pays des Suds, supposant que le secteur traditionnel a vocation à disparaître au fur et à mesure que le secteur moderne s'étend (Boeke, 1953; Lewis, 1954), traversent les études des années 1960 et 1970. Mais cette binarité enchâssée dans la pensée moderniste s'exprimait bien au-delà de l'approche économique des transformations. Ainsi, les sociétés des Suds étaient censées passer du traditionnel au moderne, de la communauté à la société, du simple au complexe, de l'instinctivité à la rationalité, de la croyance à la science, etc. (Korf et Rothfuss, 2016). La croyance dans la dynamique vertueuse de la modernisation a longtemps persisté dans les représentations des transformations sociétales.

Enfin, il me semble important de relever un autre principe normatif qui caractérisait cette première phase des études du développement. Il concerne la compréhension du comment les transformations devraient se réaliser, autrement dit la question des forces motrices. De manière neutre, on aurait pu imaginer toutes formes possibles : des dynamiques « par le bas », portées par les individus et communautés, des dynamiques « par le haut », instiguées par les institutions et acteur-es économiques aux échelles nationales et internationales, voire la coexistence ou l'imbrication de dynamiques diverses. Or, la croyance que les changements pouvaient être induits par le haut, en intervenant sur la structure (institutionnelle et économique), était largement dominante – non seulement dans les pratiques de la coopération internationale, mais aussi dans la manière de penser

²³ Pour des discussions détaillées sur ces modèles, voir par exemple (Azoulay, 2002, p. 69-112 ; Peet et Hartwick, 2009, p. 119-160).

les changements dans le milieu scientifique. Cette conception peut être considérée comme le reflet du rapport de domination entre Nords et Suds durant cette période.

2.3 Émancipation du cadre normatif moderne : les apports des courants « post- »

Durant les années 1950 et 1960, les théories et concepts des études du développement sont donc enchâssés dans l'ontologie moderne. Ils sont autant le résultat d'une vision linéaire et irréversible de l'évolution de l'humanité qu'ils fournissent les légitimations scientifiques pour cette dernière – la tautologie est évidente. En analysant les transformations instiguées par les programmes et projets de modernisation dans les Suds à travers ces grilles de lectures normatives, les études participent aussi bien au transfert de l'imaginaire moderniste et de ses valeurs vers les Suds qu'à sa mise en pratique et à la consolidation du discours international sur le développement (Escobar, 1995). Or, à la fin de la première « décennie du développement » déclarée par les Nations Unies, les résultats souhaités ne sont pas à la hauteur des attentes. Ainsi, le rapport Pearson commandité par la Banque Mondiale en 1969 constate une croissance économique insuffisante et la persistance de la pauvreté. L'approche duale conduit alors à attribuer les causes de l'échec à des facteurs internes aux sociétés des Suds : manque de rationalité, manque de capitalisme dynamique (Behrendt, 1971) ou encore le manque d'éthique de travail, avec référence aux travaux de Max Weber sur l'éthique protestante (Weber, 2018, 1^{ere} éd. 1920).

C'est face à ces interprétations mettant en cause la capacité des Suds à se « développer » qu'émerge le premier courant critique au sein des études du développement. Il va révolutionner l'idée que la communauté scientifique se fait sur les transformations sociétales réellement induites par le « soutien » des pays occidentaux. Les années 1970 sont marquées par la propagation internationale de la théorie de la dépendance. Ancrée dans l'économie politique de Karl Marx, celle-ci démontre que les transformations économiques instiguées par les Nords engendrent le sous-développement plutôt que le développement souhaité. En effet, les analyses empiriques d'André Gunder Frank, Samir Amin, Singer-Prebisch et bien d'autres prouvent des relations économiques inégales entre Nords et Suds et qui profitent aux Nords - au détriment des Suds. Ce seraient donc les pays industrialisés des Nords et non la tradition, qui sous-développent les Suds (Amin, 1974 ; Frank, 1967, 1979 ; Lacoste, 1965; Senghaas, 1974a, 1974b ; Singer, 1950) – renversement complet de l'idée que se faisaient les modernistes sur les forces motrices de la modernisation des Suds « par le haut ». Occidentalo-centrisme, impérialisme et exploitation des Suds deviennent alors les mots d'ordre pour dénoncer la dépendance des périphéries (Suds) aux centres (Nords), dans un système-Monde capitaliste et impérialiste (Wallerstein, 1974). Les transformations sociétales constatées et étudiées sont alors

interprétées comme des déformations structurelles engendrées par les dynamiques de modernisation (Senghaas, 1974). Selon les adhérent·es à la théorie de la dépendance, les Suds seraient alors maintenus dans un état permanent de sous-développement par les dynamiques instiguées par l'Occident. Le courant critique préconise alors un développement « par le bas » des sociétés des Suds, sous forme d'un développement économique autocentré et rompant, pendant cette phase de développement endogène, avec les liens économiques internationaux.

Cette première critique fondamentale des théories modernistes, même si elle peut paraître comme leur antithèse, reste pourtant ancrée dans l'imaginaire moderne. Elle met en question ni le but de rattraper le retard par rapport aux pays industrialisés, ni l'approche économique-centrée (Pieterse, 2010, p. 33 ; Scholz, 2004, p. 86). Ce n'est pas la finalité (souhaitée) des transformations qui est mise en cause, par la théorie dépendantiste, mais seulement les moyens pour y arriver : par le haut ou par le bas, ouverte à l'économie monde ou autocentrée.

L'imaginaire moderniste englobe donc aussi la théorie de la dépendance et il s'agit là plutôt d'une lutte entre deux idéologies ancrées l'une comme l'autre dans l'ontologie moderne. Ce que la théorie de la dépendance a su apporter aux études du développement, c'est de distinguer désormais entre le développement comme intervention intentionnelle (par la politique et les programmes de la coopération internationale) - ce que le monde anglophone appelle le *big D - Development* - et les transformations sociétales réellement en cours, le *little d - development* (Hart, 2001). La conscience accrue que les transformations observées (*development*) ne sont pas à confondre avec celles qui sont visées (*Development*) mène alors à la réalisation d'études plus fines, à l'échelle locale, des dynamiques en cours. Celles-ci montrent que les sociétés purement traditionnelles n'existent pas (ou plus), étant donné qu'elles sont pénétrées et « déformées » (Senghaas, 1974a) par l'économie mondiale et ce jusqu'aux régions les plus retirées (Frank 1969). Ici, le traditionnel n'est plus opposé au moderne dans une relation retardé-avancé, mais déstructuré-avancé. Sans que cela ait été formulé de cette manière, nous pouvons dire que le courant de la théorie de la dépendance ouvre ainsi la voie à des études sur les interpénétrations entre les ontologies moderne et autres, ainsi que sur leurs effets. Reste à constater que ces effets (tels que l'émergence du secteur dit informel, ou encore celle des bidonvilles) sont évalués par rapport aux normes modernes et de ce fait souvent interprétés comme anormaux (plus de détails et exemples concrets dans le chapitre 2.2).

Cette distinction entre transformations souhaitées et transformations réelles avait préparé le terrain pour des critiques plus fondamentales à l'imposition de l'ontologie moderne aux populations des Suds. Elles sont produites à partir des années 1980 par les *Postcolonial Studies*, puis par les *Postdevelopment Studies* et les *Decolonial Studies*. Ces champs d'études renouent avec les travaux de Franz Fanon et d'Edward Said et s'inspirent, entre autres, des travaux des poststructuralistes français (Derrida, Lacan, Foucault, Barthes, Bourdieu, Deleuze, Guattari et Lefèvre) qui s'intéressent aux liens entre savoir et pouvoir,

et qui reconnaissent que la « vérité » est une construction sociale. J'indique par la suite quelques points saillants de ces courants foisonnants et riches en enseignements sur la question du comment étudier les transformations sociétales.

Les *Postcolonial Studies* examinent les relations de pouvoir inhérentes au colonialisme et au néocolonialisme, et montrent subtilement comment et à quel point l'héritage colonial a imprégné et imprègne toujours les esprits et les réalités des Suds (Kothari, 2005). Dans son ouvrage *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Gayatri Chakravorty Spivak applique le concept de la violence épistémique de Foucault pour décrire la destruction des manières non-« modernes » de percevoir le monde (Spivak, 2009) - que ce soit par le biais de l'éducation, de l'économie, de la religion ou de la politique. Dans *Provincializing Europe* (2000), Dipesh Chakrabarty met en question le caractère universalisant attribué à la modernité, en opposant d'autres formes de modernité à celle occidentale, notamment à partir de l'étude de la couche moyenne bengalie en Inde. C'est l'imposition externe d'une ontologie sur d'autres qui est critiquée ici : elle est considérée comme destructive, d'autant plus qu'elle se passe dans des relations de pouvoir inégaux. Chakrabarty fait aussi appel à une « provincialisation » de la production du savoir au sein des études du développement. Il invite les chercheur·es à décentrer leur regard en se distanciant du référentiel européen, ce *silent referent*, en détectant ses mécanismes de normalisation et d'universalisation (Chakrabarty, 2000). Bien des auteur·es ont répondu à son appel en décortiquant subtilement les mécanismes et impacts destructifs de la dissémination de l'ontologie moderne au sein de relations de pouvoir inégaux, et de faire place à d'autres façons de connaître et de comprendre le monde (Sharp 2009).

Les *Decolonial Studies* s'inscrivent dans le même type de critique tout en s'intéressant davantage encore aux mécanismes de maintien des rapports de pouvoirs inégaux dans le présent, désigné par le néologisme de « colonialité » (Castro-Gómez, 2007 ; Dussel, 1999 ; Grosfoguel, 2006 ; Mignolo, 2011 ; Santos, 2016, 2018). Dans *The Darker Side of Western Modernity*, Walter Mignolo forge le concept de la *modernity/coloniality matrix of power-knowledge* qui s'est répandu dans le monde depuis l'ère de la colonisation jusqu'à aujourd'hui (Mignolo, 2011) et qui a universalisé l'idée de transformations sociétales linéaires et progressives vers un système global capitaliste (Kunkel, 2011). Boaventura De Sousa Santos décrit dans son ouvrage *Epistemologies of the South : Justice Against Epistemicide* la destruction d'autres formes de savoir, de cosmologies même et qu'il définit comme épistémicide (De Sousa Santos, 2016).

Ce que les *Post-* et *Decolonial Studies* ne laissent que transparaître est alors explicitement exprimé par les *Postdevelopment Studies* : non seulement ils rejoignent ces analyses critiques foisonnantes des mécanismes et effets de l'imposition de l'ontologie moderne sur les populations du monde²⁴, mais ils rejettent le contenu même de ce qui est transféré par

²⁴ Les courants des *Postdevelopment Studies* et des *Post-* et *Decolonial Studies* sont en effet intrinsèquement imbriqués. Ainsi, certain·es auteur·es identifié·es comme représentant des *Postdevelopment Studies*

le biais des discours et pratiques au nom du « développement » (Escobar, 1995 ; Esteva et Escobar, 2017 ; Rahnema et Bawtree, 1997 ; Sachs, 1992). Ce sont donc directement les valeurs et principes fondamentaux de l'ontologie moderne qui sont mis en cause ici. Cette dernière est considérée comme étant liée au capitalisme, qui serait « un économicisme », une « drogue toxique même » et « la source du mal » des Suds (Rist, 2007). Même les recommandations d'un développement endogène dans le sens d'une modernisation par le bas, qu'avaient produites les adhérent·es à la théorie de la dépendance, n'ont plus de sens dans la logique des *Postdevelopment Studies*. Toujours selon Gilbert Rist, cet économicisme est « un mythe du 20e siècle [...], une idéologie dominante, aussi bien des libéraux que des marxistes » (Rist 1997). La célèbre phrase « Laissez les pauvres tranquilles » de Gandhi, reprise par Majid Rahnema (Rahnema, 2003), un des auteurs phares du courant, résume alors de manière brute mais illustrative le fond de l'approche des *Postdevelopment Studies* : les communautés devraient se défaire de la matrice moderne universalisante, pour pouvoir établir des *alternatives to development* (Escobar, 1995b), vivre leurs propres ontologies. Bien des chercheur·es s'engagent aujourd'hui dans l'accompagnement des communautés dans la (re)définition et la défense de leurs propres ontologies (Blaser, 2013 ; Escobar, 2008a, 2018a).

Le but de ce bref survol de l'évolution des approches du « développement » n'est certes pas d'évaluer ce qui a été fait au nom de la modernité, ni de juger ses présomptions et valeurs. Ce qui intéresse ici en relation avec la question du défi ontologique qui se pose aux SHS est le fait que le champ d'études du développement a une longue expérience dans l'analyse des contextes et modalités des transformations sociales. Au cours des dernières décennies elles ont démontré une remarquable capacité d'introspection et de réflexivité (Arsel et Dasgupta, 2015, p. 645), qui a débouché finalement dans une posture réflexive et critique par rapport au référentiel moderne - c'est du moins le cas pour les courants « post- ». Ceux-ci annoncent l'épuisement d'un regard sur le monde, en dévoilant à quel point l'approche des transformations sociétales se confondait, dans le passé, avec un regard des chercheur·es bien trop enchâssé dans l'épistème moderne. En effet, le préfixe « post- » ne fait pas référence à un après, mais à un « au-delà », dans l'idée de rupture (Collignon, 2008). Les « post- » ont su relativiser la vocation universelle auto-proclamée de l'ontologie moderne et ils ont développé une panoplie de concepts permettant de cerner aussi bien l'altérité de communautés que leurs transformations. Montrant ainsi des pistes pour des analyses en dehors du cadre normatif moderne, elles devraient être intéressantes pour alimenter les outils cognitifs (cadres théoriques, concepts et méthodes) des *Sustainability Transitions Studies*.

s'inspirent des *Decolonial Studies* (p. ex. Escobar) et ceux des *Decolonial* puisent dans les *Postcolonial Studies* (p. ex. Mignolo et Grosfoguel).

3. Conclusion intermédiaire : Apprendre des études du développement pour face face au défi ontologique

Analyser des transformations sociétales vers la soutenabilité nécessite donc de se mettre en capacité d'interpréter des signes de passage d'une ontologie sociétale à une autre. Cette mise en capacité demande aux SHS de sortir du référentiel moderne, présent dans ses postures, paradigmes, concepts et méthodes. Pour relever ce défi, apprendre du champ d'études du développement semblent être intéressant. L'évolution de ce champ montre un effort considérable de s'extraire du référentiel moderne afin comprendre l'ailleurs (géographique) et ses transformations réellement en cours – et non le « développement ». Ainsi, l'on peut supposer que les *Sustainability Transitions Studies*, dans leur but d'étudier des signes de transformations vers un ailleurs (dans le temps), le peuvent aussi, tel est le pari de ce volume.

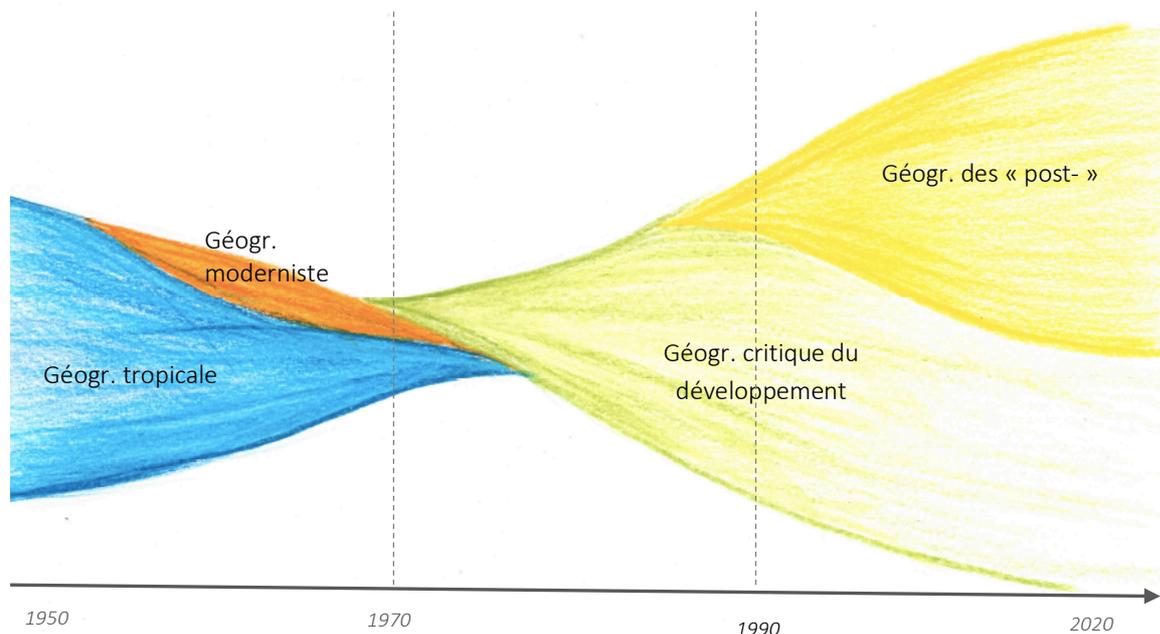
Je présume donc qu'il est intéressant de regarder de plus près cette évolution des cadres théoriques et conceptuels des études du développement et notamment de la *Critical Development Geography*. Apprendre des pièges et impasses qui se sont imposées à elle dans les analyses des transformations, et des manières de les surmonter devrait permettre de renseigner et d'alimenter les *Sustainability Transitions Studies*. De quelles approches et concepts la *Critical Development Geography* s'est-elle dotée pour appréhender l'émergence de dynamiques nouvelles, profondément « autres », au sein des sociétés étudiées ? Comment l'interprétation du nouveau émergent a-t-elle changée en fonction des outils conceptuels mobilisés ? Et quels enseignements a-t-elle tirés sur les contextes qui pourraient expliquer les transformations observées ? Finalement, quelle est la valeur heuristique de ces apprentissages tirés des études sur des sociétés des Suds ? Telles seront les questions poursuivies dans le prochain chapitre.

Partie 2.

Les leçons de la géographie du développement : des voies de sortie vers une géographie des transformations sociétales

La géographie du développement a donc une longue expérience avec le référentiel moderne dans ses analyses du développement et ainsi des transformations sociétales, dans les Suds depuis leur indépendance. Cette partie se penchera sur l'évolution de ses cadres théoriques approches, concepts et notions, avec le but d'apprendre de ses expériences. Navigant, dans ma vie de chercheuse, entre les milieux académiques franco-, germano- et anglophone, mon analyse s'appuiera sur des travaux publiés dans ces trois milieux. Elle suivra l'évolution de cette branche disciplinaire depuis son émergence dans les années 1960 (voir figure 4), en se penchant sur la géographie tropicale et faisant un court détour par la géographie états-unienne de la modernisation (chapitre 1). Elle explorera ensuite l'évolution des cadres théoriques et conceptuels de la géographie du développement qui émerge durant les années 1970, critique et réflexive dès ses débuts (chapitres 2 et 3). C'est au sein de cette géographie que les approches et concepts changent successivement et de plus en plus rapidement, en fonction de la compréhension des contextes et modalités de transformation d'une part et de la prise de distance à l'enfermement des analyses dans la normativité moderne, d'autre part. L'analyse se terminera avec l'exploration des approches et concepts des géographies « post- » (*Postcolonial*, *Decolonial* et *Postdevelopment Studies*) qui constituent alors une véritable rupture avec la normativité moderne (chapitre 4).

Figure 4 : Évolution de la géographie du développement (1950-2020)



Source : L'auteure

Retraçant l'évolution de ce champ disciplinaire au prisme des « transformations sociétales » et non du « développement », cette partie se différencie des épistémologies réalisées par de nombreux auteur-es (Corbridge, 1995, 2008 ; Kothari, 2005 ; Lawson, 2007 ; Peet et Hartwick, 2009 ; Potter *et al.*, 2018 ; Power, 2003 ; Scholz, 2004). Trois questions guideront cette analyse. La première s'intéresse à ce qui est considéré comme les moteurs (*drivers*) des transformations : à quels types de dynamiques la géographie du développement attribue-t-elle la capacité de déclencher des transformations profondes ? La deuxième est celle des conditions des transformations. En comparaison avec d'autres disciplines étudiant le développement, la géographie du développement a une compréhension des contextes de transitions dans leurs multiples dimensions (socio-culturelle, économique, politique et environnementale) de par son approche spatiale. Comment a-t-elle abordé la question des contextes des changements et quels enseignements a-t-elle pu en tirer au cours de son évolution ? La troisième question est évidemment celle du rapport à la normativité moderne lisible dans les théories et l'appareil conceptuel qu'elle a développé. C'est surtout ce questionnement qui demande une lecture décalée de l'évolution de la géographie du développement, car elle devrait permettre d'évaluer l'évolution de sa posture par rapport à la normativité moderne.

Cet effort de restitution est donc à l'image du sujet traité : sortir de la normalité en ne reproduisant pas les débats conventionnels - bien que passionnants - sur comment la géographie aborde le développement, mais en demandant comme elle traite des

transformations sociétales. Il nécessite de disséquer fortement le récit conventionnel sur l'histoire de la géographie du développement et « d'assembler les morceaux autrement », mobilisant un nouveau vocabulaire. Ainsi, l'histoire que j'écris rendra peu compte de la raison d'être originelle de la géographie du développement qu'est son engagement dans la lutte contre la pauvreté et les injustices. Elle fera aussi abstraction de débats idéologiques passionnés sur le « développement » et ne mettra pas en lumière certaines idées et auteur·es inspirant·es. Pour le récit conventionnel de son histoire, je renvoie aux manuels.

Vu l'abondance de la littérature sur le sujet, un tel travail ne pourra bien évidemment restituer qu'une partie de cette branche disciplinaire qui, tels les méandres d'un fleuve, s'est subdivisée en de multiples courants au cours de son évolution (voir figure 4). Je ne dessinerai que des tendances majeures, au détriment de certains détails, nuances et exceptions²⁵. De ce fait, cette démarche synthétique amène à une présentation plus linéaire et homogène de l'évolution des approches qu'elle ne le fut en réalité. Cette entreprise est à l'image même du thème de ce volume : les phases de transitions sont difficilement discernables, du fait qu'elles se constituent par l'émergence, à différents moments, de nouvelles dynamiques (scientifiques en l'occurrence) et qui coexistent avec les manières de faire établies et conventionnelles (voir partie 1, chapitre 1.2). Les tendances qui seront mises en avant ici peuvent être considérées comme des angles saillants de toiles d'araignées qui sont tissées, reliées, défaites, nouées et renouées. Il y a toujours des chercheur·es ayant eu des idées pertinentes avant l'heure²⁶, il y en a qui hybrident des postures et approches qui sont généralement présentées de manières distinctes dans les manuels de géographie²⁷ et il y en a qui ne sautent le pas que quand l'esprit de l'époque impose des ruptures épistémologiques. Les grands passages dans l'histoire de la géographie du développement se manifestent plutôt sous forme de queue de comète²⁸ : de nouvelles approches émergent, deviennent de plus en plus visibles et centrales dans le milieu académique, puis s'effacent lentement, en laissant leurs traces, pendant plus ou moins longtemps.

Cette restitution a pu s'appuyer, entre autres, sur des publications retraçant explicitement l'histoire de la géographie du développement. Contrairement à l'abondance des manuels

²⁵ D'une part, il serait prétentieux d'affirmer maîtriser l'épistémologie de trois milieux académiques distincts et d'autre part, l'exhaustivité n'est pas dans mon intention ici.

²⁶ Mentionnons, pour citer deux exemples, Jean Gallais, qui dans sa thèse *Delta intérieur du Niger* aborde déjà en 1967 le concept de *l'espace vécu* par le lien social, une approche qui ne sera reprise que bien plus tard en géographie humaine et Keith Buchanan, géographe radical anglophone qui avait analysé les facteurs du sous-développement bien avant l'heure.

²⁷ A titre d'exemple, Gilles Sautter et Paul Pélissier, dont les études étaient autant ancrées dans l'approche homme-environnement de géographie tropicale qu'elles la sortaient de leurs traditions, avant l'heure, en adoptant une approche de la géographie critique du développement par leurs analyses réalisées du point de vue des paysans et de leurs besoins (Pélissier et Sautter, 1970).

²⁸ Merci à Myriam Houssay-Holzschuch, co-garante de cette HDR, pour l'idée de cette métaphore.

sur les études interdisciplinaires du développement, ceux produits au sein de la discipline géographique se font plus rares - mais ils existent dans les trois milieux académiques franco-, germano-et anglophones. Les explorations présentées s'appuient en bonne partie sur les manuels *Geographische Entwicklungsländerforschung* de Fred Scholz (Scholz, 2004) pour la géographie allemande du développement et sur *Les géographes et le développement. Discours et actions* dirigé par Christian Bouquet (Bouquet, 2010) pour celle francophone. Pour le milieu anglophone ce sont surtout *Development. Critical essays in human geography* de Stuart Corbridge (2008), *Rethinking Development Geographies* (Power, 2003) et *Making Development Geography* de Victoria Lawson (Lawson, 2007) qui ont été consultés. Mais de nombreux autres ouvrages et articles ont été pris en considération.

1. Un champ disciplinaire réfractaire ? Des réticences, dès le début, par rapport à l'approche moderniste du développement

Je débute cette restitution avec une hypothèse qui fait honneur à la géographie du développement. Des voix critiques avaient régulièrement reproché à la géographie de ne pas relever le défi d'étudier le développement dans les Suds, voire d'échouer à se faire entendre au sein de la communauté scientifique qui s'était construite autour du développement des Suds dans d'autres disciplines, notamment en économie et en sociologie à partir des années 1960 (Blenck, 1979 ; Lühring 1977 ; Scholz, 2004). En effet, la géographie n'est entrée que tardivement dans le débat scientifique, à la fin des années 1970. Je tenterai de montrer ici que ses difficultés de démarrage proviennent – parmi d'autres raisons -, de sa prudence, voire de ses réticences à penser les transformations sociétales dans les Suds en termes de modernisation.

Bien évidemment, cette hypothèse peut paraître étonnante, surtout si l'on se rappelle les premières études géographiques réalisées dans les Suds. La production de savoir durant l'époque des « grandes découvertes » des ailleurs avait fortement participé à la production de la matrice hégémonique du pouvoir-savoir occidental. En délimitant, classifiant et cartographiant nature et populations des ailleurs, les géographes avaient inventé des réalités qui relevaient bien plus de l'imaginaire moderne que des ontologies des populations étudiées, comme le montrent de nombreux travaux contemporains. Ainsi, durant l'époque coloniale, les géographes se sont attachés à figer les ontologies des populations des Suds dans des normes occidentales, enfermant les réalités vécues de ces derniers dans des registres occidentaux²⁹. La géographie contribuait à placer « le monde

²⁹ Ainsi par exemple, Christian Grataloup nous rappelle dans son ouvrage récent, *Visions du monde*, que ces registres étaient, dans bien des cas, des créations de toutes pièces, reflétant peu les perceptions des

sur un même plan, celui de la terre en territoires et régions, unifiée par la connaissance organisée. Elle participait ainsi « à un même système d'interprétation [...] entraînant au passage, la diversité des civilisations dans une course à l'exploitation des ressources » (Retailé 2010, p. 47 et 48). La finalité de ces premiers actes d'enfermement de l'ailleurs dans l'imaginaire moderne était donc tout d'abord de faire connaître l'inconnu (géographie des découvertes), puis de relever les ressources exploitables (géographie coloniale). La difficulté des géographes d'appliquer la normativité de l'ontologie moderne n'apparaît qu'au moment de la décolonisation d'après-guerre et de l'engouement des pays occidentaux pour aider les nouveaux pays des Suds - constitués, eux aussi, à l'image de l'ontologie occidentale.

1.1 Penser la modernisation des Suds ? La géographie tropicale ne saute pas le pas

L'engagement des pays industrialisés dans le développement des Suds nouvellement indépendants - pensé alors en termes de modernisation économique et institutionnelle - exigeait une réorientation dans la finalité de la recherche. Il ne s'agissait plus d'accompagner les colonisateurs par la production de connaissances fines des terrains et des populations locales, permettant de mettre en valeur les ressources locales. Le nouveau cap fut de se pencher sur les facteurs du sous-développement et de contribuer à élaborer des stratégies pour les surmonter (voir partie 1 chapitre 2). Dans les trois milieux académiques, la géographie coloniale devient alors la géographie tropicale, qui a son apogée dans les années 1960 et perdure jusque dans les années 1970 (et au-delà, en France). Cette nouvelle appellation désigne bien le changement d'optique : accompagner le processus de transformation visé (de modernisation) par la production de connaissances précises sur les spécificités des milieux et des genres de vie locaux - connaissances qui auraient pu constituer la base de l'action publique pour le développement, notamment du point de vue agricole (Scholz, 2004, p. 18).

La géographie tropicale se concentre effectivement sur l'étude des conditions naturelles et les milieux - plus que sur les activités humaines et les échanges - à travers des observations et des enquêtes exhaustives menées au cours de terrains longs. Non seulement en France, mais aussi dans les pays anglo- et germanophones, elle est alors fortement influencée par les travaux des français Pierre Gourou et Vidal de la Blache³⁰. Suivant les cadres analytiques de ces deux auteurs de renommée internationale, elle

populations locales, tel que les catégories spatiales de *jungle* ou *brousse* forgées lors du zonage du monde (Grataloup, 2018, p. 38-40).

³⁰ L'ouvrage *Les pays tropicaux* (Gourou, 1953) avait été traduit en anglais et discuté dans la communauté géographique internationale, aussi les travaux de Vidal de la Blache ont attiré l'attention et ont été diffusés et discutés (voir, p. ex. Hard, 1973).

continue à accorder l'essentiel de son attention au monde rural et aux systèmes agricoles autochtones (Collignon in Bouquet 2010, p. 18). En France et en Grande-Bretagne, cette géographie tropicale de l'après-guerre reste principalement une géographie du terrain, plus ou moins intuitive, beaucoup de « tropicalistes » privilégient les études de cas, de situations locales singulières (Power et Sidaway, 2008; p. 7 ; Peet, 1985 ; Bruneau et Courade, 1984, p.311) et tendanciellement sans les généralisations qui auraient permis de proposer des lignes conductrices à la coopération internationale, à quelques exceptions près³¹. Ainsi les géographes allemand-es ne prennent pas encore à bras le corps le développement des Suds et restent inscrit-es dans leur tradition de la *Länderkunde*³² (Bartels, 1968). Malgré quelques travaux originaux qui ont été produits, les observateurs des trois sphères académiques convergent sur le constat que la géographie restait insignifiante dans le débat scientifique sur le développement des Suds (Claval, 1969 ; Corbridge, 2008, p. xiv ; Hinderink, 1975, p. 268 ; Power et Sidaway, 2008 ; Scholz, 2004).

1.2 Les causes du blocage

Qu'est-ce qui bloquait la majorité des géographes tropicalistes dans le changement de cap pour participer à penser les transformations des sociétés des Suds ? Dans les rétrospectives faites au sein de la communauté de la géographie du développement quelques décennies plus tard, diverses raisons ont été avancées. Une première explication était que la plupart des colonies furent maintenues jusqu'aux années 1960 et au-delà et, avec elles, la recherche financée dans et pour ces colonies. Ainsi, les géographes continuaient à travailler dans leurs terrains respectifs, ne percevant la nécessité de changer de regard qu'au fur et à mesure que leurs terrains furent touchés par la décolonisation et les nouvelles politiques de développement. Et encore ! L'Allemagne ne possédait déjà plus de colonies, mais ses géographes continuaient à pratiquer de manière peu réflexive la *Länderkunde* (Scholz, 2004, p. 21).

Une autre explication fournie par Paul Claval et Fred Scholz est que l'approche moderniste des Suds au sein des études du développement fut très centrée sur le développement économique durant les années 1950 et 1960. Ancrés dans une tradition qui consiste à étudier les relations entre les sociétés humaines et leur environnement naturel (Claval, 1969 ; Scholz, 2004), les outils conceptuels manquaient tout simplement pour s'intégrer dans ce paradigme économique-centré du développement. Cette « inadéquation »

³¹ Une des exceptions fut le travail comparatif de Pélissier et Sautter sur les terroirs africains, aboutissant à l'Atlas des terroirs africains (Pélissier et Sautter, 1970 ; Sautter et Pélissier, 1964).

³² Traduction littérale : science des pays. Il s'agit d'une approche idéographique à l'espace, distinguant de manière systématique (et non systémique !), selon le schéma de Alfred Hettner, la géologie, le climat, la faune et la flore, la population, économie, la culture, la religion et l'administration qui a émergé au 19e siècle et structure encore aujourd'hui les guides touristiques allemands.

disciplinaire fut encore renforcée par le problème général de la discipline : descriptive par nature, elle ne produisait que peu de théories ou concepts originaux qui auraient pu marquer les études émergentes largement dominés par l'économie du développement (Blenck, 1979b ; Lühring, 1977).

L'on peut aussi avancer l'argument que la géographie tropicale peinait alors à affronter le nouveau défi scientifique qui se posait à elle : passer d'analyses statiques à des études de dynamiques, de transformations sociétales. Les études du temps étaient orientées vers la présentation de situations, décrivant l'équilibre entre être humain et nature, entre la communauté étudiée et leur milieu. Les cadres analytiques utilisés ne permettaient donc pas d'études processuelles. Dans cette lecture des réalités locales, tout projet de développement (dans le sens de modernisation) ne pouvait être perçu qu'en facteur de l'ordre fragile des systèmes étudiés et notamment les systèmes agricoles qui furent au centre des études tropicales.

Ce manque d'engagement des géographes au sein de la communauté internationale des études du développement et donc le manque de reconnaissance, furent plutôt dévalorisantes pour la discipline. Mais avec le regard décalé recherché ici, la posture et les outils de la géographie tropicale peuvent être interprétés d'une autre manière. En effet, la proximité avec les objets d'étude qu'impliquait le travail de terrain entraînait une fine connaissance des communautés et de leurs milieux physiques, qui manquait alors à bien des expert-es, notamment agronomes, envoyé-es dans les ailleurs au sein de programmes de développement. Les outils de recherche des géographes et la méthode du terrain permettaient quant à eux de produire un savoir amenant à comprendre les difficultés, voire l'inadéquation de la modernisation de ces espaces par un transfert externe des techniques et d'un mode productiviste intensif. Les tropicalistes craignaient la destruction des (fragiles) équilibres locaux observés (Gourou, 1947, 1982) et certain-es s'engageaient ouvertement dans une mise en garde des projets de développement, à partir des effets observés. Ainsi, Pélissier note dans la publication de sa thèse que son intention était « d'amener les spécialistes et techniciens formés en Occident à juger un peu moins sommairement l'agriculture africaine, [...] à ne pas traiter l'Afrique noire comme une table rase où l'on peut imprudemment conduire n'importe quelle expérience » (Pélissier, 1966). Ainsi ils³³ gardent, dès le début, une certaine prudence, voire une méfiance par rapport aux plans de modernisation agricole, pensés d'en haut et ignorant les milieux environnementaux locaux. Face aux approches technicistes des projets agricoles, ils insistent sur la prise en compte des différences et spécificités régionales et préconisent une démarche à partir d'une connaissance précise des milieux dans l'effort politique de surmonter le sous-développement (D'Alessandro-Scarpari, 2010a). Au mieux, ils

³³ Je passe à l'écriture non inclusive dans ce chapitre et les suivants, comme les géographes cités pour les années 1960 et 1970 sont exclusivement masculins.

adopteront le rôle de médiateurs entre la réalité du terrain d'un côté et les théories économiques et pratiques de la coopération internationale de l'autre (Claval, 2010).

Une illustration de la posture critique de la géographie tropicale par rapport au cadre normatif moderne est la thèse controversée de la limitation du potentiel de production agricole dans les tropiques, thèse internationalement transmise par Pierre Gourou³⁴ et Wolfgang Weischet³⁵. Arguant que le potentiel agricole des tropiques humides est limité à cause du régime spécifique des sols latéritiques et qu'une modernisation agricole serait vouée à l'échec, cette thèse n'a pu être produite que grâce à une fine connaissance des milieux, des contextes. Or, elle s'inscrivait mal dans les ambitions développementalistes optimistes de l'époque. Elle fut rapidement décriée comme déterministe et interprétée comme visant à prouver que la modernisation agricole des tropiques est impossible – une posture aux antipodes de la pensée dominante du temps. Elle ne fut donc guère reprise dans la coopération internationale, peu à l'écoute d'arguments entravant les grands projets de modernisation.

Thèse déterministe ou non, la lecture décalée de la posture et des outils de la géographie tropicale permet de valoriser quelque peu les tentatives pour apporter la connaissance du terrain aux études du développement et à la coopération internationale de cette époque. Avec le recul, l'on peut reconnaître que la fine connaissance des ailleurs avait prémuni ces géographes de terrain contre une application trop aveugle du paradigme moderne, qui voyait alors les pays des Suds comme une « surface de modernisation » (Brookfield, 1973). Comment auraient-ils pu reprendre sans appréhension l'application de l'approche duale de l'économiste Arthur Lewis, supposant un passage du secteur traditionnel vers le secteur moderne ? Cette vision d'économiste de bureau échouera face aux réalités, que les géographes de terrain avaient pour leur part perçues.

L'on pourrait analyser bien d'autres affirmations produites par les « tropicalistes » sous cet angle de vue. Citons encore un exemple parmi bien d'autres de la première édition de *Les pays tropicaux* dans laquelle Pierre Gourou s'exprime sur la modernisation : « Les pays chauds typiques se trouvent devant le dilemme suivant : stagnation économique et sauvegarde des indigènes ou développement économique provisoire et régression des indigènes » (Gourou, 1947, p. 158). Ce type de réflexion fait certes preuve d'un sentiment de supériorité et témoigne de relations de domination critiquables³⁶. Dans une lecture au prisme du tournant ontologique, ne pourrait-on pas y voir aussi une sensibilité à la

³⁴ Gourou modère, dans la 2^e édition de son ouvrage *Les pays tropicaux* en 1966, son pessimisme initial, en modifiant ses jugements sur la pauvreté des sols et les ressources forestières.

³⁵ Cette thèse trouvait son pendant en Allemagne avec le *désavantage écologique des tropiques (ökologische Benachteiligung der Tropen)* de Weischet (Weischet, 1977).

³⁶ Aimé Césaire reproche déjà en 1952 à Gourou « de toiser de très haut les populations indigènes » (Césaire, 2008).

différence des ontologies qui allaient se confronter dans le sillage de la modernisation par le haut ?

En résumé, les outils conceptuels et les méthodes de recherche sur le terrain (pratique ethnographique, micro-études) des géographes tropicalistes conduisaient à des types de connaissances qui convergeaient mal avec l'enthousiasme pour la modernisation des Suds. L'attention portée aux spécificités locales/régionales avait induit une certaine réticence à penser ces transformations souhaitées et induites par l'Occident et par les nouvelles élites politiques des pays nouvellement indépendants. Or, c'est notamment cette sensibilité pour les situations locales, considérée plus tard comme faisant partie des « contextes » du « développement » (voir chapitre 2), qui peut être vue comme un atout pour penser les transformations sociétales.

1.3 L'exception à la règle : La géographie états-unienne de la modernisation

Dans les années 1960 émergent des travaux abordant frontalement la question du développement dans les Suds au sein de la géographie nord-américaine. Les auteurs s'attachent à étudier les structures et processus de modernisation, objectif qui exigeait de se détacher des particularités tropicales et de la relation humains-environnement. Influencés par les travaux de Walter Isard, géographe américain fondateur des sciences régionales, ils fondent ce que Powell et Sidaway appellent une « géographie de la modernisation » (Power et Sidaway, 2008, p. 10). C'est Joseph E. Schwartzberg qui saute le pas avec *Three approaches to the Mapping of Economic Development in India* (Schwartzberg, 1962), suivi d'Edward Soja avec *The geography of modernization in Kenya* (Soja, 1968), J. Barry Riddell avec *The spatial dynamics of modernization in Sierra Leone* (Riddell, 1970), Peter Gould avec *Tanzania 1920-63: The Spatial Impress of the Modernization Process* (Gould, 1970) et Akin L. Mabogunje, géographe nigérian, avec *Manufacturing and the Geography of Development in Tropical Africa* (Mabogunje, 1973). Il s'agit là des premiers ouvrages qui tentent de décrire les formes de diffusion de la modernité comme processus universel de développement. Mabogunje, fortement influencé par les travaux des économistes régionaux Isard, Hirschmann et Perroux, pratique une approche purement économique et étudie la croissance et la répartition spatiale des industries au Nigeria. Schwarzberg aussi se concentre sur des indicateurs économiques de productivité et de consommation en Inde, incluant néanmoins la quantification des avancées dans le domaine social, telles que l'éducation, la santé, etc. En revanche, Gould et Soja s'attachent à une approche plus systémique. Ils visent à repérer

aussi bien les changements de communication, de peuplement, des institutions, que les changements des pratiques sociales et des représentations (Soja, 1968, p. 3).³⁷

La méthode qu'appliquent ces pionniers est le recensement systématique, à partir d'indicateurs divers, matériels pour la plupart, tels que les écoles, boîtes aux lettres, institutions publiques, réseaux de transport, flux d'importations et d'exportation, etc. (Power, 2003, p. 60).³⁸ Cette géographie de la modernité est une analyse spatiale avant l'heure (Power et Sidaway, 2008, p. 11) qui s'inscrit dans les modèles de diffusion de l'innovation. Elle traduit parfaitement la logique optimiste des théories linéaires de l'école moderniste (Corbridge, 1986). Or, elle est peu reprise par les géographes européens – probablement du fait de son ignorance totale des contextes régionaux et des modalités des processus de cette modernisation, recensée uniquement dans son expression matérielle. Il n'est pas étonnant que cette géographie moderniste nord-américaine ne trouvât que très peu de résonance dans la géographie européenne avec sa longue histoire coloniale et tropicale. Ce « mariage entre statistiques et espace » (Corbridge, 1986, p. 4) afin de cerner le « développement » ne fut finalement que de courte durée, car il considérait les Suds comme un simple récipient du « développement », une « surface de modernisation » (Brookfield, 1973) qui ne tenait pas compte des dynamiques locales – une première leçon à tirer dans la tentative de concevoir les transformations sociétales !

1.4 Conclusion

A partir des géographies des Suds de cette époque, peu d'enseignements peuvent être tirés sur la conceptualisation des transformations sociétales. Adhérant à la vision des transformations en termes de modernisation et considérant les dynamiques induites de manière externe comme le seul moteur des transformations dans les Suds, la géographie de la modernisation ignorait les contextes des transitions (figure 5). La méthode consistant à quantifier la diffusion d'éléments considérés comme indicateurs de la modernité à l'échelle nationale ne permit pas non plus de comprendre des dynamiques sociétales réellement en cours.

³⁷ Les deux géographes se disent influencés par Karl Deutsch (lui-même influencé par le sociologue Talcott Pearson qui avait une forte influence sur la conception de l'approche moderniste).

³⁸ Cette approche fut aussitôt critiquée par certains, comme Brookfield qui remarque que c'est saisir les processus à leur surface uniquement et qu'il manque l'étude des conditions et des modes de modernisation (Brookfield, 1973a).

Figure 5 : Conception des transformations sociétales au sein de la géographie tropicale et de la géographie de la modernisation des années 1960

Période	champ/courant	Cadre théorique	<Moteur	Conceptualisation dominante des contextes	Rapport à la l'ontologie moderne
Années 1960	Géographie de la modernisation	Théories économiques modernistes	Exogène, Par le haut	Espaces comme « récipiens » de la modernisation	Adhésion à ce cadre de référence
Années 1960	Géographie tropicale	Genre de vie	-	Relations hommes-nature	Refus en tant que cadre de référence

Source : L'auteure

A l'opposé, la géographie tropicale, restant centrée sur l'effort de comprendre les situations et dynamiques locales existantes, se voyait plutôt dans l'incapacité de penser des transformations selon la vision dominante. Leurs connaissances des contextes locaux en termes de milieux naturels, techniques agricoles, systèmes fonciers, habitats, etc., les menaient à constater (voire à savoir) que l'introduction de techniques, savoirs et pratiques par l'extérieur, sans qu'un besoin en soit ressenti par les « récipiens » de cette « aide » serait voué à l'échec, voire détruirait les cultures. En d'autres termes : ils refusent de penser l'ontologie des uns au prisme de l'ontologie de l'autre. La méthode de l'étude sur le terrain, aux traits anthropologiques, a fortement contribué à ce savoir sur les conditions des transformations sociétales.

2. Premier pas de côté : penser les transformations sociétales par le bas

Le premier courant critique au sein des études du développement (voir partie 1, chapitre 2.3) incitait définitivement les géographes à commencer à penser les transformations sociétales. La théorie de la dépendance (Frank, 1979) et celle du capitalisme périphérique (Amin, 1974) les ont inspirés pour plusieurs raisons. Présument que ladite modernisation produisait plus de « sous-développement » que de « développement » dans les Suds, la posture idéologique de ces théories n'était pas étrangère à celle des géographes tropicaux avec leurs réticences envers les interventions modernistes envers les espaces ruraux.

2.1 La théorie de la dépendance incite à penser les transformations sociétales aux Suds

Désormais, le nouveau discours critique légitimait la posture des tropicalistes qui avait été largement ignorée jusque-là. Aussi, les recommandations pratiques résultant de ces théories, notamment celles de comprendre et d'accompagner un développement endogène par le bas (voir aussi partie 1, chapitre 2.2), fut une manière de penser les transformations plus proches des connaissances de la géographie tropicale. Mais cette nouvelle posture idéologique qui dénonçait les relations inégales entre Nords et Suds, invitait aussi à penser le développement en termes de catégories spatiales et à étudier les régions des Suds en relation avec des dynamiques provenant des échelles nationale et internationale - notamment en termes de « centres » et « périphéries ». Ce fut alors une double invitation aux géographes à se mettre à la tâche.

Cependant, il me semble qu'un facteur crucial « d'amarrage » que la théorie de la dépendance offrait à la géographie en général et à la géographie tropicale en particulier, fut l'intérêt porté soudainement aux études à l'échelle locale. En effet, afin de démontrer que les interventions extérieures et les relations inégales au sein de l'économie mondiale induisent des dynamiques de « sous-développement », des études empiriques à l'échelle locale furent indispensables - et commençaient de ce fait à être valorisées et plus reconnues au sein de la communauté académique autant que dans la coopération internationale. En effet, ce n'étaient que les études de terrain qui pouvaient permettre de prouver que le développement souhaité (le *big D Development*) n'était pas celui se déployant réellement (le *little d development*) (voir aussi partie 1, chapitre 2.2). Les théories critiques du développement furent donc l'ultime invitation aux géographes à passer à l'étude des transformations. Et ils saisissent l'occasion.

Ainsi naît, au cours des années 1970, la géographie de développement en tant que branche disciplinaire distincte autour des deux objets « développement » et « sous-développement ». La théorisation des catégories spatiales et de leurs relations, notamment entre centres et périphéries, inhérente à la théorie de la dépendance, aurait potentiellement pu émerger au sein de la géographie et non, encore une fois, en sciences économiques. Mais bien que la discipline n'ait pas été à l'origine de cette théorie, elle fut très fortement stimulée et influencée par cette dernière - et ce à tel point que l'on doit attribuer l'émergence de la géographie du développement justement à ces analyses critiques des théories modernistes.

En France, c'est Yves Lacoste qui réalise un apport pionnier et révolutionnaire dans son ouvrage *Géographie du sous-développement* (Lacoste, 1965). S'affranchissant de la géographie tropicale, il fournit des réflexions sur le concept du sous-développement et décrit les contradictions internes spatiales et sociales des pays des Suds, tout en montant en généralités et visant la catégorisation (Retailé, 2010, p. 254). Il lui revient la primeur

d'avoir fondé la géographie du développement en France, dans le sens où il étudie le « développement » et le « sous-développement » dans leurs causalités - tout en critiquant (déjà !) les outils conceptuels alors largement utilisés, tels que le PIB. Il prend aussi de la distance par rapport à l'approche duale simpliste en montrant que les Suds ne forment pas un bloc homogène, mais sont d'une grande diversité et il plaide pour une compréhension moins économique du développement (Lacoste, 1965). En se penchant sur l'explication des phénomènes de sous-développement par le système capitaliste mondial, il sort définitivement la géographie des analyses régionales dans les pays des Suds et forge une recherche géographique critique sur le développement. Il a inspiré Olivier Dollfus, Alain Reynaud, Jean-Pierre Raison et bien d'autres encore.

En Allemagne, ce sont Fred Scholz et Joachim Blenck qui s'inscrivent pleinement dans la théorie de la dépendance et s'engagent activement à créer et diffuser une géographie critique du développement. Fred Scholz fonde le *Geographischer Arbeitskreis Entwicklungstheorien – GAE* (Groupement d'intérêt scientifique de géographie sur les théories du développement) en 1976. Ce groupement marque le début d'une géographie allemande du développement qui se donne comme devoir de contribuer à la solution de problèmes sociétaux au sein des Suds (Blenck, 1979), tout en éclairant sur la spatialité des phénomènes de développement (Scholz, 1988). Cette approche constituait un premier pas vers une géographie sociale du développement des Suds (Bohle, 2011, p. 746). A cette époque émergent aussi les hauts-lieux de la géographie du développement. Des chaires de géographie du développement sont instaurées durablement à partir du début des années 1980 à Bayreuth, Bonn, Berlin, Freiburg, Hambourg, Erlangen et Tübingen (Scholz, 2004).

La géographie anglophone, forte d'un courant marxiste radical, sautait aussi le pas et publiait sur les inégalités de développement. Les plus engagés étaient David Slater, Terence Garry McGee, Richard Peet, Jim Blaut et Alan Gilbert. La revue radicale *Antipode*, fondée en 1969, leur donnait un forum permettant de laisser libre cours à leurs analyses à contre-courant. Tout comme en Allemagne et en France, ils participaient à sortir leur discipline de son approche descriptive et apolitique (Peet, 1977). Par contre, ce ne sera qu'au début des années 2000 qu'une *development speciality group* sera créée au sein de l'*Association of American Geographers* et à l'*Institute of British Geographers* (Lawson, 2007).

Il revient à tous ces auteurs d'avoir placé le « développement » au centre de l'intérêt et de l'avoir analysé dans sa causalité. Le fait que les termes développement et/ou sous-développement apparaissent pour la première fois dans les titres de publications indique bien ce virage.³⁹ Mais dans les trois milieux, cette géographie critique engagée restera tout

³⁹ Exemples : Slater, D. (1973) « Geography and underdevelopment I », *Antipode*, 5, pp. 21–53. Slater, D. (1976) « Anglo-Saxon geography and the study of underdevelopment », *Antipode*, 8 (3), pp. 88–93. — (1977) « Geography and underdevelopment II », *Antipode*, 9 (3), pp. 1–31 ; McGee, T. G. (1974) « In praise of tradition : towards a geography of anti-Development », *Antipode*, 6 (3), pp. 30–47 ; Lacoste, Y., (1965) *Géographie du sous-développement* ; Cannon, T. (1975), « Geography and underdevelopment », *Area*, 7, p. 212-216.

de même marginale au sein de la discipline elle-même. Ainsi, dans sa préface de la 4^e édition de son ouvrage (1981), Lacoste constate lui-même que son livre semble avoir plus marqué les esprits « en dehors du milieu académique » qu'en son sein (Lacoste, 1981, p. 12). Les géographes marxistes en Allemagne aussi ne furent pas nombreux et se sont heurtés aux résistances et critiques au sein de leur milieu académique (entretien Scholz, 19 juin 2019). C'est en Grande-Bretagne qu'elle fut (et est toujours) la plus répandue, pouvant s'inscrire dans un courant plus vaste de la géographie radicale (sociale) qui avait émergé à partir de fin 1960 (Peet, 1977). Quant à la géographie aux États-Unis, elle répondait encore peu à ce nouveau courant critique, « *dominated as it was until the early 1970s by 'the quantifiers' and a kind of ephemeral spatial science* » (Power, 2003, p. 61).

Cette géographie du développement est donc critique dès ses débuts. Dans le milieu anglophone elle est de ce fait appelée *Critical Development Geography*. Par la suite, j'utiliserai cette notion anglaise parce que dans le milieu académique francophone, cette géographie critique du développement ne s'est pas durablement instaurée dans le paysage de la discipline et que de ce fait, cette expression en français ne fait pas sens.

2.2 Vers une conception endogène des transformations sociétales

La nouvelle posture idéologique se distingue par une approche des transformations sociétales diamétralement opposée à celle moderniste : ce sont désormais les premières concernées, leurs ressources, pratiques, techniques et savoirs, qui sont considérés comme le moteur principal des transformations et non plus comme un frein. Les transformations des communautés et sociétés ne sont alors plus conçues comme devant être incitées par le haut (par des grands projets infrastructurels et industriels caractérisés par des relations inégales entre acteur·es des Nords et des Suds), mais par le bas, se déployant de l'intérieur des communautés (rurales, en l'occurrence), à partir de l'existant. Le nouveau modèle du développement endogène⁴⁰, travaillé notamment par Jan Friedman et Clyde Weaver dans *Territory and Function : The Evolution of Regional Planning* de (Friedmann et Weaver, 1979) et Walter Stöhr et Frazer Taylor dans *Development from Above or Below ? The Dialectics of Regional Planning in Developing Countries* de (Stöhr et Taylor, 1981) attiraient l'attention vers des facteurs locaux dont les ressources naturelles locales, les savoirs et techniques vernaculaires, les compétences et les intérêts locaux (Scholz, 2004, p. 184). Reversement donc de l'argumentaire : ces facteurs n'étaient dès lors plus conçus comme des causes du « sous-développement », mais des atouts pour un développement endogène.

⁴⁰ Cette conception fut reprise par la coopération internationale qui faisait face alors à l'échec des grands projets de modernisation. A partir des années 1970, l'approche endogène était promue au sein de l'UNCTAD et des agences nationales de la coopération, telles que la *Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* - GTZ (aujourd'hui *Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* - GIZ).

Ce développement fut alors considéré comme devant se réaliser de manière autocentrée avec une autonomie décisionnelle (à l'échelle régionale, voire nationale) et viser avant tout les besoins fondamentaux (*basic needs*) (Weaver, 1981, p. 63ff). Le modèle renouait avec les travaux des pionniers de l'économie du développement pensant le développement économique à l'échelle régionale, notamment ceux de Otto Hirschman et de François Perroux (Hirschman, 1958 ; Perroux, 1955). Il invitait à se focaliser sur l'endogénéité des processus de transformation économique à l'échelle locale, et a inspiré bien d'autres économistes tels que Lasuén, De Bernis, Courlet, Judet et bien d'autres (Courlet, 1989 ; Courlet et Judet, 1986 ; Destanne de Bernis, 1971 ; Lasuen, 1973, voir aussi Koop *et al.*, 2010). Il incitait donc à prendre en compte les dimensions spatiales du développement et notamment les particularités régionales. L'idée du développement endogène fut alors considérée comme une voie de développement pour les périphéries afin de sortir de leur dépendance des centres.

Un exemple pour cette conception des transformations dans le but de réduire la pauvreté est le concept du « terroir » forgé par Pélissier et Sautter (1964 ; 1970), développé même avant ce changement de paradigme durant les années 1960. La notion du terroir attirait alors l'attention de la coopération internationale vers les techniques agricoles coutumières (Raison, 1993) et leur « incroyable adaptation aux milieux physiques auxquelles elles s'appliquent » (D'Alessandro-Scarpari, 2010b). Il fait des particularités (géophysiques, techniques et connaissances vernaculaires) locales un atout pour la production agricole. Il constitue aujourd'hui une stratégie originale de développement local et est appliquée dans la coopération internationale contemporaine dans les espaces ruraux africains (D'Alessandro-Scarpari, 2010b) et a même su inspirer d'autres disciplines, notamment agronomes et économistes (Chaléard et al., 2010). La réaction de Pélissier et Sautter à cette reconnaissance soudaine par les acteur-es de la coopération internationale illustre parfaitement le passage d'une géographie tropicale à une géographie du développement. Ainsi, ils notent dans leur *Bilan et perspectives d'une recherche sur les terroirs africains et malgaches (1962-1969)* : « Que l'étude des communautés villageoises transcrites dans l'espace par des 'terroirs' apparaisse aujourd'hui comme le nécessaire préalable et l'indispensable ancrage de tout 'projet' de développement rural donne à sourire à qui garde en mémoire l'accueil condescendant que lui firent, bardés de leurs certitudes, 'scientifiques' sérieux, experts du progrès planifié, militants du transfert technologique » (Pélissier et Sautter, 1970).

En Allemagne, c'est le modèle de la *Ländliche Regionalentwicklung* - LRE (développement régional rural) qui deviendra indéniablement la contribution la plus originale des géographes et la plus reconnue dans la coopération internationale (GTZ, 1983 ; Rauch, 1997). Contrairement à l'approche centrée sur le développement économique de la version française du développement local, il s'agit d'un modèle plus systémique visant la réduction de la pauvreté et prenant davantage en compte les dimensions institutionnelle et sociale. Ce modèle promeut aussi la participation de tous les acteur-es locaux

impliqué·es directement et indirectement comme condition indispensable de réussite (voir aussi volume 1 de cette HDR).⁴¹

On peut citer aussi Pierre Gourou, fondateur de la géographie tropicale, qui avait déjà appréhendé dans les années 1960 de manière explicite et non restreinte à des considérations économiques la variété des éléments à prendre en considération afin d'instiguer et renforcer le développement local dans les espaces ruraux des Suds. Sous la notion de « techniques d'encadrement » (ce qui va plus tard être discuté sous la notion de « contexte local », du moins dans le milieu germanophone) et avec un vocabulaire enfermé encore dans la géographie tropicale, il décrit ces techniques d'encadrement comme comprenant tout ce dont « l'homme s'encadre de mille façons : langage, famille, habitudes alimentaires, régime foncier, cadres villageois, tribaux, étatiques, systèmes de communication, religions, préjugés, philosophies concourent à encadrer les hommes, à modeler les paysages, à créer des conditions plus ou moins propices à la maîtrise du milieu naturel » (Gourou, 1982, p. 350). Gourou considère ces aspects non matériels des relations entre les humains, et entre ceux et celles-ci et leur territoire, comme la « clé du développement » (p. 347). Il s'intéresse avant tout aux régimes fonciers, les systèmes de communication et l'administration au sens large (Bruneau et Courade, 1984, p. 311).

Ces quelques exemples illustrent l'émergence d'une géographie du développement durant les années 1970 se vouant à l'étude des transformations dans les Suds. Or, cette conception d'un développement qui se réaliserait de manière endogène résultait plutôt d'une posture idéologique critique que de connaissances empiriques sur ce phénomène souhaité. La question des types de contextes pouvant favoriser des dynamiques par le bas n'est abordée que de manière intuitive durant les années 1970 et au début des années 1980. De plus, l'on peut noter un manque d'attention porté à l'articulation entre les dynamiques internes et externes dans les modèles de développement endogène – un paradoxe, vu le fait qu'ils ont émergé en réponse à des théories pointant du doigt les effets néfastes des dynamiques externes. Finalement, les relations de pouvoir internes aux communautés visées sont encore pas ou peu prises en compte. Toujours est-il que la conscience que des transformations ne se font pas « hors sol », qu'elles ne peuvent pas être induites de l'extérieur et nécessitent de renouer avec l'existant, s'était durablement instaurée dans la conception des transformations sociétales. La prise en compte des dynamiques internes locales pour concevoir les conditions et possibilités des transformations des Suds n'allait désormais plus quitter la *Critical Development Geography*.

⁴¹ Ce modèle est appliqué jusqu'à de nos jours par la *Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit* - GIZ, l'agence principale de coopération de développement allemand. Or, elle restait marginale. Ainsi par exemple, la GTZ consacrait 13 % de son budget annuel à des projets de développement local (Rauch, 1997).

2.3 Conclusion

Au final, doit être posée la question de ce que ce premier pas des géographes vers la conception des transformations dans les Suds révèle quant à leur rapport au référentiel moderne. Au premier abord, la manière de concevoir les transformations, inhérente au modèle du développement local, se situe aux antipodes de l'approche moderniste. Se plaçant idéologiquement dans les théories marxistes de la dépendance et du capitalisme périphérique et ainsi dans le rejet de l'ingérence des pays industrialisés, ce modèle refuse l'idée que des transitions sociétales devraient être instiguées de l'extérieur et suggère qu'elles se produisent de l'intérieur, à partir des communautés.

Ici, une normativité remplace l'autre (figure 6). Mais qu'en est-il de la pensée linéaire et téléologique du développement ? Même si la théorie de la dépendance avait inversé le raisonnement sur les causes du sous-développement et par conséquent sur comment les transformations devraient se passer, la manière dominante de penser des transformations restait pleinement ancrée dans l'imaginaire moderne. Certes, l'on peut concéder à certains des géographes cités ci-dessus un sérieux effort pour comprendre et reconnaître l'altérité et ne pas vouloir imposer une ontologie différente aux populations étudiées - ni dans la manière de les étudier, ni en théorie⁴². Dans le sillage de cette approche critique avaient même émergé des propositions pour redéfinir le développement de manière moins normative. Ainsi, Stöhr et Taylor avaient proposé de comprendre le sens du développement comme « *a reflection of personal values, conditioned by the societal framework in which one lives* » (Stöhr et Taylor, 1981).

Mais autant que les thèses du capitalisme périphérique et de la dépendance ne mettaient pas en question la norme moderne, autant les géographes désormais engagés dans les études régionales maintenaient une vision moderne des transformations dans les Suds.⁴³ Beaucoup restent enfermés dans l'idée dominante que surmonter le sous-développement et réduire la pauvreté (autre concept émanant de l'ontologie moderne) passe par la modernisation, notamment économique. Par ailleurs, le modèle du développement local, alternatif au premier abord, est pensé en termes capitalistes, de l'accumulation de capital et de l'industrialisation, par bien des auteurs. Cette adhérence au cadre référentiel moderne se manifeste dans l'interprétation des particularités d'ordre culturel, telles que les techniques et les savoirs locaux recensés dans « l'ailleurs » : elles sont interprétées comme des ressources pour le développement économique.

⁴² Cette question fut sujet de longues discussions avec mon collègue Théo Rauch, fondateur du modèle de la *Ländliche Regionalentwicklung* – LRE (développement rural intégré), qui insiste sur le fait que les géographes impliqués n'avaient pas de visée moderniste.

⁴³ Les géographes marxistes et radicaux des milieux anglophone (tels que Peet, Slater et Corbridge) et germanophone (tels que Scholz, Rauch) produisant des travaux plus théoriques sur les rapports de pouvoir entre l'Occident et les Suds, inclus.

Figure 6 : Conception des transformations sociétales aux débuts de la géographie du développement (années 1970, début années 1980)

Période	Champ/courant	Cadre théorique	Moteur des TS	Conceptualisation des contextes de TS	Rapport à la modernité
Années 1960	Géographie de la modernisation	Théories modernistes	Exogène, Par le haut	Espaces comme réceptifs de la modernisation	Adhésion à ce cadre de référence
Années 1960	Géographie tropicale	Genre de vie	-	Relations hommes-nature	Refus en tant que cadre de référence
Années 1970 et 1980	Géographie du développement	Marxisme, Économie politique	Endogène, Par le bas	Études régionales : Ressources, savoirs, techniques etc. locales	Adhésion à ce cadre de référence

Source : L'auteure

Le signifié reste donc inchangé : les transformations (souhaitées) sont toujours comprises comme un développement de rattrapage. Ainsi, ce n'est pas le but attribué au développement qui est mis en cause, mais le moyen pour y arriver. En effet, les deux approches (moderniste et dépendantiste) ne divergent que sur la question de la manière dont le développement devrait se déployer : par le haut ou par le bas, ouvert vers l'économie monde ou autocentré. Le but de rattraper le retard par rapport aux pays industrialisés reste incontesté (Scholz, 2004, p. 86). La pensée moderne englobe donc la théorie de la dépendance et ses contre-modèles, ce qui explique que cette dernière n'a pas déclenché de crise au sein des études du développement, dont aurait pu s'ensuivre un changement de paradigme.⁴⁴ Il s'agit plutôt d'interprétations différentes des « faits », conséquence d'une lutte entre deux idéologies ancrées dans un même paradigme, une même vision linéaire et téléologique du développement.

⁴⁴ La notion de paradigme scientifique est comprise ici dans le sens du philosophe Thomas Kuhn comme un ensemble de principes et de méthodes qui ont une fonction normative (Kuhn, 2016).

3. Deuxième pas de côté : les individus et communautés au centre de dynamiques multidimensionnelles et multiscales

Au cours des années 1980 et des années 1990, l'approche du développement change encore. De plus en plus de géographes passent à des études de terrain sur les transformations réellement en cours (*little d development*). Les observations empiriques mènent alors à comprendre les phénomènes spatiaux faisant preuve de transformations (comme l'urbanisation croissante des capitales des Suds) à l'intersection entre dynamiques endogènes et exogènes (Rauch, 2018, p. 180). Le souhait de comprendre les phénomènes étudiés dans leur causalité mène peu à peu à une approche multi-scalaire et la prise en compte des multiples dimensions des transformations (socio-culturelle, politique, économique, environnementale). Les conceptions des transformations « par le haut » et « par le bas » ne s'opposent alors plus pour des raisons idéologiques dans ces analyses empiriques.

3.1 Émergence d'une conception des transformations à l'intersection entre facteurs endogènes et exogènes

Au cours des années 1980, de plus en plus d'études s'intéressant aux transformations en cours révèlent des dynamiques non prévues par les théories et modèles de l'approche moderniste et qu'il fallait nommer. Les premiers travaux se concentrent en particulier sur le phénomène d'urbanisation massive et sur les réseaux urbains (p.ex. Dubresson, 1978, 1989 ; Mabogunje, 1973 ; Manshard, 1977 ; Pélissier, 1993 ; Slater, 1978), l'exode rural et les nouvelles relations entre villes et campagnes (p.ex. Chaléard, 1986 ; Chaléard *et al.*, 1990). Cette géographie se distingue par des analyses nuancées des particularités constatées, particularités qui sont alors désignées avec des termes qui rendent compte de la déviance à la norme moderne, comme en attestent les notions telles que la « macrocéphalie urbaine », le « secteur informel »⁴⁵, les « institutions informelles » (Scholz, 1986) ou encore les « bidonvilles »⁴⁶ (Louiset, 2010). Les auteur-es critiques expliquent alors ces phénomènes « anormaux » au prisme de la théorie de dépendance, démontrant que l'ingérence des Nords « déforme » durablement les structures locales dans les Suds (Senghaas, 1974a) et empêche la modernisation des populations. Par exemple, l'étude empirique de Fred Scholz sur l'industrie pakistanaise du tapis montre comment la dépendance du marché mondial de cette industrie empêche la création de

⁴⁵ Désigner une forme économique qui est la base de survie d'une part croissante de la population urbaine comme *informelle* traduit effectivement l'idée qu'elle sort de la norme.

⁴⁶ La notion de « bidonville » date des années 1930, mais elle était désormais connotée avec l'urbanisation massive et non contrôlée des années 1980 dans les Suds.

richesses dans la région du Pendjab et crée, au contraire, des situations de dépendance entraînant le « sous-développement », sous forme de la multiplication d'ateliers de tissage sous-traitants dans la campagne, exploitant le travail des enfants (Scholz, 1982). Se consolide alors une conception des transformations sociétales en termes de « déformations », créées par l'articulation entre facteurs endogènes et exogènes dans un rapport de pouvoir inégal. La notion de « déformation » n'est pas neutre. Elle relève toujours de la norme et place les transformations observées dans le régime d'historicité occidentale : entre regret d'un passé vernaculaire révolu et celui d'un futur moderne non atteint, voire non-atteignable.

3.2 Vers une conception actantielle des transformations, au carrefour de dynamiques multidimensionnelles et multiscalaires

A la fin des années 1980 et durant les années 1990 se dessine alors une compréhension de plus en plus différenciée des transformations. Elle s'inscrit dans la mouvance générale des études du développement marquées alors par le constat de l'échec des grandes théories de développement, par une conception plus ouverte du développement et par le passage à l'approche actantielle.

L'émergence économique des petits tigres asiatiques (Taiwan, Singapour, Hongkong et Corée du Sud) au cours des années 1980 avait été considérée dans le camp moderniste comme preuve de la possibilité pour les Suds de rattraper leur retard.⁴⁷ S'ensuivit une mise en question de la théorie de la dépendance et, de manière plus générale, un consensus sur la « fin des grandes théories » (Menzel, 1992). Celles-ci ne permettaient effectivement pas d'expliquer la variété des transformations en cours dans les Suds. Désormais, les études du développement allaient porter davantage encore d'attention aux contextes et aux constellations historico-géographiques - ce qui valorisait, une fois de plus, une approche géographique et empirique des transformations (Rauch, 2018).

Parallèlement, une conception moins moderniste de la notion du développement commence à se déceler aussi bien au sein de la coopération internationale que du milieu académique. Ainsi, le rapport de Brandt de la commission Nord-Sud des Nations Unies (1980) la définit comme le progrès social et économique souhaité, tout en admettant qu'il puisse y avoir différentes conceptions de ce qui est souhaité. Au cours des années 1980, aucune définition précise et partagée n'existe, si ce n'est l'amélioration des conditions de vie et la satisfaction des besoins élémentaires (Nohlen et Nuscheler, 1993, p. 57).

⁴⁷ Bien évidemment, la lecture de la transformation sociétale de ces pays se faisait au prisme économique. Des particularités d'ordre culturel, comme le confucianisme, ont alors été interprétés comme facteurs favorisant leur modernisation économique (Rauch, 2018).

Un troisième changement fut le tournant poststructuraliste en SHS et l'émergence de l'approche actantielle, mettant désormais les acteur-es et l'action au centre de l'analyse scientifique. Surtout dans les milieux anglo- et germanophone, l'approche structure-agencité, particulièrement travaillée par le sociologue anglais Antony Giddens (Giddens, 1984), eut une forte influence.

Ces trois changements du contexte académique pour penser les transformations induisaient indéniablement des changements dans les outils cognitifs et la conceptualisation des transformations. Ils se distinguent par une méfiance croissante envers le déterminisme structurel d'ordre politico-économique aussi bien de la théorie moderniste que celle de la dépendance. En effet, à elles seules, ni l'une ni l'autre ne pouvait rendre compte de la diversité des situations locales concrètes (Rauch, 2018, p. 180). Les manifestations de la modernité ne furent alors plus considérées comme les seuls facteurs changeant les vies des communautés étudiées (pour le bien ou pour le mal), mais l'on s'intéressait aussi aux multiples acteur-es se situant à l'échelle locale et nationale, considéré-es comme endogènes. Ainsi, par exemple, Elsenhans et Tezlaff se penchent sur le rôle des nouvelles élites étatiques (*Staatsklassen*) (Elsenhans 1981 ; Tezlaff 1988), d'autres sur l'influence du système des castes, du genre, etc. Désormais, une approche multiscalaire s'impose et dans laquelle les anciennes dichotomies Nords/Suds, endogène/exogène s'effacent au profit d'une prise en compte de la diversité des acteur-es aux multiples échelles (Pieterse, 2010, p. 16). Aussi, les études deviennent-elles davantage multidimensionnelles, incluant aussi bien des facteurs d'ordre économique, politique que socio-culturel et environnemental et démontrant leur imbrication (p.ex. Bonnemaïson, 1981 ; Pain, 1984).

Finalement, analysant les stratégies et les rôles des multiples acteur-es aux multiples échelles afin de comprendre les causes de la pauvreté, les études intègrent aussi la question des relations de pouvoir et des injustices. Ainsi, Ben Wisner de l'*Institute of Development Studies* (Wisner 1976, 1977) expliquait déjà à la fin des années 1970 la famine au Kenya non comme une conséquence des variations du climat tropical, mais comme « socialement et politiquement produite » (Manshard, 1977, p. 63)⁴⁸. Un autre exemple est le travail d'Alain Dubresson sur la ville de Rufisque, comprenant l'organisation de l'espace comme résultant « à la fois de l'interprétation du milieu par une logique économique et de l'évolution des rapports de force inhérents au système social » (Dubresson, 1978, p. 69). Ce type d'approche explicitement multidimensionnelle et multiscalaire se répand rapidement au cours des années 1980, notamment dans les milieux anglophone (p. ex. Corbridge, 1987) et germanophone (p. ex. Bohle, 1981 ; Hein, 1985 ; Rauch, 1981).

Désormais, individus et communautés étudiées ne sont plus considérées comme des réceptacles passifs des transitions structurelles induites par des dynamiques externes des

⁴⁸ L'époque oblige : Wisner s'inscrit alors dans l'économie politique.

Nords, ni comme des acteur·es autonomes et maître·sses de leur destin (comme dans les premiers modèles du développement endogène), mais comme des contributeurs et contributrices actives dans de multiples dynamiques de transformations à toutes échelles (Rauch, 2018, p. 180). L'ontologie moderne induite dans les Suds par ses multiples biais (économique, politique et culturel) est considérée comme influente, mais les chercheur·es donnent plus de crédit aux capacités et rationalités des acteur·es étudié·es. Ainsi par exemple, en Allemagne, l'analyse des stratégies d'action (*Handlungsstrategien*) mène à découvrir la coexistence et l'imbrication entre économie de subsistance, économie informelle et formelle dans la vie quotidienne (Männling, 1984). L'« approche de l'imbrication » (*Verflechtungsansatz*) de l'école de Bielefeld (Evers, 1987) est utilisée alors par maint·es géographes pour étudier les changements sociaux au sein des ménages ruraux (Kreuzmann, 1989 ; Schmidt-Wulffen, 1985 ; Thomi, 1989) ou encore nomades (Müller-Mahn, 1989). Dans la sphère anglophone, l'approche actantielle mène à forger des concepts reflétant un intérêt accru dans les logiques d'action, tel les *coping strategies* (Corbett, 1988) ou encore les *livelihoods* (Chambers, 1988) – concepts repris aussitôt dans la géographie germanophone et utilisés jusqu'à aujourd'hui. La machinerie de production de ces concepts centrés sur les acteur·es et l'action s'emballent au cours des années 1990. Les géographes anglo- et germanophones reprennent les notions de *entitlement* et des *capabilities* de Amartya Sen, permettant d'explorer les capacités, libertés et limites de l'action (Sen, 1981, 1985) ou encore celui du *empowerment*.

Les décennies suivantes (années 1990 jusqu'à aujourd'hui) se caractérisent surtout par une extraordinaire multiplication de thèmes attestant des changements rapides dans le monde. L'approche actantielle domine alors tendanciellement dans une diversité croissante de sujets. À partir des années 1990, l'intensification des dynamiques de mondialisation conduit bon nombre de géographes du développement à se consacrer de manière critique à ce changement du contexte de développement et ses répercussions socio-spatiales (Dollfus, Scholz). Bien que nombre d'études empiriques relèvent tendanciellement d'une posture critique à la mondialisation économique, les analyses sont plus nuancées, multidimensionnelles et multiscalaires encore que celles des années 1980. En étudiant comment les individus et communautés se saisissent de nouvelles opportunités qu'apporte la mondialisation autant qu'aux phénomènes d'exclusion qui peuvent en résulter, d'autres thèmes voient le jour et avec eux se diversifient les cadres théoriques qui guident les chercheur·es (p.ex. Backhaus, 1997 ; Benit et Gervais-Lambony, 2003 ; Dittrich, 2003 ; Koop, 2004 ; Landy, 2001 ; Neuburger, 2008). Ancrés dans la géographie politique, les conflits et violences sont davantage analysés (p.ex. Watts, 2000 ; Rettberg 2009 ; Kraas et Bork 2009 ; Krings et Schneider, 2007). Les approches de géographie culturelle se multiplient et croisent par exemple la question écologique (Müller-Böker, 1995, 1999) ou migratoire (Lohnert, 2007). L'écologie politique se répand autour des questions des risques et des catastrophes naturelles (Bohle, 2001 ; Blaikie *et al.*, 1994), ainsi que la gestion des ressources au prisme de l'écologie politique (p.ex. Schmidt, 2005). La gouvernance devient également un sujet à part, intégrant les apports de la théorie néo-institutionnelle (p.ex.

Rauch, 2001 ; Tomi, 2001). Cette forte diversification des thèmes et cadres théoriques au sein de *Critical Development Geography* ne peut être esquissée ici. Elle est restituée de manière plus détaillée dans des manuels (voir Bohle, 2011, 2011 ; Lawson, 2007 ; Peet et Hartwick, 2009 ; Power, 2003).

L'intérêt porté aux acteur-es et à l'agencité, enrichie parfois des approches relationnelles et praxéologiques, domine les études de cas surtout dans les milieux germano- et anglophones (Bohle, 2011). Ces études sont souvent critiques, mais moins enfermées dans des idéologies comme c'était le cas durant les années 1970 et 80. Elles révèlent l'effort des auteur-es d'être aussi « objectifs-ves » et différencié-es que possible. La grille de lecture multiscalaire et multidimensionnelle des transformations sociétales ne permet alors plus d'en déceler un moteur spécifique – les changements sont conçus comme se passant à l'intersection de multiples dynamiques, et les contextes varient selon les lieux et les acteur-es en question.

L'approche renouvelée du modèle du développement local, ce modèle alternatif aux stratégies nationales « hors sol », illustre bien cette conception. Le contexte de mondialisation des échanges économiques et des politiques néo-libérales avait alors obligé à ne plus penser les transformations en termes autocentrées, mais en rapport avec les dynamiques mondiales. La devise du « faire face aux marchés » changeait la manière de penser les stratégies de développement local. En Allemagne, le modèle revisité de la *Ländliche Regionalentwicklung* intègre désormais le *Vier Ebenenmodel*, modèle aux quatre échelles - internationale, nationale, régionale et locale - afin de mieux saisir la diversité des acteur-es impliqués et de pouvoir ainsi formuler des stratégies circonspectes de développement local/régional (Rauch, 2003b, 2003a). En France aussi, les axiomes à la base du modèle du développement (économique) local sont retravaillés en intégrant une approche multiscalaire et tenant compte de la compétitivité accrue entre régions (figure 7). Le modèle du développement territorial voit le jour, notamment sous la plume de Bernard Pecqueur (Campagne et Pecqueur, 2014 ; Gumuchian et Pecqueur, 2007 ; Pecqueur, 1989, 2005). Celui-ci s'oriente aussi davantage vers la capacité des acteur-es à mettre en valeur des ressources locales tout en tenant compte du contexte extérieur. Le modèle très poussé de la spécificité territoriale préconise alors l'activation de ressources locales (matérielles ou immatérielles, existantes ou latentes) afin de développer des produits et services spécifiques à un territoire et qui ne sont de ce fait pas (re)productibles ailleurs - et d'échapper ainsi à la concurrence mondiale (Pecqueur, 2006).

Figure 7 : Du développement local au développement territorial

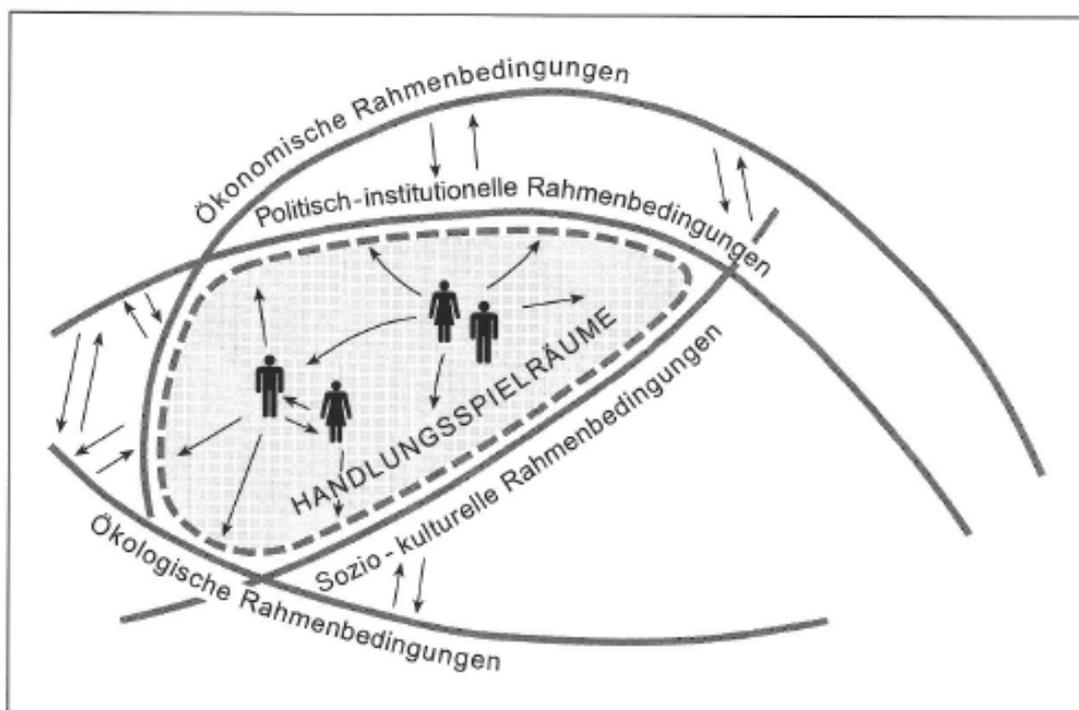
Développement local	Développement territorial
Renforcement de circuits locaux Identités et échanges mono scalaires	Intégration dans marchés à diverses échelles Identité et échanges multi scalaires
Mobilisation de ressources locales en réponse aux besoins locaux	Compétitivité (locale, nationale, mondiale) par la génération de ressources spécifiques
Rôle déterminant de l'Etat dans le dispositif de contractualisation	Intégration de nouveaux acteurs dans la gouvernance

Source : Koop et al., 2010

L'intérêt accru pour l'action à l'échelle locale se manifeste aussi dans les travaux questionnant les conditions propices à une gouvernance favorable au développement. En lien avec la décentralisation des États des Suds, incitée à partir des années 1980 par les programmes d'ajustement du Fond Monétaire International et par la Banque Mondiale, la capacité des acteur-es territoriaux (publics, mais aussi civils et privés) à formuler et réaliser des projets territoriaux est analysée et préconisée (Alvergne, 2008 ; Antheaume et Giraut, 2005a). Surtout dans la géographie francophone, le « territoire » - dans l'acceptation postmoderne du territoire en tant que construction sociale - devient échelle et mode d'action préconisée pour penser, planifier et mettre en œuvre des transformations.

La conception des transformations sociétales des années 1990 et 2000 au prisme de l'approche actantielle, multiscalaire et multidimensionnelle est bien résumée par Theo Rauch (figure 8). L'intérêt central porte sur le sujet actant/agissant (*agierenden Subjekt*) (Dörfler et al., 2003, p. 13), et ses marges de manœuvre (*Handlungsspielräume*) à changer les *Rahmenbedingungen* (traduction littérale : conditions encadrantes), et ce à diverses échelles et dans différentes dimensions (Rauch, 2003a, p. 37).

Figure 8 : Cadre d'analyse pour des interventions orientées vers la pauvreté



Source : Rauch, 2003, p.38

Ces « conditions encadrantes » de nature économique, politique, socio-culturelle et environnementale, sont présentées *a priori* comme des facteurs limitant les capacités des acteur-es locaux à transformer leur situation de vie, leurs espaces. Cependant le potentiel de transformation attribué aux acteur-es locaux reste ambigu dans les analyses. Tantôt, les études empiriques ont un regard trop restreint à l'échelle locale et le potentiel de structuration de leur environnement est surévalué (Rauch, 2018), tantôt, c'est le contraire et les chercheur-es considèrent le champ d'action comme étant restreint à la seule adaptation aux contextes – ce qu'indiquent bien les concepts du type *coping strategies* ou encore *Handlungsspielräume* (marges de manœuvre). Au final, l'analyse de l'articulation entre structure et agencité reste floue dans cette *Critical Development Geography*, aussi bien sur le plan méthodologique (Rauch, 2018, p. 184) qu'en termes d'apprentissage scientifique sur les facteurs enclenchant des transformations structurelles. La leçon principale de cette approche par rapport aux transformations sociétales reste probablement celle que les actes des concerné-es ne se laissent pas comprendre sans analyse systémique et relationnelle des contextes.

Finalement, quel rapport aux normes modernes peut-on discerner dans cette approche des transformations de la *Critical Development Geography* des années 1980/90 et au-delà ? Nous avons vu qu'en réaction aux multiples critiques à l'idée de modernisation, les efforts mentionnés pour définir le « développement » de manière moins normative, ont

mené à une appréhension centrée plus résolument sur l'amélioration de la vie humaine. Ce changement de paradigme se traduit, chez beaucoup de chercheur·es, par une approche moins linéaire et moins téléologique des transformations sociétales. De fait, la pensée duale des années 1970 n'enferme plus la compréhension de l'existant, voire des transformations en cours. Les *livelihoods*, les stratégies d'action, les *coping strategies*, etc. sont considérés comme réels et ne relèvent plus d'une binarité rapportant à la modernité occidentale.

Mais la prise de distance au sein de cette *Critical Development Geography* par rapport à l'idée du rattrapage du retard sur la modernité occidentale est encore loin de reconnaître l'autre dans son ontologie propre, son imaginaire, ses aspirations, ses intentions. Une certaine production de l'autre (*othering*) par le prisme moderne reste présente, tout en prenant de nouvelles formes. Surtout dans les milieux anglo- et germanophone, de nombreux travaux produisent des critiques de la mondialisation néolibérale. Inscrite dans l'économie politique et, à partir des années 1990, de manière croissante aussi dans l'écologie politique, la *Critical Development Geography* tente d'attribuer les causes de transformations détériorant les *livelihoods* aux dynamiques capitalistes néolibérales (Corbridge, 2007 ; Glassman, 2011). Révélant des phénomènes « d'exclusion » les auteur·es s'inscrivent alors, toujours, dans le référentiel moderne.⁴⁹ L'approche actantielle permet certes d'interpréter les transformations en considérant les premier·es concerné·es, mais ceux et celles-ci restent un *objet d'étude*. Que cela concerne l'exposition aux risques naturels, la vie dans les bidonvilles, le manque de sécurité alimentaire, ou la gouvernance territoriale, bon nombre d'études sont guidées par l'engagement politique de contribuer à la réduction de la pauvreté et interprètent les actions au prisme d'éléments constitutifs de la modernité, comme l'éducation, du travail formel, ou encore des droits universels.

Comme évoqué dans la partie 1 (chapitre 2.3), les débats sur le sens de la notion du « développement » sont alors de plus en plus virulents à partir des années 1990 et une autre tendance s'installe : de plus en plus d'auteur·es, notamment en France, font abstraction de cet objet d'étude. Pour ces chercheur·es, ce concept reste trop téléologique et n'a plus de raison d'être. Le chapitre d'ouvrage provocateur « *Nach der Entwicklungsgeographie* » (Après la géographie du développement) des géographes allemands Korf et Rothfuss est un plaidoyer en ce sens. Les auteurs appellent à renoncer à mettre le *développement*, c'est-à-dire la question du comment des sociétés évoluent dans une direction spécifique, au centre de la recherche. Tout comme certain·es autres collègues (Dubresson *et al.*, 2011 ; Müller-Mahn et Verne, 2010), iels proposent de passer

⁴⁹ Ainsi par exemple, les travaux de Christoph Dittrich sur la fragmentation de la ville de Bangalore (2003) ou encore de Norman Backhaus sur les conséquences sociales et écologiques de l'élevage des crevettes à Bali (1997) discutent les effets « d'exclusion » concomitants des pôles de croissance économique induits par la mondialisation libérale, par rapport à l'inclusion dans la dynamique économique (moderne).

à une géographie sociale critique, dédiée à l'observation des structures, des relations de pouvoir et des pratiques sociales dans les Suds (Korf et Rothfuss, 2016).

De surcroît, la définition des Suds comme ayant la particularité d'être pauvres a perdu son sens. De nombreuses régions économiquement prospères ont surgi, alors que parallèlement, la pauvreté et les inégalités touchent de manière accrue les pays (post)industrialisés. L'apparition du « Nord dans le Sud » et du « Sud dans le Nord » (Gervais-Lambony et Landy, 2015, p. 3) a même mené à l'application, aux Nord, de concepts initialement développés pour l'analyse de problèmes de développement dans les Suds, comme la fragmentation urbaine, le développement par le bas, la capacitation ou encore la vulnérabilité et la résilience (Koop et Amilhat Szary, 2011).

Du fait de cette double mise en question de l'objet d'étude de la géographie du développement, cette branche disciplinaire s'était déjà estompée au profit des géographies culturelle et/ou politique depuis les années 1990⁵⁰ dans le milieu francophone. Elle allait se maintenir dans les milieux anglophone et germanophone, mais attestera d'un débat de plus en plus virulent sur son sens et ses objectifs (voir chapitre 4).

3.3 Conclusion

Malgré son effritement et la perte de sens d'étudier le développement, pour certain-es chercheur-es, la *Critical Development Geography* des années 1980, 1990 et au-delà, a livré des enseignements précieux sur la conceptualisation des transformations au sein des sociétés. Premièrement, elle a continué à démontrer que des transformations profondes ne peuvent pas être induites par l'extérieur sans tenir compte des situations locales. Deuxièmement, elle a permis d'avancer vers des analyses nuancées des acteur-es participant aux dynamiques de changement local, et ce à toutes échelles et à l'intersection entre les dimensions socio-culturelle, politico-institutionnelle, économique et environnementale. Ainsi, les analyses socio-spatiales de terrain mettant au centre de l'intérêt les capacités d'agir des concerné-es renseignent sur les contextes spécifiques de chaque espace à prendre en compte. Cette approche multidimensionnelle et multiscale, si évidente pour les géographes, est loin d'être partagée par d'autres disciplines. Or, c'est notamment par le prisme spatial (lieu, territoire/milieu) que la complexité des conditions des transformations peut être cernée. Finalement, une distanciation relative par rapport au référentiel moderne se laisse constater.

⁵⁰ L'on peut même retracer cette tendance aux années 1980 avec notamment les travaux de Joël Bonnemaison (1981).

Figure 9 : Conception des transformations sociétales dans la *Critical Development Geography* des années 1980, 1990 et au-delà

Période	Champ/courant	Cadre théorique	Moteur des TS	Conceptualisation des contextes de TS	Rapport à la modernité
Années 1960	Géographie de la modernisation	Theories modernistes (take-off)	Exogène, Par le haut	Espaces comme réceptifs de la modernisation	Adhésion à ce cadre de référence
Années 1960	Géographie tropicale	Genre de vie	-	Relations hommes-nature	Refus en tant que cadre de référence
Années 1970 et début 1980	<i>Critical Development Geography</i>	Marxisme, économie politique	Endogène, Par le bas	Etudes régionales : ressources, savoirs, techniques etc. locales	Adhésion à ce cadre de référence, critique des modalités
Années 1980-1990 et au delà	<i>Critical Development Geography</i>	Nombreux : écologie politique, tournant culturel, théorie néo-institutionnelle, etc.	À l'intersection entre dynamiques à multiples échelles et dimensions	Agencéité-structure (<i>capabilités, livelihood, empowerment des individus et groupes sociaux</i>)	Distanciation par rapport à ce cadre de référence

Source : L'auteure

4. Troisième pas de côté : La sortie de l'épistème moderne

Au cours des années 1990 et 2000, des courants de pensée radicalement critiques à l'épistème moderne font leur entrée au sein de la *Critical Development Geography*. Il s'agit des *Postcolonial, Subaltern, Decolonial* et *Postdevelopment Studies*, qui ont été développées dans différents endroits des Suds, notamment en Inde, en Amérique Latine et en Afrique (voir partie 1, chapitre 2.3). Ces courants « post- » ont été durablement intégrés dans la *Critical Development Geography* du milieu anglophone à partir des années 1990 (Sharp, 2009 ; Sidaway, 2017), aux côtés des études se situant dans l'approche structure-agencéité évoquées dans le chapitre précédent. Dans le milieu germanophone, elles sont reprises une décennie plus tard, mais elles restent minoritaires, comme en témoigne un numéro spécial de la *Geographica Helvetica* reprenant les résultats du colloque 2012 du *Geographischer Arbeitskreis Entwicklungstheorie* (GAE) (Neuburger et Schmitt, 2012). Dans la géographie francophone des Suds également, ces études restent

encore relativement marginales⁵¹ mais elles existent bel et bien, comme en attestent la présence et la reconnaissance de ces approches dans la commission géographie critique du Comité National Français de Géographie (CNFG) et dans certaines unités de recherche françaises.

Ces courants se situent dans la pensée poststructuraliste et se caractérisent par leur refus du caractère hégémonique de l'imaginaire, des récits et pratiques de la modernité occidentale. Ils conçoivent que le regard sur les Suds devrait être radicalement libéré de toute connaissance produite à travers le prisme moderne (voir aussi partie 1, chapitre 1.3). Ils annoncent le détournement des « *totalizing 'deep logics' that blinker our way of seeing* » (Soja, 1989, p. 73) et ainsi des cadres théoriques et concepts de la « pensée catégorielle rigide » (Minca, 2009, p. 363). De ce fait, ils sont particulièrement intéressants à prendre en considération pour trouver des éléments de réponse au défi qui se pose aux SHS de se libérer des cadres normatifs modernes afin d'étudier les transformations sociétales. Qu'est-ce que ces courants « post- » proposent pour sortir du référentiel moderne ? Et quelles leçons pouvons-nous tirer des approches élaborées pour les Suds pour l'étude des transformations sociétales aux Nordes ?

4.1 Les verrous qui sautent

La rupture des « post- » avec les « *shackles of the modern episteme* » (Minca, 2009, p. 365) est triple. Le premier verrou qui saute concerne l'objet de recherche, le deuxième la manière de faire science (cadres théoriques et appareils conceptuels), et le troisième la méthode de terrain et la place du·de la chercheur·e dans son terrain d'étude. Les « post- » se vouent à la compréhension des multiples formes de dominations dans les rapports sociaux de pouvoirs passés et actuels - la « colonialité du pouvoir » dans le vocabulaire des *Decolonial Studies* (Quijano, 2000). Ils s'intéressent particulièrement aux mécanismes d'oppression et de subordination liés à des discriminations (raciales, puis de genre)⁵². Ils étudient comment le savoir-pouvoir, passant par les discours, les stratégies politiques et économiques, le langage, etc., se déploie dans les espaces subalternes/marginalisés (Giesecking, 2017). Ce qui compte, c'est de se rendre compte de cette colonialité du pouvoir (Quijano, 2000), de la violence épistémique (Spivak, 2009) et de l'internalisation de cette colonialité dans le regard des individus et communautés sur elles-mêmes et leurs espaces (Escobar, 1995 ; Spivak, 1985, 2009). Les analyses « post- » se penchent sur les populations qui subissent le « *silencing effect of subordination* » (Coronil, 1994, p. 645) et ne sont pas

⁵¹ Ironie de l'histoire : les travaux des poststructuralistes français Derrida, Lacan, Foucault, Barthes, Bourdieu, Deleuze, Guattari et Lefèvre ont fortement influencé ces courants des milieux anglophones et, depuis peu, aussi des travaux germanophones, mais moins ceux français (Cusset, 2003).

⁵² S'intéressant aux relations de pouvoir au sein des sociétés, les courants « post- » font donc partie des théories critiques, aux côtés de la théorie marxiste qui s'intéresse aux relations entre les classes.

entendues (Gramsci, 1995), tels que les peuples autochtones, les paysan·nes, les travailleur·es, les réfugié·es, les dépossédé·es, les minorités ethniques, les genres marginalisés (LGBTIQ), les communautés racisé·es, etc.⁵³ Afin de révéler la présence – souvent invisible et invisibilisée – de la colonialité du pouvoir dans les vies quotidiennes des subordonné·es, les courants « post- » cherchent à comprendre la production de sens (*meaning*) par l'épistème moderne et aussi en dehors de cet épistème, supposée définir les espaces et les vies (Giesecking, 2017). Les relations de pouvoir-savoir sont alors explorées « de l'intérieur » c'est-à-dire avec et par les concerné·es (Clayton, 2011, p. 247). Il s'agit notamment de comprendre le pouvoir subi à partir du vécu des concerné·es. La recherche passe donc ici de l'analyse de situations de marginalité par rapport à la norme moderne à la révélation des savoirs relatifs aux liens de domination des subalternes.

Ce faisant, le savoir ancré dans l'épistème moderne devient lui-même objet d'analyses (Minca, 2017, p. 365) – et c'est le deuxième verrou qui saute. Pour analyser l'(omni)présence de l'épistème moderne, les courants « post- » procèdent alors par un mouvement de déconstruction-reconstruction du savoir scientifique moderne (Soja, 1989, p. 45), ce savoir qui délégitime toutes les autres formes de savoir. La déconstruction passe par la prise de distance, en posant les questions de fond sur qui parle (ou écrit), pourquoi et au nom de qui (Minca, 2009, p. 365). La féministe Donna Haraway résume bien ce défi : « *It matters what matters we use to think other matters with ; it matters what stories we tell to tell other stories with; it matters what knots knot knots, what thoughts think thoughts, what descriptions describe descriptions, what ties tie ties* » (Haraway, 2016, p. 12), ainsi qu'Arturo Escobar : « *We need to understand how geography and geographers created a space in which only certain things could be said or even imagined about tropical 'others'* » (Escobar, 1995). Cette prise de distance engage aussi bien les chercheur·es que les concerné·es avec lesquel·les iels travaillent. Dans le langage des *Postcolonial Studies*, il s'agit de décoloniser l'esprit, la langue, les corps et le savoir (Mbembe, 2001) et ainsi aussi les outils cognitifs mobilisés dans la recherche scientifique (les notions, concepts, modèles, théories, etc.).

Cette déconstruction passe alors par un changement de méthodes de recherche sortant des techniques classiques telles que l'observation, l'enquête qualitative et quantitative ou encore la cartographie basée sur les référentiels spatiaux de l'ontologie moderne (coordonnées, délimitations administratives, etc.). C'est le troisième verrou qui saute. Comme il s'agit d'analyser ces espaces subalternes à partir des connaissances et perceptions des concerné·es et, de surcroît, d'accompagner un processus de libération de l'épistème moderne dans la conscience collective, les méthodes appliquées renouent avec

⁵³ Dans la quête de donner voix aux subalternes, la distinction entre Nords et Suds perd définitivement son sens. Bien que ces courants de pensée aient leur origine dans les Suds et se concentrent principalement sur des études de cas dans les Suds, ils ont été repris dans les analyses de minorités « internes » aux Nords (p. ex. Dijkema, 2021).

la recherche participative, voire la recherche-action participative, méthode développée déjà dans le sillage de l'approche du développement par le bas des années 1970 (notamment par Paolo Freire et Kurt Lewin). Mais il s'agit d'aller bien au-delà. L'intention de sortir de l'épistème moderne donne toute sa place au savoir « chaud » (ou « profane », voir vol. 1) et au dépassement de la fracture épistémologique entre savoirs « vernaculaires » et savoir « savant », dans le but de sortir des catégories de pensée hégémoniques (Collignon, 2005).

La démarche scientifique à adopter est complexe et constamment sujet de discussions. Ainsi, la prétention à l'objectivité, la caractéristique phare des sciences modernes, est mise à mal. La posture de vouloir intégrer la subjectivité des concerné-es aussi bien que des chercheur-es étant affirmée, quelle place à l'objectivité ? Cette posture questionne le rôle, la légitimité et l'éthique des chercheur-es. Il ne s'agit pas seulement d'admettre que son propre savoir est situé dans les formes de savoirs occidentaux, mais aussi de gérer ce savoir au sein des processus collectifs avec les concerné-es : quelle place lui donner, à quel point décoloniser son propre esprit, comment éviter de devenir soi-même acteur-e de la violence épistémique ? (Sharp 2009, p. 110-120 ; Clayton, 2011, p. 249 ; Haraway 1991, p. 192). Ces problématiques mettent en question les fondements même du « faire science » ! Elles ont donné lieu à tout un programme de recherche socialement engagée, avec des explorations radicales sur la violence dans la production de savoir sur les « ailleurs » (Leshem et Pinkerton, 2019 ; Smith, 2012), sur le savoir situé (Merrifield, 1995) et sur la posture et l'éthique des chercheur-es dans ses terrains (Collignon, 2010 ; Daigle et Ramirez, 2019 ; Katz, 1994 ; Schurr et Segebart, 2012).

Les courants « post- » s'engagent donc dans une rupture radicale avec le savoir occidental, mettant en question les fondements-mêmes de la démarche scientifique, les catégories forgées, ses procédures méthodologiques... Par cet engagement, ils invitent les chercheur-es à aller au-delà d'une rupture d'ordre épistémologique comme nous les connaissons par le passé et à repenser la positionnalité ontologique de la recherche (Klein et Morreo, 2019). Leur vocabulaire reflète parfaitement le souhait d'interpréter différemment les réalités des Suds et de connaître des réalités non perçues à travers les outils cognitifs modernes. Les notions de « violence épistémique », de « subalternes », l'Europe comme « référent silencieux » de la production du savoir et le besoin de « provincialiser » cette production du savoir (Chakrabarty, 2000), la « matrice coloniale du pouvoir savoir » (Mignolo, 2000), les « épistémologies des Suds » (de Sousa Santos, 2016) ou encore les « conflits ontologiques » (Blaser, 2009 ; 2013) font preuve de cette quête de décentrement en s'affranchissant de l'imagination géographique moderne (Gregory, 1998).

Ainsi, les courants « post- » ont nourri un puissant mouvement d'introspection (Clément, 2021). Comprendre l'altérité et les transformations en dehors de l'épistème moderne est un défi inédit et hautement complexe. Les études de terrain et les analyses se caractérisent alors par un haut degré de réflexivité, de prudence et de tâtonnements. Ce faisant, les

chercheur·es dévoilent des mondes méconnus des savoirs modernes – et d'autres conceptions des transformations sociétales.

4.2 L'autre : subalterne et... ontologiquement différent

Ces mondes méconnus des savoirs modernes, comment sont-ils dévoilés par les géographes du post- ? Les analyses passent par une réinterprétation radicale des espaces considérées comme marginales⁵⁴ dans l'épistème moderne. Tout d'abord, il faut admettre que les situations sont incommensurables (Tuck et Yang, 2012). Leur attribuer des caractéristiques communes, partir dans une démarche scientifique de catégorisation serait tomber dans le piège de la science moderne. Toujours est-il que l'exercice de déconstruction-reconstruction des « réalités » fait paraître au moins deux facettes : celle de la subordination et celle de l'altérité.

Évidemment, les marges sont conçues comme étant parcourues par les dynamiques de subordination causées par la colonialité du pouvoir. Cette dernière passe par de multiples vecteurs : les discours, les pratiques, les lois, les normes et les pratiques des élites (Clayton 2011, p. 448). Dans les *Postcolonial et Subaltern Studies*, les liens entre subalternes et ces formes d'hégémonie sont l'objet principal d'étude. Les géographes portent alors une attention particulière à la construction historique et géographique de ces liens. Ils les comprennent comme socialement produits par les relations de pouvoir (Clayton, 2011, p. 248), ancrés dans la modernité coloniale (Radcliffe, 2017). En mettant en lumière ces liens, les identités des populations et espaces subalternes apparaissent comme profondément touchés : « *We have been pathologised by Western research methods that have found us deficient either as genetically inferior or culturally deviant for generations. We have been dismembered, objectified and problematised via Western scientific rationality and reason. We have been politically, socially, and economically dominated by colonial forces and marginalised through armed struggle, biased legislation, and educational initiatives and policies that promote Western knowledge systems at the expense of our own.* » (Louis, 2007, p. 131)⁵⁵.

Contrairement à la compréhension de l'espace dans l'approche structure-agencéité qui tend à placer le pouvoir du côté de la structure et les subalternes du côté de l'agencéité⁵⁶, la conception est relationnelle : c'est la nature des relations entre les acteur·es dominant·es et subalternes qui produit l'espace et le caractérise. L'approche relationnelle

⁵⁴ Les marges sont alors définies autrement : dans le lignage de Michel Foucault, elles désignent un « en dehors » de l'épistème moderne, non seulement un « en dehors » géographique, mais du langage et de l'imagination modernes.

⁵⁵ Citation mise en avant par Vincent Clément dans son chapitre d'ouvrage « La géographie des *Autres*, ou comment décoloniser l'approche géographique des peuples autochtones » (2021).

⁵⁶ Comme par exemple chez Michel de Certeau (1980).

permet de passer de l'acteur·e en tant qu'objet d'étude à une compréhension des relations du point de vue de l'acteur·e (Deffner et Haferburg, 2014). Le défi est de saisir des manières de penser et de vivre que les chercheur·es n'auraient pas su appréhender en appliquant leur propre grille de lecture (enfermée dans leur propre ontologie). Dans cette approche relationnelle, une large place est attribuée alors aux savoirs des minorités et leur subjectivité est intégrée dans les analyses. Il s'agit notamment de comprendre le pouvoir subi à partir des savoirs des concerné·es.

Les études des marges ne sont pas seulement supposées révéler leur subalternité, mais aussi leurs différences par rapport au monde forgé par l'ontologie moderne. C'est la facette que soulignent davantage les *Decolonial* et *Postdevelopment Geographies*. Dans leur posture anti-moderne (voir partie 1, chapitre 1.3), les *Postdevelopment Studies* insistent sur l'affirmation d'identités résolument « autres ». L'idée est de laisser les concerné·es affirmer, voire produire leurs propres significations. Ainsi, les marges sortent d'une définition relationnelle autour du pouvoir pour passer à l'auto-définition de soi. L'ambition n'est pas de requérir un droit d'inclusion dans le système dominant, mais de démontrer leur altérité et d'en réclamer la reconnaissance par le système dominant.

Les premiers travaux de ce courant, assemblés dans les ouvrages *The Development Dictionary* (Sachs, 1992) et *The Postdevelopment Reader* (Rahnema et Bawtree, 1997), basent leurs réflexions sur les expériences de mouvements sociaux (tels que des Zapatistes ou encore du Mouvement des sans-terre). Ils insistent aussi sur l'existence de principes et valeurs non hégémoniques, tels que le *Swaraj* indien (principe du gouvernement par soi-même), repris par le philosophe Saraswati, puis par Gandhi. Ce faisant, ils mettent en avant des attributs spécifiques comme l'autonomie, le localement ancré, la fierté dans les traditions et les identités culturelles, l'égalitarisme, la frugalité, la soutenabilité écologique, la spiritualité, la gouvernance horizontale, etc. Mais ces premiers travaux furent souvent plus portés par la vision de leurs auteur·es que fondés sur des études de cas différenciées. Aussi la critique ne manqua pas de fuser : rejet inconditionnel de la modernité sans prise en compte de ses aspects positifs, regard romantique et naïf sur les communautés locales et les pratiques vernaculaires, binarité (dans le sens où la modernité serait considérée comme mauvaise, la communauté non moderne comme bonne), paternalisme, populisme et déficits méthodologiques leur furent vite reprochés (Corbridge, 1998 ; Pieterse, 2000 ; Ziai, 2015). La désignation d'« esprit⁵⁷ of anti-modernism with romantic overtones » (Pieterse 2010, p. 15) résume bien la réception plutôt condescendante au sein de la géographie du développement il y a une décennie encore.

S'ensuivit un vif débat sur la nécessité de rejeter radicalement le « développement en tant que signifiant de la modernité occidentale ou non » (Pieterse, 2000 ; Radcliffe, 2005 ; Sidaway, 2007 ; Ziai, 2007) (voir partie 1, chapitre 1.3). Mais ce débat laissait à l'arrière-plan ce qui était probablement le principal mérite des *Postdevelopment Studies* : avoir posé

⁵⁷ En français dans le texte original

pour la première fois et de manière explicite que puissent exister des espaces fondamentalement différents de ceux relevant de l'ontologie moderne occidentale. C'est en s'associant aux approches des *Decolonial Studies* que certain-es chercheur-es des *Postdevelopment Studies* comme Arturo Escobar arrivent alors à affiner leur appareil conceptuel afin de cerner l'altérité dans ce qu'ils promeuvent.

Ce sont particulièrement les études des peuples autochtones (*Indigenous Geographies*) au sein de la *Decolonial Geography* qui contribuent à mettre en lumière des réalités en dehors de l'ontologie moderne, autrement dit « l'être » des peuples autochtones (p.ex. Blaser, 2013 ; Country *et al.*, 2016 ; De la Cadena, 2015 ; De la Cadena et Blaser, 2018 ; Murton, 2012 ; Wright, 2015 ; Wright *et al.*, 2012). Ces chercheur-es ont développé des outils cognitifs inspirants. Ils s'appuient sur les méthodes particulières de recherche sur le terrain évoquées plus haut, et tentent d'appréhender les réalités au prisme des liens tissés entre les individus des communautés étudiées aussi bien que les liens entre ces communautés et les non-humains.

Prenons comme illustration l'étude du monde des *Runakuna* dans les Andes que Marisol de la Cadena restitue dans son Ouvrage *Earth Beings. Ecologies of Practice across Andean Worlds* (De la Cadena, 2015). L'anthropologue déclenche une conversation avec Nazario et Turpo, père et fils, conversation entre des mondes radicalement différents mais partiellement connectés. D'un côté, le monde ordonné par des pratiques biopolitiques qui conçoivent la vie humaine comme discontinue par rapport à ce que ces mêmes pratiques définissent comme la « nature » et, de l'autre, le monde où les êtres humains et les non-humains (ou « autres que humains ») sont intrinsèquement liés. Ces « autres que humains » sont appelés « êtres de la terre » (*earth beings*), traduction du mot *tirakuna*, composé du mot terre et du suffixe quechua pluriel *-kuna*. Les êtres de la terre sont des entités sensibles qui « n'habitent pas » ; il s'agit des montagnes, des rivières, des lagunes et d'autres marques visibles du paysage qui entretiennent des relations de soins mutuels avec les *Runakuna*. Mariano et Nazario sont tous deux (mais pas seulement) des *yachaq* – des personnes sachant communiquer avec les *tirakuna*, lire les feuilles de coca, diagnostiquer les causes d'une maladie et guérir. C'était leur *suerte* (chance) : la *suerte* ou *istrilla* est la capacité qu'une *tirakuna* éveille chez une personne pour entrer dans une relation effective avec elle - par exemple, en lui faisant trouver des *misas*, de petites pierres aux formes bizarres, sans lesquelles « il n'est pas possible de savoir ». Dans ce monde, humains (les *Runakuna*) et êtres de la terre (*tirakunka*) sont liés par ce que les *Runakuna* appellent *ayllu*, terme qui désigne le tissage (Micarelli et Verran, 2018).

Cet exemple illustre l'effort d'apprendre à comprendre d'autres façons de connaître (*ways of knowing*) (Cajete, 2004, p. 46 ; Hunt, 2014, p. 31 ; Murton, 2012, p. 91) et, ce faisant, de dépasser les limites des outils scientifiques modernes. L'approche relationnelle guide alors la recherche, non en tant qu'outil scientifique (ou pas que), mais en tant que révélateur des réalités des communautés étudiées. Ce sont ces dernières qui déterminent quelles

relations existent et qui dévoilent des mondes relationnels révélant non seulement les liens entre humains, mais aussi entre humains et non-humains⁵⁸ (Clément, 2021).

Comme l'expriment Sarah Wright et ses co-auteur-es autochtones : « *To move beyond the human/nonhuman binary in our storytelling, we look to Aboriginal Australian concepts of Country in which place is relationally defined and continually co-created by both human and nonhuman agents* » (Wright et al., 2012). Cette démarche de reconstruction cognitive de ce que sont les « marges » dans l'ontologie moderne vise à imaginer de nouvelles géographies. Ces géographies dépassent la géographie moderne surplombante « sur » les autres et les dualismes de la modernité comme nature/culture, espace/temps, corps/esprit, matériel/immatériel, thématiques par Jacques Derrida, Bruno Latour et Philippe Descola (Clément, 2021). Elles mettent fondamentalement en question toutes les catégories du langage géographique moderne. « L'anti-monde » (Brunet, 1980), la « nouvelle périphérie » (Scholz, 2005), les « espaces exclus de la mondialisation » (Carroué, 2002) deviennent des mondes « autres », des alternatives viables potentielles. L'idée d'un système-Monde (Dollfus, 1990) est remplacée par l'image d'un « monde en mondes » (Koop, 2013). Le regard résolument situé à « l'intérieur » induit à déconstruire et reconstruire toutes les catégories révélant du référentiel normatif moderne : les bidonvilles deviennent de « *grassroots struggles over territories* » (Halvorsen, 2019), les espaces exclus de l'économie moderne des « *territories of difference* », lieux d'affirmation d'identités autres et de revendications territoriales (Escobar, 2008), les quartiers urbains sensibles des espaces de colonialité (Dijkema, 2021), etc. Aussi, la question de la marge se dissout-elle en quelque sorte : les ailleurs ne sont plus les subalternes, les personnes marginales, les pauvres, etc. On leur accorde le droit d'être différents, d'être uniques, d'être vus et entendus, d'exister en dehors de l'ontologie moderne.

Ces approches et outils cognitifs facilitant le fait de « voir » l'altérité sont précieux aux chercheur-es du *Postdevelopment* dans leur quête pour penser les « alternatives au développement » et pour répondre aux critiques qui leur ont été faites. Le tournant ontologique dans lequel s'inscrivent les outils cognitifs des *Indigenous Geographies* permet notamment de mieux argumenter qu'une pluralité de mondes existe. Ainsi, l'idée du *plurivers*, en opposition à *l'univers* de l'ontologie moderne, est mise en avant par Escobar⁵⁹ : « *The 'pluriverse' is a way of looking at reality that contrasts with the One-World World assumption that there is a single reality to which there correspond multiple cultures or subjective representations; it amounts to "a world where many worlds fit", as the Zapatista wisely puts it* » (Escobar, 2015, p. 460).

⁵⁸ Ce qui inspire le courant des « géographies plus qu'humaines » (*more-than-human geographies*) (Whatmore, 2006 ; Panelli, 2010 ; Wright, 2015).

⁵⁹ Escobar fut fortement influencé par les réflexions critiques de John Law sur la doctrine d'un Monde unique, le *One-World World* mis en avant par l'épistème moderne occidentale (Law, 2015).

L'approche ontologique de l'altérité consiste donc dans une « mise en capacité » de voir d'autres réalités, d'autres mondes. Elle permet non seulement de reconnaître leur existence, mais aussi de comprendre les transformations sociétales - supposées se caractériser par un changement fondamental de valeurs, d'imagination, d'être - d'une manière particulière : en supposant un changement ontologique. C'est cette piste que je souhaite poursuivre dans le prochain chapitre, car cette approche ne se restreint pas aux peuples autochtones et aux mouvements sociaux dans les Suds, mais elle est potentiellement applicable à l'idée d'émergence d'alternatives aux Nordes pour atteindre la soutenabilité (en quittant donc l'ontologie moderne).

4.3 Vers une approche des transformations sociétales par l'ontogenèse et l'hybridité

Au-delà de l'apport des courants « post- » à la compréhension d'autres manières d'être, se pose donc la question de si et comment ils contribuent à penser les transformations des mondes qu'ils révèlent. Cette question amène à aborder une troisième caractéristique attribuée aux marges par les « post- » : celle de l'action, de la résistance et de la libération (Clayton, 2011, p. 249). La citation suivante de bell hooks me semble révélatrice du fait que cette caractéristique attribuée à ces mondes relève avant tout d'une posture politique : « *Space in the margin [...] is a site of creativity and power, [it is] inclusive space where we recover ourselves, where we move in solidarity to erase the category colonized/colonizer. Marginality is a site of resistance. Enter that space. Let us meet there. Enter that space. We greet you as liberators* » (hooks, 1990, p. 343). La libération que hooks évoque est celle de l'affranchissement de l'imagination et des pratiques modernes. Cette conception politique de la marge a une longue histoire, reconnectant aussi bien avec des événements passés qu'avec des utopies. Elle renoue aussi avec les réflexions d'intellectuel·les de gauche qui postulent que les changements profonds du futur proviennent/proviendront des mouvements sociaux (Guattari *et al.*, 2007 ; Hardt et Negri, 2004 ; Touraine, 1982). Les courants « post- » conçoivent effectivement les marges comme des « *liminal space of becoming* » (Clayton, 2011, p. 251).

Or, iels ne considèrent pas ce « devenir » de manière univoque. Les divers travaux font même apparaître deux approches difficilement conciliables : l'une évoque l'image de dynamiques d'hybridations multiples, incessantes et fluctuantes dans l'espace-temps – une image résistant à toute catégorisation et essentialisation. L'autre évoque l'ontogenèse en tant que construction d'identités collectives « autres », qui se déploient dans l'espace et le temps et défient d'autres ontologies - une image renvoyant à un certain essentialisme.

La transformation par l'hybridation

La première approche, celle de l'hybridation, se réfère fréquemment aux travaux d'Édouard Glissant sur la créolisation et/ou à ceux de Homi Bhabha sur l'hybridité. C'est ce dernier concept, l'hybridité, qui me paraît particulièrement intéressant pour concevoir les transformations sociétales. Dans son livre *The Location of culture* (Bhabha, 1994), Bhabha analyse ce qui se passe quand colonisateur·es et colonisé·es se rencontrent. Il conçoit un « espace de traduction » (dans le sens d'interprétation) entre les un·es et les autres, « où les choses ne sont ni l'une ni l'autre et sans doute l'une dans l'autre, où se joue entre les unités un rapport de négociation plutôt que de négation : entre noir/blanc, victime/bourreau, natif/étranger, colonisateur/colonisé, intérieur/extérieur et passé/présent (Giroux, 2016, p. 40). Cet espace des rencontres entre deux mondes est celui de l'itération et de la traduction, un entre-deux, un ni-ni, que Bhabha nomme le *third space*. Ici se forment des objets nouveaux à partir de la subversion, du bricolage, de l'expérimentation... c'est l'espace liminal. Ces *third spaces* sont des « lieux de création, car ils excèdent la somme des parties (des différences) qui les composent » (Collignon, 2008, p. 4). Ils s'inscrivent pleinement dans la conception postmoderne de l'espace et du temps : « temporaires, puisque produits par des processus inscrits dans des contextes spécifiques », se faisant et se défaisant « au gré des logiques du moment, dans un monde instable, parce que les identités sont fondamentalement hybrides, donc toujours en mouvement » (p. 4). Plus qu'à la question de l'identité, qui renvoie à l'idée de singularité, Bhabha s'intéresse aux « positions du sujet » et plus spécifiquement aux moments où ces positions changent (2007, p. 30), où l'identité se déplace (Collignon, 2008, p. 4).

L'idée d'hybridité se laisse retracer dans de nombreux travaux plus récents sur les transformations sociétales marqués par des rapports de colonialité, par exemple dans *Alternative Modernities* de Gaonkar (2001), les *Theories from the South* de Comaroff et Comaroff (2015), dans les *ethnoscapes* d'Arjun Appadurai (1995), la *transmodernité* de Dussel (1999) et dans d'autres études de cas s'inscrivant dans l'approche postcoloniale (p.ex. Houssay-Holzschuch, 2010). Elle mène à considérer les transformations comme le fruit de processus d'hybridations permanentes et éphémères et à éviter ainsi toute pensée essentialiste (Jazeel, 2017). Certain·es auteur·es regrettent alors qu'elle se fasse tendanciellement au dépens d'une pleine compréhension des « constances identitaires » (Chivallon, 2007, p. 36).

La transformation par l'ontogenèse et les conflits ontologiques

En opposition à la figure de l'hybridité qui caractériserait les transformations sociétales, il y a celle de l'affirmation, voire de l'émergence d'ontologies, plurielles et différentes de celle moderne. Cette conception est davantage présente dans les travaux qui se rangent du côté des *Decolonial Geographies* et les études du *Postdevelopment* et qui s'engagent

explicitement aux côtés des mouvements sociaux dans des projets anti-hégémoniques (Clayton, 2011, p. 249).⁶⁰ La visée des chercheur·es est de repérer l'émergence de contre-modèles se situant radicalement en dehors de l'ontologie moderne pour faire face à la crise civilisationnelle et d'accompagner les communautés engagées dans de telles (re)constructions identitaires et leurs luttes pour le droit d'être différent.

Dans cette posture, la conception des transformations sociétales est celle de l'ontogénèse. Selon Mario Blaser, elle se définit par la naissance, voire le renforcement d'imaginaires, de pratiques et de récits décolonisés⁶¹ (Blaser, 2009 ; 2013) (voir aussi partie 1, chapitre 1). Pour empêcher tout malentendu : il ne s'agit pas de faire revivre des ontologies « traditionnelles », mais des espaces porteurs de valeurs nouvelles et l'idée ne concerne pas que les peuples autochtones, mais tout mouvement social.

Arturo Escobar est l'auteur qui pose le plus explicitement la question de l'ontogénèse en relation avec l'idée du post-développement. Dans son livre *Territories of Difference*, fruit de douze ans de travail avec les communautés afro-colombiennes, il se situe à l'intersection entre les *Decolonial* et les *Postdevelopment Studies* et fournit une approche novatrice à l'étude du « faire monde » (*worlding*) en dehors de l'ontologie moderne⁶² (Escobar, 2008). À travers six entrées thématiques (lieu, capital, nature, développement, identité et réseaux), il décortique les sens divergents attribués à ces éléments par les divers acteur·es présent·es dans la région, en fonction de leur appartenance à l'ontologie moderne ou non. Il montre que l'ontogénèse déclenchée par l'action politique commune passe, entre autres, par la relation à l'espace, spécifique et différente de celle enfermée dans l'ontologie moderne (Daigle, 2016). Dans les processus de (re)construction identitaire, l'ancrage spatial des identités (*place-based identities*) reliant histoire, culture, environnement et vie sociale est conçu comme important, même crucial (p. 62). Les projets des communautés s'expriment effectivement par la conscience accrue d'un espace partagé, et ce dernier devient l'avatar des projets de vie (p. 59). L'espace joue donc un rôle constitutif, voire primordial dans l'ontogénèse. Mais bien qu'ancrées dans des lieux, ces constructions n'engagent pas que le local. Les stratégies politiques locales puisent dans la plupart des cas d'échanges de savoirs avec des communautés ailleurs au sein de réseaux et sont plutôt à

⁶⁰ De prime abord, leur approche des transformations fait écho au modèle du développement local par le bas des années 1970 (surtout des *Postdevelopment Geographies*) (Sidaway, 2007) : le moteur en est la communauté, la visée de faire localement avec les ressources disponibles et d'atteindre une plus grande autonomie et de se défaire des liens avec tout ce qui représente l'hégémonie moderniste, tel que l'extractivisme, l'accaparement des terres, etc. (Klein et Morreo, 2019). Mais contrairement aux dires de certains « anciens » du milieu de la géographie du développement, qui insistent que « ça, on l'a déjà pensé »⁶⁰, je pose ici l'hypothèse que la finalité diffère fondamentalement de celle des années 1970.

⁶¹ Dans la littérature géographique sur les peuples autochtones, peu d'études mobilisent explicitement le terme d'ontogénèse, mais il existe un nombre croissant d'études de cas qui s'y penchent (Barker et Pickerill, 2019 ; Clément, 2017 ; Coombes *et al.*, 2013 ; Country *et al.*, 2016).

⁶² Il poursuit cette approche dans le livre *Designs for the Pluriverse* (Escobar, 2018a), dans lequel il lie les approches du *transition design* à celles de l'ontologie politique.

comprendre comme des assemblages translocaux, comme le propose McFarlane par exemple (McFarlane, 2009).

Escobar décrit aussi comment et à quel point ces politiques de lutte des communautés afro-colombiennes, notamment par le biais de leur association en réseau *Proceso de Comunidades Negras – PCN* (Procès des communautés noires), participent à la production collective de sens différents des choses (telles que de la terre et des ressources naturelles, qui ne sont pas conçus pour leur valeur économique comme dans l'ontologie moderne). Il présente alors les modalités de la lutte des communautés pour leur droit de « vivre autrement » qui passe par la reconnaissance de ces sens divergents dans leur « monde ». Ces stratégies visent à se faire entendre auprès des acteur-es politiques (représentant le monde moderne), et à l'obtention officielle (par l'État donc) du droit de se penser et de vivre autrement. Elles mènent alors à une situation qui diffère nettement des arènes politiques connues, car la compréhension commune des arènes de négociations politiques dans des démocraties est généralement enfermée dans l'ontologie moderne.

Comme la philosophe Isabelle Stengers le précise, les démocraties prévoient l'exposition de diverses opinions d'acteur-es qui toutes ont la même légitimité à être exprimées, puis le vote, ou la délibération (Stengers, 2018). Mais dans le cas occurrent, il s'agit bien plus que la confrontation d'opinions et d'idées situées dans un même imaginaire du monde. Il s'agit d'une confrontation de deux ontologies. Pour désigner l'enjeu, Escobar reprend la notion des ontologies politiques (Blaser, 2013; Mol, 1999), mais que je préfère, tout comme Stengers, appeler politiques ontologiques (*ontological politics*) afin d'insister sur l'idée que les pratiques politiques en jeu relèvent de l'existence et de la défense d'ontologies différentes. Ce concept renvoie donc aux interrelations entre les mondes, qui sont des rapports de force d'ordre ontologique (Escobar 2018a : 66). Il désigne les stratégies des communautés, dans la création de leur monde, élaborées pour s'affirmer par rapport aux autres acteur-es impliqués dans les négociations.

A cette frontière entre les mondes, existent potentiellement des conflits d'ordre ontologique (Blaser, 2013) qui émergent quand se croisent et s'affrontent des présomptions différentes sur ce qui existe : « *Ontological conflicts thus involve conflicting stories about 'what is there' and how they constitute realities in power-charged fields* » (Blaser, 2013). Une des illustrations que Blaser avance est un conflit en 2005 dans la province canadienne de Colombie-Britannique entre la communauté Mowachaht/Muchalaht, d'une part et le ministère de la pêche et les groupes d'écologistes, de l'autre. Ces derniers souhaitent ramener Luna, un jeune orque égaré dans le port, dans son groupe aux larges. Les Mowachaht/Muchalaht insistent quant à elles et eux sur le fait que Luna abrite l'esprit de leur chef récemment décédé, Ambrose Maquinna et que son désir de rester avec son peuple doit être respecté : Luna n'est pas une baleine pour la nation Mowachaht, c'est *Tsux'lit*, une entité différente qui n'est pas facilement traduisible : c'est la construction sociale d'un animal. Selon Blaser, il s'agit là d'un exemple de conflits qui se développent en supposant que les parties impliquées s'entendent sur les enjeux,

alors qu'en réalité ce n'est pas le cas. En d'autres termes, ce qui est en jeu dans ces conflits, c'est le sens donné aux éléments (vivants ou non vivants, matériels ou non-matériels). L'interprétation de ce conflit à travers la matrice ontologique moderne ne permettrait pas de mesurer la nature et l'ampleur de tels conflits (Blaser, 2009, p. 878). Ces conflits ontologiques ne sont pas nouveaux, mais ils n'ont pas été reconnus en tant que tels dans le passé (Blaser, 2009). Leur interprétation en dehors de l'épistème moderne permet une compréhension nouvelle⁶³, celle de conflits entre réalités (voir chapitre 2.3). Les acteur-es territoriaux ont peu d'expériences dans la résolution de tels conflits. Selon Isabelle Stengers, ils ne demandent pas que de la tolérance mutuelle, mais aussi et surtout la posture d'apprendre de l'autre et de vouloir tisser des connexions partielles entre les mondes (Stengers, 2018, p. 109).

Une solution pour ce genre de conflits d'ordre ontologique est l'attribution d'un certain degré de contrôle aux communautés sur « leurs » espaces par les États. Elle est pratiquée en Colombie, mais aussi en Bolivie et Équateur (Castree, 2004 ; Halvorsen, 2019). Bien des peuples autochtones ont su négocier des conventions avec les autorités étatiques en question. La souveraineté accordée à ces projets ethno-territoriaux s'exprime notamment par des titres fonciers collectifs et l'attribution des degrés variables d'autonomie en termes de gouvernance, incluant (en théorie) l'autonomie décisionnelle sur l'utilisation des ressources naturelles (Agnew et Oslender, 2013 ; Castree, 2004 ; Offen, 2003 ; Oslender, 2004 ; Halvorsen, 2019). Ces territoires s'extraient donc en partie de l'autorité territoriale de l'État moderne (ou, avec les termes de Mignolo, de la matrice coloniale de pouvoir-savoir), tout en y restant imbriqués, ce que Agnew et Oslender désignent judicieusement avec la notion de *overlapping territorialities* (Agnew et Oslender, 2013)⁶⁴.

Ces phénomènes spatiaux mènent à une conception de l'ontogenèse en termes d'émergences de territorialités alternatives, c'est-à-dire de territorialités à significations et sens différents de l'imagination géographique moderne (Koop, 2014). Ils peuvent être considérés comme le fruit des luttes communautaires et de résultantes de négociations dans les conflits ontologiques que celles-ci soulèvent⁶⁵.

⁶³ Selon Blaser, le fait que l'hégémonie moderne soit en crise fournit, par ailleurs, à la fois le contexte et la raison d'être de conflits ontologiques (Blaser, 2013).

⁶⁴ Ces territorialités peuvent aussi être considérées comme des *extra-state identity communities* (Murphy, 2010, p. 771), expression qui met indirectement en avant que certaines réglementations étatiques (représentant les normes modernes) n'y sont pas opérationnelles.

⁶⁵ Karl Offen précise que la défense du droit à l'altérité passe par la revendication d'un territoire d'appartenance dans les politiques ontologiques des communautés et ne peut être compris qu'en relation avec le contexte externe, moderne, qui pousse à de telles articulations politiques (Offen, 2003, p. 66).

4.4 Conclusion

Que les courants « post- » aient su mettre profondément en question le cadre normatif moderne dans lequel sont enfermés les SHS ne reste plus à démontrer. Leur déconstruction des outils cognitifs passe par la révélation de la colonialité dans les vies et espaces de ceux et celles qui les subissent. L'approche relationnelle est alors un puissant outil pour démontrer et analyser finement les relations de pouvoir et renseigne autrement sur les contextes que l'approche structure-agencéité, qui avait tendance à situer le contexte dans les structures et à déclarer ces dernières comme des variables peu influençables par les concernée-es (Deffner et Haferburg, 2014). C'est notamment la mise en lumière des tissus relationnels tels qu'ils sont perçus et vécus par les « subalternes » qui met à mal les catégories cognitives de l'ontologie moderne, telles que les notions de marge, exclusion, informel, nature, territoire, etc.⁶⁶

Mais que proposent les courants « post- » avec leur regard décentré sur « l'autre » pour penser les transformations sociétales en dehors de l'épistème moderne ? Même si les transformations sociétales ne sont pas le sujet explicite de ces courants, les pistes qu'ils offrent sont riches en enseignements pour la compréhension des moteurs des transformations sociétales aussi bien que des contextes. C'est notamment l'association des outils cognitifs des *Decolonial Studies* à l'ambition des *Postdevelopment Studies* à proposer des alternatives à l'ontologie moderne qui mène à tourner le regard vers des mouvements sociaux réclamant leurs droits de vivre autrement (ambition notamment incarnée dans les travaux d'Arturo Escobar). Les approches des « post- » permettent de comprendre les dynamiques au sein de ces mouvements en tant que déconstruction de la normativité moderne et la (re)construction d'identités résolument autres – processus qui peut être désigné comme ontogénèse.

Le processus d'ontogénèse peut être considéré comme le moteur d'une transformation profonde. Inévitablement, il mène à des conflits ontologiques entre le monde émergent et celui existant et dominant. L'aboutissement de l'ontogénèse dépend alors de la manière selon laquelle ces conflits ontologiques sont gérés par les acteur-es des mondes en question – et c'est ce qui renvoie à la question du contexte. Au-delà du regard sur le rapport de force, il s'agirait de cerner comment et à quel point une reconnaissance mutuelle s'installe et quels liens et connexions peuvent être tissés. Ces conflits ontologiques peuvent résulter soit dans des épistémicides ou dans des transformations dans l'espace.

L'idée d'ontogénèse ne devrait alors pas mener à essentialiser des identités communautaires et à réintroduire une pensée binaire (Clément, 2021). Elle devrait inclure

⁶⁶ Elle a participé à l'émergence de la *Decolonial Geography*, mouvement puissant qui s'attache à repenser le « savoir » géographique à partir des marges de la matrice de pouvoir-savoir moderne (p. ex. Chatterton et Pusey, 2020 ; Daigle et Ramirez, 2019, 2019 ; Jazeel, 2017 ; Jazeel et McFarlane, 2010 ; Radcliffe, 2017).

l'idée qu'elle se passe au travers de liens incommensurables, fluides et changeants (Jackson, 2014, p. 72). *In fine*, elle peut être considérée comme le fruit des croisements et d'hybridations (d'idées, de savoirs, de techniques et de valeurs) - une piste de recherche à poursuivre.

Figure 10 : Conception des transformations sociétales à partir des outils cognitifs des courants « post- » (1990 -)

Période	Champ/courant	Cadre théorique	Moteur des TS	Conceptualisation des contextes de TS	Rapport à la modernité
1990 -	Courants « post- »		Processus de décolonisation du savoir-pouvoir ; Reconstruction identitaire hors de l'ontologie moderne	Relations Ontogenèse Hybridité Conflits ontologiques	Regard « au-delà » (effort de comprendre d'autres ontologies)

Source : L'auteure

Se situer au-delà du référentiel moderne paraît donc possible et permet de porter l'attention sur des futurs en construction et ontologiquement différents. Les outils cognitifs des courants « post- » pourraient avoir une valeur heuristique et aussi permettre d'analyser des transformations dans les Nords. Les territorialités des communautés autochtones en Colombie, Équateur ou en Bolivie sont effectivement loin d'être les seules qui échappent partiellement à l'autorité (et l'ontologie) des États modernes contemporains. Ainsi par exemple, Saskia Sassen analyse d'autres types de territorialités émergentes en relation avec la mondialisation et la privatisation de la capacité de produire des normes dans son livre *Critique de l'État* (tels que les centres offshore, les zones franches ou encore les réseaux maffieux et qu'elle désigne de « *specialized assemblages of territory, authority and rights* » (Sassen, 2006, p. 372). La question de savoir si ces territorialités s'appuient sur des ontologies différentes reste à discuter. À l'ensemble de territorialités divergentes de l'ontologie moderne se laissent indéniablement ajouter aussi celles des fondamentalismes religieux, comme le décrivait Michael Watts dans son article « *Development and Governmentality* » à l'exemple d'Al Qaïda - avant même de connaître l'émergence de Daech et les processus de territorialisation liés (Watts, 2003).

Finalement, l'appareil conceptuel des courants « post- » peut aussi être utile pour étudier les transitions vers la soutenabilité écologique et sociale portées par des initiatives civiles, une piste que je poursuivrai dans le chapitre 4.

5. Conclusion intermédiaire : Vers un regard a-normatif sur l'ailleurs

L'intention de cette deuxième partie était de comprendre quels enseignements l'histoire de la *Critical Development Geography* peut livrer afin d'étudier les transformations des sociétés sans mobiliser les outils cognitifs qui s'inscrivent dans la normativité moderne. Ce survol à travers les principales étapes de son évolution a pu montrer qu'elle a su s'extraire, étape par étape, de son enfermement dans l'épistème moderne. Le regard sur ses débuts, c'est-à-dire sur le difficile passage de la géographie tropicale à celle du développement, peut laisser penser qu'elle était « destinée » en quelque sorte à une telle trajectoire. En effet, le savoir détaillé sur les autres, acquis grâce à la méthode du terrain qui la caractérise, a rendu bien des géographes réticent·es à l'approche moderniste dès le début. L'exemple des géographes « tropicalistes » français·es a montré que leurs outils cognitifs du terrain ont permis de produire des connaissances fines des ailleurs, faisant comprendre que la modernisation ne peut pas être imposée aveuglement de l'extérieur sur des sociétés. Cette réticence « de base » s'exprimait par une certaine affinité pour les théories critiques, qui caractérise la géographie du développement jusqu'à aujourd'hui. À partir de cette posture critique du paradigme moderne du « développement », la *Critical Development Geography* est passée par diverses approches du « développement » - jusqu'à se détacher définitivement de cette notion. De la compréhension des transformations comme essentiellement induites, ou à induire, par le bas, dominante dans les années 1970, puis à l'intersection entre le haut et le bas, l'endogène et l'exogène, ensuite à une approche actantielle (à partir de la fin des années 1980) multiscalaire et multidimensionnelle, elle passe à une conception relationnelle, mobilisant la figure de l'hybridation au sein de relations de pouvoir-savoir inégaux, d'une part et la figure de l'ontogenèse, de l'autre (figure 11).

Figure 11 : Évolutions de l'approche des transformations sociétales au sein de la *Critical Development Geography*

Période	Champ/courant	Cadre théorique	Moteur des TS	Conceptualisation des contextes de TS	Rapport à la modernité
Années 1960	Géographie de la modernisation	Theories modernistes (take-off)	Exogène, Par le haut	Espaces comme réceptifs de la modernisation	Adhésion à ce cadre de référence
Années 1960	Géographie tropicale	Genre de vie	-	Relations hommes-nature	Refus en tant que cadre de référence

Années 1970 et début 1980	<i>Critical Development Geography</i>	Marxisme, économie politique	Endogène, Par le bas	Études régionales : ressources, savoirs et techniques locales	Adhésion à ce cadre de référence, critique des modalités
Années 1980-1990 et au delà	<i>Critical Development Geography</i>	Nombreux : écologie politique, tournant culturel, théorie néo-institutionnelle, etc.	A l'intersection entre dynamiques à multiples échelles et dimensions	Agencéité-structure (<i>capabilités, livelihood, empowerment</i> des individus et groupes sociaux)	Distanciation par rapport à cadre de référence
1990 -	Courants « post- » de la <i>Critical Development Geography</i>		Processus de décolonisation du savoir-pouvoir ; reconstruction identitaire hors de l'ontologie moderne	Relations, Ontogenèse, Hybridité, Conflits ontologiques	Regard « au-delà » (effort de comprendre d'autres ontologies)

Ces changements dans la manière de penser les transformations se sont opérés dans une relation dialectique avec son rapport avec l'épistème moderne. Ainsi, l'intérêt accru porté aux acteur-es, leurs intentions, stratégies et contraintes, à partir de la fin des années 1980, n'était plus compatible avec une définition téléologique du développement et allait de pair avec une définition plus ouverte de la notion. Une étape de distanciation à la normativité moderne fut franchie. Or, cette étape n'empêchait pas la mobilisation de concepts encore enfermés dans l'imaginaire moderne, telle que ceux de marges, d'exclusion, de secteur informel, etc. - concepts renvoyant toujours aux normes modernes (voir chapitre 2.3). Ce ne sont que les courants « post- » qui les prennent à bras le corps et franchissent le pas. Les changements de paradigmes, positionnements, concepts et méthodes s'inscrivent donc dans une histoire, celle de son rapport à son objet d'études qu'est (que fut) le « développement ». Même la rupture définitive avec l'épistème moderne s'y inscrit, bien que puisant dans les stimulations provenant hors du milieu de la *Critical Development Geography*.

Si l'on s'inscrit dans la pensée des « post- », on doit constater que la géographie du développement a perdu son objet d'études et ainsi sa raison d'être (Koop, 2021 ; Korf et Rothfuss, 2016). Cette communauté a définitivement « perdu le Nord », au sens propre aussi bien que figuré et c'est un regard sur les Suds qui s'épuise. Comme évoqué dans le chapitre 2.3 de la partie 1, elle risque de disparaître silencieusement – processus déjà accompli depuis les années 1990 en France.

Motivés pour « décoloniser » le regard, les courants « post- » ont su développer des outils cognitifs de recherche qui permettent de comprendre les multiples mécanismes de subordination que subissent les subalternes et de mieux comprendre l'altérité (en intégrant le tournant ontologique). Mais le potentiel de ces outils cognitifs « décolonisés » me semble encore être sous-estimé. Le regard « décolonisé » est un regard libéré de la

normativité moderne. Étant a-moderne, il permet potentiellement de « voir » l'émergence de nouvelles dynamiques sociétales qui se situent en dehors de l'ontologie moderne – un apport qui peut être intéressant dans l'étude des transformations sociétales vers la soutenabilité.

Certain·es chercheur·es de la communauté de la *Critical Development Geography* plaident pour le maintien de cette branche disciplinaire à cause de sa longue histoire épistémologique qui la ferait perdurer⁶⁷. Mais peut-être que l'avenir de la *Critical Development Geography* se jouera plutôt sur la question de l'impact que les approches « post- » auront au sein non seulement de la géographie, mais des SHS en général. Sauraient-elles ouvrir le regard sur les mondes et sur les transformations du monde « moderne » ?

Ce que cette analyse décalée de la *Critical Development Geography* a su montrer, je l'espère, est qu'elle a développé des outils cognitifs (comme l'ontogenèse, les conflits ontologiques et l'hybridité) intéressants à considérer dans la quête d'étudier des transformations sociétales et notamment celles souhaitées vers la soutenabilité.

⁶⁷ La mise en question de l'objet d'étude induit inévitablement celle de la pertinence et la reconnaissance de la communauté scientifique elle-même. Ainsi, le groupe de travail allemand de la recherche géographique sur les théories de développement (*Geographischer Arbeitskreis Entwicklungstheorien* - GAE), qui se réunissait en octobre 2016 pour fêter son 40^e anniversaire, s'interrogeait sur la pertinence de poursuivre ses journées scientifiques collectives. Malgré les grandes divergences d'interprétation, d'avis et de pistes énoncés durant les tables rondes et malgré l'absence d'un consensus sur ce qui pourrait être le dénominateur commun de cette communauté devenue très hétérogène, l'envie de continuer fut exprimée (Koop, 2021).

Partie 3.

Étudier les transformations sociétales : les approches par les *Sustainability Transitions Studies*

Cette partie s'intéresse à la manière de laquelle les *Sustainability Transitions Studies* se penchent sur les transformations sociétales vers la soutenabilité. L'objectif est de saisir les particularités des cadres conceptuels développés au sein de ce champ, de détecter les ressemblances et différences par rapport aux approches de la *Critical Development Geography*, et de mettre en lumière d'éventuelles complémentarités qui peuvent être utiles pour analyser des transformations de systèmes sociétaux vers des modes de production et de consommation soutenables.

Ce jeune champ d'études étudie principalement des transformations aux Nords⁶⁸. Les mêmes questions qui guidaient l'analyse de la *Critical Development Geography* seront posées ici : Qu'est-ce qui est considéré comme moteur(s) des transformations sociétales dans ce jeune champ d'études ? Comment est abordée la question des contextes des dynamiques de transformation, sachant que les approches spatiales font encore largement défaut, comme je l'avais mentionné déjà dans l'introduction (Hansen et Coenen, 2015 ; Lawhon et Murphy, 2012 ; Murphy, 2015 ; Raven *et al.*, 2012 ; Truffer *et al.*, 2015) ? Par ailleurs, vu que de nombreux auteur-es insistent sur l'importance de transformations profondes, radicales et disruptives (Grin *et al.*, 2010 ; Loorbach *et al.*, 2017 ; Markard *et al.*, 2012 ; WGBU, 2011 ; Wittmayer et Hölscher, 2017), la question se pose : Quels moyens, quels outils cognitifs ce champ se donne afin de détecter d'éventuels signes d'un passage vers une autre ontologie ?

Quelques précisions préalables sur les origines et la difficile délimitation de ce champ sont nécessaires ici. Les *Sustainability Transitions Studies* sont le fruit de collaborations entre 85 chercheur-es européen·nes et nord-américain·es à partir de 2005, soutenues par le projet de recherche *Dutch Knowledge Network on System Innovations and Transitions* et par le *Dutch Research Institute for Transition (DRIFT)*. De nombreuses disciplines y furent mobilisées, notamment l'histoire, l'économie, la sociologie, les sciences politiques, les *Science and Technology Studies* et les *Complexity Studies* (Grin *et al.*, 2011, p. 1). Ces premières recherches portaient sur l'étude de transformation de systèmes

⁶⁸ Certain-es chercheur-es s'intéressent pourtant aussi aux transformations vers la soutenabilité dans les Suds, comme en atteste l'émergence du groupe de recherche *Transitions in the Global South* en 2015 (plus de 300 membres) au sein du réseau international *Sustainability Transitions Research Network*.

sociotechniques en lien avec les activités humaines, notamment des systèmes énergétiques et du transport.

Ce bagage épistémologique domine les *Sustainability Transitions Studies* jusqu'à aujourd'hui, bien que les *Sustainability Transitions Studies* n'ont cessé de s'élargir autour d'un large éventail d'orientations ces dernières années. La sociologie, la géographie, les sciences politiques, le management, les sciences environnementales et d'autres disciplines encore couvrent aujourd'hui un champ de plus en plus large de thèmes, incluant la transition énergétique, la transition alimentaire, les transformations urbaines, la gestion écologique des ressources et des déchets, la justice sociale et environnementale, etc. (Köhler *et al.*, 2019b ; Loorbach *et al.*, 2017). Ce qui réunit ces recherches est leur objectif de participer à l'identification de voies et de solutions pour un changement environnemental et sociétal souhaitable (Hölscher *et al.*, 2018). Le focus sur les transformations peut être considéré comme le « ciment » (*glue*) qui réunit ces diverses recherches (Wittmayer et Hölscher, 2017, p. 13). Parmi ce champ - appelé communément *Sustainability Transitions Studies* dans le milieu anglophone, *gesellschaftliche Transformationsforschung* dans le milieu germanophone et transition écologique et sociale dans le milieu francophone - peut être comptée toute recherche dont le but est une meilleure compréhension des dynamiques de transformation et qui se donne comme objet les processus de transformation en tant que tels (WBGU, 2011 p. 342f).

Cette multiplication de disciplines impliquées et de thèmes abordés a introduit aussi un foisonnement d'approches théoriques (p. ex. écologie politique, écologie sociale, postcapitalisme, décroissance, etc.) et conceptuelles (p. ex. résilience, vulnérabilité, adaptation, innovation sociale, etc.) (O'Brien, 2012). Pour une meilleure vue d'ensemble, Derek Loorbach, Niki Frantzeskaki et Flor Avelino du *Dutch Research Institute for Transitions* (DRIFT)⁶⁹ ont regroupé les divers courants en trois grandes catégories dans leur article « Sustainability Transitions Research : Transforming Science and Practice for Societal Change » (Loorbach *et al.*, 2017). La première concerne les transitions d'ordre sociotechnique – approche à l'origine de ce champ. A cette catégorie s'est ajoutée celle des transitions socio-institutionnelles, s'intéressant aux transformations des pratiques, discours, régulations, rapports de pouvoir, routines institutionnalisées et au rôle des innovations sociales dans ces transformations. Finalement s'est établi durablement le domaine des transitions socio-écologiques, domaine ancré dans les approches des humanités environnementales et incluant les recherches sur la résilience et les systèmes socio-écologiques.

Indépendamment de ces catégories et des approches et des concepts mobilisés, un cadre théorique élaboré par les chercheur-es à l'origine des *Sustainability Transitions Studies* a acquis une valeur heuristique dans les études des transformations sociétales jusqu'à nos jours. Il s'agit de la perspective multi-niveaux (*multi-level perspective* - MLP) qui vise à

⁶⁹ Le DRIFT peut être considéré comme l'institut fondateur des *Sustainability Transitions Studies*.

comprendre le contexte et les modalités de transformations de sous-systèmes sociétaux et qui met en avant le rôle de l'innovation. Bien que ce cadre a été développé à partir d'une approche sociotechnique, la communauté scientifique lui attribue une valeur suffisamment heuristique pour être appliquée également à des transformations d'ordre social, telles que dans les pratiques ou les relations (Avelino *et al.*, 2014 ; Haxeltine *et al.*, 2016; Loorbach, 2014 ; Loorbach *et al.*, 2017).

C'est pour sa capacité explicative des moteurs et du contexte des transformations que je présenterai la perspective multi-niveaux dans le prochain chapitre. Elle est particulièrement intéressante car elle diverge des approches de la *Critical Development Geography* et apporte des considérations supplémentaires sur les transformations. Je me consacrerai ensuite à la question : Comment les *Sustainability Transitions Studies* conceptualisent les ruptures fondamentales - idée inhérente à la définition de transition, mais peu abordée encore de front dans les *Sustainability Transitions Studies*. Je présenterai notamment les travaux récents de Johan Schot et Laur Kanger qui s'attachent explicitement à cette question en discutant ce qu'ils appellent la *deep transition*. Enfin, je discuterai les similitudes et différences majeures entre les approches des transformations sociétales des *Sustainability Transitions Studies* et de la *Critical Development Geography* afin de mettre en lumière des complémentarités.

1. Entre paysage, régime et niches - une approche multi-niveaux du contexte et des modalités des transformations

Produire un cadre conceptuel et heuristique qui puisse expliquer comment se produisent des transformations de systèmes sociotechniques fut l'ambition centrale des première-es chercheur-es impliqués-es dans les *Sustainability Transitions Studies*. Ce cadre a vu le jour sous le nom de *multi-level perspective (MLP)*. Depuis son élaboration, cette perspective multi-niveaux a été maintes fois débattue, critiquée, défendue et affinée, mais jamais fondamentalement remise en question (Geels, 2011). Comme évoqué ci-dessus, on lui attribue aujourd'hui une valeur heuristique, permettant d'explorer des dynamiques sociotechniques aussi bien que des dynamiques sociales, socio-institutionnelles ou socio-écologiques de transitions. En d'autres termes, la perspective multi-niveaux peut s'appliquer à tous types de systèmes sociétaux et à une grande variété de cas de transition (Geels 2011). Aussi, on lui attribue de laisser place à tout type d'analyse, que ce soit en mobilisant l'approche fonctionnaliste, structuraliste, constructiviste ou encore relationnelle (voir Geels, 2010). On peut la considérer comme le « consensus de base » sur la manière d'aborder analytiquement ce problème cognitif que représente l'étude des transformations (Markard *et al.*, 2012). Explorer ce méta-cadre est donc indispensable afin

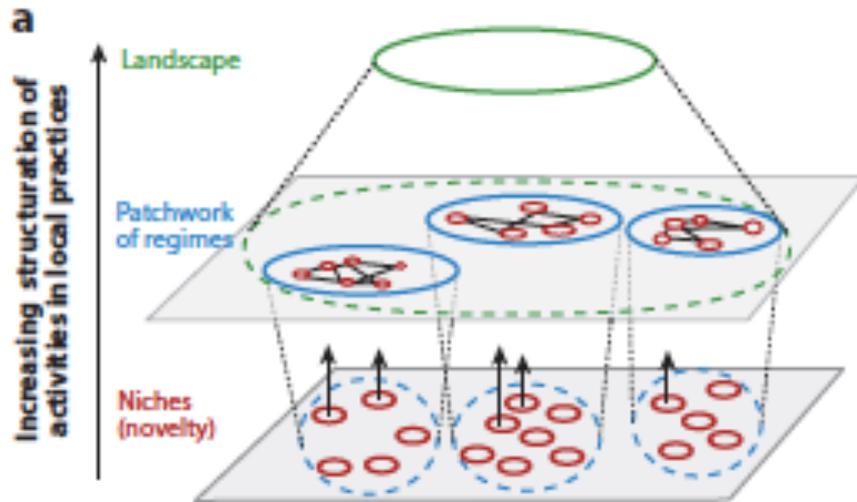
de pouvoir évaluer les apports des *Sustainability Transitions Studies* à la compréhension des dynamiques des transformations sociétales.

1.1 La perspective multi-niveaux

La perspective multi-niveaux s'inspire de traditions théoriques sur le changement technique et sociétal à partir d'une approche évolutionniste. Elle se nourrit principalement de l'économie évolutionniste, de la théorie des systèmes et des *Science and Technology Studies* (Geels, 2002). Ces champs proposent des outils cognitifs permettant autant d'analyser des transitions sociotechniques du passé (p. ex. liées à l'invention de la machine à vapeur, ou encore de l'automobile) que celles en cours (p. ex. le passage à l'énergie renouvelable et la mobilité « douce »). L'économie évolutionniste introduit notamment l'idée de l'évolution et du rôle de l'innovation dans l'évolution. La théorie des systèmes, originaire des études de dynamiques de la nature, apporte les concepts d'auto-organisation, d'interaction, d'incertitude et de complexité. Puisant aussi dans la théorie du chaos, la théorie des systèmes permet d'introduire les notions d'adaptation, de résilience, d'équilibre et de points de rupture (*tipping points*) (Audet, 2015, p. 76). Enfin, les *Science and Technology Studies* attirent l'intérêt sur l'influence du contexte sociétal de la recherche scientifique et sur les évolutions de la société en relation avec les innovations technologiques.

L'élaboration de la perspective multi-niveaux est attribuée à Frank Geels, un des pères fondateurs des *Sustainability Transitions Studies*, qui s'inspirait lui-même des travaux de Arie Rip et René Kemp sur les changements technologiques (Rip et Kemp, 1998). Cette perspective propose trois niveaux afin d'appréhender les transformations sociétales : le paysage, le régime et la niche (voir figure 12).

Figure 12 : La perspective multi-niveaux



Source : Loorbach *et al.*, 2017, p. 606

Le *régime* est conçu comme se situant au niveau méso. Il représente le système existant dominant que nous habitons et qui façonne nos vies, l'ordre dominant dans ses sous-systèmes sociétaux. Il comprend une configuration d'acteur-es, de technologies, de ressources, de structures (p. ex. infrastructures et institutions) et des pratiques (p. ex. routines quotidiennes). Le fonctionnement d'un régime est organisé par des règles institutionnalisées et des normes internalisées par les acteur-es. Suivant la théorie des systèmes, un régime est conçu comme étant relativement stable, ayant tendance à reproduire le *statu quo* et à être marqué par la dépendance de sentiers (*path dependency*) (Rotmans et Loorbach, 2010). Cette stabilité témoigne de la reproduction des réseaux de relations au travers d'un ensemble de routines et de règles partagées : des règles cognitives, qui renvoient aux systèmes de croyance et de représentations qui fondent les manières de faire, les règles de régulation ; des dispositifs conventionnels émanant du droit et les règles normatives, qui portent sur les valeurs partagées et les définitions socialement construites (Audet, 2015). Cette conception du régime fait écho à la théorie des conventions et au *régime conventionnel*, que Buclet et Lazarevic définissent comme un espace-temps dans lequel la société se comporte selon un certain nombre de principes qui orientent les comportements des individus au sein de la société. Ces principes conventionnels reposent sur des valeurs communes partagées (Buclet et Lazarevic, 2015). Dans l'approche sociotechnique, de tels régimes peuvent être des systèmes énergétiques, de transport ou encore de l'information. Dans l'approche socio-institutionnelle, il peut s'agir de systèmes de santé, d'éducation ou encore de loisirs et dans celle socio-écologique des ressources naturelles impliquées dans la production d'un bien, par exemple.

Le *paysage*, au niveau macro, constitue l'environnement exogène des régimes : le marché mondial, le climat, la démographie, les technologies disponibles, etc. Ce sont les

changements dans cet environnement externe (*game changers*) qui peuvent mettre le régime sous pression et le fragiliser, tels que la crise climatique, une pandémie, l'évolution de la disponibilité des ressources, les transitions démographiques, les conflits politiques ou encore les changements technologiques (Smith *et al.*, 2010). Ces facteurs sont exogènes dans la mesure où ils ne peuvent pas être facilement influencés : les acteur·es sociaux ont tendance à les prendre pour acquis et cherchent à s'adapter aux évolutions que le paysage leur impose (De Schutter et Dedeurwaerdere, 2020, p. 9).

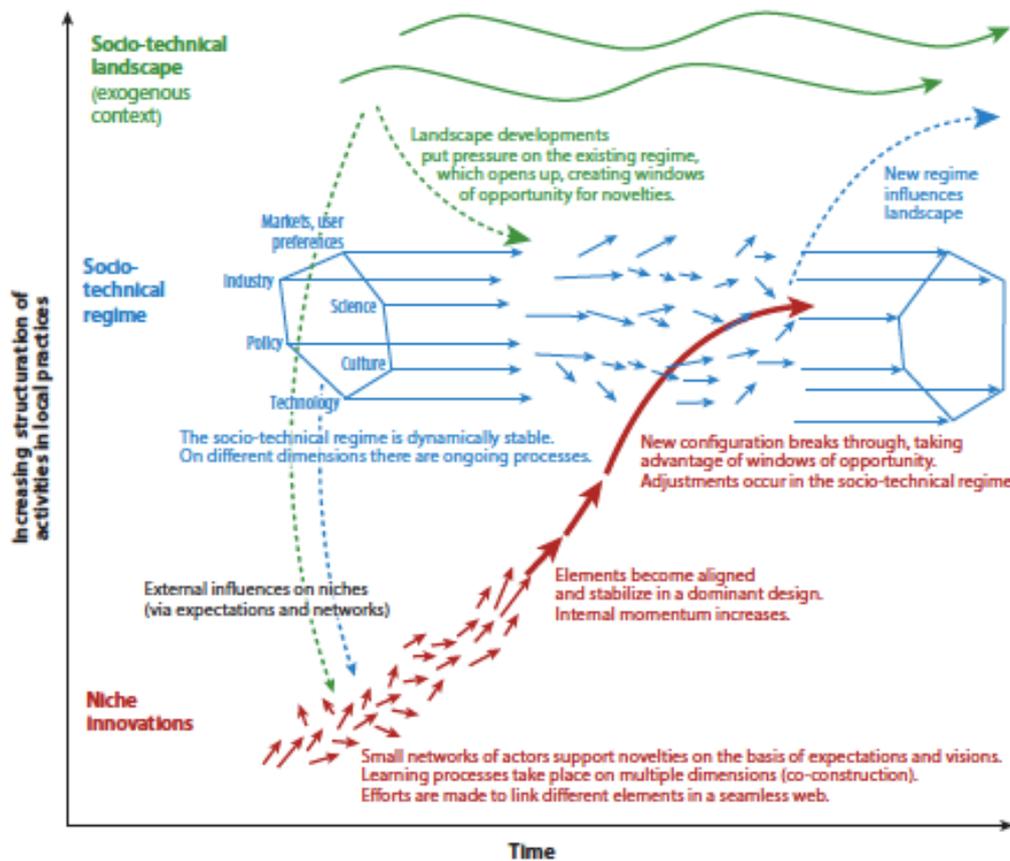
Les *niches*, au niveau micro, représentent des espaces dans lesquels des innovations radicales émergent (de Haan et Rotmans, 2011). Elles sont supposées réagir de manière bien plus sensible, directe et flexible à des changements au sein du paysage que les régimes ayant une relative inertie. Il s'agit d'espaces considérés comme disposant d'une relative autonomie par rapport aux règles du régime conventionnel. Ici, des innovations radicales sont développées par des acteur·es porteur·es de solutions nouvelles et de normativités alternatives aux règles des régimes dominants conventionnels. Les innovations de niche évoluent à l'écart, en marge, voire dans les interstices des régimes. Il s'agit là de projets expérimentaux et d'apprentissage (Elzen *et al.*, 2011). Étant donné leurs relatives incompatibilités avec les règles des régimes, leur émergence n'est pas une garantie pour un changement de régime. En effet, les régimes sont résilients, et beaucoup d'innovations disparaissent, leur rythme d'apparition et de disparition est rapide.

Bien que les géographes soient tenté·e d'y voir des échelles (celle internationale pour le paysage, nationale, voire régionale pour le régime et locale pour les niches) ces trois niveaux ne sont pas à confondre avec des échelles géographiques : ce sont bien des niveaux fonctionnels, des « degrés de structuration » qui sont au centre de l'intérêt ici (j'y reviendrai dans la conclusion de cette partie). Ils sont conçus pour permettre de représenter des relations fonctionnelles entre acteur·es, structures et pratiques (Grin *et al.*, 2010, p. 4).

1.2 La transition comme le résultat d'interactions entre paysage, régime et niches

Une transition est supposée résulter des évolutions à ces trois niveaux et de leurs interactions. Le *régime* est considéré comme se transformant sous la pression venant du *paysage*, d'une part, et des *niches d'innovation*, d'autre part (voir figure 13).

Figure 13 : La transition comme résultat d'interactions entre paysage, régime et niches



Source : (Loorbach et al., 2017, p. 606)

Ce sont donc les changements au niveau du paysage qui sont considérés exercer une pression sur le régime conventionnel. Mais comme celui-ci est doté d'une relative inertie, la capacité de développer des innovations radicales en mesure de déclencher du changement est attribuée aux niches qui sont à l'écart des règles des régimes conventionnels. Elles sont considérées comme réagissant de manière plus immédiate et percutante aux évolutions dans le paysage (flèche pointillée verte à gauche dans le diagramme). Un exemple contemporain est la crise climatique, se situant au niveau du paysage. La pression grandissante exercée par le paysage sur le régime est si forte que le régime soutient davantage le développement de technologies vertes (éoliennes et panneaux solaires) au sein des niches (*start-up*) (Hötte, 2020). Dans des cas comme celui-ci, le régime conventionnel est contraint de réagir par rapport aux innovations, notamment si les innovations s'avèrent plus efficaces que le régime dans la réalisation de son objectif fonctionnel (Wittmayer et Hölscher, 2017).

C'est donc dans l'interaction entre les trois niveaux que se décide quelles innovations s'affirment et à quel point le régime conventionnel se transforme. Dans le cas où le régime est suffisamment sous pression à cause des changements du paysage, s'ouvrent ce que les *Sustainability Transitions Studies* appellent des « fenêtres d'opportunité » (*windows of*

opportunity) : les innovations se diffusent alors au sein du régime tout en l'influençant et en provoquant des changements des règles, et un nouveau régime conventionnel émerge. Cette approche de la diffusion des innovations diffère de celles classiques qui mettent en avant les formes (spatiales) de diffusion et les modes d'adoption au sein des populations (voir par exemple Rogers, 2003). Ici, c'est l'ampleur et la profondeur des changements que l'innovation déclenche au sein du régime (sa fonction, ses règles) qui intéresse.

Cette perspective multi-niveaux représente donc une sorte de toile de fond, le « ciment conceptuel » (Debizet, 2018, p. 17) pour les analyses des dynamiques de transformations au sein des *Sustainability Transitions Studies*. Elle met le régime au centre de l'intérêt et les forces qui peuvent potentiellement le transformer dans le sens d'une plus grande durabilité (Geels et Schot, 2007) : en portant l'attention sur les interactions entre les niveaux (les flèches verticales dans le schéma ci-dessus), les chercheur-es sont amené-es à étudier ces transformations du régime sous la pression du paysage, d'une part et des niches d'innovation, d'autre part. L'idée centrale est que le changement disruptif est à chercher dans le régime, tout en gardant cette perspective « emboîtée » : les transitions étudiées font également partie des transitions de niveau supérieur et comprennent les transitions de niveau inférieur (Loorbach *et al.*, 2017, p. 607).

Ce modèle analytique des transitions s'appuie sur un ensemble d'autres concepts, dont les principaux sont :

- La *coévolution* des sous-systèmes sociétaux (régimes) : la transition est vue comme le résultat de transformations simultanées ou successives de nombreux sous-systèmes sociétaux (économiques, culturels, technologiques, écologiques ou encore institutionnels). Ainsi, le passage à une énergie décarbonée ne suffit pas pour changer de modèle sociétal. Il doit aller de pair avec des transitions de bien d'autres (sous-)systèmes sociétaux, tels alimentaire, de l'habitat, de la mobilité, etc. Ces sous-systèmes évoluent conjointement de nombreuses manières et peuvent se renforcer les uns les autres, pour mener à une évolution irréversible. La compréhension des transitions inclut donc aussi l'observation des interactions entre les différents sous-systèmes. La coévolution de (sous-)systèmes implique de penser au-delà des causalités linéaires : il ne s'agit pas de se demander ce qui vient en premier ou ce qui cause quoi, mais plutôt de reconnaître comment les différents phénomènes se forment et s'influencent les uns les autres au fil du temps sur des périodes plus longues.
- *L'émergence* : La notion d'émergence (et de surprise) est étroitement liée à la perspective de coévolution. L'émergence d'un nouvel ordre dynamiquement stable résulte d'un processus de changements co-évolutifs (et parfois chaotiques). En d'autres termes, les transitions sont le résultat de toutes sortes d'actions et de changements qui conduisent à de nouvelles structures d'une manière qui n'était pas nécessairement prévue ou planifiée à l'avance. La notion d'émergence renvoie donc également aux théories des systèmes complexes et du chaos.

- La *non-linéarité* : les transitions sont conçues comme des changements perturbateurs qui se développent de manière disruptive plutôt que progressive. À l'instar des observations en biologie de l'évolution et en écologie, l'on observe des équilibres ponctuels et des points de basculement.

Ce cadre général d'analyse des transformations résonne partiellement avec certaines conceptions fournies par la *Critical Development Geography*. On y retrouve l'idée que les transformations doivent être observées en tenant en compte des interrelations entre différents niveaux (fonctionnels dans le cas de la perspective multi-niveaux, scalaires dans les approches actantielle et relationnelle de la *Critical Development Geography*) - j'y reviendrai dans le chapitre 3 de cette partie. Or, la conception que l'innovation constitue le moteur principal des transformations est une approche peu répandue dans la *Critical Development Geography*. Elle mérite donc une attention particulière dans le cadre de ce volume. Ainsi, le prochain chapitre se penche sur le rôle qu'attribuent les *Sustainability Transition Studies* à l'innovation.

2. L'innovation – moteur des dynamiques de transformation

Pas de transitions sociétales sans innovations – telle est une des idées de base des *Sustainability Transitions Studies*. Elle bouscule quelque peu les conceptions sur les transformations sociétales que la *Critical Development Geography* a élaborée au cours des décennies d'analyses du développement dans les Suds. Concevoir les dynamiques émergentes observées sur le terrain en termes d'innovations n'était et n'est pas d'usage. Quitter alors l'approche techno-centrée⁷⁰ et se concentrer sur les innovations d'ordre social peut porter un éclairage supplémentaire, voire complémentaire sur les processus de transformations sociétales.

Que les *Sustainability Transitions Studies* partent d'une approche techno-centrée des transformations sociétales n'est pas surprenant, vu ses origines épistémologiques ancrées dans les *Science and Technology Studies* et l'économie évolutionniste. Pour développer la perspective multi-niveaux, elles s'appuyaient sur des analyses des inventions techniques et des changements sociétaux qui en résultaient durant l'époque de l'industrialisation, comme en attestent les travaux sur la modernisation de l'agriculture aux Pays-Bas depuis

⁷⁰ Deux approches exclusivement tournées vers l'innovation technique ont longtemps dominé les *Sustainability Transitions Studies* : 1. Celle des *Technology Innovation Systems* se penche sur les réseaux et interrelations d'agent-es en lien avec des changements technologiques (Schot et Geels, 2008 ; Smith et Raven, 2012 ; Raven *et al.*, 2015). 2. Celle du *Strategic Niche Management*, plus appliquée, s'intéresse à la manière de laquelle l'émergence d'innovations techniques radicales peut être favorisée à partir de projets expérimentaux dans les niches (Hoogma, 2002 ; Kemp, Schot et Hoogma, 1998 ; Schot et Rip, 1997).

1886 (Grin, 2010), l'avènement de l'automobile aux États-Unis (1860–1930) (Geels, 2005) ou encore celle de la production de masse entre 1765 et 1972 aux États-Unis et en Europe (Kanger et Sillak, 2020).

Mais au vu des exigences d'un champ scientifique capable d'analyser des transformations sociétales profondes, la domination de l'approche techno-centrée est considérée comme une faiblesse des *Sustainability Transitions Studies* par un certain nombre d'auteur-es. Iels regrettent qu'elle laisse peu de place pour explorer les dynamiques sociales en tant que relations interpersonnelles, l'agencéité et les rapports de pouvoir, les idées et les discours (Gillard *et al.* 2016, p. 257 ; Bailey et Wilson, 2009, p. 2324 ; Seyfang et Smith, 2007). Toutefois, comme déjà évoqué, les *Sustainability Transitions Studies* englobent aujourd'hui également l'idée d'innovations sociales (Loorbach *et al.*, 2017). C'est notamment leur connexion avec les études des innovations sociales qui a permis d'intégrer une approche sociale des innovations. Ce champ a émergé dans les années 1990 et évolué indépendamment des *Sustainability Transitions Studies*. Des liens qui permettent de situer l'innovation sociale dans le cadre conceptuel de la perspective multi-niveaux n'ont été tissés que récemment.

2.1 De l'innovation sociotechnique à l'innovation sociale

La conception de l'innovation comme étant sociale existe depuis longtemps au sein des sciences humaines et sociales. Ainsi Joseph Schumpeter, père fondateur des études des innovations, en fournissait déjà une définition élargie en considérant que l'innovation inclut le « *structural change in the organisation of a society* » et qu'elle s'applique non seulement au domaine de l'économie, mais aussi de la culture, de la politique et de la vie sociale (Schumpeter, 2005 [1932]). Toujours est-il qu'il concevait les innovations d'ordre social en tant que fonction complémentaire assurant l'efficacité économique des innovations techniques. Aussi le sociologue Max Weber avait déjà forgé la notion de « invention sociale », comprise comme un nouveau comportement déviant de l'ordinaire et qui se répand, entraînant un changement de relations sociales et de la structure sociale d'une société (Weber, 2012 [1947]).

C'est en relation avec les révoltes sociales en Europe de l'Ouest fin des années 1960 que la notion d'« innovation sociale » commence à s'imposer comme dénominateur commun pour différents types d'actions collectives et de transformations sociales portées par la société civile. Elle va de pair avec l'idée de créer une société par le bas, créative et participative (Chambon *et al.*, 1982) – une idée qui s'était aussi instaurée au sein de la *Critical Development Geography* pour penser le développement des sociétés des Suds (voir partie 2, chapitre 2). Durant les années 1980 émergent alors les nouveaux mouvements sociaux dans le contexte de la crise du fordisme. Face à l'incapacité des secteurs public et privée de pallier l'augmentation des inégalités sociales et territoriales, des projets citoyens

émergent, notamment dans les régions frappées par la désindustrialisation, en vue de trouver des solutions pour répondre aux besoins des habitant-es. La notion d'innovation sociale est alors utilisée de manière croissante pour désigner ces initiatives. Selon la définition largement admise donnée par le Centre de Recherche sur les Innovations Sociales (CRISES) au Québec, pionnier dans le domaine, l'innovation sociale est « une intervention initiée par des acteur-es sociaux-ales pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier les relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations » (Klein et Harisson, 2007). Ces réponses aux problèmes socio-économiques émanent d'initiatives prises par des citoyen-nes « ordinaires » sans attendre que les solutions proviennent de l'État ou des acteurs du marché.

Ces projets s'articulent autour de toutes les dimensions de la vie, telles que la santé, l'éducation, l'information ou l'environnement. Alain Touraine y voyait même une caractéristique des sociétés postindustrielles et la considérait comme l'émergence d'un nouveau paradigme, d'une nouvelle vision de la société (Touraine, 1982, p. 9). Une telle perception de ce phénomène apporte alors un nouveau regard sur le rôle des initiatives citoyennes, impliquant non seulement l'idée d'innovation (dans le sens d'expérimenter de nouvelles idées) mais aussi celle d'une transformation sociétale plus large (Lévesque, 2007, p. 57). Des exemples fréquents et connus sont les coopératives villageoises pour la production d'éoliennes ou de panneaux solaires dans le domaine de la production d'énergie, les jardins partagés, l'agro-écologie, les épiceries solidaires, ou encore les AMAP dans le domaine de l'alimentation, le covoiturage et le passage à des modes de transport légers, tels que le vélo et la marche, dans le domaine de la mobilité, les entreprises sociales et solidaires comme les recycleries, les usinettes, les *repair cafés* ou les monnaies locales dans le domaine économique, l'éco-habitat collectif dans le domaine de l'habitat, etc. (pour une vue d'ensemble, voir par exemple NESTA 2009 ; McCarthy 2010).

Le monde académique et politique s'est intéressé de manière croissante à ce type d'initiatives depuis le début du 21^e siècle. Les études interdisciplinaires des innovations sociales sont aujourd'hui durablement instaurées dans le paysage des SHS et réunissent une communauté académique internationale (voir Moulaert *et al.*, 2013). Ces études conçoivent les innovations sociales comme engendrant des processus qui s'écartent du schéma connu et qui ont des conséquences sociales (Gillwald, 2000 ; Moulaert *et al.*, 2014). Elles explorent notamment les changements de pratiques et de relations sociales engendrées, leurs conditions d'émergence ou encore leur impact sur le développement territorial (p. ex. Klein *et al.*, 2016a, 2016b ; Klein et Harrison, 2007 ; MacCallum *et al.*, 2009 ; Moulaert *et al.*, 2013 ; Mulgan, 2006). Par conséquent, les gouvernements ont découvert l'innovation sociale comme solution prometteuse à explorer et à encourager face aux crises sociale, économique et environnementale (Richez-Battesti *et al.*, 2012), comme en attestent par exemple le lancement de l'initiative *Social Innovation Europe* (SIE) en 2011 (Richez-Battesti *et al.*, 2012b), la création du *Office for Social Innovation and Civil*

Participation sous la présidence de Barack Obama aux États-Unis. Ou encore la création en France du guide *L'innovation sociale, un levier pour les territoires* (2014)⁷¹.

On attribue aux innovations sociales d'être « dignes d'être imitées et institutionnalisées » (Zapf, 1989, p. 177) car on les considère comme ayant le pouvoir de résoudre les problèmes identifiés mieux que les pratiques précédentes. Certain-es en parlent même en termes de « paradigme postindustriel d'innovation » (Howaldt *et al.*, 2010), dans le sens qu'elles ont non seulement le pouvoir de pallier des problèmes comme dans le passé, mais de transformer la société. Or, les innovations sociales émanant de la société civile ont toujours existé et avaient toujours le potentiel de transformer plus largement les sociétés. Le fait que le monde académique et les gouvernements leur attribuent aujourd'hui un potentiel transformatif peut être interprété, dans le langage de la perspective multi-niveaux, comme l'ouverture d'une « fenêtre d'opportunités » dans le régime. En effet, la pression émanant du paysage (les crises multiples) a augmenté considérablement et fragilise les régimes existants bien d'avantage que dans le passé, depuis la révolution industrielle.

2.2 De l'innovation sociale à l'innovation sociale transformative

C'est en relation avec le sujet de la transition soutenable et la multiplication d'initiatives citoyennes visant des modes de vie environnementalement et socialement soutenables⁷² que l'intérêt pour les innovations sociales s'est encore renforcé au sein des SHS durant cette dernière décennie. Le potentiel du concept d'innovation sociale à contribuer à conceptualiser les transformations vers la soutenabilité est évident, vu que l'idée de changement social est inhérente à sa définition. Des pistes conceptuelles ont été développées pour cerner les modalités de leur déploiement. Ces dynamiques ont notamment été étudiées sous la notion de *scaling up*, terme qui réfère à l'accroissement, l'amplification et l'intensification des innovations sociales (Dees *et al.*, 2004 ; Feola et Butt, 2017 ; Moore *et al.*, 2015 ; Westley *et al.*, 2014 ; Howaldt, 2017). Ces études, souvent quantitatives, permettent de distinguer les diverses formes que prend le déploiement, telle la multiplication, la réplication, l'imitation, l'institutionnalisation, la croissance organisationnelle, l'extension des réseaux, etc. (voir Howaldt, 2017). Or, ce type de travaux ne permet pas d'éclairer les contextes et modalités de transformation des régimes

⁷¹ Ce guide est dédié aux collectivités locales souhaitant soutenir les innovations sociales et il a été édité par l'Assemblée des Régions de France en partenariat avec la Caisse des Dépôts.

⁷² Ces initiatives se multiplient fortement en Europe et dans le monde depuis le début des années 2000. Pour la France, les chiffres sur les associations (indicateur approximatif) sont révélateurs. Les associations étaient 700 000 en 1990, avec 8 millions de bénévoles ; elles sont 1,5 million aujourd'hui pour 22 millions de bénévoles, auxquels s'ajoutent 1,8 million de salarié-es (Laville, 2021, <http://www.jeanlouislaville.fr/index.php/associations/>, consulté le 04/08/2021).

conventionnels. Dans l'effort de mieux cerner l'impact des innovations sociales sur les systèmes sociaux, des nuances ont alors été proposées, notamment la distinction entre le *scaling out*, visant à impacter un plus grand nombre de personnes, voire une aire géographique plus vaste par la réplication et la diffusion, le *scaling up*, notion qui désignerait que les initiatives visent à impacter les règles et politiques institutionnelles (Westley *et al.*, 2014) et le *scaling deep*, défini comme impactant les valeurs et croyances culturelles (Moore *et al.*, 2015). Mais elles ont finalement été peu reprises dans la littérature.

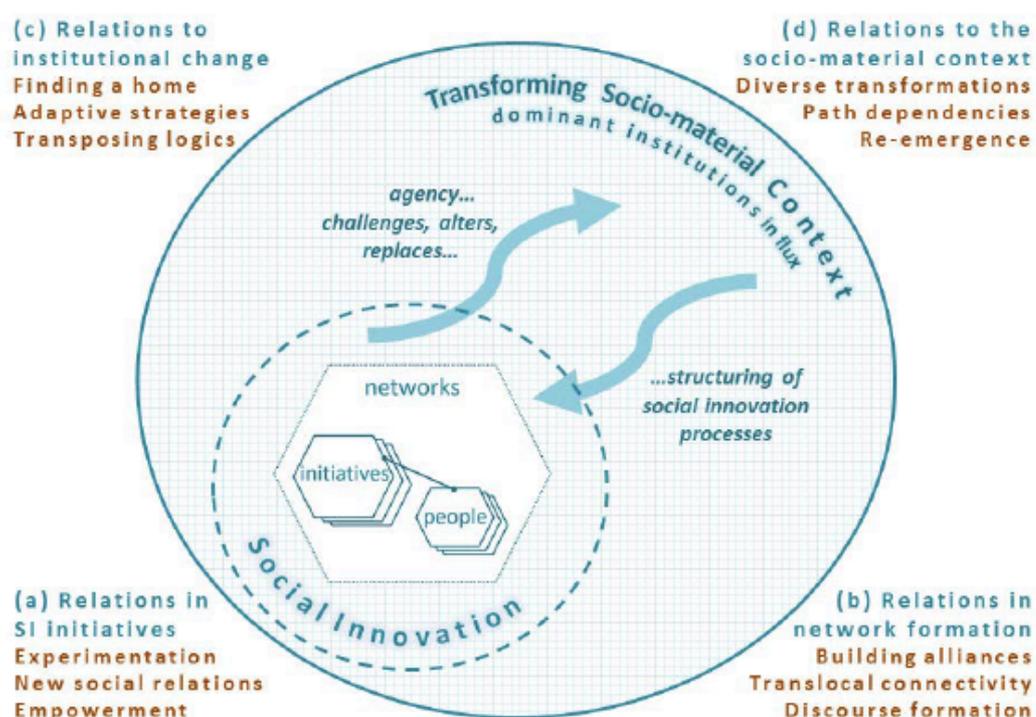
C'est le Centre de Recherche sur les Innovations Sociales (CRISES) à Montréal qui a réalisé des travaux pionniers sur la capacité transformatrice des innovations sociales et ce « avant l'heure », depuis le début des années 2000 (voir Klein et Harrison, 2007). Ainsi, le lien conceptuel entre innovation sociale et transformation a systématiquement été mis en avant dans les colloques internationaux trisannuels et dans de nombreux ouvrages collectifs du CRISES (Klein *et al.*, 2016a, 2019 ; Klein et Harrison, 2007). Aussi, les interactions entre initiatives citoyennes innovantes et collectivités territoriales, ont été rapidement un sujet de recherche, comme en témoignent les travaux entrepris conjointement par des chercheur·es du CRISES de l'Université UQAM et de l'UMR PACTE de l'Université Grenoble Alpes (Klein *et al.*, 2016a ; Klein et Pecqueur, 2020 ; Koop et Senil, 2016). Toujours est-il que les travaux du CRISES n'ont pas fait explicitement de lien avec le bagage conceptuel des *Sustainability Transitions Studies*.

Il revient aux chercheur·es du programme européen *TRANSformative Social Innovation Theory – TRANSIT* (2014 et 2017)⁷³ d'avoir visé à lier le concept des innovations sociales aux cadres conceptuels des *Sustainability Transitions Studies*. Dans le but de développer une théorie de l'innovation sociale transformative, iels analysent comment, à quel point et sous quelles conditions l'innovation sociale contribue aux transformations (Pel, Bauler *et al.*, 2017). Iels ont forgé la notion d'« innovation sociale transformative », concept qui définit l'innovation sociale comme un processus qui contribue à la transformation sociétale en profondeur (Avelino *et al.*, 2014. p. 5). Ce processus d'innovation sociale est transformatif « *to the extent that it challenges, alters and/or replaces dominant institutions in the social context* » (Avelino *et al.*, 2020, p. 955). Il est alors analysé dans le jeu d'interrelations entre différents niveaux, notamment des changements au niveau paysage (*game changers*) et des transformations sociétales. Cette notion a le mérite de permettre de faire le tri entre innovations sociales incrémentales, n'entraînant pas de changements de fond dans les systèmes sociétaux établis et celles à caractère disruptif qui auraient le potentiel d'introduire des ruptures dans le régime. La distinction est effectivement rarement faite ; on ne la retrouve ni au sein du champ d'études des innovations sociales, ni dans les politiques publiques visant à les soutenir (Richez-Battesti *et al.*, 2012).

⁷³ Pour plus de détails voir : <http://www.transitsocialinnovation.eu/>

Les chercheur·es du programme TRANSIT rapprochent explicitement l'innovation sociale à la perspective multi-niveaux des *Sustainability Transitions Studies*. Iels comprennent les innovations sociales comme émergeant dans les niches du régime dominant et se déployant dans le régime tout en le transformant potentiellement (voir Avelino *et al.*, 2014). Iels ont réalisé une étude de vingt réseaux transnationaux d'innovations sociales et de 100 initiatives associées et développé un cadre explicatif à partir des résultats. Celui-ci apporte certains ajustements à la perspective multi-niveaux (Haxeltine *et al.*, 2017) (figure 14).

Figure 14 : Processus des innovations sociales transformatives et dynamiques liées



Source : Haxeltine *et al.*, 2017a, p. 9

Partant des relations entre acteur·es au sein des initiatives (a), le schéma montre que la diffusion se fait par des processus de réseautage avec d'autres initiatives et acteur·es lié·es (b). Similaire à la conception des niches, les innovations sociales transformatives sont comprises comme ne se développant pas de manière isolée. C'est en trouvant des alliés et en interagissant avec elles et eux qu'elles déploient leur pouvoir d'agir (*empowerment*) (Smith et Raven, 2012). Ces processus de réseautage peuvent mener à des changements institutionnels - dans tous les cas, ils sont en interrelation avec les institutions qui représentent le régime dominant (c). Finalement, les possibilités d'émerger et de se déployer sont considérées comme fortement façonnées par la trajectoire de long terme de leur « environnement socio-matériel » (d) (Haxeltine *et al.*, 2017. p. 9). Cette conception

sociale des transformations mène donc à une perspective multi-niveaux résolument relationnelle et s'intéressant à l'*empowerment* des acteur-es civil-es, les liens entre elles et eux et avec les institutions représentant les normes conventionnelles.

Cette conception des transformations se rapproche quelque peu de celle de l'ontogenèse dans les études « post- » de la *Critical Development Geography*. L'acceptation que les changements proviennent de la société civile et qu'il s'agit de ce fait de dynamiques par le bas est pleinement partagée. De plus, on peut constater dans les deux cas le choix délibéré d'une approche relationnelle, approche considérée comme la plus pertinente afin de cerner au mieux les dynamiques en cours. Ainsi Haxeltine et ses collègues argumentent que celle-ci permet de reconnaître pleinement « les modalités souvent désordonnées, dispersées et complexes par lesquelles les actions stratégiques façonnent les processus de transformations et sont, en retour, façonnées par ces derniers » (Haxeltine *et al.*, 2017b). Ils considèrent aussi que l'approche relationnelle permet d'éviter la tendance des chercheur-es mobilisant l'approche actancielle à surévaluer la capacité des innovations sociales à induire des transformations sociétales. Or, ces efforts de conceptualisation des innovations sociales transformatives n'approfondissent pas la question de l'altérité des pratiques et relations étudiées, ils n'intègrent pas l'idée de l'émergence d'un imaginaire ontologiquement différent.

Et pourtant, les derniers états de l'art du STRN sur les *Sustainability Transitions Studies* témoignent d'un intérêt grandissant pour l'étude du rôle des initiatives citoyennes dans la transformation des systèmes sociétaux (Köhler *et al.*, 2019b). Certain-es leur attribuent même la capacité de pouvoir répondre au questionnement traversant les *Sustainability Transitions Studies* depuis ses débuts : celui de la transformation des valeurs et des croyances, considérée comme indispensable pour une transformation profonde des sociétés (Köhler *et al.*, 2019). Les déclarations fréquemment faites comme « quête d'un nouveau système de valeurs » (Grin *et al.*, 2010, p. 2), « collapse des croyances et valeurs existantes » (Loorbach, 2014, p. 11) ou encore « ajustement constant et irréversible de valeurs sociétales » (Haxeltine *et al.*, 2016, p. 21) semblent évoquer une rupture ontologique, mais ce thème n'a pas encore été abordé de front.

3. Un rapport flou à l'ontologie moderne

N'y aurait-il pas tout de même quelques signes au sein des *Sustainability Transitions Studies* que cet impératif ressenti du « changement qualitatif fondamental » ou de « rupture » (Loorbach *et al.*, 2017 ; Markard *et al.*, 2012) soit interprété en termes ontologiques ? Et que de ce fait les outils cognitifs des *Sustainability Transitions Studies* soient également mis en question, comme cela a été le cas pour la *Critical Development Geography* ? Dans la partie 2 (chapitre 4), j'ai montré à quel point la libération du

référentiel moderne est importante pour pouvoir comprendre l'ontologiquement « autre », « l'ailleurs ». L'on peut concevoir que ce même défi se pose aux *Sustainability Transitions Studies* si elles veulent comprendre des dynamiques qui signaleraient un ontologiquement « autre ». Un pas dans cette direction est actuellement réalisé par Johan Schot (un des fondateurs des *Sustainability Transitions Studies*) et Laur Kanger à travers la conceptualisation de la « transition profonde » (*deep transition*) ; une transition qui se déploie dans le temps long au sein d'une société donnée.

3.1 La *Deep Transition* : un pas vers une appréhension ontologique des transformations

« The world is in transition and a great deal of the possible outcomes of this transition do not look desirable. The success of intervention ultimately depends on whether the analysts get the problem right. Only then are we as knowledgeable and reflexive actors of the world in a position to make an informed decision about the elements of the present we would like to take with us and the ones we should leave well behind. Only then can we devise strategic actions that cross the gap between where we are and where we want to be. Only then can we ensure that the unfolding of the Second Deep Transition would not wreak havoc on humanity and nature. The authors invite everyone to join them in this intellectual quest. »

(Schot et Kanger, 2016, p. 26)

Dans leurs travaux *Deep Transitions : Emergence, Acceleration, Stabilization and Directionality* (Schot et Kanger, 2016) et *Deep transitions : Theorizing the long-term patterns of sociotechnical change* (Kanger et Schot, 2019), Kanger et Schot se donnent comme objectif de cerner le défi de fond ou, comme ils l'expriment, de « *get the problem right* ». La problématique de fond serait la transformation profonde (*deep transition*), notion avec laquelle ils visent à définir plus clairement le « changement fondamental ». Avec cette notion, ils font référence à celle de la *Great Transformation* forgée par l'historien Karl Polanyi. Celui-ci analysait la profonde transformation politique, sociale et économique de la société occidentale vers l'économie de marché entre le 16^e et le 20^e siècles, à l'exemple de l'Angleterre (Polanyi 2001 [1944]). En ramenant cette période qui s'étale sur plusieurs centaines d'années à la « *first deep transition* » et proposant que nos sociétés se trouvent au début d'une seconde transformation profonde, Kanger et Schot ne sont pas les seuls à considérer la transformation visée comme étant aussi fondamentale que le passage des sociétés européennes du Moyen-Âge à l'ère industrielle. Ce faisant ils rangent, pour la première fois, les *Sustainability Transitions Studies* dans une telle

conception qui est portée par de nombreux autres intellectuel·les et institutions, tels que par le Conseil scientifique allemand sur le changement global WGBU (WGBU, 2011) ou encore par la *Great Transitions Initiative* lancée par l'Institut Tellus⁷⁴.

Kanger et Schot définissent la transformation profonde comme un ensemble de transitions de sous-systèmes (sociotechniques en occurrence) qui suivent une trajectoire (*directionality*). C'est cette question de l'alignement des changements selon une direction dans l'histoire longue qui apporte une nouveauté. Les travaux des deux auteurs sont riches d'enseignements sur la coévolution de systèmes sociotechniques sur la longue durée⁷⁵. Mais ce qui intéresse ici est de comprendre comment les auteurs conçoivent cette directionnalité que prennent les transformations des divers sous-systèmes. Kanger et Schot indiquent qu'elle se caractérise par des règles qui émergent, se diffusent et s'alignent, fournissant ainsi aux sous-systèmes (ou régimes) interconnectés un ensemble spécifique et durable d'orientations (Kanger et Schot, 2019, p. 9). Ces règles seraient des métarègles⁷⁶, définies comme un « *number of fundamental assumptions* » (Schot et Kanger, 2016, p. 10), « *the crystallized wisdom of [...] societies accumulated over centuries* » (p. 10), ces « *foundational beliefs and driving rules* » (p.11). Ces métarègles se situeraient à un niveau « méta » (le méta-régime, pour être précis), niveau supplémentaire dans la perspective multi-niveaux, qui transcende tous les autres niveaux (niches, régimes et paysage) et influencerait sur les dynamiques⁷⁷.

La définition de ces métarègles en termes de « présomptions fondamentales » et « croyances fondatrices » d'une société se rapproche de la notion anthropologique d'ontologie. Ces métarègles reflètent la manière d'être d'une société telles que définies par Mario Blaser (voir parties 1 et 2)⁷⁸. Or, les questions du comment et du pourquoi de

⁷⁴ La *Great Transitions Initiative* regroupe plus d'un millier de chercheur·es et d'activistes engagé·es dans « l'élaboration de visions et chemins pour engager une grande/profonde transition » (<https://greattransition.org/about/who-we-are>).

⁷⁵ Pour l'étudier, ils enrichissent la perspective multi-niveaux en s'inspirant d'un *patchwork* de cadres théoriques qui avaient permis, dans le passé, d'analyser les transformations liées à l'émergence de la modernité industrielle. Les auteurs s'appuient notamment sur le travail de Polanyi, mais aussi sur ceux de Perez sur les changements des paradigmes techno-économiques, ainsi que sur la conception du sociologue Antony Giddens sur la modernité occidentale. Ce cadre théorique élargi leur permet de retracer la création, l'expansion et l'alignement d'un large éventail de systèmes sociotechniques (autour de l'énergie, de moyens de locomotion et des technologies industrielles) au cours des 200 à 250 dernières années dans une direction similaire, graduelle et cumulative.

⁷⁶ Ils en parlent aussi de « génotype » d'une société donnée.

⁷⁷ Certains parallèles peuvent être faits ici avec l'école française des conventions qui définissait les conventions comme des schémas interprétatifs de l'action, des routines, de l'histoire incorporée dans le comportement (voir Boltanski et Thévenot, 2008 ; Salais et Storper, 1993)

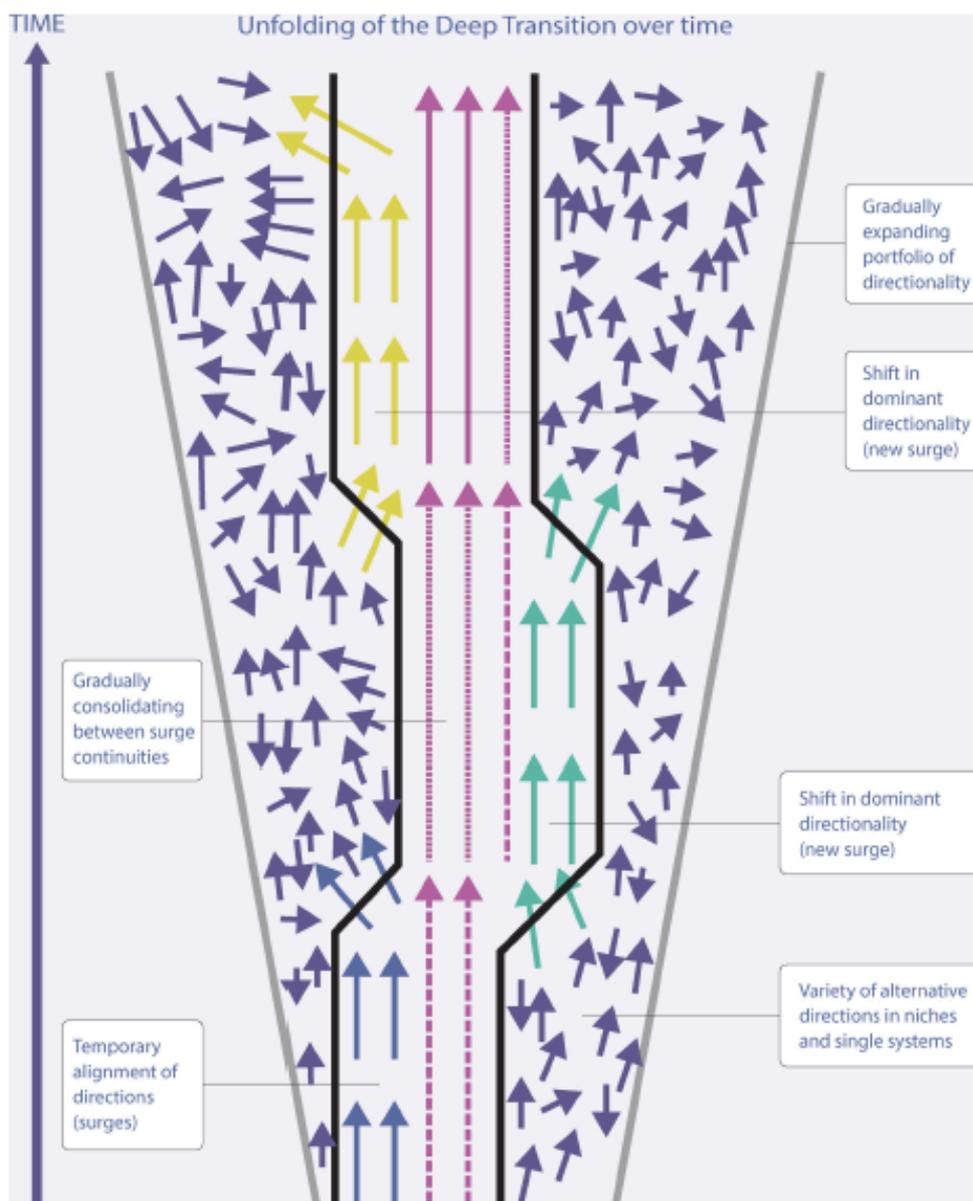
⁷⁸ Kanger et Schot caractérisent eux-mêmes leur approche comme étant ontologique (Kanger et Schot, 2019, p. 19), mais sans y insister d'avantage.

nouvelles règles, croyances et présomptions émergeraient dans une société ne sont pas explorées dans ces travaux.

L'apport de ce travail pionnier réside ailleurs. Notamment, l'analyse séquentielle des transformations des sous-systèmes orientés vers une trajectoire sur le long terme a permis aux auteurs de présenter une transformation profonde comme un ensemble de scénarii possibles, un « portefeuille de trajectoires ». En poursuivant la logique de leur raisonnement, je propose que cette conception permet notamment de différencier entre la dépendance du sentier (*path dependancy*), suivant présomptions, valeurs et métarègles conventionnelles dominantes, et une transformation profonde qui se caractériserait par la percée d'alternatives et une transformation de multiples sous-systèmes guidée par l'émergence de nouvelles métarègles, présomptions et croyances.

Un apport indéniable de cette conception est qu'elle permet d'enlever le caractère potentiellement téléologique aux études des transitions soutenables. L'émergence de métarègles ancrées dans le paradigme de soutenabilité sociale et écologique n'est ici qu'une trajectoire parmi d'autres possibles. La figure 4 résume ces dynamiques autour de l'émergence de nouvelles règles et croyances, et leur consolidation sur le long terme (flèches en mauve au centre du schéma). Des alternatives de niche peuvent percer (*new surges*), mais elles ne se maintiennent pas nécessairement sur le long terme (flèches en vert et jaune dans la figure 15), d'autres le font (pas représentées dans le schéma). Les niches et les systèmes uniques (petites flèches bleues) peuvent alors être considérés comme des sources permanentes de solutions pour les problèmes de la trajectoire dominante et ainsi pour des trajectoires alternatives de développement : au fil du temps, une niche peut se transformer en régime, un régime en méta-régime de nouvelles règles et croyances ; inversement, un méta-régime autrefois dominant peut redevenir une niche. Les niches peuvent rester longtemps en sommeil, représentant des voies alternatives non empruntées, mais aussi celles qui peuvent encore être empruntées à l'avenir.

Figure 15 : Déploiement de la transformation profonde dans le temps. Évolution du portefeuille de trajectoires



Source : Kanger et Schot, 2019, p. 17

L'attention simultanée portée aux continuités, discontinuités et alternatives sur le long terme donne une vision plus complète de l'évolution des systèmes sociaux. Les auteurs invitent à poursuivre des études empiriques qui permettraient d'évaluer s'il y a des indicateurs qui signaleraient qu'une seconde transformation profonde soit en cours. Ils précisent que pour ce faire, il ne s'agit pas seulement de détecter de nouvelles niches, régimes ou méta-régimes, mais aussi une « rupture avec la modernité industrielle » (Kanger et Schot, 2019, p. 16) : « *What is needed is to challenge the fundamental features of industrial modernity : we need a new theme, not another variation on the existing one. Only when the broad selection environment of industrial modernity itself is transformed can*

it stimulate the interaction between niches, regimes and metaregimes in a manner that would alter the eventual directionality of the evolution of a broad range of socio-technical systems, constituting the backbone of industrial societies » (Kanger et Schot, 2019, p. 19). Ce faisant, ils invitent donc à détecter ces changements de métarègles, de croyances et de « *fundamental assumptions* ».

Un des apports de ces deux publications, aussi marquantes dans la courte l'histoire des *Sustainability Transitions Studies*⁷⁹ qu'exploratoires, est indéniablement d'avoir abordé la dimension ontologique du changement futur souhaité. Mais une fois de plus, les outils cognitifs que fournit l'approche techno-centrée que mobilisent les auteurs s'avèrent limités pour cerner ces ruptures dans les métarègles, valeurs et croyances. Les auteurs ne donnent pas de pistes, à part une invitation en demi-teinte à regarder plus du côté des acteurs non-étatiques et des innovations sociales (Kanger et Schot, 2019, p. 18). Je poursuivrai cette piste dans la partie 4 de ce volume, en proposant d'intégrer des approches conceptuelles des courants « post- » de la *Critical Development Geography*.

3.2 Vers une science transformative

N'interprétant pas clairement la transition soutenable en termes ontologiques, la mise en question des outils cognitifs (théories, concepts et notions) mobilisés, comme nous pouvons l'observer au sein des courants « post- » des *Critical Development Studies*, n'est pas un sujet abordé dans les *Sustainability Transitions Studies*. Elles se positionnent par contre par rapport aux méthodes de recherche à appliquer. Le débat, ancien, sur la nature de la science et son rôle sociétal a récemment regagné du terrain en relation avec l'urgence d'une transformation sociétale vers la soutenabilité (voir p. ex. WBGU 2011 ; Drift, 2020⁸⁰). Face à l'urgence de changer de modèle sociétal pour augmenter la soutenabilité de nos modes de vie, Uwe Scheidewind, auteur principal de *Transformative Wissenschaft: Klimawandel im deutschen Wissenschafts- und Hochschulsystem* (Science transformative : changement de cap dans les systèmes scientifique et universitaire allemands), promeut l'idée de sciences transformatives, visant non seulement à améliorer notre compréhension des processus de transformation mais aussi à accroître la capacité de notre société à réfléchir et agir sur ces processus (Scheidewind et al., 2016, p. 2). Catalyser, voire co-initier des transformations soutenables est effectivement considéré comme un devoir moral par un nombre grandissant de chercheur-es (WBGU, 2011 ; Wittmayer et Hölscher, 2017). Le rôle des sciences transformatives serait de remplir un contrat social implicite : celui de participer à résoudre les problèmes sociétaux, d'élargir la palette de solutions et le champ d'action pour les innovations sociales et technologiques, de renforcer la participation et

⁷⁹ Les deux publications ont déjà suscité plus de 300 citations recensées sur Google scholar en deux ans.

⁸⁰ <https://drift.eur.nl/topics/transformative-knowledge/>

l'auto-organisation de la société, et d'accompagner des changements de relations de pouvoir (Scheidewind, 2016, p. 7).

Ainsi, l'on peut définir les *Sustainability Transition Studies* par leurs critiques du *status quo* (DRIFT, 2020⁸¹) et leur engagement dans une recherche transformative. Celle-ci se caractérise principalement par « l'apprentissage sociétal » qui inclut une diversité d'acteur-es de sphères différentes (gouvernement, marché et société civile) (Hoffmann *et al.*, 2007).

Plutôt que de mettre fondamentalement en question les concepts avec lesquels les chercheur-es opèrent, cette recherche transformative vise plutôt les méthodes. Le but serait de pratiquer une recherche transdisciplinaire, impliquant les parties prenantes de manière participative (Wittmeyer et Hölscher, 2017, p. 26). Il s'agit de co-construire du savoir transformatif (*transformative knowledge*), un savoir qui se doit être exploitable, opérationnel et praticable (*actionable*) (Wittmeyer et Hölscher, 2017). Avec cette posture, les chercheur-es au sein *Sustainability Transitions Studies* renouent avec une longue tradition de la recherche-action participative au sein des SHS, méthode scientifique « de niche » forgée par Kurt Lewin (Lewin, 1946) et Paolo Freire (Freire, 1983 [1974]) et pratiquée depuis les années 1970 au sein des *Critical Development Studies*. La recherche transformative se différencie des méthodes connues en répondant à l'inflexion de réagir à l'urgence absolue qu'imposent les multiples crises et notamment celle climatique (à en croire le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat - GIEC). Cette science transformative se veut anticipative et expérimentale, comme en témoignent de nouvelles méthodes tel que le *co-design* ou encore le *transition design*. Des exemples contemporains sont le montage et l'accompagnement des *fablabs*, *real world labs* ou encore des *living labs* par la recherche.

Pour autant, une autodéfinition en tant que science transformative qui se concentre sur les méthodes de recherche(-action) ne suffit pas pour relever le défi de reconnaître l'émergence éventuelle de pratiques, récits et imaginaires ontologiquement différents.

4. Conclusion intermédiaire : Apports conceptuels et points aveugles dans l'analyse des transformations sociétales

Ce chapitre conclura sur une comparaison entre les approches des transformations sociétales par les *Sustainability Transitions Studies* et par la *Critical Development Geography*. Résolument tournées vers l'effort de comprendre comment se déroule une

⁸¹ <https://drift.eur.nl/topics/transformative-knowledge/>

transition profonde au sein des sociétés, les *Sustainability Transitions Studies* apportent certaines précisions aux conceptions que la *Critical Development Geography* a su élaborer autour d'un objet d'études proche, mais pas similaire qu'est le « développement ». En retour, il s'avère que certaines approches de la *Critical Development Geography* peuvent éclairer des points aveugles des *Sustainability Transitions Studies*.

Cette comparaison se concentrera en particulier sur l'approche par les innovations sociales transformatives, d'un côté et les approches par les courants « post- », de l'autre. Elle se penchera notamment sur la manière dans laquelle sont compris les moteurs et les contextes des transformations sociétales, et sur le rapport à l'ontologie moderne dans les deux champs.

Les moteurs des transformations sociétales. La transformation « par le bas » - une convergence parfaite ?

La perspective multi-niveaux attribue aux niches la capacité d'induire des changements. Cette conception se rapproche du « développement par le bas » qui se tire comme un fil conducteur à travers la *Critical Development Geography*. Elle avait émergé avec les théories de la dépendance à partir des années 1970, s'est prolongée avec le modèle du développement territorial, et reste aussi présente dans les approches des courants « post- » (voir partie 2). Ce sont notamment les théories et les études empiriques prouvant les échecs du « développement par le haut » et sans réelle participation ni autodétermination des populations qui avaient mené à cette conception.

Dans la perspective multi-niveaux, cette idée se reflète quelque peu dans celle des transformations par les niches. Mais le raisonnement est légèrement autre ici : l'application de la théorie des systèmes avait mené à attribuer une relative inertie aux régimes conventionnels et ainsi à focaliser sur les innovations (techniques ou sociales). Le focus sur la notion d'innovation est donc une particularité. Considérer les dynamiques d'en bas, provenant de mouvements luttant pour leur reconnaissance et leur droit de vivre autrement et qu'analyse la *Critical Development Geography* comme des innovations sociales, décalerait le regard. L'attention serait portée plus résolument vers le nouveau émergent, le « faire autrement », qui est produit par de tels mouvements. Et cette idée n'est finalement pas si nouvelle dans les études du développement ! Dans son ouvrage *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, l'anthropologue Jean Pierre Olivier de Sardan considérait les notions de « changement social » et « développement » comme étant trop floues et discutait notamment l'innovation comme entrée possible des phénomènes de changement social. Rejetant à la fois les concepts usuels de diffusion, d'acculturation et d'expérimentation populaire, il proposait de définir l'innovation (sociale en occurrence) en termes de réinterprétation, d'hybridation, de restructuration et de « greffe entre deux ensembles flous » (Olivier de Sardan, 1995, p. 124). Cette proposition n'avait pas été reprise de manière influente dans

la *Critical Development Geography*. La recherche de complémentarités entre les *Sustainability Transitions Studies* et la *Critical Development Geography* lui donne de l'actualité.

Or, se concentrer sur le caractère innovant de phénomènes sociaux émergents risque d'enlever leur caractère éminemment politique – une dimension qui est régulièrement sous-estimée dans les *Sustainability Transitions Studies*, mais relevée par la *Critical Development Geography*. Surtout les approches fonctionnelles et agencéité-structure des relations entre niches et régimes ne permettent pas de soulever les questions de pouvoir et de conflits. Une approche résolument relationnelle des innovations sociales que proposent les courants « post- » pourrait permettre de surmonter cette faiblesse existante dans les *Sustainability Transitions Studies*.

Aussi dans ses efforts de reconnaître le disruptif dans l'innovation, la communauté scientifique des *Sustainability Transitions Studies* pourrait apprendre de la *Critical Development Geography*. L'émergence de nouvelles valeurs et croyances peut notamment être comprise comme le résultat de la déconstruction (« décolonisation », dans le langage des « post- ») de certaines présomptions modernes, et de la reconstruction d'autres présomptions.

Les contextes des transformations sociétales : niveaux versus échelles et espace, des complémentarités à construire

Pour comprendre les contextes des transformations sociétales, la perspective multi-niveaux place les processus de transformation dans une perspective temporelle, en écartant la perspective spatiale favorisée par la *Critical Development Geography*. Dans sa posture généralement critique du capitalisme, cette dernière situe fréquemment les dynamiques impulsées par les pays (post)industrialisés - comme les acteur-es du marché mondial - à l'échelle internationale et les considère comme surplombant les réalités locales (par exemple dans le cas des études sur l'extractivisme ou l'accaparement des terres). Bon nombre d'analyses se penchent alors sur les impacts négatifs (du capitalisme néolibéral, de la matrice coloniale du pouvoir-savoir, etc.) sur les populations à l'échelle locale. Les facteurs exogènes sont tendanciellement associés à des transformations négatives. L'échelle locale est alors celle du « subi », de la souffrance, mais, dans les courants « post- », aussi celle de l'action, de l'émancipation, de la lutte... de la transformation.

Dans la perspective multi-niveaux, cette vision tendanciellement binaire des transformations dans la *Critical Development Geography* est remplacée par une attention à trois niveaux. Au niveau des paysages, il s'agit de détecter des changements influents. Ceux-ci peuvent avoir lieu à n'importe quelle échelle. Il peut s'agir là aussi bien du changement climatique à l'échelle mondiale que de la fonte d'un glacier qui entraîne la tarification de la ressource en eau à l'échelle locale. Au niveau des niches, il s'agit de

détecter du nouveau émergent (souvent en réponse aux changements au sein du paysage) et qui se caractérise par une rupture avec les manières de faire et de vivre dominantes. Ce qui importe plus que les connaissances sur la spatialité des niches est sa conception comme un espace protégé des influences des règles des régimes dominants – une idée intéressante pour la *Critical Development Geography*. L'ignorance des échelles spatiales par la perspective multi-niveaux a l'avantage de livrer un cadre conceptuel stimulant pour comprendre *comment* les processus de transformation se déroulent. En effet, les échelles ne sont pas facteurs de transformation en tant que telles et elles n'ont pas de valeur explicative pour les modalités des dynamiques de transformation. La perspective multi-niveaux permet donc d'éviter la tentation d'attribuer des caractéristiques, bonnes ou mauvaises, à des échelles.

Mais ce qui est l'avantage de la conception a-spatiale des transformations est en même temps à son désavantage. Une des grandes faiblesses de la perspective multi-niveaux est de ne pas pouvoir expliquer suffisamment les interactions entre niches et régimes ou, plus précisément, de ne pas permettre de comprendre *pourquoi* elles se réalisent (Gillard *et al.*, 2016). C'est l'appréhension des contextes favorisant ou empêchant l'émergence et le déploiement d'innovations, qui fait défaut ici. Une variété d'approches spatiales peut être mobilisée afin de contribuer à éclairer ce point aveugle des *Sustainability Transitions Studies*. Ainsi par exemple, l'émergence des niches mériterait d'être davantage étudiée au prisme de la proximité spatiale, cognitive ou organisationnelle (Debizet, 2018). Aussi l'approche relationnelle du *place-making* (que, faute de synonyme en français, je traduirai ici par territorialisation) - une approche fortement mobilisée dans les études « post- » de la *Critical Development Geography* afin de saisir l'émergent - peut contribuer à explorer l'émergence d'innovations. Une approche socio-spatiale et relationnelle des interactions entre niches et régimes peut se révéler bien plus pertinente que d'observer les caractéristiques structurelles d'un régime (Murphy, 2015).

La conception de la rupture ontologique : des leçons à prendre auprès des courants « post- » de la *Critical Development Geography*

Bien qu'intégrant l'idée de ruptures profondes nécessaires à la transition, les *Sustainability Transitions Studies* n'abordent pas de front la question de la rupture ontologique. Une exception sont les travaux de Schot et Kanger qui conceptualisent la *deep transition* en référant à la *Great Transformation* de Karl Polanyi. Leur modèle du portefeuille de trajectoires sur la longue durée qui montre comment les dynamiques peuvent changer - ou non - les métrarègles d'une société (dans le sens de présomptions, croyance et valeurs) est une piste qui va dans ce sens. Un dialogue avec les courants « post- » de la *Critical Development Geography* qui, eux, se situent explicitement ou implicitement dans le tournant ontologique pourrait s'avérer fructueux pour deux raisons.

Premièrement, les courants « post- » ont su mettre fondamentalement en question les outils cognitifs mobilisés dans la recherche scientifique sur l'altérité et les transformations dans les Suds. Ils font un travail de déconstruction des concepts et notions mobilisés tout en montrant à quel point ils sont parfois enfermés dans le référentiel moderne. Se placer au-delà/en dehors de l'ontologie moderne – *a minima* en clarifiant leurs propres référentiels dans le processus de recherche sur « l'autre » - permettrait aux chercheur·es de voir l'émergence du nouveau/d'innovations sociales et de comprendre l'ampleur de sa différence avec l'existant.

Deuxièmement, les courants « post- » ont développé des concepts qui permettent de saisir le caractère disruptif - et potentiellement transformatif - des innovations sociales. En particulier, les notions d'ontogenèse, de conflits ontologiques et d'hybridation (voir partie 2) ont le potentiel de permettre de mieux discerner l'émergence des manières d'être en dehors des logiques « modernes ». Ce faisant, ils soulèvent le caractère politique et conflictuel de telles dynamiques que les *Sustainability Transitions Studies* ont tendance à négliger.⁸²

La figure 16 résume les différences dans les appréhensions du moteur des transformations sociétales, dans la manière d'analyser les contextes et dans la conception des transformations qui en résultent.

⁸² Ainsi par exemple, Giuseppe Feola constate que les *Sustainability Transitions Studies* se caractérisent par l'absence d'une critique du capitalisme : « Surprisingly, however, this field has failed to engage with any significant analyses or critiques of capitalism, the dominant organising system of economic, social and natural life in modern societies » (Feola, 2020)⁸². Une analyse critique des logiques capitalistes est, selon lui, essentielle pour pouvoir imaginer des futurs possibles.

Figure 16 : Tableau comparatif des approches des transformations sociétales

Champ/courant	Cadre théorique	Moteur des TS	Conceptualisation des contextes de TS	Conception des transformations sociétales	Rapport à la modernité
<i>Sustainability Transitions Studies</i> (approche par les innovations sociales transformatives)	STS économie évolutionniste Théorie des systèmes	Par le bas Innovations sociales dans les niches des régimes dominants	Perspective multi-niveaux (interactions entre paysage, régimes et niches) Transformations des régimes par les innovations sociales	Changement de relations, pratiques et récits – jusque dans les régimes Changement de métarègles	Flou
Courants post-de la <i>Critical Development Geography</i>	Poststructuralisme Ecoféminisme Écologie politique Tournant ontologique	Par le bas Décolonisation du savoir-pouvoir ; Reconstruction identitaire	Approche spatiale Approche relationnelle	Résultat des changement relationnels, de rapports de pouvoir, de pratiques et de récits Ontogenèse Hybridité Conflits ontologiques	Regard au-delà de l'ontologie moderne

Source : L'auteure

Les complémentarités potentielles résultant de cette analyse n'ont été qu'esquissées ici. Dans le chapitre suivant, je les explorerai de manière plus approfondie, et ce au prisme des initiatives citoyennes alternatives que j'ai étudiées dans le cadre de mes programmes de recherche récents.

Partie 4.

Propositions conceptuelles pour une géographie des transformations sociétales

La conclusion intermédiaire sur les approches conceptuelles de la *Critical Development Geography* et des *Sustainability Transitions Studies* (qui incluent les études des innovations sociales) indique des complémentarités potentielles dans l'analyse de transformations sociétales par le bas. Dans cette dernière partie, j'assemblerai des outils cognitifs issus de ces deux champs d'études qui me paraissent particulièrement pertinents pour analyser les capacités transformatrices d'innovations sociales.

Comme annoncé dans l'introduction de ce volume, l'objectif est de faire avancer les études des transformations sociétales par le bas en enrichissant l'outillage conceptuel des *Sustainability Transitions Studies* par celui de la *Critical Development Geography*. Je pars notamment de l'hypothèse que certains concepts de la *Critical Development Geography* permettent d'éclairer deux points aveugles dans les approches des *Sustainability Transitions Studies*. D'une part, ils peuvent contribuer à mieux comprendre le caractère disruptif de certaines innovations sociales (de par leurs outils cognitifs a-normatifs qui permettent d'observer l'émergence de phénomènes sociaux qui se situeraient en dehors de l'ontologie moderne). D'autre part, ils permettent de renseigner sur les conditions et les contextes dans lesquels des transformations sociétales se passent (de par leur approche spatiale des transformations).

Je présenterai cet assemblage conceptuel sous forme de quatre propositions. Elles permettent d'aborder les innovations sociales de niche et leur dissémination dans les régimes en focalisant sur leur dimension ontologique (chapitre 4.2) et spatiale (chapitre 4.3). Cette démarche théorique peut paraître inhabituelle et aventureuse. En effet, la *Critical Development Geography* s'intéresse surtout aux transformations des sociétés dans les Suds, les *Sustainability Transitions Studies* principalement à celles dans les Nord. L'une se comprend comme critique et anti-hégémonique et l'autre questionne à peine la normativité moderne. Présumer que des approches conçues pour étudier les ailleurs dans les Suds puissent être pertinentes dans des contextes propres aux Nord, et que des concepts forgés dans un esprit blâmant certaines manifestations de la modernité puissent être alliés avec des approches peu critiques nécessite un argumentaire démonstratif. Afin de donner corps à mes propositions, j'appuierai mes explorations-démonstrations sur les études empiriques des initiatives citoyennes alternatives, études que j'ai réalisées au sein de deux programmes de recherche récents dans les Alpes et le Massif central.

Quelques remarques introductives sont nécessaires ici et feront l'objet du chapitre suivant. La première concerne le rapprochement des études sur les initiatives citoyennes aux Suds avec celles aux Nord. Depuis peu, un dialogue Nord/Sud s'est instauré au sein des études critiques sur les initiatives citoyennes alternatives. Le sujet partagé de la transition/transformations sociétales vers plus de soutenabilité semble en être l'élément fédérateur. Ainsi, je montrerai dans le chapitre 2.1 que ma démarche s'inscrit dans ce dialogue qui transcende aussi bien la frontière entre Nord et Sud que celle entre études critiques et études s'inscrivant dans la normativité moderne.

Le chapitre 2.2 précisera le cadre conceptuel sur lequel s'appuiera mon analyse ainsi que les notions sur lesquelles je m'appuierai. Enfin, le chapitre 2.3 présentera les terrains dans lesquels le matériau empirique pour cette exploration-démonstration a été collecté.

1. Remarques introductives

1.1 Le contexte scientifique : vers un rapprochement entre études des initiatives citoyennes alternatives dans les Sud et dans les Nord

Depuis mes premières réflexions sur les relations possibles entre la *Critical Development Geography* et les *Sustainability Transitions Studies* s'intéressant aux innovations sociales, j'ai pu observer qu'un rapprochement entre Nord et Sud dans les études sur des initiatives alternatives visant plus de soutenabilité était « dans l'air ». Une première invitation à une « *preliminary conversation* » entre les discours occidentaux sur la transition et ceux sur le postdéveloppement a été faite par Arturo Escobar en 2015. Selon l'auteur, ces courants de pensée, même si leurs traditions académiques (et les pratiques politiques des mouvements qui s'y inscrivent) divergent, ont en commun de critiquer le « *modern capitalist project* » et de préconiser et préfigurer des transformations substantielles. Parmi les points communs, Escobar liste le refus de la logique du progrès et de l'accumulation matérielle, l'appréciation de la production de la valeur sociale plutôt qu'économique (par le *care*, ou encore par les communs), l'intérêt pour la communauté et le bio-centrisme (Escobar, 2015).

Dans la pratique, le dialogue Nord/Sud sur les alternatives au modèle civilisationnel moderne est effectivement bien engagé. Le *World Social Forum* est probablement la vitrine la plus emblématique des rencontres régulières pour ce type d'échanges qui s'affranchissent de la frontière Nord/Sud. Afin d'illustrer ce phénomène, je prendrai ici en exemple un autre type de rencontres mondialisées : le *Forum international pour le Bien Vivre*. Ce forum s'est produit dans cinq divers lieux du monde, joignant politicien·nes, intellectuel·les, artistes, activistes, chercheur·es et entrepreneur·es de tous les continents

et d'horizons divers autour de l'idée du bien-vivre et des indicateurs alternatifs au PIB, idée qui a pris corps au Bhoutan avec le *Gross Happiness Indicator*. En juin 2018, ce forum s'est tenu à Grenoble. Impliquée dans le comité d'organisation, j'ai pu assister à des échanges entre des acteur-es de « mondes » très divers, échanges qui auraient été assez étonnants il y a vingt ans encore. Qu'est-ce qui aurait pu réunir le Directeur du *Center for Bhutan Studies*, un conseiller équatorien à la Présidence et un éditorialiste de la revue *Alternatives Économiques*, comme cela fut le cas dans la plénière « De la croissance au Bien Vivre : comment porter un changement de cap ? » (figure 17) ? Ou un militant sud-africain pour les semences traditionnelles, la directrice thaïlandaise d'un réseau d'entreprises sociales, un éducateur et activiste du Timor Leste, une économiste et un philosophe français et un ex-ministre équatorien dans une table ronde finale ? C'est leur posture alternative vis-à-vis des normes modernes et leur recherche de solutions concrètes, écologiquement et socialement plus justes. Ainsi, la revendication de l'activiste militant pour des semences traditionnelles résonnait avec le récit du conseiller équatorien à la Présidence sur l'intégration des valeurs du *Buen Vivir* dans la constitution équatorienne, le plaidoyer de l'économiste français pour le changement des fondements scientifiques de l'économie avec le discours de la directrice thaïlandaise en faveur des entreprises sociales, etc.

Figure 17 : Le Forum international du Bien Vivre, Grenoble, 5-8 juin 2018



Source : Brochure de restitution⁸³

Des rapprochements sont aussi observables au sein des champs et courants académiques qui étudient les initiatives citoyennes aux Nord et aux Suds. Parallèlement à l'étude de

⁸³ https://bienvivre2018.org/wp-content/uploads/2019/01/Restitution-BV2018_web.pdf

mouvements critiques au projet sociétal moderniste dans les Suds, des courants attachés à l'étude d'alternatives portées par la société civile aux NordS ont émergé depuis une vingtaine d'années. Il s'agit notamment des courants de la décroissance (D'Alisa *et al.*, 2015 ; Demaria *et al.*, 2019 ; Latouche, 2017) et de la postcroissance (Cassiers *et al.*, 2018 ; Schmelzer et Passadakis, 2011). Ces derniers critiquent le projet sociétal de l'accumulation du capital et de la croissance économique (D'Alisa *et al.*, 2015 ; Latouche, 2010, 2017). Bien qu'une telle critique ne soit pas nouvelle, leur engagement pour répondre concrètement au défi de la transition écologique et sociale leur donne un intérêt nouveau. En effet, la production d'études sur des projets d'écohabitats, d'agro-écologie, de gouvernance partagé, d'entre-aide et de convivialité, des communs, etc. est foisonnante. Les études de la *Critical Geography* sur les lieux contre-hégémoniques (Barbe, 2016 ; Chatterton, 2016 ; Chatterton et Pusey, 2020 ; Fuller *et al.*, 2016 ; Miller *et al.*, 2013 ; Nicolosi, 2020 ; Pickerill et Chatterton, 2006a ; Pickerill et Maxey, 2009 ; Vasudevan, 2011) peuvent être associées à ce panel (Schmid, 2019).

Ce qui unit ces études critiques dans les Suds et les NordS est non seulement leur intention de comprendre et d'accompagner les transformations induites par la société civile vers plus de soutenabilité sociale et écologique, mais c'est aussi leur ancrage épistémologique. Elles s'inscrivent dans le poststructuralisme et dans des courants contre-hégémoniques tels que le (post)marxisme, l'anarchisme, l'écologie politique ou encore l'(éco)fémisme. Elles ont de ce fait une posture critique aux systèmes établis et radicale quant aux alternatives à y porter (Feola, 2020). Aussi, elles attribuent aux initiateur-es de projets alternatifs la capacité de préfigurer et de mettre en acte des mondes qui se distingueraient des régimes dominants (Escobar, 2015 ; Jeffrey et Dyson, 2020 ; Roelvink *et al.*, 2015). Des publications récentes font preuve de ce début de dialogue NordS-Suds. Ainsi, les ouvrages *Postdevelopment in practice : alternatives, economies, ontologies* (Klein et Morreo, 2019) et *Pluriverse : Why we need alternatives to development* (Kothari *et al.*, 2019) présentent des cas empiriques aussi bien aux NordS qu'aux Suds pour penser des alternatives. Daniel Bendix, qui compare le débat allemand sur la postcroissance avec le courant du postdéveloppement dans son article « Reflecting the Post-Development gaze: the degrowth debate in Germany », plaide pour l'ouverture du courant de la postcroissance (appliqué aux NordS) à la perspective postcoloniale, car ce courant « *seems in need of destabilising and un-learning myths of Northern supremacy by turning its gaze towards the history and present of the coloniality–modernity–development nexus* » (Bendix, 2017, p. 2629).

Si la préoccupation pour les transformations sociétales vers plus de soutenabilité n'est pas à l'origine de ce rapprochement entre la *Critical Development Studies* aux Suds et les courants critiques aux NordS, elle l'a indéniablement renforcé. Mais quelle est leur capacité à entrer à leur tour en dialogue avec les études moins radicales sur les transitions que sont les *Sustainability Transitions Studies* ? Ces courants critiques ont longtemps été relégués à la marge des sciences humaines et sociales. Ils semblent faire peur, car ils mettent en

question les conventions de l'ontologie moderne. Or, le contexte sociétal et environnemental a si radicalement changé (notamment avec la crise climatique) qu'il a déclenché une mise en question des fondements de notre façon d'être. La conscience accrue, aux Nords, de la nécessité d'un changement civilisationnel fait apparaître ces courants critiques sous une nouvelle lumière, car ils apportent un regard suffisamment décalé pour permettre d'ouvrir les yeux des chercheur·es sur l'émergence d'autres manières d'être qui seraient potentiellement plus soutenables. L'effort des *Sustainability Transitions Studies* d'intégrer les études sur les innovations d'ordre social, et avec elles, potentiellement ces approches radicales et contre-hégémoniques, est un signal d'ouverture envers ces courants critiques. Signal faible ou fort, le futur va le montrer. J'ai l'espoir que les pistes que j'esquisse par la suite peuvent contribuer à lever des réticences.

1.2 Le cadre conceptuel : une approche à l'intersection entre les *Sustainability Transitions Studies* et la *Critical Development Geography*

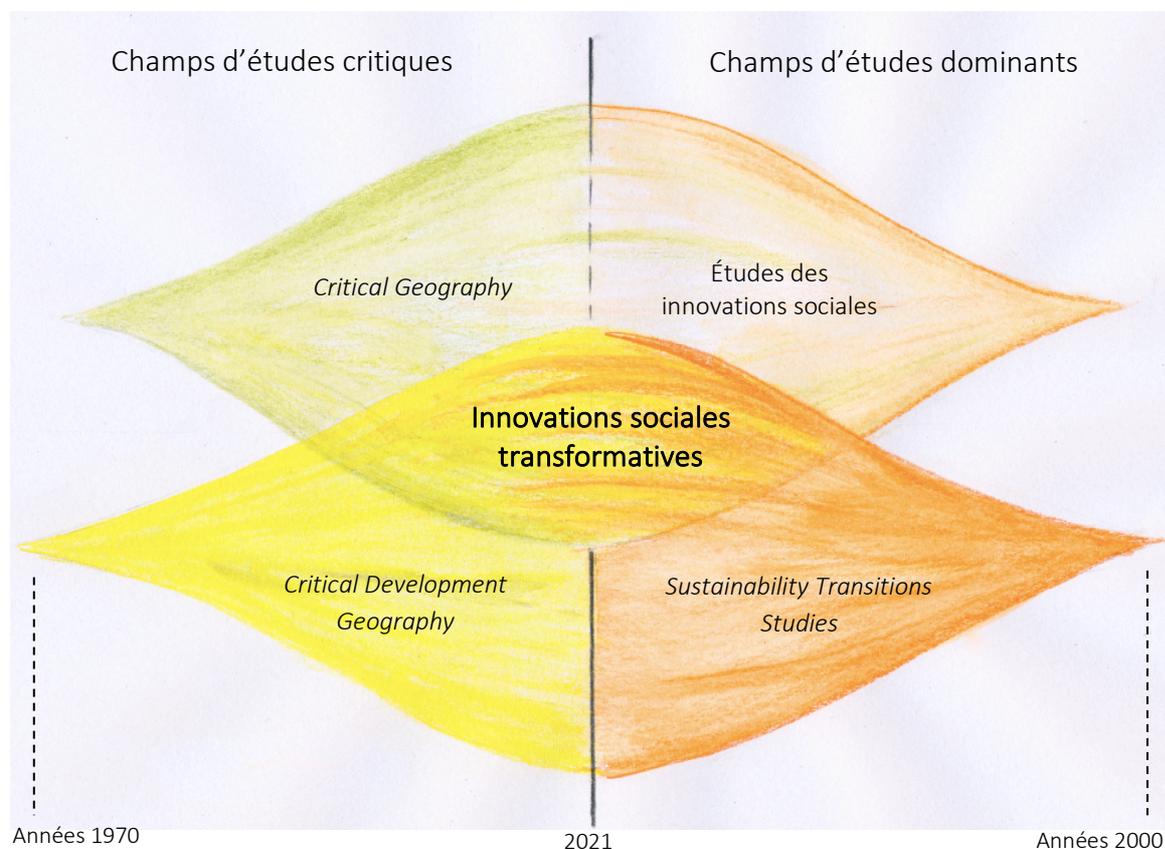
Développer un appareil conceptuel qui se nourrit de champs d'études si distincts, géographiquement (Suds versus Nords) et idéologiquement (critique versus normes modernes conventionnelles), nécessite des objets partagés. Parmi ceux-ci, les initiatives citoyennes alternatives constituent un objet commun particulièrement visible et de plus en plus étudié. Dans un premier temps, il est nécessaire de définir plus précisément ces initiatives citoyennes alternatives. Une multitude de désignations existe dans la littérature foisonnante sur ces initiatives. Les travaux qui s'inscrivent dans les *Sustainability Transitions Studies*, mobilisent les notions d'« innovations sociales transformatives » (Avelino *et al.*, 2014, 2020 ; Haxeltine *et al.*, 2016 ; Koop *et al.*, 2016 ; Kunze et Avelino, 2015 ; Pel *et al.*, 2017), de *grassroots innovations for sustainability* (Feola et Butt, 2017 ; Martiskainen, 2017 ; Seyfang et Haxeltine, 2012 ; Seyfang et Smith, 2007b ; Smith *et al.*, 2016, 2017) ou encore de *sustainability innovations* (Hargreaves *et al.*, 2012). Au sein des courants critiques, elles sont désignées comme *alternatives to development* (Escobar, 1995), *grassroots movements* (Esteva et Prakash, 1998), utopies réelles (Wright, 2017) *nowtopias* (Demaria *et al.*, 2019), *prefigurative social movements* (Monticelli, 2018) ou *alternatives* tout court (Temper *et al.*, 2018). La géographie critique a fait émerger des notions telles que *transformative sites* (Schmid, 2019 ; Schmid et Smith, 2020), *autonomous geographies* (Pickerill et Chatterton, 2006), *counterspaces* (Nicolosi, 2020) *geographies of the future* (Jeffrey et Dyson, 2020) ou encore « interstices territoriaux innovants et solidaires (ITIS) » (Glon et Pecqueur, 2020).

Ces désignations sont aussi diverses que les facettes que les auteur·es souhaitent souligner. Certaines réfèrent à l'autonomie, l'anticipatoire et le préfiguratif, d'autres à l'altérité, à l'innovation, au mouvement par le bas, d'autres encore soulignent leur soutenabilité. Ce qu'elles ont en commun est qu'elles désignent des niches au sein de régimes dominants

(dans le langage des *Sustainability Transitions Studies*), ou des marges dans la matrice dominante du pouvoir-savoir (dans le langage des courants « post- » de la *Critical Development Geography*), des exceptions à la règle (aux métarègles). Elles attirent le regard vers l'expérimentation d'un « vivre autrement » tout en lui accordant un potentiel transformatif. Par la suite, j'adopterai la notion d'innovations sociales transformatives (voir partie 3, chapitre 2.3), car elle nomme deux facettes de ce type d'initiatives que je souhaite explorer ici : l'émergence de pratiques et imaginaires innovants et disruptifs (innovation sociale) et les dynamiques de transformation qui y sont liées (transformative).

Pour analyser le potentiel transformatif des innovations sociales, je me placerai à l'intersection entre, d'un côté les *Sustainability Transitions Studies* qui intègrent les études des innovations sociales, et de l'autre côté les courants « post- » de la *Critical Development Geography*, qui eux se recoupent partiellement avec les études critiques et notamment la *Critical Geography*, en SHS (figure 18).

Figure 18 : Une analyse à l'intersection entre champs d'études critiques et champs d'études dominants



Source : L'auteure

Je mobiliserai des concepts présentés et discutés dans les parties 2 et 3 et notamment ceux retenus dans la conclusion intermédiaire de la partie 3. Un premier ensemble de concepts concerne l'analyse de « l'émergence du nouveau » dans et par ces initiatives. Cet ensemble concerne autant des notions servant à saisir le moteur que le contexte de ces émergences. Aux côtés des notions d'innovation sociale et de niche, je mobiliserai les concepts a-normatifs de déconstruction du savoir-pouvoir, de reconstruction, d'hybridité et d'ontogenèse. Le deuxième ensemble concerne l'analyse de la diffusion plus large du nouveau émergent. Je reprendrai l'idée de la transformation des régimes par les niches, tout en poursuivant le regard a-normatif et spatial en mobilisant les notions de territorialités divergentes et de conflits ontologiques (figure 19).

Figure 19 : Concepts mobilisés pour l'étude des innovations sociales transformatives

Champ/courant	Concepts pour étudier l'émergence du nouveau	Concepts pour étudier la diffusion et la transformation
Sustainability Transitions Studies (approche par les innovations sociales transformatives)	Innovations sociales Niches	Perspective multi-niveaux niche-régime-paysage métarègles
Courants post-de la Critical Development Geography	Décolonisation du savoir-pouvoir Reconstruction identitaire Ontogenèse Hybridité	Conflits ontologiques Territorialités divergentes

Source : L'auteure

Il est important de préciser encore certaines limites de cet exercice, que j'expliquerai ci-dessous, en quatre temps.

La transformation sociétale par les innovations sociales - sans glorification

Les initiatives alternatives citoyennes sont souvent considérées comme utopistes et incapables de produire un nouveau modèle sociétal viable (voir aussi les critiques faites au courant des *Postdevelopment Studies* dans les années 1990/2000). Les chercheur-es

risquent de leur accorder une trop grande capacité à agir et à résoudre les problèmes sociaux (Cajaiba-Santana, 2014). En effet, ces initiatives ne sont pas intrinsèquement « bonnes » pour la société. Comme tout phénomène social, elles tendent à avoir des avantages inégalement répartis et parfois même des conséquences nettement indésirables (Haxeltine *et al.*, 2017b). Aussi, leur pouvoir d'influencer le jeu d'acteur-es établi reste à démontrer. Je conçois ici que les acteur-es de ces initiatives soient porteur-es de certains principes intéressants pour penser la soutenabilité – posture assumée de chercheur-e - mais je ne vise pas à prouver que ces initiatives représentent la solution unique des problèmes sociaux à résoudre. Je tiens à préciser que le but de ce volume est d'explorer des outils conceptuels qui permettent d'étudier ce phénomène de manière aussi a-normative que possible afin de pouvoir cerner des transformations vers un « ontologiquement différent ».

Des transformations intentionnelles – un objet d'études parmi d'autres

Ma manière d'approcher les innovations sociales s'inscrit dans une approche actantielle et relationnelle. Elle donne de l'importance à l'intention dans l'acte ou la pratique (voir Giddens, 1984 ; Werlen, 1995).⁸⁴ Des changements de pratiques et de relations non intentionnelles, par imitation ou imposés par le pouvoir d'en haut, contribuent également à des transformations profondes, mais ils seront moins thématés dans mes démonstrations.

Entre le temps des chercheur-es et le temps des transitions sociétales : reconnaître un problème de temporalité

Quand un-e chercheur-e s'engage dans l'étude de transformations sociétales sur le terrain, il se pose indéniablement un problème de temporalité. Des changements fondamentaux des sociétés s'inscrivent dans le temps long et le temps de la recherche est infiniment plus court que le changement d'une trajectoire sociétale. Qu'est-ce qui nous est alors permis de comprendre et d'interpréter dans le temps court d'un projet de recherche ? Comme le montrent Kanger et Schot dans leur discussion de la *deep transition* (2019), les niches observées peuvent émerger et disparaître, et la transformation de certains régimes (qu'il nous est encore permis de saisir le temps d'une vie de chercheur-e) peuvent être insuffisantes à changer des métarègles (pour rester dans la terminologie de Kanger et Schot). Ces limites avertissent les chercheur-es à ne pas tirer des conclusions hâtives, mais

⁸⁴ Certain-es auteur-es avertissent même sur le risque de leur attribuer plus d'intentionnalité que justifié (Franz *et al.*, 2012 ; Haxeltine *et al.*, 2017a).

elles ne devraient pas nous empêcher non plus de prêter attention aux éventuelles ruptures ontologiques et nous demander en quoi elles consistent.⁸⁵

Une approche qui reste anthropo-centrée

Selon les approches « post- », les mondes à découvrir devraient être compris comme des mondes relationnels, incluant les relations avec les non-humains (Blaser, 2010 ; Braun et Whatmore, 2010 ; Coole et Frost, 2010 ; Ingold, 2011, 2013 ; Descola, 2013a, 2013b). Je tenterai de le faire, tout en reconnaissant que mon regard sera anthropocentrique et n'intégrera pas (encore) les approches écologiques postconstructivistes. Je suis personnellement convaincue qu'il s'agit là aussi d'un pas scientifique crucial à franchir sur le chemin visant à se défaire de l'épistème moderne. Ce sujet, entre autres, va m'occuper dans mes futures recherches.

Avant de présenter mes propositions à partir de mes recherches sur les innovations sociales transformatives en milieu montagnard, il me reste à présenter brièvement mes terrains dans le prochain sous-chapitre.

1.3 Le terrain : les innovations sociales transformatives dans l'espace rural montagnard

Le matériau empirique sur lequel je m'appuierai par la suite provient d'études sur les innovations sociales que j'ai réalisées ensemble avec des équipes de recherche au sein de deux programmes. Le premier, intitulé « Innovations sociales et développement territorial » s'inscrivait dans le Work Package 3 « Transmission et innovations » du programme ANR « Innovations autour de la valorisation des spécificités locales dans les arrière-pays méditerranéens » (*Med Inn Local*), coordonné par l'IRD (2014 à 2018). Le second faisait partie du programme interdisciplinaire LabEx *Innovation et Territoires en Montagne* (ITEM) de l'Université Grenoble Alpes (2013-2019). Il est aujourd'hui prolongé sous le nom de « *TransforMont* »⁸⁶ dans le LabEx renouvelé « Innovations et Transitions en Territoires de Montagne - ITTEM » (2020-2025) (pour plus de détails, voir volume 1 du dossier d'HDR : parcours scientifique).

Grâce à ces deux programmes, 279 innovations sociales - définies comme des actions collectives en rupture avec le modèle et les pratiques dominantes et qui répondent aux

⁸⁵ Le sociologue Norbert Elias, un des rares chercheurs qui s'est penché sur une telle question scientifique dans son livre *La civilisation des mœurs*, avait pu cerner la transformation sociétale entre le Moyen-Âge et l'Époque moderne en se basant sur des documents d'archives qui couvrent plusieurs centaines d'années (Elias, 1939) !

⁸⁶ Voi aussi : <http://collecti.cc/transformont/?DeF>

enjeux de la transformation sociétale - ont pu être recensées et caractérisées dans les Alpes françaises et le Massif Central.⁸⁷ Aussi, six enquêtes qualitatives ont été menées dans des territoires qui montrent une relative concentration d'initiatives (au-delà de 10), afin de mieux comprendre leur émergence et leurs capacités à transformer les territoires.

Les observations et entretiens qualitatifs sur lesquels se base l'analyse que je présenterai dans les chapitres suivants ont été entrepris dans quatre territoires : les Monts d'Ardèche, la Drôme, le pays de Trièves dans le Vercors et la basse vallée de Suse (Italie). Chacune des études a été portée par un thème spécifique (voir figure 20) et fut réalisée par des stagiaires sous ma direction (à l'exception de Rosalie Perros, encadrée par Pierre-Antoine Landel). Ces stagiaires ont fourni les entretiens retranscrits et ont rendu les résultats sous forme de mémoires de master ou de rapports de stage). Les résultats sont stockés dans la base de données du projet *TransforMont* et accessibles aux chercheur-es impliqué-es.

Figure 20 : Terrains d'études, nombre d'entretiens et rendus

Territoire	Thème	Nombre d'entretiens	Rendu	Nombre d'entretiens utilisés pour ma démonstration
Monts d'Ardèche	Motivations, valeurs, savoirs, innovation, transmission	18	Lucas, Florian (2014), <i>Innovation et développement territorial alternatif dans l'arrière-pays d'Ardèche méridionale</i> , mémoire, Mémoire de master 2, Univ. Grenoble Alpes.	8
Monts d'Ardèche	Rapports initiatives alternatives et collectivités territoriales	22	Caussanel, Jérémy (2017) <i>Processus de territorialisation de l'innovation sociale. Analyse et caractérisation des relations entre collectivités territoriales et acteurs de l'innovation sociale</i> . Mémoire de master 2, Univ. Grenoble Alpes.	14
Monts d'Ardèche	Imaginaires, valeurs, savoirs, pratiques, transmission, diffusion, alternative versus mainstreaming	29	Lopez Merino, Pedro (2015) <i>Agroecology – A potential for social transformation? A discussion based on a field study in the Ardèche department</i> , Mémoire de master 2, Univ. Grenoble Alpes.	12
Drôme	Savoirs traditionnels, hybridation,	30	Lucas, Florian (2014) <i>Innovation et développement territorial alternatif dans la Drôme</i> , Rapport de stage,	6

⁸⁷ <http://collecti.cc/transformont/?CartE>

	transmission, capacitation		LabEx ITEM, Université Grenoble Alpes.	
Trièves	Caractéristiques des innovations sociales	25	Lamy, Edouard (2016) <i>Les innovations sociales dans le territoire du Trièves</i> , Mémoire de master 2, Univ. Grenoble Alpes.	2
Vallée de Suse	Caractéristiques des innovations sociales valeurs, pratiques, contexte politique, impact territorial	27	Perros, Rosalie (2015) <i>Identification et analyse des processus d'innovation sociale, en parallèle de la lutte No TAV (LGV Lyon-Turin) dans la vallée de Suse, Italie</i> . Rapport de stage, LabEx ITEM, Université Grenoble Alpes.	20

Au total, 151 entretiens qualitatifs ont été réalisés autour des questions des motivations des acteur-es, des valeurs, des savoirs mobilisés, des pratiques, de la transmission et de la diffusion, et des relations avec les institutions territoriales. J'ai entrepris personnellement 18 entretiens supplémentaires. A part quatre entretiens personnels fléchés sur les manières d'être (relevant de la question ontologique)⁸⁸, ces entretiens retranscrits, les mémoires et rapports n'avaient pas été spécifiquement conçus par rapport à l'ambition et aux questionnements de ce volume inédit, mais ils ont été source d'inspiration pour les démonstrations qui suivront.⁸⁹ Je me suis notamment appuyée sur 62 de ces entretiens retranscrits. Les démonstrations à partir de ces quatre terrains présenteront certains résultats des études mentionnées, mais surtout des réinterprétations du matériel collecté dans le cadre de pensée que j'ai établi dans ce volume.

Afin de donner une vue d'ensemble sur le phénomène des initiatives citoyennes alternatives dans le milieu montagnard et plus spécifiquement dans les quatre territoires en question, je présenterai en grandes lignes les résultats d'une analyse quantitative des

⁸⁸ La restitution, dans ce volume, du contenu de ces quatre entretiens a été soumis aux interviewé-es pour lecture et commentaires. Leurs remarques ont été prises en compte dans la version finale ici.

⁸⁹ Dans le cadre des projets de recherche collectifs, je me suis particulièrement intéressée aux principes sur lesquels ces activités reposent et aux modes de mise en actes de ces principes, à la circulation des savoirs et aux formes de leur dissémination (Koop, 2020 ; Koop *et al.*, 2016 ; Koop et Senil, 2016 ; Landel *et al.*, 2018). Dans un premier temps, ces recherches étaient théoriquement ancrées dans les études des innovations sociales, que je considérais comme une entrée intéressante pour approcher les initiatives alternatives dans ces territoires. Je me suis alors rapidement concentrée sur la notion d'innovation sociale transformative, qui permettait de faire le lien avec le cadre heuristique des *Sustainability Transitions Studies* (Koop *et al.*, 2019). Ce n'est qu'au cours de notre travail collectif que je me rendais compte que j'avais parfois une appréhension des phénomènes étudiés légèrement en décalage de celle de mes collègues, très ancrés et compétent-es dans le domaine de l'approche territoriale. Je sentais la présence de mon bagage épistémologique qu'est la géographie critique du développement dans ma manière de questionner les dynamiques et de les analyser (voir volume 1 de ce dossier d'HDR). C'est ainsi que j'ai commencé à m'intéresser au sujet que je présente dans ce volume inédit.

initiatives recensées sur la plateforme, réalisée par Johann Welker, stagiaire en master et en appui à notre équipe (Welker, 2020).

Le foisonnement d'initiatives citoyennes alternatives en milieu montagnard

En premier lieu, il est important de souligner que l'existence d'initiatives engagées dans la transition au sein de l'espace rural montagnard est loin d'être un phénomène singulier. Les 269 initiatives recensées sur la plateforme *TransforMont* font partie d'un foisonnement de projets en Europe occidentale depuis deux décennies. Il est difficile de chiffrer ces initiatives, car elles émergent par le bas, de manière spontanée. Les recensements tentés par certaines associations et organismes ne sont centralisés nulle part. En France, des sites web comme « utopies concrètes »⁹⁰ ou encore celles du Mouvement Colibris⁹¹ présentent des cartes regroupant les bases de données de mouvements divers (Citoyens en transition, Oasis Colibris, Caravane des alternatives, Portail Bastamag, etc.). La plateforme du mouvement Colibris, qui « accompagne des citoyen·nes qui agissent ensemble pour créer un mode de vie plus écologique et solidaire dans leurs quartiers, leurs villes, leurs régions », est l'une des plus fournies. Elle permet de donner un ordre de grandeur approximatif : plus de 10 000 initiatives locales dites « engagées dans la Transition » en France y sont recensées : vente directe de producteurs, AMAP, écoles alternatives, éco-habitat, etc. (figure 21).

⁹⁰ <http://utopies-concretes.org/#/fr>

⁹¹ <http://www.colibris-lemouvement.org>

Figure 21 : Nombre approximatif d'initiatives dites « engagées dans la transition » en France recensées par le mouvement Colibris



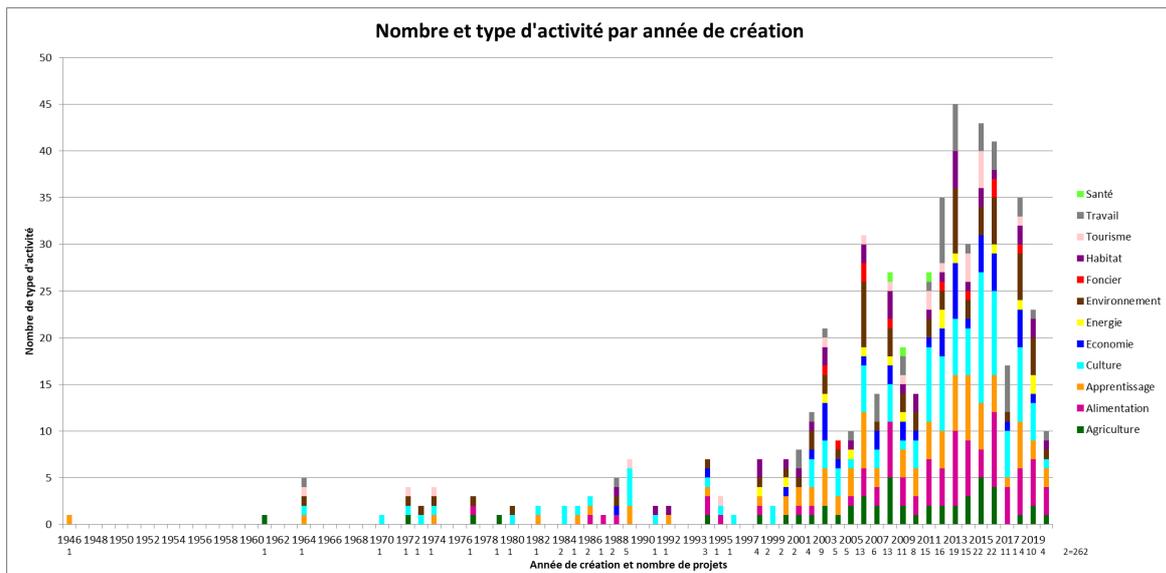
Source : Le Mouvement Colibris⁹²

Le foisonnement de ces initiatives est un phénomène récent qui couvre tous les domaines de la vie, allant de l'habitat à la santé, en passant par l'alimentation, la production de biens, de services et d'énergie, la protection de l'environnement, la formation et les activités culturelles, comme le montre le recensement⁹³ réalisé au sein du projet *TransforMont* (figure 22).

⁹² <https://www.colibris-lemouvement.org/passer-a-laction/agir-quotidien/carte-pres-chez-nous> (accédé le 15/01/2021)

⁹³ Le recensement s'est opéré sur le terrain à l'aide de la technique « boule de neige » et a été complété par des recensements disponibles par région (tels que <https://www.oui-transition07.org/>) et à l'échelle nationale (<http://utopies-concretes.org/#/map>) sur les sites web d'associations.

Figure 22 : Types d'initiatives et nombre de créations d'initiatives alternatives par année



Source : Johanna Welker (2020), à partir de la base de données TransforMont

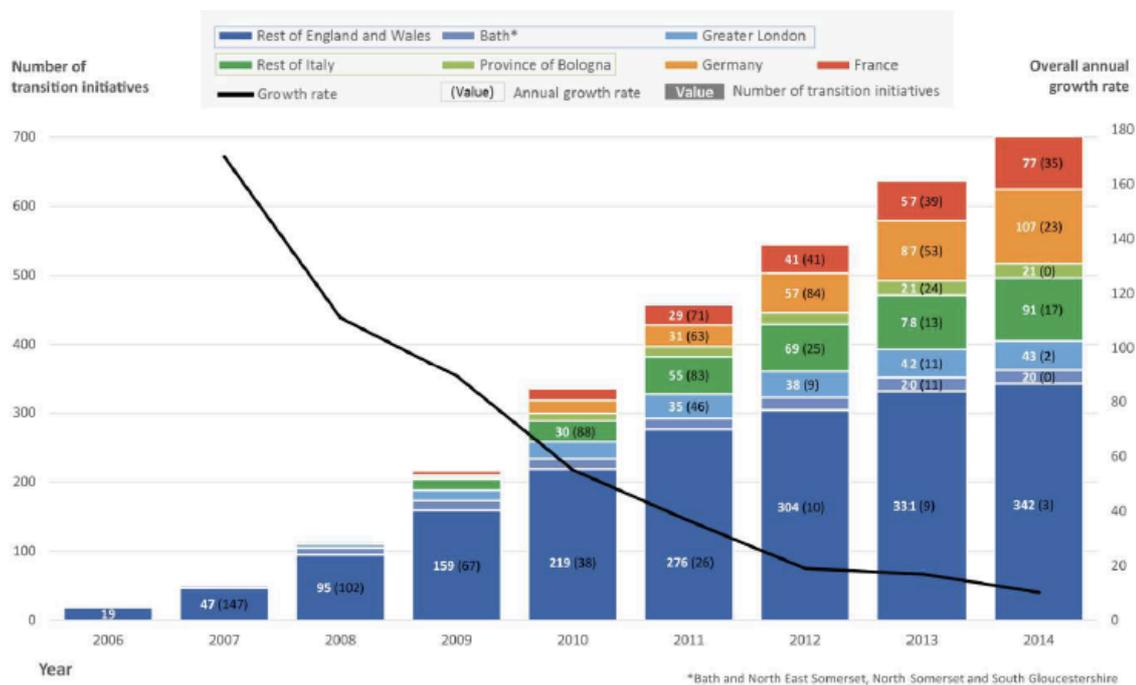
Une dynamique qui se tasse ?

Le diagramme ci-dessus indique aussi une croissance exponentielle entre 2000 et 2015, croissance qui est indiquée plus généralement pour un bon nombre des pays de l'Europe occidentale dans des publications sur les innovations sociales (Moulaert *et al.*, 2013).

Il nous est difficile d'interpréter la réduction dans la création d'initiatives⁹⁴ dans nos terrains d'études depuis 2015. Deux de nos hypothèses à vérifier sont que les territoires à forte densité d'initiatives ont atteint un seuil de saturation dans les divers domaines d'activité et/ou qu'une gentrification, accompagnée de la hausse des prix immobiliers ait eu lieu. En tous les cas, il est intéressant de constater que ces résultats se recourent avec ceux d'une étude sur l'émergence et la diffusion des *Transition Town Initiatives (TTI's)*, réalisée par Giuseppe Feola et Mona Him dans quatre pays européens (seule étude quantitative approximativement comparable sur le sujet à ce jour). Les chercheurs constatent une diminution constante du nombre de créations de nouvelles de TTI's au cours des années. Le « tassement » s'instaure notamment dans les pays à forte densité, la Grande-Bretagne, en occurrence (figure 23).

⁹⁴ Les dates de « création d'initiatives » ont été recensées à partir des dates de leur formalisation : création d'associations, SCIC, SCOP et autres formes organisationnelles.

Figure 23 : Évolution du nombre cumulatif d'initiatives de transition (Grande-Bretagne, Italie, Allemagne, France)



Source : Feola et Him, 2016, p. 2113

Un fait marquant : la multi-activité

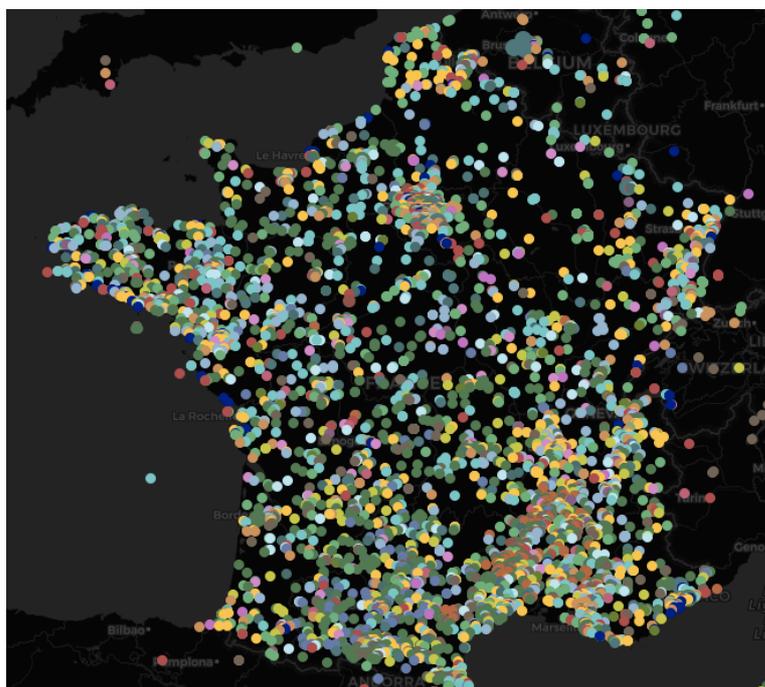
La plupart des projets que nous avons recensés se distingue par la multi-activité, un fait qui indique la visée holistique de bien des projets. 64 % des initiatives sont actives dans au moins deux domaines, 27 % dans trois ou plus. Ainsi par exemple, les projets en agro-écologie s'engagent souvent dans l'activité de formations pour transmettre leur savoir, de nombreux projets d'éco-habitat allient l'habiter avec la production et la vente de produits agricoles et avec la production autonome d'énergie verte, etc.

Les objectifs principaux qui ont motivé les acteur·es à s'engager dans ces projets sont pour 50 % le développement durable voire la transition écologique, pour 42 % le vivre ensemble, 30 % la transmission du savoir à partir de projet d'éducation et de formation, pour 34 % la solidarité et la réduction des inégalités et pour 18 % l'économie alternative. L'engagement dans le développement territorial en tant que cause initiale a été indiqué par 22 % (un choix multiple était possible pour répondre à cette question).

Un phénomène des centres comme des marges

Finalement, il est intéressant de noter que le foisonnement d'initiatives visant un « vivre autrement » plus soutenable ne se restreint pas à des espaces en marge des régions économiquement prospères selon les critères conventionnels. Ainsi par exemple, la carte du site Utopies concrètes⁹⁵ montre une densité dans les Pyrénées et dans les Alpes qui est loin d'être en dessous de la moyenne nationale (figure 24). L'hypothèse que ces initiatives soient autant présentes dans les centres que dans les marges peut être posée.

Figure 24 : Répartition géographique des initiatives alternatives en France



Source : Utopies concrètes⁹⁶

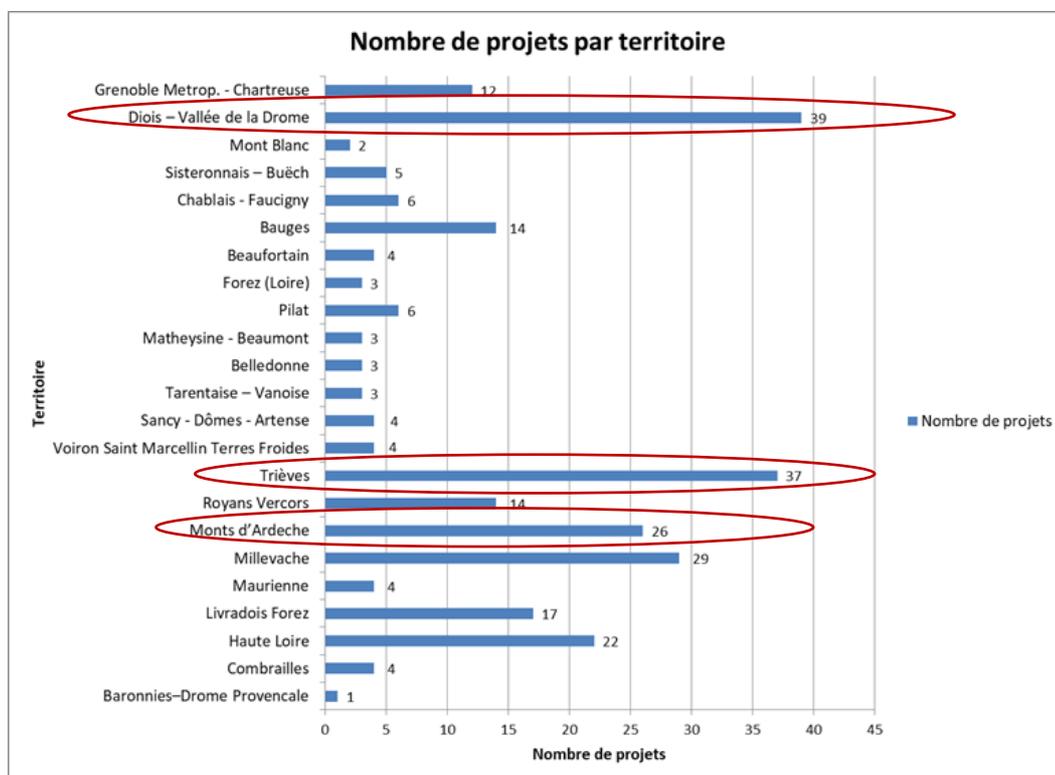
Focus sur les quatre terrains d'études

Dans les quatre territoires dans lesquels nous avons réalisé les études qualitatives et sur lesquelles se basent mes explorations-démonstrations qui suivent, entre 26 (Monts d'Ardèche) et 39 (Drôme) projets citoyens ont été recensés. D'autres territoires à densité forte d'initiatives sont les Bauges, la Chartreuse, Royans Vercors, le plateau de Millevaches, les Monts du Livradois et le territoire de la Haute Loire (figure 25).

⁹⁵ <http://utopies-concretes.org/#/fr>

⁹⁶ <http://utopies-concretes.org/#/map>

Figure 25 : Nombre de projets recensés par territoires de moyenne montagne (Alpes françaises et Massif central)



Source : (Welker, 2020)



Terrain d'enquête pris en compte pour l'exploration-démonstration de ce volume

Les quatre territoires montagnards pris en compte pour l'exploration-démonstration qui suit se distinguent par leur faible densité de population, leur éloignement des centres urbains (entre 30 et 100 km) et par un important exode rural dans les années 1950 à 1980. Ils se caractérisent par une activité agricole légèrement plus élevée que la moyenne nationale et une activité industrielle inférieure. Une autre caractéristique commune est leur requalification relative par le tourisme d'une part et par le phénomène des résidences secondaires de l'autre. De plus, ils ont tous vu une multiplication importante de projets alternatifs à partir des années 2000.

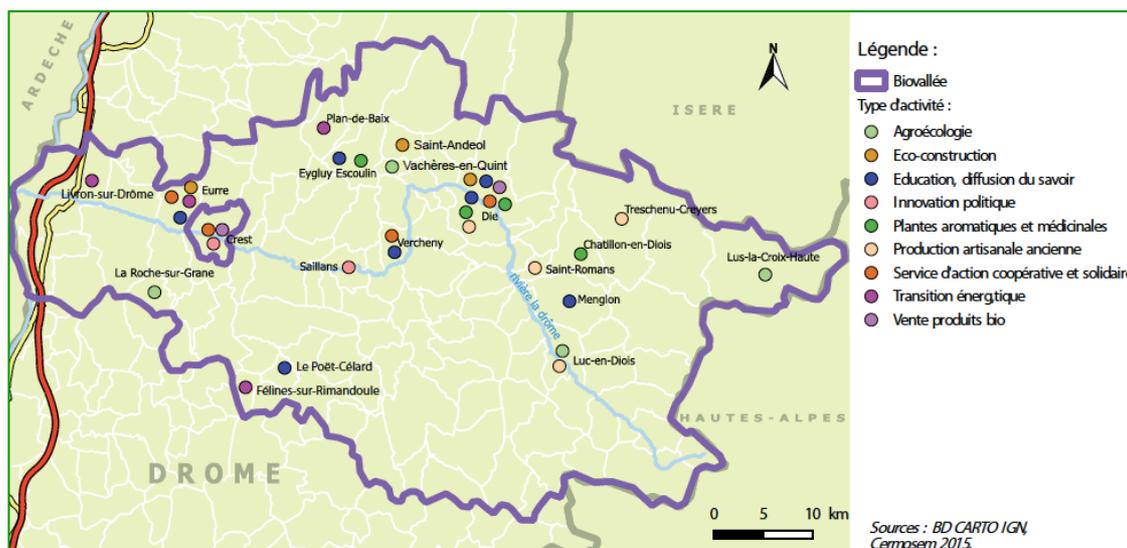
Figure 26 : Innovations sociales dans la basse vallée de Suse par type d'activité



Source : Perros (2015)

La vallée de Suse (Italie), longue d'une centaine de kilomètres, relie le col de Montgenèvre à la métropole turinoise. Elle compte 76 000 habitants réparti-es dans 37 communes. La haute vallée est une zone de haute montagne dont l'économie est dédiée au tourisme estival et surtout hivernal. La basse vallée est marquée par une longue histoire industrielle. Cette dernière est traversée par deux routes nationales, une voie ferrée et une autoroute. Elle constitue un lieu de passage historique. Depuis quelques années, elle est au centre d'une importante contestation du projet de TGV reliant Lyon à Turin. Elle a fait naître un imaginaire de territoire « résistant » et « alternatif » et vu l'émergence de nombreuses initiatives citoyennes alternatives.

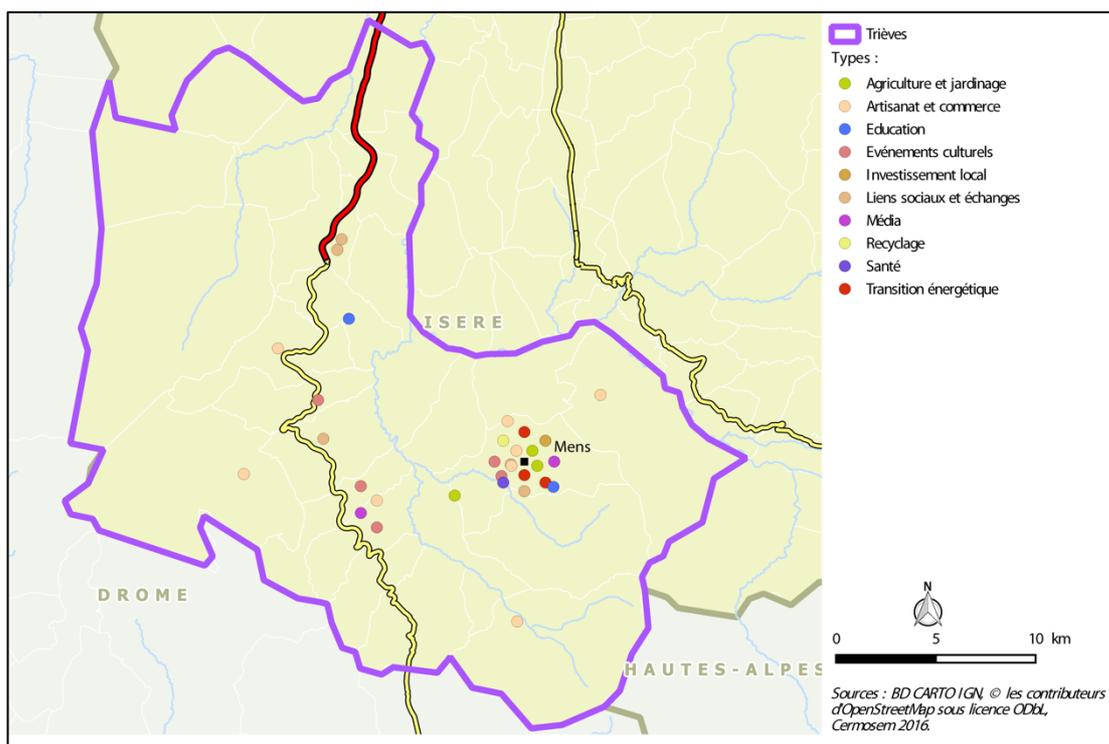
Figure 27 : Innovations sociales dans le bassin versant de la Drôme par type d'activité



Source : Lucas (2015)

La Biovallée, bassin versant et en même temps marque associée à la Vallée de la Drôme, relie le territoire du Diois, emblématique des montagnes méditerranéennes avec une densité de 8 habitant·es /km², à la vallée du Rhône. Sur une superficie de 2 200 km², elle rassemble 54 000 habitant·es réuni·es dans 103 communes. Forte d'un grand nombre d'acteur·es impliqué·es dans des innovations sociales, le territoire a fait l'objet entre 2009 et 2014 d'un important programme public visant à faire de la vallée un territoire de référence en termes de développement durable, le programme « Biovallée ».

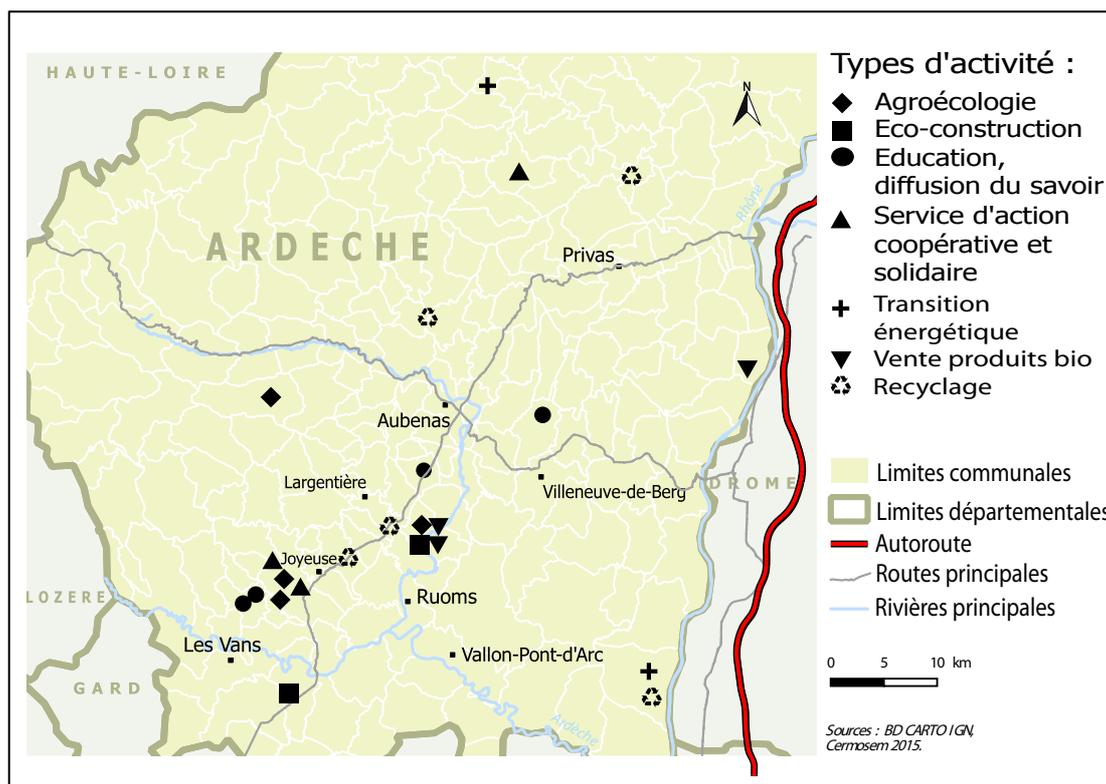
Figure 28 : Innovations sociales dans le Trièves par type d'activité



Source : Lamy (2016)

Le Trièves est un territoire de moyenne montagne situé dans le département de l'Isère, à une trentaine de kilomètres au sud de la métropole grenobloise. On y compte 9 500 habitant-es, réparti-es sur 28 communes membres de la Communauté de communes du Trièves. Il est traversé par d'importantes voies de communication et le projet d'autoroute Grenoble-Gap y a fait l'objet de fortes contestations, qui ont abouti à son abandon à la fin des années 1980. L'agriculture y reste une activité dominante, avec un engagement permanent dans une dynamique d'innovation, marquée par la présence du centre Terres Vivantes, active dans la transition agro-écologique depuis 40 ans. Les premières initiatives alternatives datent des années 1960/70. On note cependant une très forte croissance de projets visant la transition sociale et écologique, avec une concentration dans la commune de Mens.

Figure 29 : Innovations sociales dans l'Ardèche méridionale par type d'activité



Source : Lucas (2014)

L'Ardèche méridionale est un vaste territoire qui s'étend de la montagne ardéchoise à la vallée du Rhône, traversé par la vallée de l'Ardèche. Après un fort exode rural et l'arrivée de néo-ruraux dans les années 1960 à 1980, un accroissement significatif de la population (supérieur à 1 % par an), s'est réalisé depuis les années 1980. Le développement de l'activité touristique, polarisé aujourd'hui sur la Caverne du Pont d'Arc (réplique de la grotte Chauvet), est accompagné de l'affirmation d'innovations sociales portées par différentes générations d'arrivants (Rouvière, 2015).

Tout comme ce fut le cas pour l'ensemble des 269 initiatives, le recensement de l'année de création des projets dans ces quatre territoires indique une courbe exponentielle de croissance à partir du début des années 2000. Les activités recensées sont diverses et variées. Il peut s'agir de la revitalisation de l'agriculture familiale par l'agriculture biologique, de la mise en place de circuits courts entre producteur·es et consommateur·es, allant souvent de pair avec la mise en valeur de produits agricoles traditionnels et spécifiques au territoire (lavande et herbes aromatiques, petits vignobles, culture du chanvre, etc.), de la réalisation de nouveaux modes d'habiter, du recyclage hors des circuits classiques de traitement des déchets, ou encore de la création de produits écologiques (savons, tisanes, habits, etc.). Nous avons également observé la multiplication de projets éducatifs reposant sur des pédagogies alternatives et de formations à l'écologie (p. ex. en

permaculture, agro-écologie et éco-habitat). Le développement d'énergies renouvelables voit le jour. Des espaces de coworking, très en vogue dans les espaces urbains, regroupant des créateur-es d'activités dans des domaines divers tels que l'artisanat, la création artistique, la communication, le tourisme, la préservation des patrimoines, l'édition, les services à la personne, existent aussi. La plupart de ces projets se caractérisent par de nouveaux modes de gouvernance horizontale (Koop et Landel, 2018).

Ce que ces territoires ont en commun est leur situation de marge dans le monde conventionnel. L'utilisation de critères scientifiques conventionnels les fait apparaître comme géographiquement plus ou moins éloignés des centres, ayant une densité de population et d'infrastructures (physiques et sociales) et une activité économique plus faible que la moyenne nationale. De plus, la densité institutionnelle, vecteur de l'application et de la pérennisation de normes conventionnelles, y est moindre. C'est probablement pour ces raisons qu'innover dans ces marges « porteuses d'une moindre charge symbolique et politique » est plus facile (Antheaume et Giraut, 2002, p. 53). Toujours selon Benoît Antheaume et Frédéric Giraut, se référant à Strassoldo (Strassoldo, 1980), la marge « renvoie étymologiquement à l'idée de bord, d'extrémité ». Elles « existent par rapport à un espace administratif englobant et se caractérisent par l'atténuation des facteurs de cohérence qui définissent cette entité administrative. Par rapport au centre, cela engendre une atténuation du sentiment d'appartenance à la maille administrative, tandis qu'émergent de formes nouvelles de cohérence locale construites » (Antheaume et Giraut, 2002, p. 54). Cette définition de la marge convient bien aux territoires étudiés ici. En effet, les espaces pour expérimenter un « vivre autrement » sont plus facilement accessibles que dans les centres (pour l'accès à la terre voire des locations de bâtiments moins coûteuses) et nous avons pu observer que les municipalités de ces territoires agissent généralement en faveur de l'accueil de nouvelles populations et d'activités.

2. Cerner la transformation sociétale par la dimension ontologique des innovations sociales transformatives

Photo 1 : « Changez vos êtres », insigne sur un camion de l'association Changement de Cap



Photo : L'auteure (2019)

Étudier les innovations sociales transformatives dans les Nords devrait être compris comme un défi scientifique semblable à celui qui se pose à la *Critical Development Geography* étudiant « l'autre », « l'ailleurs », dans les Suds - telle est la posture que j'adopte dans ce chapitre. Pour comprendre si et en quoi les pratiques, relations et imaginaires qui émergent à partir d'initiatives alternatives sont en rupture avec les normes conventionnelles, il faut admettre qu'ils se situent potentiellement en dehors de l'ontologie moderne, et c'est ce que font implicitement ou explicitement les courants « post- » de la *Critical Development Geography*.

Jusqu'à présent, la littérature sur les innovations sociales transformatives n'aborde pas de front la question de l'altérité des innovations sociales dans le sens d'un « ontologiquement différent ». Même si l'idée du « disruptif » (qui pourrait potentiellement être mise en relation avec le changement ontologique) est présente dans les définitions de l'innovation des *sustainability transitions*, elle n'est pas travaillée en profondeur - c'est du moins mon constat à partir de ma veille des publications dans le domaine. Le regard que posent les courants « post- » de la *Critical Development Geography* sur les groupes sociaux en marge

des régimes hégémoniques et qui luttent pour le droit de vivre autrement (les subalternes, les peuples autochtones et les mouvements sociaux) (voir partie 2, chapitre 4), peut alors contribuer à comprendre plus finement l'altérité de ces initiatives.

Ainsi, ma première proposition est de concevoir les innovations sociales transformatives comme un processus de mise en pratique de valeurs qui diffèrent de celles des régimes conventionnels et qui résulte d'un double mouvement de déconstruction-reconstruction identitaire (chapitre 2.1). La deuxième proposition approfondit la précédente. Elle interprète ce processus comme une production de sens « autre(s) » et invite à comprendre le caractère disruptif des innovations sociales au prisme de cette production de sens « autre(s) » (chapitre 2.2). Ces propositions permettent de re-définir l'innovation sociale transformative comme la fabrique de nouveaux sens.

2.1 Proposition 1 : Concevoir les innovations sociales transformatives comme la mise en pratique de valeurs « autres »

La proposition

Les approches des courants « post- » (études postcoloniales, décoloniales et du postdéveloppement) invitent les chercheur·es à étudier l'émergence des initiatives citoyennes alternatives comme un processus qui se caractérise par un double mouvement de déconstruction et de reconstruction (voir partie 2, chapitre 4). Certes, ils abordent ce double mouvement en termes de colonialité⁹⁷ et de décolonialité⁹⁸, des concepts référant aux formes de domination et d'oppression dans les rapports sociaux de pouvoirs - ce qui n'est pas le sujet que je propose de discuter ici. En regard de mon questionnement, la compréhension de l'innovation sociale comme un double mouvement de déconstruction et de reconstruction me semble intéressante pour inciter les chercheur·es à comprendre l'innovation sociale comme la production et la mise en pratique de valeurs alternatives. Les acteur·es engagé·es dans ces initiatives citoyennes alternatives remettent effectivement en question certaines normes de la modernité. Poser la question de ce dont iels se défont peut permettre de comprendre d'avantage le monde qu'iels construisent et comment iels

⁹⁷ Pour rappel : La notion de « colonialité » désigne les mécanismes de maintien dans le présent, des rapports de pouvoirs inégaux construits durant la colonisation des Suds. Ils concernent de multiples formes de dominations dans les rapports sociaux de pouvoirs passés et actuels - la « colonialité du pouvoir-savoir » dans le vocabulaire des *Decolonial Studies* (Quijano, 2000) (voir partie 2, chapitre 4).

⁹⁸ Pour rappel : la décolonialité des savoirs peut être comprise comme un reversement épistémologique (Clément, 2020 ; Hunt, 2014 ; Bhabra, 2014 ; Noxolo, 2017, 2008 ; Torres-Maldonado, 2011 ; Radcliffe, 2017b). Il s'agit de la « recherche de liberté tout en mettre en question le raisonnement qui sous-tend la modernité, puisque la modernité est en fait une facette de la matrice coloniale du pouvoir-savoir » (Quijano, 2007) (voir partie 2, chapitre 4).

le construisent. Concrètement, il me semble instructif d'analyser le processus de conscientisation des normes et valeurs dont iels veulent se défaire. Quels événements, quelles réflexions ont mené les acteur-es à s'engager dans une vie qui se distingue du conventionnel ? Comment la distanciation renseigne alors la « reconstruction » de valeurs et de pratiques « autres » ? Par la suite, je dessinerai quelques pistes de réponses à partir de nos études de cas.

L'exploration-démonstration

La distanciation par rapport aux normes dominantes

Bien que nos études n'aient pas été spécifiquement orientées par la question de la prise de conscience des normes conventionnelles et la distanciation à celles-ci, certaines informations recueillies dans les entretiens permettent de documenter ce sujet et de donner des pistes à explorer de manière plus large dans le futur.

Dans le cas des acteur-es enquêté-es, cette distanciation apparaît comme un processus individuel qui précède le moment de l'engagement dans un projet alternatif. Nos résultats se recoupent avec ceux d'une enquête publiée par Geneviève Pruvost sur les *Modes de vie alternatifs et engagement* (Pruvost, 2017) en France : leur niveau d'études est plus élevé que la moyenne nationale et la majorité n'a pas vécu des situations de pauvreté, d'exclusion ou d'oppression. Interrogées sur les raisons de leur participation à des projets alternatifs, la plupart des personnes ont évoqué la décision personnelle de changer leur vie de manière fondamentale. Les « alternatifs » ont alors volontairement abandonné leurs études et carrières professionnelles conventionnelles.

Au lieu d'événements déclencheurs collectivement subis et ressentis rapportés généralement dans les études décoloniales sur des populations opprimées (un projet d'accaparement de terres par exemple), nos entretiens révélaient plutôt un malaise et un désenchantement progressif du monde qui les entoure, ressenti à l'échelle individuelle. De ce monde, iels parlent en termes plus ou moins radicaux. Certain-es allaient jusqu'à évoquer une « société à bout de souffle », une « prison » (Christophe⁹⁹, Ardèche) « cette soupe qu'on nous sert » et qui « a un sale goût » (Béa, Drôme), dans tous les domaines de leur vie : au travail, dans l'espace public et jusque dans leur vie privée. Le manque d'identification avec l'esprit de compétition qui règne dans le monde professionnel, avec la cadence effrénée du travail imposé, leur rejet de la surconsommation, le sentiment de l'impossibilité de s'épanouir, d'être déconnecté de « ce qui compte vraiment dans une vie » résulte alors dans un sentiment de « manque de sens » (Marie, Trièves). Le type de

⁹⁹ Pour préserver l'anonymat des interviewé-es, les prénoms ont été changés.

désaccord avec le sens donné aux choses matérielles et immatérielles au sein des régimes conventionnels demande toutefois à être plus creusé.

Revenons aux trajectoires individuelles qui ont mené à un engagement dans des voies non conventionnelles. Afin d'exprimer leur manque de satisfaction et leur volonté à s'engager personnellement en faveur d'un changement, beaucoup déclarent avoir eu recours, dans un premier temps, à des formes classiques d'engagement politique : au sein de partis politiques et/ou par le biais de l'engagement militant dans des mouvements sociaux. Or, toutes les personnes interviewées sur ce sujet attestaient de la prise de conscience que l'action politique devrait commencer par soi-même, et de la décision de franchir le pas vers un changement plus radical dans leur vie, comme l'exprime Sylvain (association Changement de Cap, Ardèche) : *« Ça suffit pas de critiquer, il faut l'incarner, il faut aller le chercher. Quand t'incarnes pas, ça sert à rien d'aller faire des théories derrière. Il vaut mieux aller se risquer, oser, prendre un peu, remballer son ego, plutôt que d'être attentiste, être écrasé par le poids du modèle et rester défaitiste, dans cette inertie qu'on sent beaucoup en France. 'Changer de cap', c'est dire 'allez, on tire les voiles', en espérant qu'on trouve autre chose au lieu d'aller se bouffer un mur ou un iceberg ».*

Les valeurs du « vivre autrement »

A partir de ces désaccords et sentiments d'aliénation, comment s'opère alors ce que Sylvain nomme le « changement de cap » ? Si notre équipe de recherche avait peu creusé la question de la conscientisation d'une certaine forme de colonialité des savoirs et des esprits, des travaux plus approfondis sur les processus de reconstruction, dans le sens de la mise en actes de principes alternatifs, ont pu être menés, notamment dans les Monts d'Ardèche (p.ex. Lucas, 2014). Bon nombre des 26 projets visités se caractérisent par un engagement à plein temps des acteur-es et par une diversité d'activités. La majorité des initiatives couvre plusieurs domaines qui relèvent des besoins de la vie quotidienne, tels que l'habitat, l'alimentation, le travail, la mobilité et la formation. Ainsi, le projet de Terre et Humanisme associe la pratique de l'agro-écologie à la formation, les sites Hameau des Buis ou encore La Merigüe rassemblent éco-habitats, agro-écologie, vente de produits agricoles et production d'énergie verte, Changement de Cap lie pratiques de recyclage avec l'intégration de groupes sociaux marginalisés (exilé-es, sans domicile fixe), habitat, etc. C'est au sein de tels projets qui englobent diverses facettes de la vie et du vivre ensemble que la mise en œuvre du monde voulu se laisse particulièrement bien observer.

La plupart des interviewé-es témoignent avoir partagé leurs ambitions avec des ami-es proches et avoir élaboré collectivement un projet qui « fait sens », pour elles et eux. La première démarche de ces communautés choisies est alors l'acquisition d'un espace¹⁰⁰

¹⁰⁰ La préférence du terme « espace » à celui de « lieu » est délibérée ici. La notion souligne le souhait de donner le sens voulu, voire de « remplir » du sens voulu une étendue géographique (dans son sens euclidien).

permettant de réaliser le monde voulu. A l'image de la figure de la niche (dans la perspective multi-niveaux des *Sustainability Transitions Studies*), les acteur·es semblent être à la recherche d'un espace qui est protégé autant que possible des règles dominantes conventionnelles et sur lequel iels ont un maximum de maîtrise. Si, dans le monde conventionnel, l'acquisition se limite à la mobilisation d'un capital financier et répond à la volonté de disposer d'un habitat, l'acquisition dédiée à la fabrique d'un lieu alternatif paraît bien plus complexe. L'espace est souhaité disponible et appropriable. En milieu urbain, à côté des achats ou des baux conventionnels, l'occupation de friches ou de squats est répandue (Vasudevan, 2011). Dans le cas des projets étudiés, le contexte de ruralité marque alors fortement le type d'acquisition, variant entre la prise de force sous forme de Zones à Défendre - ZAD (Barbe, 2016), l'occupation temporaire (Bey, 1997), le bail auprès de propriétaires acceptant des usages inhabituels et l'obtention d'un titre de propriété pour stabiliser l'expérience dans le temps (Koop et Senil, 2016).

Une fois l'espace acquis, il est investi et approprié. Il est alors intéressant de se pencher sur les principes et valeurs que se donnent les acteur·es, afin de mieux pouvoir cerner le caractère non conventionnel, « hors normes », des dynamiques émergentes au sein de ces espaces. Dans leurs récits, les interviewé·es ont fait ressortir un ensemble de principes et valeurs qui semblent en rupture avec certaines normes du régime moderne et qui s'expliquent par la prise de distance (la déconstruction) des valeurs conventionnelles dominantes. Ainsi, la convivialité, la frugalité, la sobriété, la solidarité, l'autonomie¹⁰¹, le respect de la nature et l'épanouissement personnel constituent des valeurs essentielles. Les récits révèlent que vivre ces valeurs passe par une ré-articulation du vivre et du produire. Le regain de la liberté de choix, le plaisir de la maîtrise des processus de travail, le partage et le travail collectif sont indiqués comme éléments-clé de l'épanouissement (Koop et Senil, 2016). De telles valeurs ont été aussi signalées par d'autres études sur des initiatives similaires en Europe (voir p. ex. Ince et Hall, 2017 ; Jarvis, 2019 ; Wittmayer *et al.*, 2019).

Pour poursuivre la piste de l'ontogenèse, et dans le but de comprendre le caractère innovant et disruptif des manières de « faire autrement », une comparaison de ces valeurs avec celles du régime conventionnel dominant paraît nécessaire. Il s'agit toutefois de ne pas tomber dans le piège de la binarité en essayant d'opposer les éléments. Ainsi, j'ai, dans deux publications¹⁰², juxtaposé les valeurs évoquées par les interviewé·es à certains éléments fondamentaux des sociétés modernes, telles qu'analysées par les sociologues contemporains : l'idée de progrès, de rationalité, d'accumulation, de division du travail

¹⁰¹ Les interviewé·es la définissent dans le sens de la capacité de décider collectivement de leur futur sans impératifs externes (Castoriadis, 1987) et d'un maximum d'autosuffisance matérielle, en produisant elles et eux-mêmes et ce avec un maximum de ressources locales.

¹⁰² Il s'agit des chapitres d'ouvrage « Innovation sociale, improvisation et développement territorial : l'expérience ardéchoise » (Koop et Senil, 2016) et « Escaping from capitalism. The enactment of alternative lifeworlds in France's mountain regions » (Koop, 2020).

(Weber, 2003), de structure, de contrôle, de confiance dans les systèmes abstraits (Luhmann, 1979) et de recours au savoir expert (Giddens, 1997), etc. (figure 30).

Figure 30 : Des valeurs « divergentes » au sein des initiatives alternatives

Valeurs alternatives*	Caractéristiques de la société moderne **
Vivre avec la nature, préservation des ressources naturelles, sobriété	Domination et transformation de la nature, surexploitation des ressources naturelles
Partage, prendre soin, solidarité, convivialité, communauté intergénérationnelle, indépendance par rapport à l'argent	Individualisme, compétition
Autonomie, indépendance, créativité, communauté, actions collectives	Division du travail, industrialisation, confiance dans le système abstrait
Frugalité, sobriété, simplicité	Croissance, accumulation, consommation
Épanouissement individuel, apprendre chemin faisant, improvisation, expérimentation	Savoirs experts, systèmes d'experts
Décélération, vivre dans l'instant	Utilisation efficiente du temps
(Plus de) pensée circulaire, voyage personnel	Rationalité, linéarité, progrès
Réseaux horizontaux, organique, rhizome	Structure hiérarchique, contrôle, ordre, régulation
Diversité	Standardisation, homogénéisation

* d'après les interviewé-es

** d'après Giddens (1990), Luhmann (1979), Scott (1998), Weber 2003, Werlen (1995)

Source : Koop et Senil (2016)

La catégorisation réalisée dans le tableau synthétique ci-dessus ne doit pas être interprétée de manière binaire et excluante. Ainsi, les principes de frugalité, sobriété et simplicité ne sont pas à l'opposé de ceux de croissance, accumulation et consommation, mais révèlent plutôt une altérité qui se caractérise par un sens différent donné à la production et l'utilisation de biens. Le « vivre avec la nature » n'est pas (que) l'opposé de la surexploitation des ressources, mais une manière d'être qui englobe bien plus que la relation aux ressources naturelles. La division du travail empêche l'autonomie, mais n'est pas son contraire, etc.

Le tableau indique aussi que les valeurs que se donnent les acteur-es ne divergent pas de la totalité des caractéristiques communément attribuées à la modernité. La rationalité, la démocratie ou encore les libertés individuelles ne sont par exemple jamais mises en question dans les récits.

La mise en pratique des valeurs « autres »

Ces valeurs permettent de saisir les diverses facettes des manières de préfigurer le monde souhaité et on peut donc considérer qu'elles contribuent à façonner les pratiques destinées à actualiser ce monde. Comment alors analyser ces pratiques dans le but d'en comprendre l'altérité ? La géographie critique analysant ce type d'initiatives nous donne quelques pistes. Au sein de ce champ d'études, la notion des « politiques préfiguratives » s'est révélée comme particulièrement porteuse pour désigner la dimension politique de la mise en actes de projets alternatifs (Jeffrey et Dyson, 2020 ; Autin, 2017 ; Yates, 2015 ; Chatterton et Pickerill, 2010). Elles peuvent être comprises comme la mise en pratique de l'aspiration, « *the embodiment of the transformation they desire* » (Pickerill et Chatterton, 2006) ou, autrement dit, la traduction pratique d'une vision sociétale alternative, qui contraste avec le modèle de société dominant.

La volonté de faire coïncider les fins et les moyens de l'action en est une caractéristique essentielle (Autin, 2017 ; Yates, 2015). Il s'agit de mettre en actes, de créer des lieux alternatifs dans l'« ici et le maintenant » (Springer, 2014b, p. 262 ; Pickerill et Chatterton, 2006). Les auteur·es en parlent aussi en termes de stratégies micropolitiques (Springer, 2014), de *quiet activism* (Pottinger, 2017) ou encore *quiet politics* (Askins, 2015) qui consistent en « une forme d'engagement qui met l'accent sur les manières incarnées, pratiques, tactiles et créatives d'agir, de résister et de subvertir » (Pottinger, 2017, p. 3), et qui restent souvent « modestes, quotidiennes et peu spectaculaires » (Horton et Kraftl, 2009, p. 14).

La force de la notion des politiques préfiguratives en tant qu'outil cognitif des chercheur·es réside donc dans la mise en avant du caractère politique et contre-hégémonique des activités « autres » (Jarvis, 2019a ; Mason, 2014 ; Pickerill et Chatterton, 2006 ; Routledge, 2017). Focalisée sur la dimension politique de l'action, la notion permet d'analyser les initiatives dans leur capacité à s'opposer au modèle dominant. Toutefois, elle s'intéresse moins à ce que signifie l'altérité, le radicalement différent qui émerge.

Le concept d'ontogenèse que nous livre l'approche décoloniale permet davantage de cerner cette altérité. Il invite à considérer les principes évoqués comme des lignes directrices pour la mise en pratique des réalités souhaitées, tout en interrogeant l'extraction de la normativité conventionnelle dans cette mise en pratique. Pour les chercheur·es, il s'agit alors de regarder au plus près de quelle manière ces principes influent sur les pratiques des acteur·es, tout en étant attentif au sens donné à ces pratiques et aux « choses » (humaines et non humaines, matérielles et immatérielles) qui y sont associées (Clément, 2021).

Nos études empiriques en donnent des éléments. Les récits collectés indiquent que les collectifs considèrent souvent qu'ils partent de zéro, ne voulant pas reproduire les normes dont ils tentent de se défaire : « Nous devons accepter de remettre les choses sur la table et de tout reconsidérer : apprendre collectivement à vivre selon nos besoins, avec les

ressources locales disponibles, réduire la vitesse et la consommation... expérimenter ensemble, partager » (Bernard, Trièves). Il s'agit de remplir l'espace acquis du sens voulu, en accord avec les valeurs déviantes du régime conventionnel. Il y a alors des idées plus ou moins concrètes sur l'habiter, sur l'agriculture et sur la production, il y a de la motivation, de l'enthousiasme, mais pas d'objectifs spécifiques, ni de modèle, il faut donc... innover.

Les valeurs évoquées semblent prendre la fonction de lignes directrices ou de codes partagés pour l'action. Ainsi, les objectifs écologiques et de sobriété poussent à faire *avec* la nature, en réutilisant des éléments physiques du lieu. Les traces de l'histoire (les ruines de bâtiments, des restes de murs témoignant de l'agriculture en terrasses), les ressources naturelles (eau, bois, pierres, rochers et autres matériaux), la géomorphologie des lieux (pente et orientation) sont saisies et réinterprétés lors de la construction des logements aussi bien que lors de l'utilisation de l'espace pour les activités productives. Les principes de convivialité et de solidarité sont omniprésents dans tous les domaines d'activité : ils inspirent les formes de gouvernance, de l'organisation du travail, et même le choix des techniques et du matériel de production.

La communauté du Viel Audon a délibérément fait le choix de ne pas acquérir un four à technologie moderne pour la production de son pain car leur four traditionnel, bien que moins performant, oblige au travail collectif souhaité. Au Hameau des Buis, un éco-village, le projet inclut explicitement la vie intergénérationnelle, et les échanges intergénérationnels de services font partie de la vie quotidienne. Ainsi, des personnes âgées participent à l'instruction des enfants dans l'école libre associée au projet. En retour, ils peuvent être sûres d'être pris en charge par la jeune génération en cas de faiblesse ou de maladie.

Une production dépassant les besoins de la communauté pose souvent question et son utilisation marchande est collectivement débattue. Enfin, la frugalité est une valeur omniprésente (Koop et Senil, 2016). L'autonomie apparaît également comme un principe central pour les communautés. Au niveau individuel, elle prend le sens de la libération du travail salarié et de l'épanouissement personnel (voir Gorz, 1983), ouvrant des voies pour renoncer à la division du travail, considérée comme aliénante. Ainsi, la force de travail est activée en fonction des désirs et des compétences de chaque membre. La plupart des personnes interrogées ont choisi divers emplois et tâches au cours du projet, en fonction de l'évolution de leurs intérêts personnels. Ce faisant, ils rejettent les savoirs d'expert·es extérieur·es et la spécialisation, deux principes considérés comme figurant parmi les caractéristiques fondamentales de la société moderne (Giddens, 1990). Le principe d'autonomie guide aussi les intentions et pratiques au niveau de la communauté : il est compris comme une autosuffisance matérielle et conduit à l'autoproduction et à la consommation en utilisant autant que possible les ressources locales. Enfin et surtout, c'est la capacité à décider de leur avenir en commun sans impératifs extérieurs (voir aussi Castoriadis, 1987) qui influe sur les formes de gouvernance.

La manière par laquelle sont mises en pratique les valeurs alternatives révèle aussi son caractère fondamentalement expérimental : « Et puis tu vas voir qu'en te mettant en route dans un truc quel qu'il soit, ton point d'arrivée c'est pas celui que t'as prévu, mais c'est toujours pareil, ton chemin va être intéressant, et ton chemin sera d'autant plus dynamique et intéressant que ton utopie elle est un peu décalée, un peu barje » (Yohan, Ardèche).

Mon analyse linguistique des récits sur les manières de faire et d'être a fait ressortir que l'improvisation en musique est une métaphore doublement pertinente ici.¹⁰³ D'une part, elle intègre l'idée de la contestation de la structure dominante (la partition) et vise à s'en éloigner (Dahlhaus 2010, p.12), de l'autre, elle permet de prêter attention aux modes de création du nouveau (Lévy, 2013, p. 59).¹⁰⁴ Tout comme dans une session d'improvisation en jazz, les acteur·es se montrent, créatif·ves, flexibles et intuitif·ves, iels assemblent des éléments connus, mais autrement, afin de créer quelque chose de nouveau (Koop, 2015). La façon de procéder est interactionnelle : il faut savoir écouter les autres, savoir se taire, mais aussi savoir prendre de l'initiative sans briser l'énergie collective (Buire, 2012, p. 614). La majorité ne débute pas avec un savoir-faire spécifique : entre réflexe et réflexion, iels avancent en tâtonnant, en mêlant intuition et inspiration, tout en se coordonnant avec les autres membres du groupe (voir Soubeyran, 2015, p. 151 ; Lévy, 2013, p. 59). La métaphore apparaît d'autant plus justifiée que, décrivant leurs pratiques quotidiennes, les interviewé·es ont utilisé un vocabulaire étonnamment proche de celui servant à caractériser l'improvisation : « apprendre en faisant », « explorer », « mélanger », « spontanéité », « créativité », « intuitivité », « adaptation », etc. (figure 31).

¹⁰³ Le concept d'improvisation est le seul concept que je propose ici qui ne provient pas spécifiquement du champ *Critical Development Studies*.

¹⁰⁴ Je remercie Olivier Soubeyran et son ancienne doctorante Lise Lévy pour leurs travaux inspirants sur l'improvisation dans l'aménagement.

Figure 31 : Modes alternatifs de mise en pratique des valeurs et caractéristiques de l'improvisation en musique

Modes de mise en pratique des valeurs alternatives*	Caractéristiques de l'improvisation en musique**
sur le champ, toujours de nouveaux défis	spontané, ex-tempore, immédiat
exploration, désir, découverte, avoir du bon sens, comprendre un problème	intuitif, instinctif, de l'intérieur, irréfléchi
ouverture d'esprit, création, énergie créative, carte blanche, « tant de choses sont possibles »	enthousiasme, inspiration, créativité, invention
expérimenter, apprendre en faisant, récolter des idées, oser	expérimenter, apprendre en faisant, <i>ex improviso</i> (sans avoir prévu l'ensemble)
mélanger	assembler, hybrider, combiner
apprendre chaque jour, flexibilité, tous les jours, sans fin, bouger, changer de direction	mouvement fluide, mobile, en zigzag
s'adapter, se débrouiller, faire avec matériaux disponibles, troc, recyclage	bricolage
adaptation locale	originalité, résiste à la reproduction
versatilité, pas de hiérarchie	diversité, multiplicité, hétérogénéité
compréhension, réflexion, discussion	réflexivité
esprit du lieu, langage commun, coopération, réciprocité, écouter, se comprendre les uns les autres	collectif, coopération

* termes utilisés par les interviewé·es

** d'après Dahlhaus (2010), Soubeyran (2015), Jankélévitch (1955)

Source : Koop et Senil (2016)

Conclusion intermédiaire

Cette analyse s'inspirant des courants « post- » de la *Critical Development Geography* a permis de mieux définir le caractère disruptif (potentiel) des innovations sociales. Le regard décalé s'appuyant sur les idées de déconstruction et de reconstruction de valeurs, ainsi que sur les modalités de mise en pratique des valeurs alternatives, permet de définir l'innovation sociale transformative (supposée disruptive) comme un processus qui commence bien avant l'émergence de l'innovation sociale en tant que telle. Cette dernière est précédée par la conscientisation des normes sociétales dominantes et la distanciation de certaines d'entre elles et par le partage de valeurs autres avec des semblables. Le processus d'innovation sociale se poursuit ensuite par la construction de vies collectives en regard d'un monde souhaité. N'ayant pas ou peu de modèles, la manière de mettre en pratique les valeurs alternatives partagées se distingue en particulier par le tâtonnement

et l'expérimentation collective. La métaphore de l'improvisation, empruntée au jazz, permet de mettre en lumière ce caractère singulier de la mise en pratique. Celle-ci peut être comprise comme un processus collectif d'éloignement de la norme (de la partition) et de cheminement créatif vers une autre « réalité », qui nécessite autant d'écoute de l'autre que de l'initiative individuelle.

Mais l'innovation et son caractère disruptif par rapport au monde conventionnel dominant se révèle davantage encore en mobilisant l'idée du tournant ontologique, et ainsi par l'exploration des significations du sens produit par la mise en pratique des valeurs alternatives.

2.2 Proposition 2 : Comprendre le caractère disruptif de l'innovation sociale comme la production de sens « autre(s) »

La proposition

Au-delà de la preuve empirique de l'émergence de valeurs alternatives et de leur mise en pratique, comment les chercheur·es peuvent-ils explorer davantage encore ce « profondément différent », cette altérité qui rompt avec les normes dominantes au sein des territoires dans lesquels s'inscrivent ces projets ? En poursuivant l'interprétation des initiatives alternatives dans le sens de l'ontogenèse, je postule ici que les approches de la *Critical Development Geography* invitent à comprendre l'innovation sociale disruptive comme la production d'un sens « autre » que les acteur·es attribuent au vivant humain et non-humain dans la fabrique de leurs mondes.

Cette proposition se fonde sur le tournant ontologique qui traverse les études décoloniales et celles du postdéveloppement (décrit dans la partie 2, chapitre 4). Ces travaux sur les peuples indigènes et mouvements sociaux explorent d'autres façons d'être, de se penser et de « connaître » le monde (Barnhardt et Kawagley, 2005 ; Blaser, 2009, 2010, 2013 ; Cadena et Blaser, 2018 ; Escobar, 2008 ; McGuire et Kishebakabaykwe, 2010). Pourquoi ne pas s'inspirer de leur posture et bagage conceptuel afin de faire pareil ? Il est intéressant de noter qu'au sein des études des innovations sociales transformatives aussi, la question de la production de sens commence à être posée. Ainsi, des chercheur·es impliqué·es dans le programme TRANSIT (voir partie 3, chapitre 3) évoquent le « *meaning making* » des récits alternatifs dans une publication récente sur les récits du changement (Wittmayer et al., 2019). Pourtant, cette piste n'a pas été approfondie à ce jour dans ce champ d'études. Je comprends donc ma proposition comme un apport à cette question du « *meaning making* ».

Ici encore, je développerai mon exploration-démonstration à partir d'exemples concrets, rencontrés lors des études de terrain. Dans un premier temps, je décris la fabrique de sens

nouveau dans les pratiques quotidiennes en mobilisant l'approche relationnelle – outil cognitif majoritairement employé dans les approches « post- » de la *Critical Development Geography*. Je révélerai ainsi les significations particulières attribuées aux ressources, aux objets et aux pratiques quotidiennes. Dans un deuxième temps, je démontrerai que l'hybridation est une caractéristique essentielle dans cette fabrique de nouveaux sens. En m'appuyant sur la figure de l'hybridité de Homi Bhabha, j'argumenterai que les chercheur·es ne devraient pas interpréter ces sens « autres » avec un regard binaire sur ces initiatives. La *Critical Geography* présente fréquemment ces projets alternatifs en figure inverse de ce qui relève de l'ontologie moderne, par exemple en termes d'anti-moderne, anti-capitaliste, voire anti-hégémonique. Mais l'interprétation en termes d'opposition ou de contestation conduit finalement à maintenir le référentiel existant. Les attributs « anti- » ne me semblent pas rendre compte des réalités émergentes que j'ai observées, ni des représentations que s'en font leurs acteur·es : ces réalités s'affranchissent de toute référence, elles sont incommensurables, juste... différentes.

L'exploration-démonstration

La fabrique du sens divergent

Ici encore, nos études sur le terrain au sein des projets de recherche mentionnés n'avaient pas été réalisées dans le but spécifique d'en révéler leur sens. Mais j'ai eu l'occasion d'approfondir ce sujet au sein du collectif du Viel Audon, hameau niché aux flancs d'une falaise des Gorges de l'Ardèche, transformé en lieu d'expérimentations, regroupant centre de formation, chantier de jeunes, lieu d'hébergement et ferme en polyculture élevage. Je présenterai ma conceptualisation par le biais de trois exemples concrets.

Exemple 1 : « Ceci n'est pas un four ». La dimension ontologique de la pratique du four traditionnel au Viel Audon

Au Viel Audon, un four traditionnel - existant déjà sur le site au moment de sa réappropriation fin des années 1980 - permet la production de 48 kilos de pain par fournée (photo 2). Deux à quatre fournées couvrent les besoins du collectif et la vente quotidienne aux visiteur·es dans la boutique du site. Il y a quelques années, le collectif a évoqué la possibilité d'acheter un four électrique. Celui-ci aurait permis de faciliter le travail, de réduire le temps de production, d'augmenter les quantités produites et ainsi le profit. Or, le collectif a décidé de garder le four traditionnel. Comment s'explique ce choix ? D'un point de vue conventionnel, la pratique de ce four ancien peut paraître révolue, inutilement pénible et pas efficiente. Mais pour le collectif, il en est autrement. Mes échanges avec les membres ont révélé un sens attribué à ce four qui diverge de celui qui lui est attribué communément dans le régime conventionnel.

Photo 2 : Ceci n'est pas un four



Photo : Koop, septembre 2020

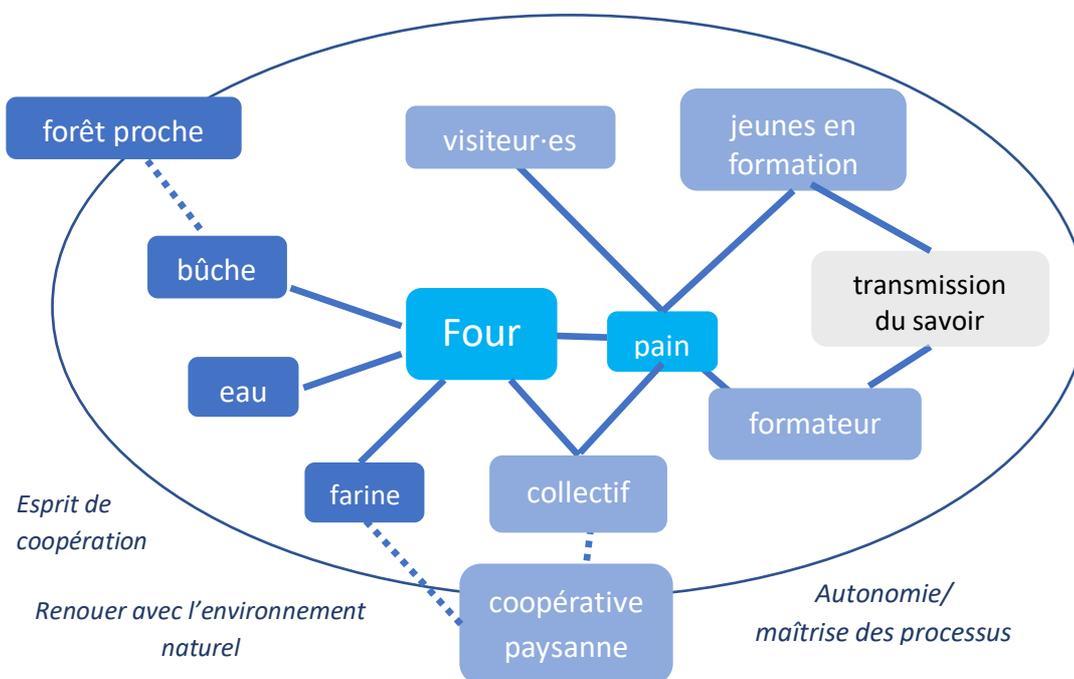
Ainsi, Étienne, chevrier et formateur, m'explique que ce n'est pas un quelconque penchant pour la tradition qui a motivé le choix de garder ce four ancien (entretien 22/09/2010). Que ce n'est pas non plus le seul refus d'augmenter la production au-delà des besoins quotidiens. Le collectif adhère à la pratique de ce four pour plusieurs raisons. Premièrement, il lui attribue la capacité de favoriser la conscience de l'intégralité de la chaîne de production : de l'arbre aux bûches qui produisent la chaleur nécessaire pour la cuisson, des champs de blé à la pâte qui doit être pétrie, etc. « Tout ce qui se passe avant la cuisson est si important. Le pain est le résultat, mais c'est moins lui qui compte que la conscience du chemin qui y mène » affirme Étienne. Deuxièmement, l'utilisation du four traditionnel nécessite de la coordination - bien plus que celle d'un four électrique. Suzanne, une autre formatrice du site, m'explique que le travail collectif stimule la conscience du « faire ensemble » et qu'il procure du plaisir.

Dans l'univers du Viel Audon, le four permet de vivre au mieux les principes que le collectif se donne. L'utilisation de la ressource énergétique « bois » pousse à vivre la reconnexion recherchée avec les éléments naturels dans l'environnement proche : la taille des arbres (oliviers, muriers, etc.) sert à confectionner des fagots de petits bois pour l'allumage, et l'élagage et la coupe de bois mort fournit les bûches de chauffe. L'organisation du travail que suscite la confection du pain s'inscrit dans l'ambition de faire lien et du « vivre ensemble ». Elle procure aussi l'expérience de l'autonomie et de la « réappropriation de

son quotidien » : « On réapprend à faire son pain, base de l'alimentation pour nombreux français » (Étienne, entretien 23/09/2021). Finalement, dans le cadre des formations à l'environnement, il sert de moyen de transmission aux jeunes de tous ces principes et du savoir-faire et savoir-être qui y est lié. C'est d'ailleurs cette fonction qui a fait pencher la balance vers la décision de ne pas le remplacer.

Une approche relationnelle de l'agencement des éléments qui participent à la production du pain révèle pleinement les diverses facettes du sens « autre » que prend ce four. La figure 32 montre que la pratique du four met en relation des éléments particuliers, et ce dans un agencement qui est, lui aussi, particulier : la forêt, les bûches, la farine, la coopérative agricole, la formation à l'environnement, les formateurs, les formés, l'eau, etc. sont liés et répondent à des finalités précises, celles des principes du collectif.

Figure 32 : Agencement relationnel des éléments autour du four traditionnel au Viel Audon



Source : L'auteure

Ces éléments et leur agencement diffèrent de ceux qui participent à la production de pain dans le régime conventionnel. Au sein de ce dernier, un four est mis en relation avec les consommateur-es-client-es, l'argent, le grossiste vendant la farine, l'électricité, qui elle renvoie à la centrale électrique, etc.¹⁰⁵ C'est donc cette comparaison des agencements des

¹⁰⁵ (voir p. ex. <https://www.observatoiredefranchise.fr/dossier-thematique/fonctionnement-boulangerie.htm> ou <https://www.mapa-assurances.fr/boulangerie/four-boulangerie>).

éléments et leurs relations, dans les deux « mondes », qui permet de cerner la différence du sens des pratiques et des éléments impliqués.

Tout comme dans le régime conventionnel, la fonction du four est celle de produire du pain, mais la configuration dans laquelle il est intégré révèle d'autres fonctions - et ainsi un autre sens - encore. Ainsi, il reflète autant les principes de la collectivité qu'il permet de les transmettre aux extérieur·es. Il stimule la conscience de la ressource énergétique nécessaire pour la production du pain, il crée des liens physiques, cognitifs et émotionnels avec la forêt proche d'où il faut se procurer le bois, avec la coopérative agricole qui vend la farine, avec le collectif qui se répartit les tâches, avec le pain¹⁰⁶ parce qu'il a été fait soi-même etc. Pour reprendre les termes de Yann Sorbier, un des fondateurs du Viel Audon : le four participe à « *transmettre des valeurs et des savoir-faire liés à l'identité du territoire ardéchois et à un certain art de vivre en paix, ensemble et avec notre environnement* »¹⁰⁷.

Exemple 2 : Le sens du sentier

Le second exemple considère le sentier en terre battue qui mène au *Viel Audon* à partir d'un parking situé aux bords du village de Balazuc. Les membres du collectif, ainsi que les personnes venant en formation et les visiteur·es du site doivent emprunter cet unique chemin qui mène au hameau, d'une longueur de 1 km (photo 3).

Contrairement à toutes attentes d'un point de vue conventionnel, l'absence d'une route goudronnée - qui aurait permis un accès facile en voiture - est voulue par la communauté. Comme pour le four, le collectif s'est posé la question de son remplacement, dans le cas du chemin, par un accès facilité et motorisé au site. En évaluant les pour et les contre d'une route goudronnée, il s'est rendu compte que l'existence du sentier pédestre augmentait fortement la conscience de la consommation de produits extérieurs au site - or c'est cette conscience que le collectif recherche. En effet, le transport de biens matériels par ce sentier est physiquement pénible. Par conséquent, le sentier incite à évaluer, pour chaque bien de consommation provenant hors du site, s'il est réellement nécessaire à la communauté et si effectivement, il ne peut pas être produit sur place.

¹⁰⁶ En lisant ces lignes et en vérifiant l'exactitude de mes propos, mon interlocuteur, Étienne, précise que le pain aussi prend un « autre » sens dans cette configuration et me renvoie à l'ouvrage *Notre pain est politique. Le blé boulanger face à l'industrie boulangère* du « groupe blé » (2019).

¹⁰⁷ Source : <https://www.voyageons-autrement.com/le-viel-audon-hameau-cooperatif>, consulté le 12 février 2021

Photo 3 : Sentier menant au *Viel Audon*



Photo : Koop, septembre 2019

De par son existence, le sentier pédestre contribue donc à l'expérience corporelle des principes écologiques que le collectif se donne. En outre, les animateurs et animatrices indiquent qu'il fonctionne aussi comme critère de « sélection » des visiteur-es. Comme l'accès du site nécessite un petit effort physique, il filtre les touristes (qui sont nombreux-ses en Ardèche dans la saison d'été) vraiment intéressé-es et évite une

fréquentation de masse¹⁰⁸. Finalement, il procure un sentiment d'immersion pour les visiteur-es et les groupes en formation, aussi bien que pour le collectif lui-même. Il reflète l'esprit du lieu, il permet d'y entrer avec tous ses sens et ce à une vitesse « humaine ».

Exemple 3 : Le sens du foncier

Un dernier exemple, récurrent dans le milieu des initiatives alternatives, est le rapport au sol, le foncier, qui est souhaité différent de celui du régime capitaliste dominant. Le titre de propriété privée individuelle - la norme dominante dans le régime conventionnel - ne convient ni à la relation que de nombreux collectifs souhaitent établir avec le sol, ni aux liens équitables qu'ils souhaitent entretenir entre eux. Ce n'est pas la possession du sol qui est souhaitée, mais son usage. Et ce n'est pas la possession par un seul membre, mais l'usage collectif et équitable. Ainsi, il importe aux collectifs d'éviter les relations de pouvoir inégaux que la propriété individuelle peut entraîner (comme la spéculation foncière ou immobilière), et de contourner la possibilité qu'un individu (le ou la propriétaire en occurrence) puisse choisir et imposer sa vision sur la manière dont les autres devraient utiliser le sol. Ce sens donné au foncier s'inscrit dans les principes de la relation à l'environnement et des relations sociales qu'ils souhaitent vivre.

Or, la législation officielle réglementant le foncier s'inscrit dans l'ontologie moderne : elle ne prévoit pas d'autres types de relations au sol que la propriété. Ces divergences d'ordre ontologique ont mis le collectif du Viel Audon dans une situation difficile, car il nécessite une reconnaissance officielle dans le régime conventionnel de leur droit à l'espace qu'il occupe. Tout comme bien d'autres collectifs rencontrés, celui du Viel Audon a réalisé un montage juridique compliqué pour préserver le sens « autre » qu'il souhaitait donner à sa conception du foncier. Ainsi, il est parvenu à acquérir un statut officiel permettant un droit d'usage collectif sans enfreindre la loi. Ce montage sera d'avantage expliqué dans le chapitre 3.2 qui abordera la relation entre les porteur-es de projets alternatifs et les collectivités territoriales.

L'hybridité dans la fabrique du sens divergent

Afin de mieux situer ces sens « autres » par rapport au monde conventionnel et d'éviter un regard binaire leur conférant d'emblée le statut d'antithèse du conventionnel, une attention particulière doit être attribuée à la manière dont ces sens divergents s'articulent. Sur le terrain, notre équipe de recherche a rapidement relevé la pratique de l'hybridation, dans le sens de l'association et de mélanges de savoirs, de techniques ou d'objets divers. Ainsi, au sein des collectifs dans les Monts d'Ardèche étudiés dans cette optique (Terre et

¹⁰⁸ Cet exemple illustre que les innovations sociales ne sont jamais parfaitement vertueuses et qu'elles créent de nouvelles fractures et/ou exclusions. Ainsi, le maintien du sentier au détriment d'une route asphaltée exclut les personnes handicapées nécessitant une chaise roulante.

Humanisme, La Merigüe, Le Hameau des Buis, Viel Audon), d'innombrables micro-innovations techniques, notamment dans la construction de bâtiments et la production alimentaire, sont le fruit d'hybridations.

Les membres des collectifs s'inspirent ainsi autant de techniques anciennes connues encore de la vieille génération locale (mémoire vivante des solutions d'antan)¹⁰⁹, que de savoir-faire spécifiques qui circulent dans les réseaux alternatifs (présents sur le territoire et/ou dans les réseaux sociaux virtuels) que de techniques utilisées communément. Se nourrissant de ces diverses sources, ils expérimentent en associant des techniques et des styles anciens et modernes, locaux et externes, selon la finalité qu'ils se donnent. De nombreux exemples peuvent être trouvés dans le domaine du bâtiment. Ainsi, la construction d'une maison en bois peut être inspirée par des techniques canadiennes, tout en s'appuyant sur les ressources locales disponibles, tels que des caissons en bois remplis de liège broyé pour l'isolation. Le style d'une maison construite en pierres selon la technique locale peut être inspiré d'un design japonais et prendre une forme ronde, afin d'optimiser la présence de la lumière naturelle. Enfin, un habitat dans le style scandinave peut être doté d'un toit couvert de lichen ou d'herbes (photo 4) et d'un sol fabriqué à partir de bouteilles en verre recyclées - une technique datant de l'empire romain et très en vogue dans l'éco-habitat contemporain (Koop et Senil, 2016 ; Koop, 2020).

Photo 4 : Toit végétalisé d'une ruine restaurée au hameau La Mérigüe



Photo : Florian Lucas (2014)

¹⁰⁹ La prise en compte du savoir local ancien pour des raisons écologiques renvoie aux démarches fréquentes dans la coopération internationale de revaloriser les savoirs et techniques vernaculaires. Aussi, ce *Traditional Ecological Knowledge (TEK)* est devenu un sujet d'études en SHS non seulement appliqué aux Suds, mais aussi aux Nords (voir p. ex. Hernández-Morcillo *et al.*, 2014).

D'autres exemples encore sont les techniques de construction de yourtes mongoles, mais adaptées aux conditions locales avec l'utilisation de bois au lieu de feutre. Tous les collectifs investis dans la construction expérimentent aussi des techniques frugales d'isolation. L'éco-village du Hameau des Buis a inventé le « mur captif » : des vitres mobiles sont placées devant les murs de maison en pierre afin de maximiser la chaleur et son stockage pendant l'hiver.

L'hybridation peut aussi être rencontrée dans les pratiques de l'agro-écologie : à Terre et Humanisme, elles se caractérisent par la remobilisation de techniques locales anciennes et l'introduction de savoirs vernaculaires rapportés depuis des terres lointaines (Maghreb, Afrique de l'Ouest ou Amérique latine) par le biais des réseaux sociaux du collectif en question. Ces savoirs sont alors reterritoriés en les expérimentant et les adaptant au contexte local en question. D'autres techniques sont développées avec le soutien de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE). Ici encore, c'est l'agencement des éléments et de divers types de savoirs qui caractérisent l'hybridation.

Photo 5 : Expérimentations agro-écologiques à Terre et Humanisme



Photo : Kirsten Koop (2018)

Ces pratiques hybridantes répondent toujours aux principes des communautés et sont présentes dans tous les domaines de la vie quotidienne. Il s'agit de trouver des solutions aux besoins et aspirations, mais toujours en fonction des contraintes et des situations locales, en fonction des savoirs divers réunis, comme le démontrent les chauffe-eau

solaires faits maison, les installations de captage des eaux de pluie, les stations d'épuration biologique, les toilettes sèches, les machines à laver alimentées par l'énergie humaine, le dentifrice et le savon fabriqués à partir de plantes locales, etc.

Si le processus de l'innovation passe très souvent par l'hybridation de divers savoirs et éléments, le regard de la *Critical Development Geography* permet d'éviter de considérer qu'il s'agirait de deux éléments originels à partir desquels un troisième élément émergerait. Le concept d'hybridité que défend Homi Bhabha, un des auteurs phares des études postcoloniales (voir aussi partie 2 chapitre 4) invite les chercheur·es à saisir l'hybridation comme un processus ramenant à un sens nouveau, comme la naissance de « quelque chose de différent, quelque chose de neuf, que l'on ne peut reconnaître, un nouveau terrain de négociation du sens » (Bhabha et Rutherford, 2006). Plus précisément, Bhabha comprend la figure de l'hybridité comme un processus et comme un espace liminal, un tiers-espace dans lequel s'opèrent des modes d'articulation qui engendrent de nouvelles possibilités. Selon lui, ce tiers-espace est en rupture avec le récit et les pratiques hégémoniques et rend donc possible l'émergence de « positions tiers ». Ainsi, l'hybridité « combine les traces d'autres sens ou discours » et ce qui émerge a ses propres systèmes de signification (Bhabha et Rutherford, 2006). L'hybridité relève donc du liminal : elle ne réside ni dans un élément, ni dans un autre relevant du connu et qu'elle agencerait de manière originale, ni dans un entre-deux normes, mais dans l'ailleurs et l'altérité.

Ce que Bhabha tente de cerner chez les subalternes me semble valide aussi pour ces mondes émergeant à partir d'initiatives alternatives au régime moderniste, qu'elles opèrent aux Suds ou aux Nord : le sens nouveau se produit par l'hybridation (ou l'hybridité) qui répond aux besoins et visées (les principes). Dans le cas occurrent, le lichen, le liège, les bouteilles, les techniques de construction japonaises et canadiennes, etc. prennent de nouvelles significations, car ces éléments sont associés autrement que dans le monde conventionnel et ce à partir d'un mix de savoirs provenant de sources d'informations diverses. Cette hybridité répond à l'intention initiale : trouver des solutions frugales et locales (avec le moins d'empreinte écologique possible), s'épanouir, vivre de manière conviviale, etc.

Conclusion intermédiaire

Tandis qu'au sein des *Sustainability Transitions Studies*, et des études des innovations sociales transformatives en particulier, le caractère disruptif de l'innovation sociale transformative est peu conçu (si ce n'est que comme des changements dans les pratiques, les actes et les relations sociales), la mobilisation du concept d'ontogenèse permet de placer l'innovation sociale à un niveau méta et de comprendre la disruption avec le conventionnel dominant en termes de fabrique de sens nouveau(x). Ces sens peuvent alors être appréhendés comme le résultat de la déconstruction (cognitive) de certaines normes conventionnelles, et de construction de sens nouveau(x) à partir de valeurs alternatives

qu'on se donne collectivement. Le manque de modèles de référence déjà constitués et pouvant être imités fait que cette fabrique de sens « autre(s) » se caractérise par l'improvisation et l'hybridité. Les travaux de Homi Bhabha mettent en garde les chercheur-es et permettent d'éviter une interprétation hâtive binaire des innovations sociales (et techniques ici). Ce(s) sens nouveau(x) ne sont ni l'antithèse des normes modernistes conventionnelles dominantes, ni un retour en arrière, mais un agencement et une mobilisation de savoirs et d'objets en des finalités nouvelles.

3. Cerner la transformation sociétale par une approche spatiale des innovations sociales transformatives

Photo 6 : Panneaux signalétiques dans la commune de Percy, commune engagée dans la transition écologique et sociale



Photo : Alberto Campi, 2020

Dans la perspective multi-niveaux des *Sustainability Transitions Studies*, les initiatives alternatives représentent des niches, des « lieux d'incubation » d'innovations. Ces niches sont considérées comme étant des « espaces protégés » dans lesquels les acteur-es ne sont pas, ou moins, contraint-es par les cadres institutionnels dominants (Geels, 2004 ; Smith et Raven, 2012). Mais les notions de « lieu » et d'« espace » ne sont que métaphores ici,

désignant l'éloignement délibéré de normes conventionnelles et ainsi la liberté d'expérimenter (p. ex. dans des laboratoires industriels de recherche et développement).

Toutefois, comme toute construction sociale, les innovations sociales transformatives sont un véritable phénomène spatial (Feola, 2016 ; Nicolosi, 2020). Ainsi, il est intéressant d'explorer les dimensions spatiales des projets alternatifs tout en posant la question de qu'est-ce qu'une approche spatiale peut révéler sur celles-ci et les dynamiques de transformation qu'elles déclenchent potentiellement au sein des régimes conventionnels.

Comme déjà évoqué, l'apport de géographes fait encore largement défaut dans les *Sustainability Transitions Studies*, mais il est attendu pour contribuer à comprendre des dynamiques complexes de transformations à l'échelle régionale et à saisir ainsi les contextes qui les façonnent. Les rares travaux à l'intersection entre la géographie et les *Sustainability Transitions Studies* se concentrent principalement sur les systèmes sociotechniques autour de l'économie verte (Strambach et Pflitsch, 2020, p. 3), et négligent encore largement le domaine des innovations sociales transformatives. Un vaste champ peu exploré encore s'ouvre donc pour les géographes.

Dans la poursuite de ma démarche, je traiterai la question des expressions spatiales que prend la fabrique du sens « autre » et la diffusion plus large de ce(s) sens au sein des territoires conventionnels. Ici encore, je considère que la mobilisation d'outils cognitifs de la *Critical Development Geography* est utile : ils fournissent non seulement une approche spatiale au phénomène, mais tiennent aussi compte de l'altérité de nouvelles dynamiques émergentes.

Ma première proposition est de concevoir la spatialité des innovations sociales comme des territorialités divergentes des territoires conventionnels (dans son appréciation décoloniale, comme décrite dans la partie 2, chapitre 4.3). Les explorations-démonstrations dans le chapitre qui suit (3.1) visent à montrer que le concept de « territorialité divergente » a l'avantage de mettre en avant les multiples dimensions (identitaire, idéale, sociale, matérielle et organisationnelle/politique) de la fabrique des mondes se situant en dehors des normes conventionnelles.

Ma deuxième proposition concerne la transformation plus large déclenchée ou non à partir des acteur-es de ces territorialités divergentes. Je proposerai notamment de comprendre la transformation des régimes au prisme d'une analyse relationnelle entre territorialités divergentes et territoires conventionnels. Mobilisant le concept du conflit ontologique, je montrerai les obstacles à la diffusion plus large du sens « autre » produit par les initiatives citoyennes dans les territoires conventionnels (chapitre 3.2).

Par manque de matériau empirique suffisant, l'argumentaire pour appuyer ces deux propositions restera plus limité.¹¹⁰ Il s'agit d'avantage d'une exploration que d'une démonstration.

3.1 Proposition 3 : Concevoir la spatialité des innovations sociales transformatives comme des territorialités divergentes

La proposition

Les « alternatifs » font partie des « *space invaders* » (Routledge, 2017), ces mouvements civils qui contestent les normes modernes et s'approprient et façonnent à leur manière tous types d'espaces dans les Nord et les Suds. Mais que peut-on dire de ces espaces des collectivités alternatives étudiées ici ? Les projets alternatifs sont fréquemment représentés par des points sur une carte, ce qui évoque surtout l'image de lieux isolés au sein de régions. Mais on imagine facilement que ces lieux sont organisés en réseaux, du fait des liens qui se tissent entre leurs acteur-es. C'est effectivement en termes de lieux et de réseaux que s'expriment les personnes interviewées quand elles abordent des questions qui touchent à l'espace de leurs actions et à la dissémination de leurs pratiques, savoirs et valeurs. Ce sont là-aussi les deux concepts spatiaux principalement mobilisés au sein de la *Critical Geography* qui étudie ces projets. Celle-ci considère généralement que les pratiques préfiguratives produisent des lieux et s'organisent à différentes échelles (Brown *et al.*, 2012 ; Demaria *et al.*, 2019 ; Miller *et al.*, 2013). Elle s'attache alors à décrire les caractéristiques particulières de ces lieux, comme la solidarité et le partage (Ince et Hall, 2017), l'autonomie décisionnelle (Pickerill et Chatterton, 2006) ou encore l'importance donnée au local du fait de la dimension écologique des initiatives (Lloveras *et al.*, 2021). Certain-es auteur-es considèrent que l'utilisation du concept de lieu (*site*) se prête particulièrement à l'exploration des potentiels et limites du pouvoir transformatif de ces « *strategic interventions in current growth-based institutional frameworks* » (Schmid, 2019, p. 9). D'autres travaux, majoritairement ancrés dans l'analyse des mouvements sociaux, s'intéressent d'avantage aux réseaux qu'ils tissent, et notamment à leurs dimensions politiques (Pailloux et Ripoll, 2019 ; Ripoll, 2008) ainsi qu'à l'affranchissement des échelles institutionnelles conventionnelles dans leur organisation (Chatterton et Pusey, 2020 ; Marston *et al.*, 2005 ; McFarlane, 2009).

¹¹⁰ Je m'appuie principalement sur les résultats de l'étude de notre stagiaire Jérémy Caussanel sur l'analyse et la caractérisation des relations entre collectivités territoriales et acteur-es de l'innovation sociale dans les Monts d'Ardèche (Caussanel, 2017) ainsi que sur un article sur la mise en réseaux des acteur-es du « vivre autrement », co-écrit avec Nassima Hakimi-Pradels, Jean Baptiste Grison et Pierre-Antoine Landel et en cours d'évaluation (Hakimi-Pradels *et al.*, article en cours d'évaluation).

Mais les notions de « lieu » et de « réseau » rendent-elles compte au mieux de la spatialité de ces initiatives alternatives et de leur capacité à transformer plus largement les territoires ? Au-delà de ces deux catégories, une large palette de concepts est potentiellement à disposition des chercheur-es, tels que la « territorialité », le « projet de territoire » (Lajarge, Roux), l'« agencement translocal » (McFarlane), le « milieu innovateur » (Ayaldot), l'« écoumène » (Berque) ou encore l'« *ethnoscape* » (Appadurai). Dans *Spaces of Contention. Spatialities of Social Movements*, un des premiers ouvrages s'intéressant explicitement aux expressions spatiales des mouvements sociaux, Miller *et al.* concluent qu'elles sont multiples et enchevêtrées (Miller *et al.*, 2013, p. 12, voir aussi Leitner *et al.*, 2008). Si, par exemple, le « lieu » permet au mieux de cerner la mise en pratique de valeurs alternatives et les relations construites, le « réseau » met en lumière le tissage de liens aux multiples échelles – mais évidemment, lieux et réseaux sont intrinsèquement liés, et l'un n'existerait pas sans l'autre.

Or, il ne s'agit pas de démontrer qu'une catégorie spatiale serait plus adaptée qu'une autre pour cerner la spatialité des innovations sociales. Elles sont toutes pertinentes, car toutes révèlent une autre dimension de ces espaces socialement construits. Pour les chercheur-es, l'enjeu est de mobiliser celles qui permettent au mieux de rendre compte des réalités fabriquées et vécues par les acteur-es, d'une part, et de choisir la meilleure grille d'analyse pour transmettre aux lecteur-es les facettes qu'ils souhaitent révéler d'autre part. Poursuivant la piste d'envisager les innovations sociales transformatives en termes d'ontogenèse, je considère que la différence ontologique des innovations sociales par rapport au monde dominant a ses expressions spatiales, et que ces dernières se laissent cerner en mobilisant la notion de territorialité dans son acceptation décoloniale.

En effet, la notion de territorialité n'est aujourd'hui plus uniquement conçue comme reflétant l'appropriation et le contrôle de l'espace par l'État. À côté de sa conception classique comme aire administrative dans laquelle l'État exerce son pouvoir existe aujourd'hui une appréhension actantielle et relationnelle qui met en avant à la fois les dimensions politique, sociale, culturelle, matérielle et symbolique des espaces construits par des groupes sociaux. Cette conceptualisation postmoderne a d'abord émergé au sein de la géographie francophone, notamment avec les travaux de Claude Raffestin (1982, 1986) et de Joël Bonnemaïson (1981) (voir, p. ex. Antheaume et Giraut, 2005 ; Bédard, 2017 ; De Bernardy et Debarbieux, 2003 ; Debarbieux et Vanier, 2002 ; Del Biaggio, 2015 ; Giraut, 2013 ; Gumuchian et Pecqueur, 2007) puis dans la géographie anglophone, influencée par Robert Sack (1986), (voir, p. ex. Agnew, 1994 ; Dell'Agnese, 2013 ; Elden, 2010 ; Massey, 2004 ; Painter, 2010) et latino-américaine (Escobar, 2008 ; Offen, 2003 ; Souza, 2015, 2009 ; Streule et Schwarz, 2019 ; Zibechi, 2008).

Elle a fait de la territorialité un outil cognitif heuristique des géographes. Ainsi, la territorialité peut être définie comme « l'ensemble des modalités par lesquelles les individus composent ensemble du commun, constituent du collectif, notamment par une référence commune, partagée aux ressources matérielles et symboliques de leur

environnement » (Debarbieux, 2008b, p. 24). En tant qu'expression du rapport à l'espace, la territorialité exprime donc une référence commune de groupes sociaux et peut aller jusqu'à incarner une identité et un sentiment d'appartenance particulier (Bédard, 2017). Elle permet de désigner à la fois les identités qui se construisent autour d'un ensemble de valeurs partagées, la particularité des liens sociaux établis, les types d'attachement aux ressources locales et au vivant non-humain, et l'(auto-)gouvernance selon des règles spécifiques (auto-)établies. Bref, la notion de territorialité couvre les multiples dimensions spatiales de la vie : sa dimension sociale, identitaire, matérielle aussi bien que sa dimension politique. Au sein de la communauté géographique francophone, l'acceptation que la territorialité puisse représenter tout type de « projet collectif d'une communauté » (Fourny et Lajarge, 2019), et qu'elle ne soit pas nécessairement liée à l'action d'instances publiques, est aujourd'hui largement partagée.¹¹¹ Et pour Mario Bédard, qui a réalisé un recensement exhaustif des publications sur la territorialité, la notion est « de plus en plus utilisée pour illustrer l'importance du sens qu'on confère au territoire » (Bédard, 2017). C'est ce sens conféré au territoire qui m'intéresse.

C'est ici qu'entre en jeu la *Critical Development Geography* et plus particulièrement l'approche décoloniale latino-américaine du territoire, de la territorialité et de la territorialisation. Tout comme le courant francophone, elle est ancrée dans l'approche actantielle et relationnelle. Mais l'appréhension décoloniale a aussi la particularité d'avoir sorti ces notions de l'épistème moderne, en leur conférant une dimension ontologique et politique (voir partie 2, chapitre 4.3). Les travaux sur les peuples autochtones et les mouvements sociaux les mobilisent avant tout pour rendre compte de l'expression spatiale de leur différence, de leur altérité (Escobar, 2008 ; Haesbaert, 2020, s. d. ; Halvorsen, 2019 ; Offen, 2003 ; Porto-Gonçalves, 2009b, 2009a ; Radcliffe, 2018 ; Zibechi, 2008). Territoire, territorialité et territorialisation reflètent ici la reconstruction d'un vivre-ensemble selon des valeurs, identités, imaginaires et pratiques en dehors des normes dominantes, comme le résume Halvorsen dans son article « Decolonising territory: Dialogues with Latin American knowledges and grassroots strategies » (Halvorsen, 2019). L'approche décoloniale renvoie non seulement à un *autre* rapport à l'espace, mais aussi à la poursuite d'un projet politique et identitaire de communautés dissidentes aux normes des États modernes, comme en témoignent les notions de « territoires dissidents » (Souza, 2015) ou « territoires de résistance » (Zibechi, 2008).

L'apport conceptuel de cette appréhension décoloniale à la conception francophone postmoderne est donc double. Premièrement, elle met en lumière sa dimension ontologique. Elle permet notamment aux chercheur·es de cerner l'ampleur de l'altérité du vivre(ensemble) des communautés. Deuxièmement, elle permet de relever la revendication politique du droit à l'altérité des communautés en question. C'est ici qu'une

¹¹¹ Même si dans le milieu anglophone, la conception de la territorialité évolue dans ce sens, celle de *place* est tout de même plus communément utilisée.

nuance doit être faite, car les contextes pour les peuples autochtones et mouvements sociaux en Amérique latine sont différents de ceux des collectifs aux Nord(s) qui s'engagent dans la transition écologique. En Amérique latine, ces territoires de l'altérité sont devenus des vecteurs de revendications de reconnaissance de communautés au nom de droits ethniques auprès des gouvernements (Offen, 2003, p. 47). Surtout dans le cas des peuples autochtones, l'identité collective est fortement liée aux terres des ancêtres. L'attachement matériel, symbolique et spirituel à la terre, la volonté de vivre selon leurs valeurs et principes sur ces mêmes terres se laissent en effet très bien exprimer avec la notion de territoire et de territorialité. L'action politique consiste alors à revendiquer le droit de vivre selon leurs propres normes sur « leurs » territoires. Certains États, comme l'Équateur, la Colombie et la Bolivie, ont cédé à ces revendications territoriales et élaboré des conventions concédant une part de gouvernance et ainsi de contrôle sur ces territoires. Ces territorialités divergentes peuvent alors être considérées comme juxtaposées (*overlapping*) aux territoires de l'État-nation (Agnew et Oslender, 2013).

Aux Nord(s), les acteur-es des innovations sociales transformatives n'expriment généralement pas leur revendication de vivre « autrement » en termes territoriaux. Leurs projets ont bien une dimension politique, mais ils ne revendiquent pas un territoire pour leur communauté au sein d'un espace dominé par le régime conventionnel. C'est pourquoi la notion de « territorialité divergente » me paraît plus appropriée pour signifier ces spatialités existantes ou émergentes en dehors des imaginaires et pratiques conventionnelles aux Nord(s). La territorialité devient ici l'expression spatiale de la fabrique de sens « autre ». Cette fabrique peut être considérée comme l'auto-construction d'un référentiel commun qui participe à la territorialisation (cf. définition de Debarbieux).

Mais la territorialité est aussi une notion abstraite. L'aborder de manière empirique pour en décrire les facettes n'est pas un exercice aisé pour les chercheur-es. Comme déjà évoqué, ce sont surtout les figures des lieux et des réseaux qui se sont imposées à nous lors de nos études de terrain. Car c'est en ces termes que les acteur-es s'exprimaient quand il s'agissait de faire référence à quelque spatialité de « leur monde », leur « réalité ». Et nous voilà au point de départ, aux notions qui dominent dans la littérature de la *Critical Geography* ? Or, nous pouvons aisément concevoir ces deux formes spatiales comme parties intégrales des territorialités - une idée largement partagée par les penseur-es du territoire et de la territorialité, de Joël Bonnemaison (1981), en passant par Claude Raffestin et Angelo Turco (1984 ; p. 254) et Bernard Elissalde (2002, p. 197) jusqu'à Joe Painter (2006). Ainsi, Bernard Debarbieux propose de concevoir les lieux comme l'expression de la territorialité, révélant la quintessence de cette dernière : c'est au sein du lieu que s'exprime de manière tangible et sensible cette connexion entre la base matérielle qu'est l'espace géographique et les valeurs d'une communauté - et ainsi le sens donné à chaque élément de l'espace (Debarbieux, 1995, p. 14). Quant aux réseaux, Elissalde considère que « *territories are networks* » (Elissalde, 2002, p. 197). Aussi Joe Painter propose de ne pas concevoir territoires et réseaux comme des réalités différentes. Selon

lui, les territoires ne sont pas des produits de relations en réseaux, mais « l'effet de réseaux » (Painter, 2006, p. 28).

Je vais considérer ici les lieux et réseaux comme des figures spatiales relatives à la manière dont les acteur-es des innovations sociales transformatives construisent leur relation à l'espace et s'organisent. J'attribue à ces deux figures le rôle d'entrées cognitives des chercheur-es dans les territorialités divergentes qui émergent ou, en d'autres termes, d'outils à l'aide desquels je tente de cerner les relations aux ressources et entre individus, la construction d'identités communes et de sens particulier(s) – des relations spécifiques qu'il faut concevoir en dehors de l'épistème moderne.

L'exploration-démonstration

Le sens du lieu – révélateur de la dimension ontologique des territorialités divergentes

Franchir physiquement le seuil (une porte ou une démarcation) d'un lieu forgé par un collectif alternatif crée dans bien des cas le sentiment de changer « de monde ». L'altérité du lieu se révèle à l'œil de l'observateur·trice par l'agencement inhabituel d'éléments dans l'espace. Ici, l'on tombe sur un chauffe-eau solaire au milieu de la forêt (photo 7), là sur un champ travaillé par un outil agricole auto-fabriqués et tiré par un cheval (photo 8), ailleurs sur un « tunnel végétal » (photo 9), sur une machine à laver reliée à un vélo sans roues pour l'alimenter d'énergie en pédalant, sur une station de purification d'eau sous forme d'un biotope, sur des chèvres et des poules se baladant librement sur le site, etc. Rien n'est comme d'ordinaire, tout paraît plus ou moins non conventionnel.

Photo 7 : Démonstration d'une machine agricole à l'Atelier Paysan



Photo : Alberto Campi (2020)

Photo 8 : Chauffe-eau solaire à La Merigüe



Photo : Florian Lucas (2014)

Photo 9 : Le tunnel végétal au Viel Audon



Photo : l'auteure (2020)

Les visiteur·es sentent un esprit du lieu qui renvoie aux significations particulières que prennent les éléments matériels et immatériels. La simple observation de l'arrangement d'éléments matériels dans l'espace peut renseigner sur le sens des choses, les manières de vivre et de penser dans ces lieux. Par la suite, je laisserai parler nos étudiant·es du master *International Development Studies* à ma place afin de rendre compte de l'identité particulière de ces lieux. Lors de nos visites annuelles au Viel Audon avec les nouvelles promotions (2012-14, 2015-17, 2018-20), les formateur·es du site envoient les étudiant·es par petits groupes pour une balade de découverte sans introduction préalable, un plan du site à la main, avec comme seule consigne de deviner la signification de ce qu'ils voient. Lors de la séance de restitution, les groupes sont sollicités pour rapporter leur compréhension du lieu, visualisée sous forme de schéma, de dessin ou de carte (photos ci-dessous).

Photo 10 : Élaborations des schémas de la compréhension du site du Viel Audon



Source : L'auteure (2020)

Photo 11 : Séances de restitution par les étudiant-es



Photos : L'auteure (2018 et 2019)

Les étudiant-es évoquent généralement qu'ils ressentent une « étonnante harmonie avec les éléments naturels » en observant cette « coexistence d'humains, de pierres, de bois, de chiens, porcs et chèvres, les toilettes sèches, la station écologique d'épuration d'eau, etc. » (Susan, 2018). Ce sont notamment les notions d'équilibre, de circularité, de soutenabilité, d'interactions avec le non-humain et de frugalité qui s'imposent aux groupes à partir de l'observation - et ce, comme déjà évoqué, sans aucune présentation préalable du lieu. Certains groupes évoquent aussi qu'ils ont l'impression que des lois et règles « atypiques » y règnent. Ce ressenti renvoie à la dimension politique des projets. Il y a là bien une maîtrise, un contrôle manifeste et réglementé qu'exerce le collectif sur les ressources et sur le sens de la production et des échanges (voir aussi Lloveras *et al.*, 2021). Ces règles sont tacites et informelles, mais elles sont perceptibles par des observateur-es extérieur-es et donc « réelles ».

Ces simples observations révèlent une construction originale de ce lieu, dans le sens qu'elle diffère des normes conventionnelles dominantes. La façon selon laquelle cette différence a été identifiée par les étudiant-es permet d'émettre l'hypothèse que la manifestation visuelle de l'agencement matériel dans ce lieu constitue un marqueur de son altérité. Il y a bien une expression spatiale visuelle des imaginaires et pratiques alternatives, et notamment du rapport particulier aux ressources matérielles locales qui laisse sous-entendre des règles, une gouvernance divergente des normes conventionnelles.

C'est ainsi que le lieu permet d'apprécier de manière tangible et sensible le rapport des collectifs à l'espace géographique et la manière de laquelle l'expérience commune génère du sens spécifique donné à chaque élément de l'espace (voir aussi Casey, 2001 ; Cresswell, 2015 ; Debarbieux, 1995, p. 14). Les modes de son appropriation l'ont imprégné d'une matérialité et de significations divergentes qui sont perceptibles de l'extérieur (Koop, 2020). Dans ce sens, les lieux peuvent être considérés comme des révélateurs de la dimension ontologique des territorialités divergentes.

Les réseaux : révélateurs des politiques préfiguratives sous-jacentes aux territorialités divergentes

Que seraient ces lieux sans leurs réseaux ? Comme Doreen Massey le souligne, certaines relations constitutives des lieux sont certes « *contained within the place* », mais d'autres s'étendent au-delà, liant tout lieu à des relations et des dynamiques plus larges et dans lesquels d'autres lieux sont également impliqués (Massey, 1994, p. 121). Aussi nos études de terrain ont-elles révélé qu'au-delà des lieux habités, les acteur-es opèrent au sein d'innombrables réseaux. Nous avons recensé des réseaux à toutes échelles, des micro-réseaux locaux jusqu'à des réseaux internationaux. Quelle que soit leur étendue géographique, ils peuvent être informels ou formalisés, fortement politisés ou relevant plutôt de politiques silencieuses (*quiet politics*)¹¹², organisés par secteurs d'activité (p. ex. le réseau GRAP, *Slowfood*, la communauté des *Incroyables Comestibles*, Kokopelli, le mouvement des Monnaies Locales Complémentaires) ou transversal (p. ex. Trièves en Transition). Les uns sont fermés sur des communautés partageant la même éthique (p. ex. le mouvement Oasis en tous lieux), les autres ouverts et engagés dans la dissémination plus large de leurs idées et pratiques au sein des territoires (p. ex. le mouvement Transition France). Notre équipe de recherche en avait analysé différentes formes, notamment en différenciant réseaux infra- et extra-territoriaux, réseaux « hors-sol » et réseaux intégrés dans le tissu local (Koop *et al.*, 2016 ; Landel *et al.*, 2018). Suivant le cadre théorique dressé ici, je présenterai ces réseaux comme l'expression des formes collectives d'organisation et d'actions, réunissant divers lieux. Je m'intéresserai particulièrement aux fonctions qu'ils prennent dans la production et la dissémination du sens « autre ».

Aussi divers que soient les types de réseaux, on peut leur attribuer une caractéristique commune : ils sont autant le fruit que le support de la circulation des savoirs et des moyens qui sont produits dans les divers lieux. Nos entretiens avec les acteur-es ont montré que c'est le besoin de partager les savoirs développés dans les projets (et d'autres moyens) qui est un moteur puissant du tissage de liens. Les savoir-faire étant le fruit des improvisations et hybridations, donc des innovations, les succès, échecs et impasses méritent d'être

¹¹² La notion de politiques silencieuses désigne une forme d'engagement qui met l'accent sur des moyens incarnés, pratiques, tactiles et créatifs pour agir, résister, retravailler et subvertir (Pottinger, 2017, p. 3). Elles sont « *modest, quotidian and proceeding with little fanfare* » (Horton et Kraftl, 2009, p. 14).

connus et discutés collectivement. Il s'agit là autant des savoirs technique, juridique, organisationnel qu'éthique. Les savoir-faire techniques concernent la production dans tous les secteurs : l'agriculture, l'énergie renouvelable, l'éco-habitat, etc. Les savoir-faire organisationnels relèvent de la gouvernance interne aux projets. Ils correspondent le plus souvent soit à des formes et méthodes d'organisation non hiérarchiques et autogestionnaires au sein des structures (p. ex. la gouvernance partagée, la sociocratie ou encore l'holocratie), soit à des méthodes de résolution de conflits qui peuvent découler de l'expérimentation de ces nouveaux modes de gouvernance. Les savoir-être correspondent à des manières de se positionner, à la fois par rapport à soi-même, aux autres personnes, à l'*ethos* alternatif mais aussi aux personnes ne partageant pas cet *ethos*. Dans un article en cours de soumission avec Nassima Hakimi-Pradels, Jean Baptiste Grison et Pierre-Antoine Landel, nous avons distingué trois fonctions dans la circulation de ces différents savoirs et moyens (Hakimi-Pradels *et al.*, article en cours d'évaluation).

La première est la fonction de l'entre-aide¹¹³. Peu de structures formelles répondent aux besoins spécifiques de ces mondes non conventionnels en émergence. La « débrouille » informelle, sous forme de prêt ou de mutualisation d'outils, de matériaux, de main-d'œuvre ou encore de bons conseils se fait par le tissage de liens entre les acteur-es des différents lieux – tout comme c'est le cas dans les pays des Suds dans lesquelles les systèmes formels ne répondent pas suffisamment aux besoins des populations (voir p. ex. Scott, 1985, 1998). Au-delà de la pure nécessité, cette entre-aide répond aussi aux valeurs de la solidarité et de la frugalité. Ainsi, l'Atelière, une recyclerie textile solidaire dans les Monts d'Ardèche, pose régulièrement des containers de récupération textile chez Recycl'Art, une association pratiquant le recyclage et la création artistique. Le garage solidaire AutopiA prend en stage des travailleurs de l'Atelière ou, en échange de quelques meubles chez Recycl'Art, offre les réparations mécaniques à celui-ci (Caussanel, 2017). La proximité géographique favorise certes la solidarité entre les lieux au sein des territoires administratifs conventionnels, mais ces formes d'entre-aide s'organisent aussi à l'échelle nationale, comme par exemple dans le cas du mouvement Colibri qui organise la diffusion de semences anciennes.

La deuxième fonction est celle de la consolidation des projets. Les échanges sur les expériences localisées contribuent à approfondir les connaissances sur les pratiques innovantes et spécifiques à ces mondes alternatifs et ainsi à stabiliser les projets. Comme décrit dans le chapitre 4.2 de cette partie, l'innovation passe par l'hybridation de matériaux, de techniques et de pratiques diverses. Et c'est avant tout le fonctionnement en réseaux à toutes échelles qui permet de s'inspirer de l'ailleurs pour innover. Un exemple en est le mouvement Oasis en tous lieux, conceptualisé par Pierre Rabhi comme des lieux

¹¹³ L'entraide est une caractéristique intrinsèque aux initiatives alternatives citoyennes et soulevée dans la plupart des publications. Dans son ouvrage *Entre-aide, un facteur de l'évolution*, le géographe anarchiste Kropotkine avait analysé l'entre-aide comme facteur constitutif de l'évolution des espèces (humaine incluse) et s'opposait à ce qu'on appelait ultérieurement le darwinisme social (Kropotkine, 1906).

proposant « des alternatives de mode de vie et visant une autonomie fondée sur la terre nourricière, la pluriactivité et les échanges »¹¹⁴. Les acteur·es de ce réseau développent des échanges avec d'autres lieux, même très éloignés, autour des pratiques alternatives, en particulier agro-écologiques. Dans le domaine de la permaculture, le mouvement opère à travers l'association de formation Terre et Humanisme avec des associations en Afrique de l'Ouest et du Nord. Ce sous-réseau du mouvement permet de faire circuler des connaissances techniques développées dans des milieux environnementaux spécifiques. Certaines sont transférables, voire adaptables à d'autres contextes, d'autres non.

La consolidation passe aussi par la concertation et la délibération sur des projets communs, ainsi que par l'engagement dans des projets visant la diffusion de pratiques alternatives au sein des territoires concernés. Ces formes de consolidation sont généralement organisées par des têtes de réseaux au sein des différents territoires, telles que Et maintenant dans les Bauges ou encore Transition07 en Ardèche. Finalement, la consolidation se réalise aussi par des processus de formalisation de pratiques innovantes informelles. Le syndicat des Simples en est un bon exemple. Il fédère depuis 1982 une centaine de cueilleur·es et transformateur·es de plantes médicinales dans des zones de montagne. Pendant longtemps, chaque cueilleur avait ses propres pratiques et suivait ses propres règles. La mise en réseau a permis de mettre en œuvre un cahier des charges commun qui s'applique aujourd'hui à l'ensemble de la profession. Ce réseau repose sur des valeurs de préservation de l'environnement et des ressources, de qualité de la production et de protection des consommateurs et consommatrices. Il a fortement contribué à la consolidation de cette profession (Hakimi-Pradels *et al.*, en cours de publication). Un autre exemple de la consolidation par la formalisation est le cas des chartes collectives. Ainsi, dans la vallée de Suse, le réseau Etnomia regroupe 350 structures indépendantes signataires d'un manifeste éthique. Cette charte stipule la volonté de valoriser le territoire et le tissu social avec une attention particulière à l'environnement et à la culture locale, ainsi que des critères écologiques et sociaux à respecter.

La troisième fonction des réseaux est celle de la dissémination du mode de « vivre autrement ». De nombreux lieux diffusent leurs pratiques et savoirs par le biais de formations, mais les acteur·es organisés·es en réseaux ont un rôle plus primordial encore dans la dissémination. Ainsi sont organisés des événements (festivals, soirées-débat, etc.) dédiés non seulement à un échange entre pairs mais aussi à se faire connaître auprès d'un public plus large. Il peut s'agir là de festivals annuels tel que *Quelle foire* dans le Trièves ou la *Fête de la montagne limousine* dans le Massif-Central, mais aussi des micro-événements, tels que des rendez-vous quotidiens pour les retraité·es, des repas ouverts le soir, des conférences, des études de projets et des ciné-débats.

La dissémination passe aussi par la diffusion d'informations sur Internet et par la publication d'ouvrages (par exemple le *Magazine des 4 saisons* sur le jardinage écologique

¹¹⁴ Manifeste des oasis en tous lieux, http://www.passerelleco.info/article.php?id_article=846.

- édition Terre Vivante dans le Trièves). Le Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires (REPAS) est aussi exemplaire de la fonction de dissémination que prennent les réseaux. Fondé en 1994, il fédère une trentaine de projets alternatifs et fonctionne de manière informelle au gré des échanges entre ses membres. Le réseau organise ainsi des rencontres bisannuelles qui permettent à ses membres d'échanger autour de leurs pratiques respectives mais également de réfléchir autour de thématiques transversales. REPAS porte également une activité éditoriale pour rendre publiques les expériences vécues par ses membres. Finalement, il s'est engagé dans une démarche de compagnonnage qui permet aux personnes intéressées de travailler quelques mois dans plusieurs structures alternatives du réseau afin d'acquérir des savoirs alternatifs. Ceci permet aux participant-es de mieux connaître le milieu alternatif et de mieux identifier ce dont iels avaient envie. Ces modalités favorisent potentiellement l'engagement de nouvelles personnes dans les initiatives existantes ou l'émergence de nouveaux projets. Les échanges de conseils, de méthodes et de bonnes pratiques à l'intérieur des réseaux, ainsi que la force que donne l'appartenance à un groupe pour défendre des intérêts communs sont souvent des ressources précieuses pour les personnes qui souhaitent lancer un nouveau projet mais qui n'osent pas ou qui ne savent pas comment procéder (Hakimi-Pradels *et al.*, article en cours d'évaluation).

Finalement, ces échanges et le partage de biens et de services, la transmission des savoirs, la confrontation des idées, la concertation autour de projets communs et la formalisation ne contribuent pas seulement à renforcer les liens, à consolider les expériences et à les disséminer. Indirectement, le réseautage participe aussi à forger des référentiels et des identités communes (évidemment pas sans divergences d'avis et de conflits). L'on peut émettre l'hypothèse que c'est notamment le manque de modèle et de soutien par le monde conventionnel, cette absence de « normalité » et la recherche commune de référentiels partagés qui poussent aussi à ce tissage de liens. Celui-ci a le pouvoir de faire émerger de nouvelles normes partagées et c'est en quoi réside la dimension politique des réseaux alternatifs. En effet, différentes formes et degrés de politiques préfiguratives peuvent être associés aux fonctions des réseaux. Ainsi les réseaux d'entraide relèvent plutôt des politiques silencieuses (*quiet politics*), ces formes d'engagement incarnées à partir de pratiques modestes et quotidiennes, mais créatives pour agir et subvertir (Pottinger, 2017, p. 3 ; Horton et Kraftl, 2009, p. 14). Les fonctions de consolidation (qui passe souvent par la formalisation) et de dissémination sont alors des actions politiques qui impliquent l'engagement pour une reconnaissance officielle par le régime conventionnel et qui permettent aussi des actions politiques de l'ordre de la lutte contre des projets conventionnels tels la construction d'autoroutes (comme dans le Trièves), de lignes de TGV (dans la Vallée de Suse) ou encore l'extraction de gaz de schiste (en Ardèche).

Cependant, les réseaux alternatifs contribuent non seulement à renseigner sur les diverses dimensions des territorialités « autres », mais aussi sur leur spatialité. Dépendant des contextes locaux, des réseaux infra-territoriaux plus ou moins denses se dessinent, jusqu'à

présenter l'aspect de « milieux innovateurs alternatifs »¹¹⁵. Nous avons pu observer que la lutte commune contre des grands projets renforce fortement de telles dynamiques. C'est le cas par exemple dans la basse vallée de Suse, où une majorité des habitant·es s'est engagée dans la lutte collective contre le projet TGV Lyon-Turin. Les échanges et actions communes ont fait émerger un projet politique alternatif pour le territoire concerné (Landel et Koop, 2018). Quant aux réseaux extra-territoriaux, ils permettent non seulement la transmission et la dissémination du savoir aux échelles nationales et internationales, mais aussi de formuler des revendications et actions politiques concrètes, s'adressant aux gouvernements nationaux et internationaux.

Conclusion intermédiaire

Cette ébauche d'analyse des lieux et réseaux alternatifs a montré que les lieux autant que leur fonctionnement en réseaux sont constitutifs des territorialités divergentes qui émergent à partir des innovations sociales transformatives. La mobilisation de l'approche décoloniale de la territorialité paraît pertinente ici. La force de cet outil cognitif réside dans sa capacité de cerner les multiples dimensions (identitaire, idéale, sociale, matérielle et organisationnelle/politique) de la fabrique des mondes se situant en dehors des normes conventionnelles. Ces territorialités se manifestent alors sous la forme d'espaces « multi-situés et réticulaires » (Giraud, 2013). Les lieux peuvent être considérés comme la quintessence, matérialisée et tangible, de ces territorialités « autres », révélant le sens divergent que prennent les éléments et ressources dans ces innovations sociales. Les réseaux, ces « linéaments discrets des réseaux collaboratifs » se matérialisent moins dans l'espace (Glon et Pecqueur, 2020, p. 119), mais sont essentiels autant à l'existence, à la consolidation qu'à la dissémination du/des sens « autres » produits dans les lieux. Le fait que leurs fonctions assent émerger et consolident des référentiels communs contribue à la capacitation (*empowerment*) des acteur·es et renvoient à la dimension politique de ces territorialités.

Cette exploration-démonstration montre qu'il serait quelque peu réducteur d'assigner les innovations sociales transformatives à des niches d'innovations, comme le propose le cadre conceptuel des *Sustainability Transitions Studies*. Certes, les innovations sociales émergent dans des niches des régimes dominants, mais cerner leur altérité, leur ampleur et leur dissémination nécessite, comme je l'ai esquissé, l'analyse de leur(s) spatialité(s), dans une approche décoloniale.

¹¹⁵ Noel Longhurst a proposé cette notion de milieu innovateur alternatif à partir de son étude d'organisation des initiatives alternatives à Todnes, ville emblématique de la transition en Grande-Bretagne (Longhurst, 2013, 2015).

3.2 Proposition 4 : Comprendre la transformation des régimes au prisme d'une analyse relationnelle entre territorialités divergentes et territoires conventionnels

La proposition

L'émergence et la consolidation de sens « autres » donnés aux éléments vivants et non vivants, aux êtres humains et non-humains peuvent être déjà considérées comme la manifestation d'une transformation sociétale – du moins dans le cas où ces territorialités divergentes (ces niches en réseaux) ne sont pas vouées à disparaître dans un futur plus ou moins proche (voire partie 3, chapitre 3 sur la *deep transition*). Toutefois, selon les *Sustainability Transitions Studies*, la question d'une transformation sociétale plus large se joue avant tout dans les dynamiques à l'interface entre niches (en réseaux) et régimes. Le questionnement à engager à partir de la *Critical Development Geography* serait alors de savoir en quoi et dans quels contextes les territorialités divergentes peuvent déclencher des transformations plus larges au sein des territoires conventionnels.

La dichotomie entre niche et régime de la perspective multi-niveaux ne permet pas d'expliquer les dynamiques complexes qui sous-tendent des transitions vers la durabilité à l'échelle régionale, voire nationale (Hansen et Coenen, 2015). Notamment, la manière dont les changements au niveau micro conduisent à la reconfiguration du régime au fil du temps et la façon dont ces processus sont façonnés par les contextes spatio-temporels dans lesquels ils se déroulent, ne peuvent pas être entièrement expliquées par la perspective multi-niveaux (Strambach et Pflitsch, 2020, p. 3).¹¹⁶

Dans la suite des pistes proposées jusqu'ici, l'analyse des capacités transformatrices des innovations sociales devrait être posée en termes de rapport entre les territorialités ontologiquement divergentes et les territoires conventionnels : ces territorialités restent-elles juxtaposées, voire « additionnelles » aux territoires conventionnels (Fuller *et al.*, 2016, p. 7) ? L'analyse devrait aussi porter sur ce qui conditionne ce rapport : dans quels contextes et configurations les territorialités divergentes transforment les territoires régis par des normes conventionnelles ? Opposer territorialité et territoire est une entrée qui souligne l'enjeu ontologique et politique : la territorialité renvoie tendanciellement à un processus en cours. L'appropriation, le contrôle sur le rapport à l'espace, les référentiels communs, la normalisation - attributs du territoire – ne sont pas achevés. Quant à la notion de territoire, elle évoque un monde stabilisé avec des normes partagées qui régissent, d'une part la relation entre les humains et, de l'autre celle entre humains et espace par des

¹¹⁶ Ainsi les travaux développés sur le *scaling up* des innovations sociales (Dees *et al.*, 2004 ; Howaldt, 2017 ; Moore *et al.*, 2015 ; Westley *et al.*, 2014) n'y répondent pas, car ils raisonnent surtout en termes de multiplication, d'approfondissement et d'élargissement des initiatives et peu sur les contextes.

lois, réglementations et codes de conduite - incarnés par l'État (dans l'acceptation moderne du terme) et reconnus par l'ensemble des individus. Un point crucial à explorer est donc la relation entre les institutions étatiques, incarnant les normes conventionnelles partagées, et les initiatives alternatives faisant émerger, dans un premier temps, des normes informelles (Chatterton et Pusey, 2020).

Comment la *Critical Development Geography* peut-elle contribuer à ce sujet ? Tout comme pour la géographie critique, ses travaux s'intéressent davantage aux formes d'oppression et à la fabrique des alternatives au sein des communautés qu'à leur articulation avec le régime dominant. Les études de cas qui explorent les dynamiques à l'interface avec les acteurs conventionnels se concentrent alors sur l'analyse de luttes contre des grands projets modernistes (projet de barrages, centrales nucléaires, autoroutes, agriculture intensive, etc.) et ce dans une logique plus ou moins binaire, comme en témoignent les notions de résistance et de *counterspaces* (Nicolosi, 2020) ou encore de *countertopographical networks* (Katz, 2001). Mais l'approche relationnelle qui caractérise la *Critical Development Geography* contemporaine permet d'analyser les interrelations entre des territorialités ontologiquement différentes et les territoires dominants conventionnels de manière différenciée (voir aussi Schmid, 2020, p. 9). Aussi, la notion de « conflits ontologiques » élaboré par Mario Blaser (Blaser, 2009, 2013) s'avère utile pour rendre compte du rapport entre les « mondes ».

Bien évidemment, ce sujet est vaste et peut être analysé à partir de divers objets d'étude. Dans ma démarche d'exploration-démonstration, j'étayerai ma réflexion par l'analyse de la variété de relations entre porteur-es de projets alternatifs et collectivités territoriales. Les acteur-es opérant au sein de ces institutions peuvent être considéré-es comme les garant-es de l'application des normes conventionnelles sur les territoires. Analyser les rapports de pouvoir et détecter dans quelles configurations ces auteur-es changent de règles ou non renseigne sur la transformation des régimes.¹¹⁷

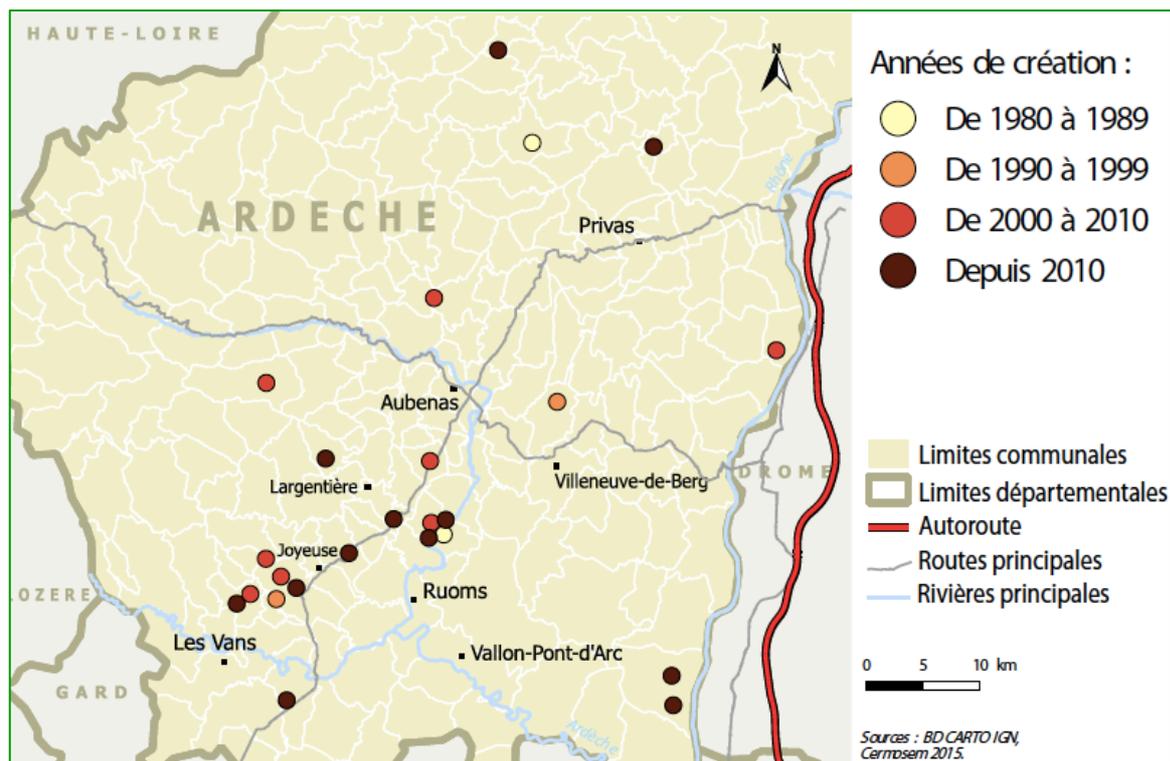
L'exploration-démonstration

Les territorialités divergentes ont indéniablement un impact dans leurs territoires d'inscription, ne serait-ce que pour leur capacité à faire émerger des manières de vivre environnementalement et socialement plus soutenables dans leurs interstices, comme montré dans le chapitre précédent. Mais loin d'envisager de fonctionner en parallèle des systèmes établis, maints projets s'engagent activement dans la transition de leurs territoires. Un premier indicateur pour cette ouverture est l'évolution de la localisation des projets. Contrairement aux sites isolés de la première vague de projets des baba-cools des

¹¹⁷ Ce questionnement suit l'hypothèse qu'une transition profonde des trajectoires territoriales vers plus de soutenabilité ne peut avoir lieu qu'en cas de changement profond de valeurs et de normes (Loorbach *et al.*, 2017 ; Kanger et Schot, 2019).

années 1970/80, visant à s’extraire de la société de consommation et de production de masse (Rouvière, 2015), les projets récents sont situés le long des routes principales ou près des villages et des villes centrales – signe d’une recherche de proximité avec les habitant·es. Une telle évolution a notamment pu être observée dans les Monts d’Ardèche (voir figure 33) et le Trièves.

Figure 33 : Localisation des projets alternatifs (Monts d'Ardèche)



Source : L’auteure (2015)

La raison d’être de certains de ces lieux qui se rapprochent des centres est d’impliquer les habitant·es du territoire dans leurs activités quotidiennes. D’autres organisent des espaces ou événements spécifiquement dédiés à faire connaître les savoirs et pratiques et de les disséminer, comme l’illustre cet extrait de ma publication « Escaping from capitalism. The enactment of alternative lifeworlds in France’s mountain regions » (Koop, 2020) :

Escaping from capitalism.

The enactment of alternative lifeworlds in France's mountain regions

These alternative communities seek geographical and social proximity, with the boundaries between the places of difference and their outside becoming more porous. Several examples illustrate the initiators' determination to interact with the local population, to make their values known and to act in favour of social transformation. The Changement de Cap association in Ardèche rented a plot of land near a traffic circle on a main road and created various types of open spaces: a 'material area' selling second-hand clothes and furniture, a 'plant area' based on the agro-ecology model, a 'reading area', a 'catering area' and so on. Autopia, a solidarity garage, offers training in autonomous car repairs as well as supplies tools and know-how, and organises public debates and concerts to spread ideas in the immediate vicinity. In Trièves, Recycl'Art offers creative workshops to the local population, enabling them to transform waste material into new objects, while raising public awareness about waste management (recycling, repair, re-use). Community food hubs that link consumers directly with local producers are also frequent. Such intersections with the conventional commodified sphere have recently attracted attention and have been analysed [...]. In the present study, the combination of being visible in central places and proposing useful services to the local population while transmitting practices (and, consequently, values) is a current strategy and channel for broader social transformation (Koop, 2000, p. 135).

Les entretiens que nous avons réalisés montrent que les porteur-es de projets abordent les instances dans la quête de reconnaissance, de soutien et, souvent, dans la volonté de « faire changer les esprits » (Gilles, Ardèche). Inversement, les collectivités territoriales, que ce soient les municipalités, les départements, parcs régionaux ou régions, sont incitées par le gouvernement et l'Union européenne à soutenir les innovations sociales. Bien que la compréhension de ce que c'est une innovation sociale par les institutions publiques soit assez large (voir partie 3, chapitre 3), elle inclut aussi ces projets qui expérimentent le « vivre autrement ».

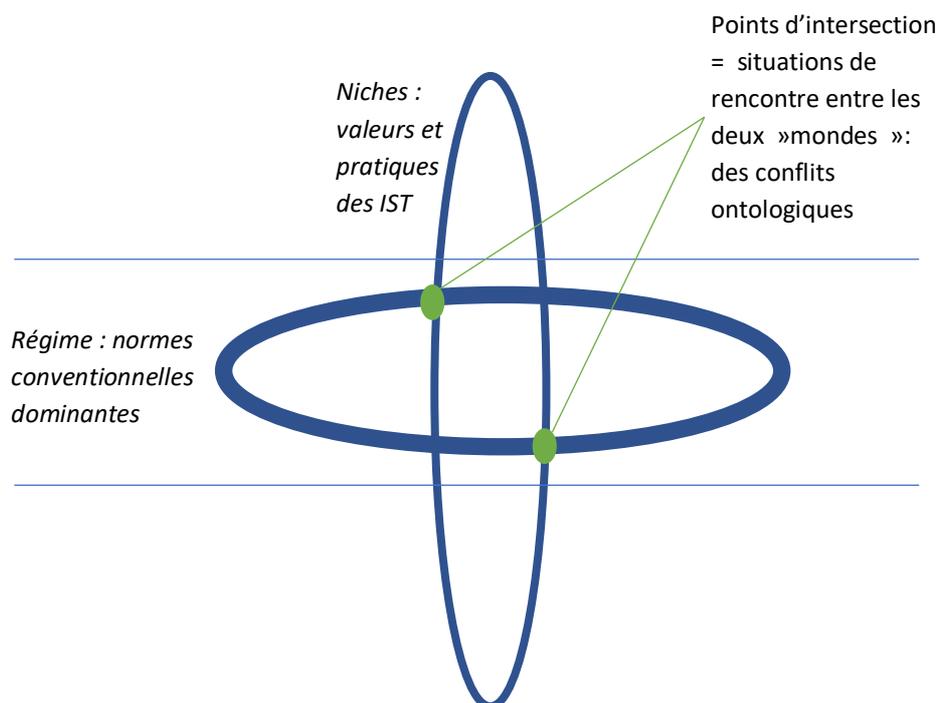
Or, de nombreux-ses porteur-es de projets nous ont rapporté avoir des problèmes de communication, l'objet de leurs projets étant souvent mal compris. Certain-es disent ne pas maîtriser suffisamment le langage administratif et les codes appropriés afin de se faire entendre auprès des institutions. Ces difficultés à se faire comprendre peuvent être interprétées comme l'expression de la différence de valeurs... et de sens dans les deux camps. En effet, même si la majorité des collectivités territoriales interrogées se dit intéressée par les projets alternatifs, ces derniers sont appréciés au prisme de référentiels conventionnels. La pertinence de ces projets est notamment évaluée par leur apport au

développement territorial. Afin de mesurer cet apport, des critères conventionnels sont appliqués, tels que la capacité à créer des emplois et du chiffre d'affaires, à contribuer à l'attractivité touristique ou encore à pallier un service public manquant sur le territoire en question. Ces instances publiques semblent avoir du mal à voir et reconnaître la valeur ajoutée de projets qui s'engagent dans un savoir-être différent et dans la production de bien-être - qui n'a pas de valeur monétaire. Les acteur·es s'adressant aux institutions se sentent alors forcés de mobiliser un langage conventionnel plus intelligible pour les collectivités et de reformuler leurs objectifs en des termes qui font souvent tort à l'intention initiale (Caussanel, 2017, p. 40).

Derrière ces problèmes de langage, de communication et de manque de maîtrise des codes, mentionnés par les acteur·es des deux côtés, se cache un problème de fond : celui des différences de valeurs et de sens dans les deux « mondes ». Ces différences rendent difficile la collaboration et sont potentiellement sources de conflits. Afin de saisir l'ampleur de ces conflits et marquer qu'il ne s'agit pas de simples conflits d'intérêt, la mobilisation de la notion de conflits ontologiques forgée par Mario Blaser est utile ici. Comme explicité dans la partie 2, chapitre 4.3, les conflits ontologiques désignent des divergences fondamentales dans l'appréciation de ce qui existe (Blaser, 2013). Nous avons rencontré de nombreux exemples pour illustrer cette situation à l'intersection entre les deux mondes. Un exemple en est le lieu créé par l'association Changement de Cap, jouxtant un rond-point de la route nationale et se situant face au supermarché local. L'association y propose un espace « matière » dans lequel sont vendus des objets de seconde main sur le modèle d'Emmaüs (projet d'intégrations de personnes en situation précaire), un espace « végétal » sur le modèle de l'agro-écologie, complété par un espace « lecture », un autre de « restauration ». Ces espaces évoluent au gré des envies des acteur·es et de nouveaux partenaires (Koop et Senil, 2016). Les porteur·es de projets y voient un lieu de création et d'expérimentation de nouvelles valeurs, convivial et solidaire de par son intégration de personnes en situation précaire. Quant aux habitant·es et la municipalité, iels peinent à percevoir ce sens et y voient du chaos. Comme l'exprime un·e des élu·es « leur terrain a plus un aspect de décharge publique qu'autre chose » (Caussanel, 2017, p. 70), et les habitant·es ont fait pression sur la municipalité pour enlever ou du moins cacher ces espaces.

Cet exemple illustre que la rencontre entre les deux types d'acteur·es est potentiellement chargée de conflits qui ont leur source dans le fait que ceux et ceux-ci ne voient et ne parlent tout simplement pas de la même réalité. Le problème ne réside donc ni dans la différence de langage, ni dans le manque de partage d'objectifs communs, mais dans le fait de vivre dans des réalités différentes, au sens ontologique du terme. Le schéma ci-dessous visualise l'intersection entre les deux mondes (figure 34).

Figure 34 : Les dynamiques relationnelles à l'interface avec le territoire conventionnel : des conflits potentiels d'ordre ontologique



Source : modifié à partir de Hargreaves et al. (2012, p. 10)

L'ellipse horizontale représente les valeurs et normes conventionnelles des territoires administratifs (ou le régime institutionnel territorial), dont les lois et réglementations sont l'expression concrète et impactante sur la vie des habitant-es. L'ellipse verticale indique les valeurs et règles que se donnent les collectifs des projets alternatifs (les niches) et qui règlent, de manière informelle dans les territorialités divergentes. L'intersection entre ces deux ellipses représentent des situations dans lesquelles les niches et le régime, sous forme de deux réalités, se croisent. Il peut s'agir de situations dans lesquelles les mairies poussent les porteur-es de projets à se conformer aux lois, ou dans lesquelles les porteur-es de projets se rapprochent des collectivités afin d'obtenir reconnaissance et soutien, ou encore des situations dans lesquelles des collectivités territoriales souhaitent soutenir certaines activités. La manière selon laquelle ces rencontres à l'interface entre ces deux mondes sont gérées peut alors renseigner sur les conditions de transformations territoriales plus profondes. Je les présenterai par la suite de manière synthétique en rendant compte de quatre types de situations : l'ignorance mutuelle, la confrontation ouverte, le contournement et l'hybridation.

L'ignorance mutuelle : des conflits potentiels, mais passés sous silence

Du fait de leur sens divergent, certaines activités ne répondent pas aux lois et réglementations en vigueur. C'est le cas par exemple d'une utilisation de l'espace non

prévue dans le Plan d'Occupation d'Urbanisme, de bâtiments ne répondant pas aux normes de construction, de cueillettes de plantes médicinales non déclarées, de certaines écoles libres, de pratiques de soins alternatifs, de la distribution de semences anciennes dans des réseaux alternatifs informels, de l'organisation alternative de funérailles, etc. Autant les collectivités territoriales ont peu d'emprise sur la circulation des savoirs et objets dans les réseaux, autant elles ont la capacité, et même le devoir, d'intervenir quand les principes alternatifs sont mis en pratique dans l'espace et que ces pratiques ne sont pas conformes aux réglementations. Sur le terrain, nous avons souvent pu observer un certain degré de tolérance de la part de nombreuses municipalités. Dans l'esprit de donner une chance à ces niches d'expérimentation de se concrétiser et se stabiliser, de nombreuses collectivités accordent souvent certaines marges de liberté lors du démarrage des projets. Un exemple rencontré par Nassima Hakimi-Pradels, doctorante que je co-encadre, sur le plateau de Millevaches illustre ce cas de figure. Dans la commune de Faux-la-Montagne, un groupe de jeunes a entrepris en 2019 d'aménager un centre de vacances EDF abandonné au milieu de la forêt pour le convertir en université alternative, non élitiste, autogérée et accordant une place prévalente au vivant non-humain. Malgré le caractère illégal de leur occupation (des visites de la police et des plaintes diverses ont eu lieu) les acteur-es ont pu mener leurs activités sans encombre. Le conseil municipal n'a pas donné un refus net au projet et l'a toléré. Des discussions ont même été entreprises pour trouver un arrangement. Ce type de situations caractérisées par la tolérance par les représentant-es du régime conventionnel permettent la préservation (temporelle) de la niche ou, en termes de la *Critical Development Geography*, la stabilisation des territorialités véhiculant des sens nouveaux.

La confrontation : des conflits ouverts

Dans certains cas, les acteur-es sont ouvertement en conflit avec les collectivités territoriales. C'est généralement moins le cas des politiques silencieuses que dans les situations où les acteur-es s'ingèrent et s'opposent ouvertement à des projets portés par les collectivités territoriales. Tel était le cas du mouvement NO TAV dans la vallée de Suse, où le projet TGV Lyon-Turin risque de marginaliser le territoire. Un autre cas est celui du Syndicat de la montagne limousine, un réseau fortement politisé qui se dit « un outil pour se regrouper sur le territoire que nous habitons et défendre nos intérêts communs »¹¹⁸. Il s'oppose à certains projets émanant des collectivités territoriales ou de l'État, tel que le passage de la gestion de l'eau potable aux communautés de communes, refusant le transfert des compétences à ces entités plus grandes au nom de l'efficacité et de la réduction des coûts. Inversement, des mairies peuvent faire valoir la loi pour fermer certains sites alternatifs, notamment quand il s'agit d'habitations illégales.

¹¹⁸ <https://syndicat-montagne.org/>, consulté le 25 juin 2021

L'issue de ces conflits ouverts dépend alors du rapport de force entre les protagonistes et le résultat est incertain pendant des courtes ou de très longues périodes. Ainsi, pour reprendre le premier exemple, le mouvement NO TAV a contribué au retardement du projet TGV, mais n'a pas su l'arrêter (la finalisation est prévue pour 2030). Toutefois, parallèlement à la lutte, il a réuni et soudé une grande partie des habitant·es de la basse vallée de Suse qui ont alors développé un projet collectif autour d'un territoire alternatif reposant sur la vision de la soutenabilité environnementale et sociale. Ce projet a su inclure des collectivités territoriales, comme l'illustre cette citation d'un créateur de coopérative : « Au début c'étaient plusieurs identités, cultures, habitudes fragmentées. Le mouvement NO TAV les a liés. Cela a regroupé l'administration, les maires, les habitants pour commencer à penser l'alternative. Il y a beaucoup d'idées ici, mais il a fallu les mettre ensemble. Le mouvement NO TAV a indéniablement créé l'identité de la vallée » (Landel et Koop, 2018).

Dans d'autres cas, ces conflits ouverts résultent dans le refus de considérer la cause des acteur·es alternatifs et, parfois, dans la fermeture/destruction physique de l'initiative par les autorités ayant la loi conventionnelle à leurs côtés dans ces jeux de pouvoir. C'est le cas de certain·es ZAD. L'approche par le concept des territorialités divergentes permet d'expliquer de telles fermetures/destructions comme des atteintes aux mondes construits dans toutes leurs dimensions (matérielle, symbolique et identitaire).

Le contournement créatif du conflit

Dans de nombreux autres cas que nous avons pu observer, porteur·es de projets et de réseaux alternatifs trouvent des moyens juridiques permettant de se conformer aux lois et réglementations en vigueur, sans pour autant abandonner leurs valeurs et objectifs initiaux. Ces ruses permettent d'éviter des conflits ouverts et d'ouvrir la voie à la reconnaissance par des collectivités territoriales - la base pour d'éventuels soutiens et des coopérations. De nombreux cas nous ont été rapportés.

Un cas récurrent de contournement, voire de réinterprétation de lois et réglementations contraignantes est celui du foncier. Comme décrit dans le chapitre 4.2 de cette partie 4, la législation officielle prévoit peu de formes juridiques reflétant le sens du rapport au sol souhaité par certains collectifs comme le Viel Audon. Les collectifs se dotent alors d'une connaissance fine des lois et réglementations en vigueur afin de les combiner de façon innovante. Ainsi, les acteur·es du Viel Audon ont choisi un statut permettant la propriété plurielle et ont monté des Sociétés Civiles Immobilières (SCI). Afin d'éviter des relations inégales de pouvoir, les copropriétaires ont ensuite signé un bail emphytéotique avec les autres membres de la communauté. Ceux-ci, à leur tour, ont dû adopter un statut officiel d'association ou de coopérative à ces fins. D'autres, tels que le Hameau des Buis, ont investi des années de recherche et d'ajustements financiers et juridiques afin d'arriver à un

montage permettant d'éviter des relations inégales de pouvoir et toute spéculation immobilière de la part de ses habitant·es.

Dans d'autres cas, des zones grises dans la juridiction sont exploitées, ou des réglementations conventionnelles mais méconnues par les institutions activées. Tel est le cas pour Télé Millevaches qui organise des ateliers d'éducation à l'image sur le plateau de Millevaches. Les porteurs souhaitaient créer en 1986 une association sans président·e dont les statuts ont été refusés. Pour obtenir le droit de déposer leurs statuts, les membres de Télé Millevaches ont fait remonter leur demande au Ministère de l'intérieur qui a intercedé en leur faveur, la loi de 1901 sur les associations n'empêchant pas ce cas de figure, contrairement aux croyances des agent·es administratifs·ves de la préfecture en question. Depuis cet événement, un très grand nombre d'associations du plateau de Millevaches ont déposé des statuts sans président·e. C'est devenu une nouvelle norme sur le plateau, ce qui permet de nourrir dans cet espace une culture horizontale et autogestionnaire.

Dans ce type de démarches juridiques, des personnes tiers entrent fréquemment en jeu. Maîtrisant aussi bien les raisonnements des acteur·es alternatifs·ves que ceux des collectivités territoriales, elles prennent les rôles de passeur et de médiateur. Dans bien des cas, il s'agit d'élus·es acquis·es pour la cause. Certain·es font eux et elles-mêmes partie des réseaux alternatifs et ont intégré les institutions publiques. Ces intermédiaires accompagnent les porteur·es de projet dans des montages juridiques complexes qui leur permettent de ne pas fonctionner hors norme, tout en préservant l'objectif initial du projet (Caussanel, 2017). Ces contournements se réalisent donc parfois avec l'aide des collectivités territoriales qui voient l'intérêt de certains projets et souhaitent leur concrétisation. Un exemple en est le cas du sentier menant au Viel Audon (voir chapitre 4.2 de cette partie) : la municipalité se voyait obligée de remplacer le sentier par une route asphaltée pour permettre l'accès aux pompiers en cas d'incendie et d'être ainsi en conformité avec la loi. Comme la non-accessibilité pour les voitures fait partie du concept du collectif Viel Audon, ce dernier a su négocier pour faire une formation de pompier et installer le matériel technique nécessaire directement sur leur site.

Ce type d'arrangements peut être considéré comme une stratégie d'évitement des conflits ouverts. Il satisfait les deux parties prenantes, dans le sens où aucune ne doit changer ses valeurs et règles. Ce jeu créatif avec les lois et règlements officiels visant à rendre les valeurs et pratiques alternatives compatibles avec les normes dominantes fut appelé très pertinemment « l'aïkido administratif » par Yann Sorbier, membre fondateur du collectif du Viel Audon (entretien 21/09/2015). L'on peut aussi bien mobiliser la métaphore de l'improvisation dans le jazz : tout comme improviser requiert une grande maîtrise des codes musicaux (le musicien doit connaître la structure harmonique), ces techniques créatives de contournement, voire de ruse, requièrent une excellente maîtrise des lois en vigueur et de leurs failles.

L'acquisition d'un statut juridique légal, même si elle se réalise par le contournement d'un conflit ouvert, constitue une étape indispensable à la reconnaissance officielle par les

instances publiques, et cette reconnaissance ouvre potentiellement la voie à des soutiens et des coopérations potentielles. Nous avons recensé des cas de soutien sous forme de subventions institutionnelles provenant de toutes les échelles : municipalités, communautés de communes, conseil départemental, parcs nationaux, régions, État (par le biais du programme d'Investissement d'Avenir - PIA) et Union européenne (notamment par le biais du programme LEADER). Des formes innovantes de collaboration voient également le jour. Ici, un syndicat municipal de déchets réalise une convention avec une recyclerie, permettant de retirer du matériel recyclable de la déchetterie locale. Là, une municipalité commande des toilettes sèches à une entreprise de l'économie sociale et solidaire afin d'en équiper un parking public. Dans d'autres cas, les autorités locales utilisent des systèmes de marchés publics pour récompenser de telles initiatives, ou apportent leur expertise technique pour permettre à un projet de prospérer (Landel et al. 2018 ; De Schutter et Dedeurwaerdere, 2020).

Ce cas de figure de contournements du conflit ouvert, même s'il est gagnant-gagnant pour les deux parties prenantes, permet la stabilisation des expérimentations dans le temps, et peut même favoriser l'essaimage de certaines techniques et pratiques reconnues officiellement comme porteuses. Mais nous restons là dans la juxtaposition entre territorialité alternative et territoire conventionnel. Ces contournements n'impactent pas fondamentalement l'action publique et les normes qui la sous-tendent - une transformation plus large des normes au sein des territoires n'est pas déclenchée.

L'hybridation : des conflits potentiels surmontés de manière constructive

En France, les capacités des collectivités territoriales à répondre favorablement à des transformations par le bas et à intégrer des ruptures fondamentales avec les normes dominantes sont très limitées. Même des maires, élu·es¹¹⁹ et /ou technicien·nes épousant la même cause des acteur·es alternatifs·ves, celle de la transition écologique et sociale, sont coincé·es par le mille-feuille administratif (Union européenne, État, régions, départements, communes et intercommunalités), par une coordination complexe avec les agences et opérateurs nationaux intervenant dans les champs de l'énergie, de l'eau, du foncier ou encore des mobilités, par la réduction de l'autonomie budgétaire des collectivités et par la faiblesse des moyens consacrés à la recherche et l'expérimentation (Hakimi-Pradels *et al.*, article en cours d'évaluation). Surtout, les administrations aux échelles infranationales n'ont pas les compétences de changer des lois et réglementations, car elles ne possèdent pas le pouvoir législatif nécessaire – et c'est ce point qui intéresse ici.

¹¹⁹ Dans tous les quatre territoires étudiés, nous avons rencontré la présence d'acteur·es d'initiatives alternatives qui se sont fait élire au conseil municipal afin d'avoir plus d'impact politique.

Dans le meilleur des cas, des besoins et visions exprimés par le « monde alternatif » remontent à l'échelle nationale jusqu'aux instances dans lesquelles des changements de lois, bousculant les normes conventionnelles, peuvent être décidés. C'est le cas, p. ex. de la loi relative à l'Économie sociale et solidaire, entrée en vigueur au 31 juillet 2014 à l'échelle nationale. Ce nouveau cadre légal répond favorablement aux besoins et objectifs de l'économie sociale et solidaire et du développement durable, et permet aux collectivités territoriales de soutenir bien davantage des expérimentations de transition que par le passé. Ainsi par exemple, cette loi a rendu légale la circulation de monnaies locales dans les territoires. Elle favorise aussi le développement des sociétés coopératives participatives (SCOP) ou d'intérêt collectif (SCIC).

Ce cadre législatif a indéniablement participé à augmenter le pouvoir transformateur des réseaux alternatifs. Ainsi, une des conséquences est la multiplication des SCIC sur les territoires français. Celles-ci ont pour objectif la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif et permettent d'associer porteur-es de projets et/ou réseaux alternatifs avec des acteur-es publics et privés autour d'un projet défini de manière collective. A l'intersection entre le monde alternatif et celui des représentant-es du monde conventionnel, les SCIC prennent alors la fonction d'arènes de transition (Loorbach, 2010) et sont particulièrement intéressantes pour observer d'éventuels changements de normes dans l'action publique. Les SCIC favorisent des coopérations dans le cas où les intérêts des deux côtés convergent. Ainsi, pour prendre un exemple parmi de nombreux d'autres, la SCIC Villages Vivants agit pour la revitalisation des campagnes (qui est dans l'intérêt des collectivités territoriales impliquées), tout en soutenant des initiatives de transition écologique et sociale qui se voient freinées par l'immobilier dominé par une logique de spéculation (ce qui est dans l'intérêt des initiatives alternatives). Avec la coopération de la région Auvergne Rhône-Alpes, et diverses banques et organismes de soutien à l'innovation sociale, des locaux sont achetés et rénovés pour y installer des activités qui permettent aux habitant-es de retrouver des services de proximité et du lien social, aux porteur-es de projets de disséminer leurs valeurs, et aux collectivités territoriales de revitaliser les centres des petites villes et villages. Potentiellement, une nouvelle conception de la part des collectivités et des habitant-es des fonctions (du sens !) des centre-bourgs au sein des territoires pourrait résulter de cette coopération.

Mais seules des coopérations sous forme de véritables dynamiques d'apprentissages collectifs et de création (Fontan, Klein, 2013) ont la capacité d'aboutir à la construction d'un nouveau système de valeurs, de principes et de règles. Ce type de dynamiques est actuellement étudié au sein des *Sustainability Transitions Studies* sous la désignation de *transition management* au sein d'arènes de transition (Loorbach, 2010, 2014 ; Rotmans et Loorbach, 2010). D'autres les étudient en utilisant la désignation d'arrangements territoriaux (Klein *et al.*, 2016a) ou encore d'arrangements sociaux (de Herdt et Bastiaensen, 2009). Tom De Herdt et Johan Bastiaensen précisent qu'il s'agit là d'arènes politiques « où les règles sont remises en question, mises en doute, contestées, imposées, modifiées et acceptées » (p. 323).

Le cadre théorique proposé dans ce volume mène alors à porter une attention particulière à la dimension ontologique dans ces arènes « hors normes ». La capacité transformative des innovations sociales étant considérée résider dans la production de sens « autre(s) », il ne suffit alors pas de délibérer sur des techniques, des savoirs ou des pratiques singulières. Nos études ont montré que dans bien des cas, des éléments « alternatifs » singuliers (des techniques de permaculture, par exemple) ont été tirés hors de leur contexte et récupérés dans une dynamique qui ne rompt finalement pas avec les normes (par exemple dans le projet multi-acteur-es Biovallée dans la Drôme) (Landel *et al.*, 2018). Afin d'analyser les dynamiques dans ces arènes politiques, les chercheur-es aussi doivent se doter d'une posture et d'outils conceptuels en dehors des normes modernes. Recourir, ici encore, aux concepts a-normatifs de conflits ontologiques, d'improvisation et d'hybridité afin de mieux cerner la profondeur des divergences en question peut s'avérer particulièrement utile, voire indispensable. Une attention particulière de la part des acteur-es conventionnel·les envers les innovations sociales locales et le(s) sens nouveau qu'elles produisent est indispensable alors. Dans cette ligne de pensée, Olivier De Schutter et Tom Dewaerdeure précisent que les collectivités territoriales devraient accepter « d'apprendre en appuyant l'expérimentation locale et en donnant à celle-ci les moyens de se déployer, et même de se tromper » tout en leur permettant « de se présenter en alternative du régime dominant et d'en contester l'hégémonie » (De Schutter et Dewaerdeure, 2020, p. 513).¹²⁰

Une comparaison entre les situations dans les quatre terrains d'études présentées ici a fait paraître que les collectivités territoriales se montrent d'autant plus ouvertes à la pression des niches d'innovations sociales qu'elles sont simultanément sous pression du « paysage ». C'est notamment le cas de la basse vallée de Suse, où le passage du TGV Lyon-Turin planifié risque de fragiliser et marginaliser économiquement le territoire. Comme déjà évoqué, la contestation collective de la majorité de la population fut accompagnée par des réflexions sur le futur du territoire et a fait naître une multitude d'initiatives alternatives. Des espaces de délibération, les *presidi*, pensés tout d'abord comme lieux de l'organisation de la contestation contre le projet TGV, se sont transformés peu à peu en des espaces dans lesquels les projets alternatifs sont imaginés, débattus et où on leur donne cohérence. La contestation s'est transformée dans un projet collectif de transformation territoriale. Ces *presidi*, ont eu un impact politique local considérable. Ils ont même fait émerger des nouveaux partis politiques, tels que « citoyens en mouvement » à Sant'Ambrogio ou encore la « liste citoyenne » formée par le laboratoire civique à Almese, et qui ont largement remporté les élections municipales au sein d'un paysage politique fragilisé (Koop *et al.*, 2019). Ces pistes conceptuelles pour une approche

¹²⁰ Aussi les études sur les *intermédiaires* (des organismes et individus jouant le rôle de réunir diverses parties prenantes et de faciliter des activités communes envers la transition) pourraient intégrer cette dimension.

ontologique des transformations générées dans les arènes qui font preuve de la bonne volonté de toutes les parties prenantes restent à explorer dans le futur.

Conclusion intermédiaire

Cette exploration-démonstration introduisant le concept de conflits ontologiques dans l'analyse des relations entre niches et régimes (ici territorialités divergentes et territoires conventionnels) permet d'éviter des conclusions hâtives sur la capacité des innovations sociales disruptives à transformer les territoires. Les quatre types de situations évoqués montrent que la capacité des acteur-es des territorialités divergentes à induire des transformations plus vastes au sein des territoires conventionnels semble finalement assez réduite. Elle ne se présente que dans le cas où des représentant-es des institutions (et donc des normes) conventionnelles se montrent très réceptifs-ves aux *sens* que véhiculent les territorialités divergentes. Et même dans ce cas favorable, les représentant-es à l'échelle territoriale manquent généralement d'autonomie nécessaire pour changer fondamentalement de règles (plus ou moins marqué selon les pays) – ce qui questionne le degré de décentralisation et d'autonomie décisionnelle nécessaire pour pouvoir enclencher des transitions territoriales vers plus de soutenabilité.

4. Conclusion : Pour une géographie des transformations sociétales par le bas

Les investigations menées dans ce chapitre – dont on a dit le caractère exploratoire - soulignent l'apport des outils cognitifs a-normatifs de la *Critical Development Geography*. Loin de contredire le cadre conceptuel des *Sustainability Transitions Studies* et les approches et notions des études des innovations sociales, les concepts ancrés dans les courants postcolonial, décolonial et du postdéveloppement enrichissent et approfondissent ce cadre. L'exploration-démonstration de l'assemblage des concepts a permis d'apporter un regard particulier sur les innovations sociales et leur capacité à transformer profondément les sociétés : il introduit à la fois une approche située en dehors et au-delà de la normativité moderne et une approche spatiale.

Ainsi, les outils cognitifs d'ontogénèse, de déconstruction du savoir-pouvoir hégémonique, de reconstruction et d'hybridité ouvrent le regard vers la dimension potentiellement ontologique des innovations sociales, c'est-à-dire vers les modalités de la fabrique de sens nouveaux attribués aux humains et non-humains. L'approche relationnelle incluant les relations entre humains et non-humains s'avère alors particulièrement pertinente.

Les concepts en question contribuent à mieux cerner le « disruptif » de certaines innovations sociales – idée restant relativement floue dans les *Sustainability Transitions*

Studies. Ils constituent aussi une entrée théorique dans la « boîte noire » conceptuelle de l'analyse des transformations entre niche et régime : considérant les interrelations entre acteur-es de niches et représentant-es des régimes conventionnels comme la confrontation de deux mondes ontologiquement différents, le changement du régime peut être analysé à partir de la question de comment et à quel point les sens « autres » sont compris et repris au sein du régime (ici : les collectivités territoriales). Cette entrée permet de mieux différencier entre des transformations qui n'atteignent finalement pas les normes et valeurs conventionnelles et des transformations *profondes* que les auteur-es des *Sustainability Transitions Studies* invoquent mais peinent encore à cerner.

L'approche spatiale par la notion de « territorialités divergentes » permet quant à elle de cerner les formes, fonctions et étendues spatiales du phénomène des innovations sociales transformatives. Le concept renvoie aux *sens* produits dans leurs multiples dimensions : identitaire, matérielle, symbolique et politique. La mise en pratique des valeurs alternatives et l'émergence de l'innovation sociale s'incarnent dans des lieux. Ceux-ci représentent les facettes les plus tangibles et visibles des territorialités émergentes pour les chercheur-es : c'est dans les lieux que le sens divergent se concrétise et se matérialise dans l'espace.

Les réseaux, plus difficiles à cerner car informels et peu matérialisés, renseignent sur les étendues - réticulaires et géographiquement non continues - du vivre (voire de « l'être ») autrement. Se basant autant sur la proximité géographique qu'identitaire, ces réseaux s'organisent à toutes échelles (conventionnelles). Ils prennent surtout la fonction de consolidation et de diffusion des valeurs, savoirs et pratiques qui sont produites et expérimentées dans les lieux. Enfin, les territorialités divergentes sont porteuses de nouvelles normes, codes et règles partagées collectivement dans l'entre-soi. Elles représentent des « réalités » dans le sens ontologique (Law, 2015), mais informelles et non/peu existantes dans les réalités conventionnelles. Elles peuvent être considérées comme juxtaposées aux et imbriquées dans les territoires régis par les règles dominantes. Les conflits ontologiques en jeu pourront aussi être analysés dans leur dimension spatiale : ils se jouent dans ces imbrications territoriales (ici dans le sens de réalités ontologiques) et renseignent sur les transformations plus larges au sein des sociétés. Ici encore, la mobilisation de l'approche relationnelle paraît pertinente, notamment pour révéler les relations de pouvoir entre les acteur-s des différents mondes.

Ces apports de la *Critical Development Geography* permettent de réinterpréter, voire de redéfinir les concepts-clé des *Sustainability Transitions Studies* (résumés dans la figure 35).

Ainsi, l'innovation sociale disruptive, moteur des transformations, peut être définie comme un processus de fabrication de sens nouveau(x) attribué(s) au vivant et au non-vivant. Ce processus passe par la distanciation par rapport à des normes et valeurs conventionnelles, la reconstruction de valeurs alternatives et la mise en pratique de ces dernières en improvisant et en hybridant.

Les niches sont pensées, aux premiers abords, uniquement comme des lieux de production de sens « autre(s) », protégés des normes conventionnelles pour permettre l'improvisation. Pour autant, les niches ne peuvent pas être réduites aux seuls lieux car elles puisent et sont constitutives de réseaux. Ainsi, réseaux et lieux doivent être compris comme des territorialités divergentes qui émergent.

Le régime serait à comprendre comme incarné par tout-e représentant-e des normes sociétales conventionnelles ayant le pouvoir d'imposer leur application (par la loi, les règles du marché, etc.). Il s'agit des représentant-es des institutions publiques de l'État, en premier lieu, mais aussi d'entreprises ou d'autres instances à pouvoir conventionnel dans un territoire donné.

Les acteur-es des niches (des territorialités divergentes) réagissent plus rapidement et avec moins d'inertie aux changements dans le paysage que celles et ceux du régime (représentant-es du territoire conventionnel). La relation entre niche et régime est marquée par des conflits qui sont potentiellement d'ordre ontologique. Le régime est davantage à même de s'ouvrir au(x) sens développé(s) dans les niches quand il est sous pression et déstabilisé par les changements dans le paysage.

Figure 35 : Synthèse – Concepts mobilisés et redéfinitions des innovations sociales transformatives

Concepts des <i>Sustainability Transitions Studies</i>	Concepts complémentaires de la <i>Critical Development Geography</i>	(Re)définitions
Innovation sociale disruptive/transformatrice	Déconstruction-Reconstruction Ontogenèse Hybridité	Processus de fabrication de sens nouveau attribué au vivant et non-vivant. Ce processus passe par la distanciation par rapport à des normes et valeurs conventionnelles, la reconstruction de valeurs alternatives et la mise en pratique de ces dernières en improvisant et en hybridant.
Niche	Lieu et réseau contre-hégémoniques Territorialités divergentes	Les niches ne sont pas uniquement des lieux de production de sens « autre(s) », protégés des normes conventionnelles pour permettre l'improvisation. Elles puisent et sont constitutives de réseaux. Réseaux et lieux doivent être compris comme des territorialités divergentes qui émergent.
Régime	Savoir-pouvoir hégémonique	Tout représentant des normes sociétales conventionnelles ayant le pouvoir d'imposer leur application (par la loi, les règles du marché, etc.).

Relations niche-régime-paysage	Conflits ontologiques Hybridité	Les acteur-es des niches (des territorialités divergentes) réagissent plus rapidement et avec moins d'inertie aux changements dans le paysage que ceux du régime (représentants du territoire conventionnel). La relation entre niche et régime est marquée par des conflits d'ordre ontologique. Le régime est davantage à même de s'ouvrir au(x) sens développé(s) dans les niches quand il est sous pression et déstabilisé par les changements dans le paysage.
Transformation sociétale par le bas	Approche ontologique et spatiale	Résultat d'un processus en deux temps : 1. Émergence de territorialités à sens particulier dans les interstices des territoires conventionnels. Ces territorialités expriment le rapport à l'espace et aux éléments prenant un sens « autre » à la fois dans les dimensions sociale, économique, environnementale, politique et identitaire ; 2. Déploiement des valeurs et pratiques véhiculant le sens « autre » au sein des territoires conventionnels – changement de métarègles.

Ces (re)définitions ont le potentiel de poser les jalons d'une géographie des transformations pas le bas. Le cadre conceptuel élaboré permettrait de définir la transformation sociétale comme le résultat d'un processus en deux temps :

1. L'émergence de territorialités divergentes dans les interstices des territoires conventionnels. Ces territorialités expriment le rapport à l'espace et aux éléments prenant un sens « autre », à la fois dans les dimensions sociale, économique, environnementale, politique et identitaire ;
2. Le déploiement des valeurs et pratiques véhiculant le sens « autre » au sein des territoires conventionnels et le changement de métarègles. Ce déploiement dépend de l'issue des conflits entre les acteur-es impliquées – des conflits potentiellement d'ordre ontologique qui sont à reconnaître comme tels et à gérer.

Conclusion générale et perspective pour une géographie des transformations sociétales par le bas

Changer le monde nécessite de changer de monde(s) – tel est l'axiome de ce volume inédit. Les *Sustainability Transitions Studies* appellent à des transformations sociétales profondes pour pouvoir répondre aux crises contemporaines. Or, ce ne sont pas seulement les sociétés qui sont appelées à « changer de monde », mais aussi les Sciences humaines et sociales. L'hypothèse avancée dans ce volume est qu'elles se trouvent face à un double défi. Il ne s'agit pas seulement de porter le regard vers des processus de changements profonds au sein des sociétés, mais aussi de se positionner au-delà du référentiel moderne afin de se donner les moyens de « voir » ces transformations. En d'autres termes, les Sciences humaines et sociales doivent se mettre en capacité de se situer « en dehors » des mondes ontologiquement différents qu'elles sont amenées à étudier.

Les explorations théoriques et empiriques dans ce volume visaient à répondre à ce double défi scientifique. Elles ont abouti à la proposition d'un cadre conceptuel puisant des approches de la *Critical Development Geography* et des *Sustainability Transitions Studies* et, au passage, du champ d'études des innovations sociales et de la *Critical Geography*. Les apports des études post- et décoloniales et du postdéveloppement mobilisées au sein de la *Critical Development Geography* se sont avérées particulièrement pertinentes pour poser un regard libéré du référentiel moderne sur des dynamiques qui témoignent d'autres ontologies et sur leur pouvoir transformatif au sein des sociétés. La perspective à la fois transitionnelle et ontologique à laquelle ouvre ce cadre conceptuel permet alors de ne plus dissocier ce qui émerge (les pratiques, les logiques d'action, etc.) des conditions et des contextes de leur production (les imaginaires, les valeurs), de manière à situer les « faits » dans une diversité d'ontologies qui les expliquent. C'est pour cette perspective inédite que la géographie des transformations sociétales par le bas que j'ai élaborée ici répond à ce double défi qui se pose aux Sciences sociales et humaines contemporaines.

La conclusion générale se décline en deux étapes. La première discute la place de ce cadre conceptuel au sein de la géographie et au sein des Sciences humaines et sociales en général. La deuxième présente plus particulièrement les perspectives d'une géographie des transformations sociétales par le bas qui s'attache à l'étude des capacités transformatives des initiatives citoyennes alternatives aux normes conventionnelles – des perspectives que je souhaite poursuivre dans mes recherches futures.

La géographie des transformations sociétales par le bas dans le paysage des Sciences humaines et sociales

La géographie des transformations sociétales par le bas proposée ici a été élaborée à partir de champs scientifiques qui diffèrent considérablement dans leur ancrage disciplinaire, leur posture idéologique et dans leur focale géographique (Suds versus Nords, du moins à l'origine de ces champs). Elle contribue à gommer la frontière Nords/Suds autant que la frontière entre études critiques et dominantes, au profit d'un regard sur des espaces-temps marqueurs de changements sociétaux profonds. Où se situerait alors une telle géographie au sein des Sciences humaines et sociales ? Loin d'être cantonnée à l'étude d'initiatives civiles dans les Nords visant la transition socio-écologique, cette géographie des transformations sociétales est pensée avoir une valeur heuristique. Elle peut être appliquée à l'analyse de tous types de transformations en cours, au mouvement des parapluies à Hong Kong, aux mouvements sociaux dans les Suds luttant contre l'extractivisme, à l'analyse des *Völkische Siedler* (« colons » nazis) dans l'espace rural allemand (certes pas innovants dans leur imaginaire, mais émergents), etc.

Au sein de la géographie, elle a sa place aux côtés de la recherche en aménagement du territoire. Elle peut notamment contribuer à l'élaboration d'indicateurs permettant de mesurer les transformations vers plus de soutenabilité - des indicateurs basés sur des ontologies s'avérant plus soutenables que celle « moderne ». Elle est aussi utile à (re)définir les modalités et objectifs de la participation citoyenne, en portant attention au sens qu'attribuent les différents groupes d'acteur·es aux « choses » qui les concernent.

Au sein du paysage des Sciences humaines et sociales, cette géographie des transformations sociétales peut aisément être intégrée dans les *Sustainability Transitions Studies*, en s'ajoutant à la palette des approches des transitions par l'innovation sociale, voire des « transitions socio-institutionnelles » (Loorbach et al., 2017). C'est pour sa capacité de pallier les faiblesses des *Sustainability Transitions Studies* – notamment le manque d'approches spatialisées pour comprendre les contextes de diffusion de dynamiques transformatives, le manque de prise en compte des jeux de pouvoir et le manque de recul par rapport au cadre normatif moderne - qu'elle peut constituer un apport succinct.

Finalement, cette géographie des transformations sociétales par le bas représente une des voies de sortie possibles de l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la *Critical Development Geography*. Les débats virulents sur le sens du « développement » au sein de cette branche disciplinaire ont fait oublier qu'il s'agit là d'une notion d'ordre métaphysique qui traduit, au fond, le questionnement sur le cours que prend l'humanité (Koop, 2021). Des auteur·es ont déjà essayé d'y attirer l'attention il y a fort longtemps. Ainsi, dans son ouvrage *Sur le processus de civilisation*, le sociologue Norbert Elias préconisait d'orienter la recherche sociologique afin de comprendre la manière dont les sociétés (la société

moderne inclue) passent d'une configuration à une autre au cours de l'histoire longue (Elias, 1939). Aussi Jean Gebser rappelait qu'une des forces essentielles motivant la recherche en sciences humaines et sociales est le désir de comprendre et de structurer ce que l'on a pris comme habitude d'appeler « l'évolution de l'humanité » (Gebser, 1949, p. 42). Interpréter les changements profonds des sociétés du monde au fil du temps en termes de transformations sociétales serait plus adapté que de le faire en termes de « développement » - notion à laquelle les études du développement s'étaient accrochées sans arriver, semble-t-il, ni à la redéfinir de manière consensuelle, ni à s'en débarrasser (Mönks et al., 2017). Une géographie des transformations sociétales par le bas, telle que proposée dans ce volume, permettrait à la *Critical Development Geography* de s'engager dans une nouvelle voie. Cette voie représenterait une rupture épistémologique tout en permettant de se fonder sur les expériences acquises.

Vers une géographie des transformations sociétales par les initiatives citoyennes alternatives : des pistes à poursuivre

Les explorations-démonstrations des capacités des innovations sociales à transformer les territoires ont esquissé des pistes qui restent à poursuivre. Des approfondissements sont nécessaires, autant pour cerner la dimension ontologique des territorialités divergentes que pour étudier la transformation des régimes au prisme des conflits ontologiques. Dans le future, je souhaite inscrire mes recherches dans les perspectives suivantes :

Afin de mieux cerner la dimension potentiellement ontologique des innovations sociales, il est utile d'enrichir davantage les outils conceptuels proposés ici avec des notions élaborées en lien avec le développement territorial. Notamment la notion de « ressource territoriale » (Gumuchian et Pecqueur, 2007) mérite attention. Dans son acceptation « classique », elle permet de cerner la révélation et la valorisation de ressources matérielles et immatérielles au sein des territoires, conçues comme moteur endogène d'un développement économique des territoires. Étudier ce qui devient « ressource » dans la fabrique de territorialités divergentes et analyser quel sens et finalités les acteur-es lui confèrent, contribuerait à cerner d'autres manières d'être émergentes. Ce serait le cas notamment si une telle recherche dévoilait une *autre* conception de la « ressource » que celle moderne ; une conception qui ne se restreignait pas qu'à son utilité économique, mais aussi écologique et sociale.

En ce qui concerne l'analyse des transformations des régimes au prisme des conflits potentiellement ontologiques, il me paraît utile de porter davantage l'attention aux imaginaires spatiaux (Debarbieux, 2015) dans lesquels s'inscrivent les actions des acteur-es de territorialités révélant de différentes ontologies (notamment des porteur-es de projets alternatifs et des collectivités territoriales). Les rapports de pouvoir et les conflits à

l'interface entre les « mondes » méritent d'être interprétés au prisme des imaginaires spatiaux divergents.¹²¹ Mais de nombreuses autres notions encore peuvent être mobilisées, tels que « l'arrangement territorial » (Klein *et al.*, 2016a), les « intermédiaires » (Kivimaa *et al.*, 2019), etc. - à condition de les sortir des référentiels conventionnels modernes !

Des approches comparatives peuvent renseigner sur la diversité des conditions de déploiement (ou non) de territorialités divergentes au sein des régimes. À l'échelle de la France, il serait instructif de comparer la capacité transformative des innovations sociales dans des municipalités où les élu·es affichent un projet de transition écologique et sociale (Grenoble, St. Étienne, Lyon par exemple) avec celles qui sont moins clairement identifiées comme tel. Une approche comparée à l'échelle européenne qui tiendrait compte du degré de (dé)centralisation et d'autonomie décisionnelle des collectivités locales permettrait, quant à elle, de comprendre le niveau de flexibilité nécessaire aux collectivités territoriales souhaitant favoriser des dynamiques de transformation. Finalement, des études comparées Nords/Suds peuvent s'avérer instructives. Elles poussent notamment à réinterpréter les « connaissances » scientifiques sur ce qui ne relève pas des normes modernes (les mouvements sociaux, les peuples autochtones, les systèmes (néo)coutumiers ou encore les savoirs vernaculaires) au prisme des transformations vers plus de soutenabilité.

Cette géographie des transformations sociétales par le bas est amenée à s'inscrire dans la visée des sciences transformatives d'accroître la capacité de la société à réfléchir et agir sur les processus de transformation (Schneidewind *et al.*, 2016). Proposant un regard « décalé » sur les tenants et aboutissants des jeux d'acteur·es impliqué·es, elle a une forte dimension opérationnelle. Elle se prête à accompagner autant les porteur·es de projets alternatifs que les collectivités territoriales. Des recherches collaboratives sont notamment d'utilité dans des projets d'aménagement intégrant la société civile. Elles peuvent accompagner les processus de négociation et de délibération entre acteur·es de « l'être autrement » et les représentant·es d'institutions.

Grenoble, le 10 octobre 2021.

¹²¹ Ainsi par exemple, l'association Et maintenant, qui s'engage dans la transition « vers la résilience locale » du pays des Bauges ([https://etmaintenant.info:8090/? Transition](https://etmaintenant.info:8090/?Transition)), a développé un imaginaire du territoire qui diverge de celui des politiques publiques locales. Elle a développé une conception non-sectorielle de la gouvernance de la transition territoriale qui diverge de celle de l'aménagement du territoire en vigueur. Aussi, elle nécessiterait de se faire à d'autres échelles que celles conventionnelles.

Bibliographie

- AGNEW, J., (1994), The territorial trap : The geographical assumptions of international relations theory, *Review of International Political Economy*, vol. 1, n°1, p. 53-80.
- AGNEW, J. et OSLENDER, U., (2013), "Overlapping Territorialities, Sovereignty in Dispute: Empirical Lessons from Latin America", In : B. MILLER et W. NICHOLLS (éds.), *Spaces of Contention. Spatialities and Social Movements*, Routledge, London, p. 320.
- ALVERGNE, C., (2008), *Le défi des territoires: comment dépasser les disparités spatiales en Afrique de l'Ouest et du Centre*, Karthala ; Partenariat pour le développement municipal, Paris : Cotonou, 263 p.
- AMIN, S., (1974), *Le Développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris.
- ANTHEAUME, B. et GIRAUT, F., (2002), Les marges au cœur de l'innovation territoriale ? Regards croisés sur les confins administratifs (Afrique du Sud, France, Maroc, Niger, Togo...), *Historiens et Géographes*, n°379, p. 39-58.
- ANTHEAUME, B. et GIRAUT, F. (ED.), (2005), *Le territoire est mort. Vive les territoires ! Une (re)fabrication au nom du développement*, IRD-éditions, Paris, 384 p.
- APPADURAI, A., (1995), "Playing with Modernity: The Decolonization of Indian Cricket", In : C. A. BRECKENRIDGE (éd.), *Consuming Modernity: Public Culture in a South Asian World*, University of Minnesota Press, Minneapolis.
- APPADURAI, A., (1996), *Modernity at large: cultural dimensions of globalization*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 229 p.
- ARSEL, M. et DASGUPTA, A., (2015), Debate: Critique, Rediscovery and Revival in Development Studies, *Development and Change*, vol. 46, n°4, p. 644-665.
- ASKINS, K., (2015), Being together: everyday geographies and the quiet politics of belonging, *ACME*, vol. 14, p. 470-478.
- AUDET, R., (2015), Le champ des *sustainability transitions* : origines, analyses et pratiques de recherche, *Cahiers de recherche sociologique*, n°58, p. 73.
- AVELINO, F., DUMITRU, A., CIPOLLA, C., KUNZE, I. et WITTMAYER, J., (2020), Translocal empowerment in transformative social innovation networks, *European Planning Studies*, vol. 28, n°5, p. 955-977.

- AVELINO, F., WITTMAYER, J. M., HAXELTINE, A., KEMP, R., O'RIORDAN, T., WEAVER, P., ... ROTMANS, J., (2014), *Game Changers and Transformative Social Innovation. The Case of the Economic Crisis and the New Economy. TRANSIT working paper*, TRANSIT: EU SSH.2013.3.2-1.
- AZOULAY, G., (2002), *Les théories du développement: du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.
- BACKHAUS, N., (1997), *Garnelenzucht und Globalisierung: Soziale und ökologische Probleme durch Intensivzuchten auf Bali*, *Geographische Rundschau*, vol. 49, n°12, p. 730-734.
- BÄHR, J., (1976), *Neuere Entwicklungstendenzen lateinamerikanischer Großstädte*, *Geographische Rundschau* vol. 28, n°4, p. 125-133.
- BAILEY, I. et WILSON, G. A., (2009), *Theorising Transitional Pathways in Response to Climate Change: Technocentrism, Ecocentrism, and the Carbon Economy*, *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 41, n°10, p. 2324-2341.
- BAIRD, I. G., (2015), *Translocal assemblages and the circulation of the concept of "indigenous peoples" in Laos*, *Political Geography*, vol. 46, p. 54-64.
- BARBE, F., (2016), *La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique*, vol. 1-2, *Noroi*, n°238-239, p. 109-130.
- BARKER, A. J. et PICKERILL, J., (2019), *Doings with the land and sea: Decolonising geographies, Indigeneity, and enacting place-agency*, *Progress in Human Geography*, en ligne, <https://doi.org/10.1177/0309132519839863>, consulté le 03/01/2021.
- BARNHARDT, R. et KAWAGLEY, A. O., (2005), *Indigenous Knowledge Systems and Alaska Native Ways of Knowing*, *Anthropology and Education Quarterly*, vol. 36, n°1, p. 8-23.
- BARTELS, D., (1968), *Zur wissenschaftstheoretischen Grundlegung einer Geographie des Menschen*, Franz Steiner Verlag, Wiesbaden.
- BEDARD, M., (2017), *Les vertus identitaire, relationnelle et heuristique de la territorialité – D'une conception culturelle à une conceptualisation tripartite*, *Cybergeogeo*, 838, <http://journals.openedition.org/cybergeogeo/28853>, consulté le 15/03/2021.
- BEHRENDT, R. F., (1971), *Lob des Westens*, Die Arche, Zurich.
- BENDIX, D., (2017), *Reflecting the Post-Development gaze: the degrowth debate in Germany*, *Third World Quarterly*, vol. 38, n°12, p. 2617-2633.
- BENIT, C. et GERVAIS-LAMBONY, P., (2003), *La mondialisation comme instrument politique local dans les métropoles sud-africaines (Johannesburg et Ekurhuleni): les « pauvres » face aux « vitrines »*, *Annales de Géographie*, vol. 112, n°634, p. 628-645.
- BENJAMIN, W., (2000), *Oeuvres. I, II et III*, Gallimard, Paris.

- BERDET, M., (2013), L'Ange de l'Histoire: Walter Benjamin ou l'apocalypse méthodologique, *Socio-anthropologie*, n°28, p. 47-63.
- BERRY, T., (2015), *The dream of the earth*, Counterpoint Press, Berkeley.
- BEY, H., (1997), *TAZ : zone autonome temporaire*, Éditions de l'éclat, Paris.
- BHABHA, H. K., (1994), *The location of culture*, Routledge, London/New York, 285 p.
- BHABHA, H. K. et RUTHERFORD, J., (2006), Le tiers-espace, *Multitudes*, vol. 26, n°3, p. 95-107.
- BHAMBRA, G. K., (2007), *Rethinking Modernity. Postcolonialism and the Sociological Imagination*, Palgrave, Hampshire/New York.
- BIAGGIO, C. D., (2015), "Territory beyond the Anglophone Tradition", In : J. AGNEW, V. MAMADOUH, A. J. SECOR et J. SHARP (éd.), *The Wiley Blackwell Companion to Political Geography*, John Wiley et Sons, Ltd, Chichester, UK, p. 35-47.
- BLASER, M., (2009), Political Ontology: Cultural Studies without 'cultures'?, *Cultural Studies*, vol. 23, n°5-6, p. 873-896.
- BLASER, M., (2010), *Storytelling globalization from the Chaco and beyond*, Duke University Press, Durham, NC, 292 p.
- BLASER, M., (2013), Ontological Conflicts and the Stories of Peoples in Spite of Europe: Toward a Conversation on Political Ontology, *Current Anthropology*, vol. 54, n°5, p. 547-568.
- BLENCK, J., (1979), Geographische Entwicklungsforschung, *DGFK-Hefte*, vol. 12, p. 11-20.
- BOEKE, J. H., (1953), *Economics and Economic Policy of Dual Societies as Exemplified by Indonesia*, Institute of Pacific Relations, New York.
- BOHLE, G., (2011), "Vom Raum zum Menschen: Geographische Entwicklungsforschung als Handlungswissenschaft", In : H. GEBHARDT, R. GLASER, U. RADKE et P. REUBER (éd.), *Geographie. Physische Geographie und Humangeographie*, HeidelbergSpektrum Akademischer Verlag, Heidelberg.
- BOHLE, H. G., (1981), Bewässerung und Gesellschaft im Cauvery-Delta (Südindien), *Geographische Zeitschrift*, vol. 74, n°1, p. 106-119.
- BOLTANSKI, L. et CHIAPPELLO, È., (2011), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 971 p.
- BOLTANSKI, L. et THEVENOT, L., (2008), *De la justification: les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris, 483 p.
- BONNEMAISON, J., (1981), Voyage autour du territoire, *L'Espace géographique*, vol. 10, n°4, p. 249-262.

- BONNEMAISON, J., (1996), *Les fondements géographiques d'une identité: L'archipel du Vanuatu: essai de géographie culturelle. 1: Gens de pirogue et gens de la terre*, Éd. de l'ORSTOM, Paris, 460 p.
- BOROWY, I. et SCHMELZER, M. (ÉD.), (2017), *History of the future of economic growth: historical roots of current debates on sustainable degrowth*, Routledge, Taylor et Francis Group, London ; New York, 201 p.
- BOUQUET, C. (ED.), (2010), *Les géographes et le développement: discours et actions, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine*, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, Pessac, 286 p.
- BRAND, U., (2014), "Transition und Transformation: Sozialökologische Perspektiven", In : M. BRIE (éd.), *Futuring. Perspektiven der Transformation im Kapitalismus über ihn hinaus*, Westfälisches Dampfboot, Münster, p. 242-280.
- BROOKFIELD, H. C., (1973), On One Geography and a Third World, *Transactions of the Institute of British Geographers*, n°58, p. 1-20.
- BROWN, G., KRAFTL, P., PICKERILL, J. et UPTON, C., (2012), Holding the Future Together: Towards a Theorisation of the Spaces and Times of Transition, *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 44, n°7, p. 1607-1623.
- BRUNEAU, M. et COURADE, G., (1984), Existe-t-il une géographie humaine tropicale ? : À la recherche du paradigme de Pierre Gourou, *Espace géographique*, vol. 13, n°4, p. 306-316.
- BUCLET, N. et LAZAREVIC, D., (2015), Principles for sustainability: the need to shift to a sustainable conventional regime, *Environment, Development and Sustainability*, vol. 17, n°1, p. 83-100.
- BUIRE, C., (2012), Les arts-de-faire du terrain, *Annales de géographie*, vol. n° 687-688, n°5, p. 600-620.
- CADENA, M. DE LA et BLASER, M. (éds.), (2018), *A world of many worlds*, Duke University Press, Durham, 224 p.
- CAJAIBA-SANTANA, G., (2014), Social innovation: Moving the field forward. A conceptual framework, *Technological Forecasting and Social Change*, vol. 82, p. 42-51.
- CAJETE, G. (2004), Philosophy of Native Science, In: CAJETE, G. (éd.), *Native Science. Natural Laws of Interdependence*, Clear Light Publishers, Santa Fe, New Mexico, p. 58-83.
- CAMPAGNE, P. et PECQUEUR, B., (2014), *Le développement territorial: une réponse émergente à la mondialisation*, Fondation Charles Léopold Mayer, Paris.
- CARRITHERS, M., CANDEA, M., SYKES, K., HOLBRAAD, M. et VENKATESAN, S., (2010), Ontology Is Just Another Word for Culture: Motion Tabled at the 2008 Meeting of the

- Group for Debates in Anthropological Theory, University of Manchester, *Critique of Anthropology*, vol. 30, n°2, p. 152-200.
- CARROUE, L., (2002), *Géographie de la mondialisation*, A. Colin, Paris.
- CASEY, E. S., (2001), Between Geography and Philosophy: What Does It Mean to Be in the Place-World?, *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 91, n°4, p. 683-693.
- CASSIERS, I., MARECHAL, K. et MEDA, D., (2018), *Vers une société post-croissance: Intégrer les défis écologiques, économiques et sociaux*. Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues.
- CASTREE, N., (2004), Differential geographies: place, indigenous rights and 'local' resources, *Political Geography*, vol. 23, n°2, p. 133-167.
- CASTRO-GÓMEZ, S., (2007), The Missing Chapter of Empire: Postmodern reorganization of coloniality and post-Fordist capitalism, *Cultural Studies*, vol. 21, n°2-3, p. 428-448.
- CAUSSANEL, J., (2017), *Processus de territorialisation de l'innovation sociale. Analyse et caractérisation des relations entre collectivités territoriales et acteurs de l'innovation sociale*, mémoire de master, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- CERTEAU, M. DE, (1980), *L'Invention du quotidien*, Folio, Paris.
- CESAIRE, A., (2008), *Discours sur le colonialisme*, Présence Africaine, Paris, 92 p.
- CHAKRABARTY, D., (2000), *Provincializing Europe: postcolonial thought and historical difference*, Univ. Press, Princeton, NJ, 301 p.
- CHALEARD, J.-L., (1986), Intensification agricole et ravitaillement urbain : le cas des périmètres vivriers du département d'Agboville, *Cahiers d'outre-mer*, vol. 39, n°154, p. 157-178.
- CHALEARD, J.-L., DUBRESSON, A., LESOURD, M., PIERMAY, J.-L. et RAISON, J.-P., (2010), Autour de Paul Pélissier. Entretien en forme d'hommage, *EchoGéo*, n°13, [En ligne], URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/12114>, consulté le 20/06/2020.
- CHALEARD, J.-L., FECKOUA, L. et PELISSIER, P., (1990), Réponses paysannes à la croissance urbaine en Côte d'Ivoire septentrionale, *Cahiers d'outre-mer*, vol. 43, n°169, p. 5-24.
- CHAMBERS, R., (1988), *Sustainable Livelihoods, Environment and Development: Putting Poor rural People First*, Institute of Development Studies, Sussex.
- CHAMBON, J.-L., DAVID, A. et DEVEVEY, J.-M., (1982), *Les innovations sociales*, Presses Universitaires de France, Paris, 127 p.
- CHARBONNIER, P., (2016), Sortir du cercle épistémique moderne : l'engagement ontologique de l'anthropologie critique, en ligne, <https://natpol.hypotheses.org/18>, consulté le 20/01/2020.

- CHATTERTON, P., (2016), Building transitions to post-capitalist urban commons, *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 41, n°4, p. 403-415.
- CHATTERTON, P. et PUSEY, A., (2020), Beyond capitalist enclosure, commodification and alienation: Postcapitalist praxis as commons, social production and useful doing, *Progress in Human Geography*, vol. 44, n°1, p. 27-48.
- CHERNILO, D., (2015), Social Change and Progress in the Sociology of Robert Nisbet, *Society*, vol. 52, n°4, p. 324-334.
- CHIVALLON, C., (2007), La quête pathétique des *postcolonial studies* ou la révolution manquée, *Mouvements*, vol. 51, n°3, p. 32-39.
- CHIVALLON, C., RAGQUET, P. et SAMERS, M. (ED.), (1999), *Discours scientifiques et contextes culturels. Géographies françaises et britanniques à l'épreuve postmoderne*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Bordeaux.
- CLAVAL, P., (1969), *Essai sur l'évolution de la géographie humaine*, Les Belles lettres, Paris.
- CLAVAL, P., (2010), « Les géographes et le développement », In : C. BOUQUET (éd.), *Les géographes et le développement. Discours et actions*, MSHA, Pessac, p. 21-33.
- CLAYTON, D., (2011), Subaltern space, In : J. AGNEW et D. LIVINGSTONE (éds.), *The Sage Handbook of Geographical Knowledge*, Sage, London, p. 246-260.
- CLÉMENT, V., (2017), Dancing bodies and Indigenous ontology: what does the haka reveal about the Māori relationship with the Earth?, *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 42, n°2, p. 317-328.
- CLEMENT, V., (2021), « La géographie des Autres, ou comment décoloniser l'approche géographique des peuples autochtones », In : V. CLÉMENT, M. STOCK et A. VOLVEY (éd.), *Mouvements de géographie. Itinéraires d'une science sociale*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, p. 79-104.
- COCHET, Y., (2019), *Devant l'effondrement: essai de collapsologie*, Les liens qui libèrent, Brignon (Gard).
- COLLIGNON, B., (2005), Que sait-on des savoirs géographiques vernaculaires ?, *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, vol. 82, n°3, p. 321-331.
- COLLIGNON, B., (2008), Note sur les fondements des postcolonial studies, *EchoGéo*, n°1, en ligne, <http://journals.openedition.org/echogeo/2089>, consulté le 08/04/2020.
- COLLIGNON, B., (2010), L'éthique et le terrain, *L'Information géographique*, vol. 74, n°1, p. 63-83.
- COMAROFF, J. et COMAROFF, J. L., (2015), *Theory from the South. Or, How Euro-America is Evolving Toward Africa*, Routledge, New York.

- COOMBES, B., JOHNSON, J. T. et HOWITT, R., (2013), Indigenous geographies II: The aspirational spaces in postcolonial politics – reconciliation, belonging and social provision, *Progress in Human Geography*, vol. 37, n°5, p. 691-700.
- COOPER, F., (2005), *Colonialism in question: theory, knowledge, history*, University of California Press, Berkeley, 327 p.
- CORBETT, J., (1988), Famine and household coping strategies, *World Development*, vol. 16, n°9, p. 1099-1112.
- CORBRIDGE, S., (1987), Industrialisation, internal colonialism and ethnoregionalism: the Jharkhand, India, 1880–1980, *Journal of Historical Geography*, vol. 13, n°3, p. 249-266.
- CORBRIDGE, S., (1995), *Development Studies: A Reader*, Routledge, New York/London, 495 p.
- CORBRIDGE, S., (1998), 'Beneath the pavement only soil': The poverty of post-development, *Journal of Development Studies*, vol. 34, n°6, p. 138-148.
- CORBRIDGE, S., (2007), The (im)possibility of development studies, *Economy and Society*, vol. 36, n°2, p. 179-211.
- CORBRIDGE, S., (2008), *Development: critical essays in human geography*, Ashgate, Burlington, 557 p.
- CORONIL, F., (1994), Listening to the Subaltern: The Poetics of Neocolonial States, *Poetics Today*, *Poetics Today*, vol. 15, n°4, p. 643.
- COUNTRY, B., WRIGHT, S., SUCHET-PEARSON, S., LLOYD, K., BURARRWANGA, L., GANAMBARR, R., ... SWEENEY, J., (2016), Co-becoming Bawaka: Towards a relational understanding of place/space, *Progress in Human Geography*, vol. 40, n°4, p. 455-475.
- COURLET, C., (1989), Les industrialisations endogènes, *Tiers-Monde*, vol. 30, n°118, p. 413-421.
- COURLET, C. et JUDET, P., (1986), Industrialisation et développement : la crise des paradigmes, *Tiers-Monde*, vol. 27, n°107, p. 519-536.
- CRESSWELL, T., (2015), *Place: an introduction*, J. Wiley et Sons, Chichester, West Sussex, UK ; Malden, MA.
- CUSSET, F., (2003), *French theory: Foucault, Derrida, Deleuze et Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux Etats-Unis*, Découverte, Paris, 367 p.
- DAIGLE, M., (2016), Awawanenitakik: The spatial politics of recognition and relational geographies of Indigenous self-determination: Indigenous self-determination, *The Canadian Geographer / Le Géographe Canadien*, vol. 60, n°2, p. 259-269.
- DAIGLE, M. et RAMÍREZ, M. M., (2019), "Decolonial Geographies", In : ANTIPODE EDITORIAL COLLECTIVE, T. JAZEEL, A. KENT, K. MCKITTRICK, N. THEODORE, S. CHARI, ...

- M. W. WRIGHT (éds.), *Keywords in Radical Geography: Antipode at 50*, John Wiley et Sons, New York, p. 78-84.
- D’ALESSANDRO-SCARPARI, C., (2010a), Terrains africains, de la dénonciation au militantisme, *L’Information géographique*, vol. 74, n°1, p. 55.
- D’ALESSANDRO-SCARPARI, C., (2010b), « Une alternative (l’alter-développement) un refus (l’anti-développement). La réponse de la géographie africaniste au tiers-mondisme », In : C. BOUQUET (éd.), *Les géographes et le développement. Discours et actions*, Maison des Sciences de l’Homme d’Aquitaine, Pessac, p. 239-252.
- D’ALISA, G., DEMARIA, F. et KALLIS, G. (ÉD.), (2015), *Degrowth: a vocabulary for a new era*, Routledge, Taylor et Francis Group, New York/London, 220 p.
- DE BERNARDY, M. et DEBARBIEUX, B., (2003), *Le territoire en sciences sociales. Approches disciplinaires et pratiques de laboratoire*, MSH-Alpes, Grenoble, 246 p.
- DE LA CADENA, M., (2015), *Earth beings: ecologies of practice across Andean worlds*, Duke University Press, Durham, 349 p.
- DE LA CADENA, M. et BLASER, M. (éds.), (2018), *A world of many worlds*, Duke University Press, Durham, 224 p.
- DE SCHUTTER, O. et DEDEURWAERDERE, T., (2020), « Vers un État partenaire. Soutenir les innovations sociales citoyennes pour une transition juste », In BAILLEUX, A., *Le droit en transition : Les clés juridiques d’une prospérité sans croissance*, Presses de l’Université Saint-Louis, Bruxelles, p. 481-518.
- DEBARBIEUX, B., (1995), Le lieu, fragment et symbole du territoire:, *Espaces et sociétés*, vol. n°80, n°1, p. 13-36.
- DEBARBIEUX, B. et VANIER, M. (éd.), (2002), *Ces territorialités qui se dessinent*, Ed. de l’Aube, Datar/La Tour d’Aigues.
- DEBIZET, G., (2018), *Assemblage socio-énergétique et transitions bas-carbone urbaines (Habilitation à Diriger des Recherches)*, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- DEES, G., BATTLE ANDERSON, B. et WEI-SKILLERN, J., (2004), Scaling Social Impact Strategies for spreading social innovations, *Stanford Social Innovation Review*, vol. Spring, p. 24-32.
- DEFFNER, V. et HAFERBURG, C., (2014), Bourdieus Theorie der Praxis als alternative Perspektive für die „Geographische Entwicklungsforschung“, *Geographica Helvetica*, vol. 69, n°1, p. 7-18.
- DE HAAN, J. (HANS) et ROTMANS, J., (2011), Patterns in transitions: Understanding complex chains of change, *Technological Forecasting and Social Change*, vol. 78, n°1, p. 90-102.
- DE HERDT, T. et BASTIAENSEN, J., (2009), L’agencéité relationnelle, *Revue Tiers Monde*, vol. 198, n°2, p. 317-333.

- DELANNOY, I., (2017), *L'économie symbiotique: régénérer la planète*, L'économie et la société, Actes sud, Arles, 337 p.
- DELL'AGNESE, E., (2013), "The political challenge of relational territory", In : D. FEATHERSTONE et J. PAINTER (éd.), *Spatial Politics. Essays for Doreen Massey*, Wiley-Blackwell, Chichester, p. 115-132.
- DEMARIA, F., KALLIS, G. et BAKKER, K., (2019), Geographies of degrowth: Nowtopias, resurgences and the decolonization of imaginaries and places, *Environment and Planning E: Nature and Space*, vol. 2, n°3, p. 431-450.
- DESCOLA, P., (2005), *Par-delà nature et culture*, NRF : Gallimard, Paris, 623 p.
- DE SOUSA SANTOS, B., (2007), Beyond Abyssal Thinking: From Global Lines to Ecologies of Knowledges, *Review*, vol. 30, n°1, p. 45-89.
- DE SOUSA SANTOS, B., (2016), *Epistemologies of the South: justice against epistemicide*, Routledge, London New York, 282 p.
- DE SOUSA SANTOS, B., (2018), *The end of the cognitive empire: the coming of age of epistemologies of the South*, Duke University Press, Durham, 376 p.
- DESTANNE DE BERNIS, G., (1971), Les industries industrialisantes et les options algériennes, *Tiers-Monde*, vol. 12, n°47, p. 545-563.
- DIJKEMA, C., (2021), *Subaltern in France – A decolonial exploration of voice, violence and racism in marginalized social housing neighborhoods in Grenoble (France)*, Thèse de doctorat, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- DITTRICH, C., (2003), Bangalore: Polarisierung und Fragmentierung in Indiens Hightech-Kapitale, *Geographische Rundschau*, vol. 55, n°10, p. 40-45.
- DOLLFUS, O., (1990), « Le système-Monde », In : Roger Brunet et Olivier Dollfus (dir.), *Mondes nouveaux*, tome 1 de la Géographie universelle, Belin, Paris.
- DÖRFLER, T., GRAEFE, O. et MÜLLER-MAHN, D., (2003), Habitus und Feld : Anregungen für eine Neuorientierung der geographischen Entwicklungsforschung auf der Grundlage von Bourdieus « Theorie der Praxis », *Geographica Helvetica*, vol. 58, n°1, p. 11-23.
- DUBRESSON, A., (1978), Croissance urbaine et thèmes de recherche en Afrique tropicale : l'exemple de Rufisque, *Villes en parallèle*, vol. 1, n°1, p. 36-69.
- DUBRESSON, A., (1989), *Villes et industries en Côte d'Ivoire: pour une géographie de l'accumulation urbaine*, Karthala, Paris, 845 p.
- DUBRESSON, A., MOREAU, S., RAISON, J.-P. et STECK, J. F., (2011), *L'Afrique subsaharienne: une géographie du changement*, Armand Colin, Paris.
- DUSSEL, E. D., (1999), *Postmodernidad y transmodernidad: diálogos con la filosofía de Gianni Vattimo*, Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Occidente : Universidad Iberoamericana Plantel Laguna, Puebla, México, 65 p.

- ELDEN, S., (2010), Land, terrain, territory, *Progress in Human Geography*, vol. 34, n°6, p. 799-817.
- ELIAS, N., (1939), *Über den Prozeß der Zivilisation. Soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen, Tome 1: Wandlungen des Verhaltens in den weltlichen Oberschichten des Abendlandes, Tome 2: Wandlungen der Gesellschaft: Entwurf zu einer Theorie der Zivilisation*, Verlag Haus zum Falken, Bâle.
- ELISSALDE, B., (2002), Une géographie des territoires, *L'information géographique*, vol. 66, n°3, p. 193-205.
- ELZEN, B., GEELS, F. W., LEEUWIS, C. et VAN MIERLO, B., (2011), Normative contestation in transitions 'in the making': Animal welfare concerns and system innovation in pig husbandry, *Research Policy*, vol. 40, n°2, p. 263-275.
- ESCOBAR, A., (1995), *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton University Press, Princeton.
- ESCOBAR, A., (2008), *Territories of difference: place, movements, life, redes*, Duke University Press, Durham, 435 p.
- ESCOBAR, A., (2015), Degrowth, postdevelopment, and transitions: a preliminary conversation, *Sustainability Science*, vol. 10, n°3, p. 451-462.
- ESCOBAR, A., (2018a), *Designs for the Pluriverse: Radical Interdependence, Autonomy, and the Making of Worlds*, Duke University Press, Durham et Londres, 312 p.
- ESCOBAR, A., (2018b), *Sentir-penser avec la Terre. L'écologie au-delà de l'Occident*, Paris, 240 p.
- ESTEVA, G. et ESCOBAR, A., (2017), Post-Development @ 25: on 'being stuck' and moving forward, sideways, backward and otherwise, *Third World Quarterly*, vol. 38, n°12, p. 2559-2572.
- ESTEVA, G. et PRAKASH, M. S., (1998), *Grassroots post-modernism: remaking the soil of cultures*, Zed Books, London, 223 p.
- EVERS, H.-D., (1987), Subsistenzproduktion, Markt und Staat. Der sogenannte Bielefelder Verflechtungsansatz, *Geographische Rundschau*, p. 136-140.
- FELBER, C., (2011), *L'économie citoyenne: un mouvement a vu le jour*, essai, Actes sud, Arles.
- FEOLA, G., (2016), *Translocal grassroots movements and the geography of sustainability transitions: the case of the Transition Towns Network*, papier présenté à International Sustainability Transitions (IST) Conference - Exploring Transition Research as Transformative Science, Wuppertal.
- FEOLA, G., (2020), Capitalism in sustainability transitions research: Time for a critical turn?, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 35, p. 241-250.

- FEOLA, G. et BUTT, A., (2017), The diffusion of grassroots innovations for sustainability in Italy and Great Britain: an exploratory spatial data analysis, *The Geographical Journal*, vol. 183, n°1, p. 16-33.
- FEOLA, G. et HIM, M. R., (2016), The diffusion of the Transition Network in four European countries, *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 48, n°11, p. 2112-2115.
- FERGUSON, J., (2005), "Decomposing Modernity: History and Hierarchy after Development", In : A. LOOMBA, S. KAUL, M. BUNZL, A. BURTON et J. ESTY (éds.), *Postcolonial Studies and Beyond*, Duke University Press, p. 166-181.
- FOUCAULT, M., (2005), *Les mots et les choses: une archéologie des sciences humaines*, Gallimard, Paris, 400 p.
- FOURNY, M.-C. et LAJARGE, R. (ED.), (2019), *Les sans mots de l'habitabilité et de la territorialité*, UGA éditions, Grenoble.
- FRANK, A. G., (1967), *Capitalism and underdevelopment in Latin America: historical studies of Chile and Brazil*, Monthly Review Press, U.S.
- FRANK, A.-G., (1979), *Le développement du sous-développement*, François Maspero, Paris.
- FRANZ, H.-W., HOCHGERNER, J. et HOWALDT, J. (éds.), (2012), *Challenge social innovation: potentials for business, social entrepreneurship, welfare and civil society*, Springer, Berlin, 384 p.
- FREIRE, P., (1983), *Pédagogie des opprimés*, La Découverte/Maspero, Paris, 202 p.
- FRIEDMANN, J., (1972), "A General Theory of Polarized Development". In : N. M. HANSEN (éd.), *Growth Centers in Regional Economic Development*, The Free Press, New York, p. 82-107.
- FRIEDMANN, J. et WEAVER, C., (1979), *Territory and Function. The Evolution of Regional Planning*, Berkeley et Los Angeles.
- FULLER, D., JONAS, A. E. G. et LEE, R., (éds.) (2016), *Interrogating alterity: alternative economic and political spaces*, Routledge, London.
- GABRIEL, M., (2015), *Pourquoi le monde n'existe pas*, JC Lattès, Paris.
- GABRIEL, M., (2018), *Neo-existentialism: how to conceive of the human mind after naturalism's failure*, Polity Press, Cambridge, UK ; Medford, MA, 129 p.
- GAONKAR, D. P. (éd.), (2001), *Alternative modernities*, Duke University Press, Durham, NC, 363 p.
- GEBSER, J., (1949), *Ursprung und Gegenwart*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart.
- GEELS, F. W., (2002), Technological transitions as evolutionary reconfiguration processes: a multi-level perspective and a case-study, *Research Policy*, vol. 31, n°8-9, p. 1257-1274.

- GEELS, F. W., (2004), From sectoral systems of innovation to socio-technical systems, *Research Policy*, vol. 33, n°6-7, p. 897-920.
- GEELS, F. W., (2005), The dynamics of transitions in socio-technical systems: A multi-level analysis of the transition pathway from horse-drawn carriages to automobiles (1860–1930), *Technology Analysis et Strategic Management*, vol. 17, n°4, p. 445-476.
- GEELS, F. W., (2010), Ontologies, socio-technical transitions (to sustainability), and the multi-level perspective, *Research Policy*, vol. 39, n°4, p. 495-510.
- GEELS, F. W., (2011), The multi-level perspective on sustainability transitions: Responses to seven criticisms, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 1, n°1, p. 24-40.
- GEELS, F. W. et SCHOT, J., (2007), Typology of sociotechnical transition pathways, *Research Policy*, vol. 36, n°3, p. 399-417.
- GESCHIERE, P., (1997), *The modernity of witchcraft: politics and the occult in postcolonial Africa*, University Press of Virginia, Charlottesville, 311 p.
- GIDDENS, A., (1984), *The constitution of society: outline of the theory of structuration*, Polity Press, Cambridge/Cambridgeshire, 402 p.
- GIESEKING, J. J., (2017), "Geographical Imagination", In : D. RICHARDSON, N. CASTREE, M. F. GOODCHILD, A. KOBAYASHI, W. LIU et R. A. MARSTON (éds.), *International Encyclopedia of Geography: People, the Earth, Environment and Technology*, John Wiley et Sons, Ltd, Oxford, UK, p. 1-5.
- GILLARD, R., GOULDSON, A., PAAVOLA, J. et VAN ALSTINE, J., (2016), Transformational responses to climate change: beyond a systems perspective of social change in mitigation and adaptation, *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, vol. 7, n°2, p. 251-265.
- GILLWALD, K., (2000), Konzepte sozialer Innovation, *WZB Discussion Paper*, No. P 00-519, en ligne, <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/50299/1/319103064.pdf>, consulté le 29/11/2020.
- GIRAUT, F., (2013), Territoire multisitué, complexité territoriale et postmodernité territoriale : des concepts opératoires pour rendre compte des territorialités contemporaines ?, *L'Espace Géographique*, vol. 4, p. 293-305.
- GIROUX, D., (2016), Les lieux de la culture. Une théorie postcoloniale d'Homi Bhabha, *Spirale*, vol. 258, p. 39-42.
- GLASSMAN, J., (2011), Critical geography III: Critical development geography, *Progress in Human Geography*, vol. 35, n°5, p. 705-711.
- GLON, É. et PECQUEUR, B., (2020), Sous le soleil de Loubeyrat. Quelles combinaisons entre innovation sociale et territoire ?, *Géographie, économie, société*, vol. 22, n°2, p. 113-132.

- GOPEL, M., (2013), *The great mindshift: linking forerunners of a new sustainability paradigm*, Bertelsmann Stiftung.
- GOULD, P. R., (1970), Tanzania 1920-63: The Spatial Impress of the Modernization Process, *World Politics*, vol. 22, n°02, p. 149-170.
- GOUROU, P., (1947), *Les pays tropicaux*, Presses universitaires de France, Paris, 225 p.
- GOUROU, P., (1953), *The tropical world: its social and economic conditions and its future status*, Longmans Green et Co., Londres, 190 p.
- GOUROU, P., (1982), *Terres de bonne espérance: le monde tropical*, Plon, Paris, 455 p.
- GRAMSCI, A., (1995), *The Southern question*, Guernica Editions, Toronto.
- GRATALOUP, C., (2018), *Vision(s) du monde: histoire critique des représentations de l'Humanité*, Armand Colin, Paris.
- GREGORY, D., (1998), *Geographical imaginations*, Blackwell, Cambridge, 442 p.
- GRIN, J., (2010), "Modernization Processes in Dutch Agriculture, 1886 to Present", In : J. GRIN, J. ROTMANS et J. SCHOT (éds.), *Transitions to Sustainable Development. New Directions in the Study of Long Term Transformative Change*, Routledge, New York/London.
- GRIN, J., ROTMANS, J., SCHOT, J., GEELS, F. W. et LOORBACH, D., (2010), *Transitions to sustainable development: new directions in the study of long term transformative change*, Routledge, New York London, 397 p.
- GROSGOUEL, R., (2006), Les implications des altérités épistémiques dans la redefinition du capitalisme global. Transmodernité, pensée frontalière et colonialité globale, *Multitudes*, vol. 26, n°3, p. 51-74.
- GTZ, (1983), *Ländliche Regionalentwicklung*, GTZ, Eschborn.
- GUATTARI, F., ROLNIK, S. et BARBARAS, R., (2007), *Micropolitiques*, Empêcheurs de Penser en Rond, Paris, 488 p.
- GUMUCHIAN, H. et PECQUEUR, B. (éds.), (2007), *La ressource territoriale*, Economica : Anthropos, Paris, 252 p.
- HAESBAERT, R., (2020), Território(s) numa perspectiva latino-americana, *Journal of Latin American Geography*, vol. 19, n°1, p. 141-151.
- HAESBAERT, R., (2013), "A Global Sense of Place and Multi-territoriality: Notes for Dialogue from a 'Peripheral' Point of View", In : D. FEATHERSTONE et J. PAINTER (éds.), *Spatial Politics: Essays for Doreen Massey*, Wiley–Blackwell, Oxford, p. 146-157.
- HAKIMI-PRADELS, N., GRISON, J. B., KOOP, K. et LANDEL, P.-A., (article en cours d'évaluation), De l'initiative alternative localisée à la transition territoriale : quels rôles

- pour les réseaux? *Développement durable et territoires*, vol. 10, n° spécial « Expérimentations de transition écologique » (à venir).
- HALVORSEN, S., (2019), Decolonising territory: Dialogues with Latin American knowledges and grassroots strategies, *Progress in Human Geography*, vol. 43, n°5, p. 790-814.
- HANSEN, T. et COENEN, L., (2015), The geography of sustainability transitions: Review, synthesis and reflections on an emergent research field, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 17, p. 92-109.
- HARAWAY, D., (1988), Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective, *Feminist Studies*, vol. 14, n°3, p. 575.
- HARD, G., (1973), *Die Geographie: eine wissenschaftstheoretische Einführung*, de Gruyter, Berlin, 318 p.
- HARDT, M. et NEGRI, A., (2004), *Multitude: war and democracy in the age of Empire*, The Penguin Press, New York, 427 p.
- HARGREAVES, T., LONGHURST, N. et SEYFANG, G., (2012), Understanding Sustainability Innovations: Points of Intersection between the Multi-Level Perspective and Social Practice Theory, *3S Working Paper*, University of East Anglia.
- HART, G., (2001), Development critiques in the 1990s: culs de sac and promising paths, *Progress in Human Geography*, vol. 25, n°4, p. 649-658.
- HARTOG, F., (2003), *Régimes d'historicité: présentisme et expériences du temps*, Éd. du Seuil, Paris, 257 p.
- HARVEY, D., (2014), *Seventeen contradictions and the end of capitalism*, Profile Books, UK.
- HAXELTINE, A., AVELINO, F., PEL, B., DUMITRI, A., KEMP, R., LONGHURST, N., ... WITTMAYER, J., (2016), A framework for Transformative Social Innovation, *TRANSIT Working Paper 5*, TRANSIT: EU SSH.2013.3.2-1, en ligne, <http://www.transitsocialinnovation.eu/resource-hub/>, consulté le 16/07/2019.
- HAXELTINE, A., PEL, B., DUMITRU, A., AVELINO, F., KEMP, R., BAULER, T., ... SORGAARD JORGENSEN, M., (2017a), Towards a TSI theory: A relational framework and 12 propositions, *TRANSIT Working Paper 16*, TRANSIT: EU SSH.2013.3.2-1, en ligne, http://www.transitsocialinnovation.eu/content/original/Book%20covers/Local%20PDFs/286a%20TRANSIT_WorkingPaper_TowardsTSItheory%20AH161217.pdf, consulté le 16/07/2019.
- HAXELTINE, A., PEL, B., WITTMAYER, J. M., DUMITRI, A., KEMP, R. et AVELINO, F., (2017b), Building a middle-range theory of Transformative Social Innovation; theoretical pitfalls and methodological responses, *European Public et Social Innovation Review*, vol. 2, n°1, p. 59-77.

- HERNÁNDEZ-MORCILLO, M., HOBERG, J., OTEROS-ROZAS, E., PLIENINGER, T., GÓMEZ-BAGGETHUN, E. et REYES-GARCÍA, V., (2014), Traditional Ecological Knowledge in Europe: Status Quo and Insights for the Environmental Policy Agenda, *Environment: Science and Policy for Sustainable Development*, vol. 56, n°1, p. 3-17.
- HEYWOOD, P., (2017), "Ontological Turn, The", In : F. STEIN, S. LAZAR, M. CANDEA, H. DIEMBERGER, J. ROBBINS, A. SANCHEZ et R. STASCH (éds.), *Cambridge Encyclopedia of Anthropology*, en ligne, <https://www.anthroencyclopedia.com/>, consulté le 13/09/2019.
- HINDERINK, J., (1975), La géographie, le sous-développement et la modernisation, *Tiers-Monde*, vol. 16, n°62, p. 267-293.
- HIRSCHMAN, A. O., (1958), *The strategy of economic development*, Yale University Press, New Haven, 217 p.
- HOFFMANN, E., SIEBENHÜNER, B., BESCHORNER, T. et ARNOLD, M., (2007), "Gesellschaftliches Lernen und Nachhaltigkeit. Zur Einführung", In : E. HOFFMANN, B. SIEBENHÜNER, T. BESCHORNER, M. ARNOLD, T. BEHRENS, V. BARTH et K. VOGELPOHL (éds.), *Gesellschaftliches Lernen und Nachhaltigkeit*, Metropolis, Marburg, p. 11-32.
- HOLBRAAD, M. et PEDERSEN, M. A., (2017), *The Ontological Turn. An Anthropological Exposition*, Cambridge University Press, West Nyack.
- HÖLSCHER, K., WITTMAYER, J. M. et LOORBACH, D., (2018), Transition versus transformation: What's the difference?, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 27, p. 1-3.
- HOOKS, B., (1990), "Marginality as a Site of Resistance". In : FERGUSON R., GEVER, M., MINH-HA, T. et West, C. (éds.), *Out There: Marginalization and Contemporary Cultures*, MIT Press Cambridge, p. 241-43.
- HORTON, J. et KRAFTL, P., (2009), Small acts, kind words and 'not too much fuss': implicit activisms, *Emotion, Space and Society*, vol. 2, p. 14-23.
- HÖTTE, K., (2020), How to accelerate green technology diffusion? Directed technological change in the presence of coevolving absorptive capacity, *Energy Economics*, vol. 85, p. 104565.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH, M., (2010), *Crossing boundaries, t. 3 : Vivre ensemble dans l'Afrique du Sud post-apartheid*, Mémoire pour l'obtention de l'Habilitation à diriger des recherches, Paris, Université de Paris I.
- HOWALDT, J., (2017), *Social innovation – Research and Policy of the Future. Results from the SI-DRIVE Project*, Présentation finale du programme SI-DRIVE, Bruxelles.
- HOWALDT, J., JACOBSEN, H. et TECHNISCHE UNIVERSITÄT DORTMUND (éds.), (2010), *Soziale Innovation: auf dem Weg zu einem postindustriellen Innovationsparadigma*, Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden, 396 p.

- HUGOT, D., (2011), Entretien avec Philippe Descola, *Le philosophe*, vol. 2, n°36, p. 161-178.
- HUNT S., (2014), Ontologies of indigeneity : The politics of embodying a concept, *Cultural Geographies*, n°1, p. 27-32.
- HUNT S., 2017, "Indigeneity", in D. RICHARSON, N. CASTREE, M. F. GOODCHILD, A. KOBAYASHI, W. LIU et R. A. MARSTON (éds.), *The International Encyclopedia of Geography*, Chichester, Wiley.
- INCE, A. et HALL, S. M., (2017), *Sharing Economies in Times of Crisis: practices, politics and possibilities*, Routledge, London/New York.
- INGOLD, T. et PÁLSSON, G. (ÉD.), (2013), *Biosocial becomings: integrating social and biological anthropology*, Cambridge University Press, New York, 281 p.
- JACKSON, M., (2014), Composing postcolonial geographies: Postconstructivism, ecology and overcoming ontologies of critique: Composing postcolonial geographies, *Singapore Journal of Tropical Geography*, vol. 35, n°1, p. 72-87.
- JARVIS, H., (2019), Sharing, togetherness and intentional degrowth, *Progress in Human Geography*, vol. 43, n°2, p. 256-275.
- JAZEEL, T., (2017), Mainstreaming geography's decolonial imperative, *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 42, n°3, p. 334-337.
- JAZEEL, T. et MC FARLANE, C., (2010), The limits of responsibility: a postcolonial politics of academic knowledge production, *Transactions of the Institute British Geographers*, vol. 35, p. 109-124.
- JEFFREY, C. et DYSON, J., (2020), Geographies of the future: Prefigurative politics, *Progress in Human Geography*, p. 1-16.
- JUIGNET, P., (2016), Qu'est-ce que la science ?, *Philosophie, science et société* [en ligne]. <https://philosciences.com/philosophie-et-science/methode-scientifique-paradigme-scientifique/203-qu-est-ce-que-la-science>, consulté le 07/03/2020.
- KANGER, L. et SCHOT, J., (2019), Deep transitions: Theorizing the long-term patterns of socio-technical change, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 32, p. 7-21.
- KANGER, L. et SILLAK, S., (2020), Emergence, consolidation and dominance of meta-regimes: Exploring the historical evolution of mass production (1765–1972) from the Deep Transitions perspective, *Technology in Society*, vol. 63, p. 101393.
- KATZ, C., (1994), Playing the Field: Questions of Fieldwork in Geography, *The Professional Geographer*, vol. 46, n°1, p. 67-72.

- KIVAMAA, P., BOONC, W., HYYSALOD, S. et KLERKX, L., (2019), A typology of intermediaries in sustainability transitions: A systematic review and a research agenda, *Research Policy*, vol. 48, issue 4, p. 1062-1075.
- KLEIN, E. et MORREO, C. E. (ÉD.), (2019), *Postdevelopment in practice: alternatives, economies, ontologies*, Routledge, Abingdon/New York.
- KLEIN, J. L., BOUCHER, J. L., CAMUS, A., CHAMPAGNE, C. et NOISEUX, Y. (éds.), (2019), *Trajectoires d'innovation. Des émergences à la reconnaissance*, Presses de l'Université du Québec, Québec.
- KLEIN, J. L. et HARRISON, D., (2007), *L'innovation sociale. Émergence et effets sur la transformation des sociétés*, Presses de l'Université du Québec, Québec.
- KLEIN, J. L., PECQUEUR, B., KOOP, K. et SOUSSI, S. A. (éds.), (2016a), *L'innovation locale à l'épreuve du global. Un défi pour les acteurs*, Presses de l'Université du Québec, Québec.
- KLEIN, J.-L., CAMUS, A., JETTE, C., CHAMPAGNE, C. et ROY, M. (éds.), (2016b), *La transformation sociale par l'innovation sociale*, Presses de l'Université du Québec, Québec (Québec), 463 p.
- KLEIN, J.-L. et PECQUEUR, B. (éds.), (2020), *Les Living Labs: une perspective territoriale*, L'Hamattan, Paris.
- KÖHLER, J., GEELS, F. W., KERN, F., MARKARD, J., ONSONGO, E., WIECZOREK, A., ... WELLS, P., (2019), An agenda for sustainability transitions research: State of the art and future directions, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 31, p. 1-32.
- KOOP, K., (2004), *Globalisierung und Armutsentwicklung auf Mauritius. Eine sozialgeographische Studie am Beispiel der Plantagen- und Hafendarbeiterfamilien*, ZELF-Selbstverlag, Berlin, 238 p.
- KOOP, K., (2013), *Territoires des Suds, développement et altérité : les mondes des marges*, communication au séminaire FAMME, UMR PACTE, 18/06/2013, Grenoble.
- KOOP, K., (2014), Conventional or alternative development? Varying meanings and purposes of territorial rural development as a strategy for the Global South, *Geographica Helvetica*, vol. 69, p. 271-280.
- KOOP, K., (2015), *The Role of Improvisation within Social Innovation Processes. Insights from Alternative Local Initiatives in Ardèche, France*, Communication AAG 2015, séance « Development as improvisation? Exploring the significance of improvisation in contemporary development contexts », 21/04/2015, Chicago.
- KOOP, K., (2020), Escaping from capitalism. The enactment of alternative lifeworlds in France's mountain regions, In : S. M. HALL, H. PIMLOTT-WILSON et J. HORTON (éd.), *Austerity Across Europe. Lived Experiences of Economic Crises*, Routledge, London, p. 125-140.

- KOOP, K., (2021), La géographie du développement a perdu le Nord... et alors ! Plaidoyer pour une géographie des transitions sociétales, In : V. CLEMENT, M. STOCK et A. VOLVEY (éds.), *Mouvements de géographie. Itinéraires d'une science sociale*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, p. 319-330.
- KOOP, K., FOURNY, M.-C., LANDEL, P.-A. et SENIL, N., (2016), Spatial Patterns of Transformative Social Innovation. The example of alternative initiatives in Ardèche, France, *ZSI Discussion Paper Series*, n°36.
- KOOP, K. et LANDEL, P.-A., (2018), « Quand l'innovation sociale change la dynamique des territoires de montagne, » In : M.-C. FOURNY (éd.), *Montagnes en mouvements. Dynamiques territoriales et innovation sociale*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, p. 21-43.
- KOOP, K., LANDEL, P.-A. et FOURNY, M.-C., (2019), « L'étude des capacités transformatrices des innovations sociales à travers leurs formes de dissémination », In : J. L. KLEIN, J. L. BOUCHER, A. CAMUS, C. CHAMPAGNE et Y. NOISEUX (éds.), *Trajectoires d'innovation. Des émergences à la reconnaissance*, Presses de L'Université du Québec, Québec, p. 81-89.
- KOOP, K., LANDEL, P.-A. et PECQUEUR, B., (2010), Pourquoi croire au modèle du développement territorial au Maghreb ? Une approche critique, *EchoGéo*, vol. 13, [En ligne], <http://journals.openedition.org/echogeo/12065>, consulté le 20/06/2020.
- KOOP, K. et SENIL, N., (2016), « Innovation sociale, improvisation et développement territorial : l'expérience ardéchoise », In : J. L. KLEIN, B. PECQUEUR, K. KOOP et S. A. SOUSSI (éds.), *L'innovation socio-territoriale à l'épreuve du global: un défi pour les acteurs*, Presses de l'Université du Québec, Québec, p. 155-167.
- KORF, B. et ROTHFUSS, E., (2016), « Nach der Entwicklungsgeographie », In : T. FREYTAG, H. GEBHARDT, U. GERHARD et D. WASTL-WALTER (éds.), *Humangeographie kompakt*, Springer Spektrum, Berlin Heidelberg.
- KOTHARI, A., SALLEH, A., ESCOBAR, A., DEMARIA, F. et ACOSTA, A. (éds.), (2019), *Pluriverse: a post-development dictionary*, Tulika Books, New Delhi, 340 p.
- KOTHARI, U. (éd.), (2005), *A radical history of development studies: individuals, institutions and ideologies*, Zed Books, Cape Town/London/New York, 232 p.
- KREUZMANN, H., (1989), *Hunza. Ländliche Entwicklung im Karakorum*, Reimer Verlag, Berlin.
- KROPOTKINE, P., (1906), *L'entraide: un facteur de l'évolution*, Hachette, Paris.
- KUHN, T. S., (2016), *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris.
- KUNKEL, M. F. S., (2011), Writing the History of Development: A Review of the Recent Literature, *Contemporary European History*, vol. 20, n°2, p. 215-232.

- KUNZE, I. et AVELINO, F., (2015), Transformative Social Innovation Narrative of the Global Ecovillage Network, TRANSIT: EU SSH.2013.3.2-1 Grant agreement no: 613169, en ligne, <http://www.transitsocialinnovation.eu/resource-hub/global-ecovillage-network-gen>, consulté le 07/01/2021.
- LACOSTE, Y., (1965), *Géographie du sous-développement: géopolitique d'une crise*, Presses universitaires de France, Paris.
- LANDEL, P.-A. et KOOP, K., (2018), « La liminalité, une alternative à la marginalisation ... », In : M.-C. FOURNY et S. GAL (éds.), *Montagne liminale. Approche pluridisciplinaire de la territorialité de l'entre-deux*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, p. 117-131.
- LANDEL, P.-A., KOOP, K. et SENIL, N., (2018), « Quand l'innovation sociale change la dynamique des territoires de montagne », In : M.-C. FOURNY (éd.), *Montagnes en mouvements. Dynamiques territoriales et innovation sociale*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, p. 21-43.
- LANDY, F., (2001), La libéralisation économique en Inde : inflexion ou rupture ?, *Tiers-Monde*, vol. 42, n°165, p. 9-16.
- LASUEN, J. R., (1973), Urbanisation and Development—the Temporal Interaction between Geographical and Sectoral Clusters, *Urban Studies*, vol. 10, n°2, p. 163-188.
- LATOUCHE, S., (2010), *Pour sortir de la société de consommation. Voix et voies de la décroissance*, les Liens qui libèrent, Brignon (Gard).
- LATOUCHE, S., (2017), *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuit, Paris.
- LATOUR, B., (2006), *Nous n'avons jamais été modernes : essai d'anthropologie symétrique*, La Découverte, Paris, 206 p.
- LATOUR, B., (2017), *Où atterrir? Comment s'orienter en politique*, La Découverte, Paris, 155 p.
- LAW, J., (2015), What's wrong with a one-world world?, *Journal of Social Theory*, vol. 16, n°1, p. 126-139.
- LAWHON, M. et MURPHY, J. T., (2012), Socio-technical regimes and sustainability transitions: Insights from political ecology, *Progress in Human Geography*, vol. 36, n°3, p. 354-378.
- LAWSON, V. A., (2007), *Making development geography*, Oxford University Press, London/New York, 256 p.
- LEITNER, H., SHEPPARD, E. et SZIARTO, K. M., (2008), The spatialities of contentious politics, *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 33, n°2, p. 157-172.
- LESHEM, N. et PINKERTON, A., (2019), Rethinking expeditions: On critical expeditionary practice, *Progress in Human Geography*, vol. 43, n°3, p. 496-514.

- LEVESQUE, B., (2007), « L'innovation dans le développement économique et le développement social », In : J. L. KLEIN et D. HARRISON (éds.), *L'innovation sociale. émergence et effets sur la transformation des sociétés*, Presses de l'Université du Québec, Québec, p. 43-70.
- LEWIN, K., (1946), Action Research and Minority Problems, *Journal of Social Issues*, vol. 2, n°4, p. 34-46.
- LEWIS, A., (1954), Economic Development with Unlimited Supplies of Labour, *Manchester School of Economic and Social Studies*, vol. 22, n°2, p. 139-191.
- LLOVERAS, J., MARSHALL, A. P., WARNABY, G. et KALANDIDES, A., (2021), Mobilising Sense of Place for Degrowth? Lessons From Lancashire's Anti-fracking Activism, *Ecological Economics*, vol. 183, p. 106754.
- LONGHURST, N., (2013), The Emergence of an Alternative Milieu: Conceptualising the Nature of Alternative Places, *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 45, n°9, p. 2100-2119.
- LONGHURST, N., (2015), Towards an 'alternative' geography of innovation: Alternative milieu, socio-cognitive protection and sustainability experimentation, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 17, p. 183-198.
- LOORBACH, D., (2010), Transition Management for Sustainable Development: A Prescriptive, Complexity-Based Governance Framework, *Governance*, vol. 23, n°1, p. 161-183.
- LOORBACH, D., (2014), *To Transition! Governance Panarchy in the New Transformation*, Erasmus Universiteit, Rotterdam.
- LOORBACH, D., FRANTZESKAKI, N. et AVELINO, F., (2017), Sustainability Transitions Research: Transforming Science and Practice for Societal Change, *Annual Review of Environment and Resources*, vol. 42, n°1, p. 599-626.
- LOUIS, R. P., (2007), Can You Hear us Now? Voices from the Margin: Using Indigenous Methodologies in Geographic Research, *Geographical Research*, vol. 45, n°2, p. 130-139.
- LOUISET, O., (2010), « L'invention du bidonville (1950-1990). Objet et signe emblématique de la ville sous-développée », In : C. BOUQUET (éd.), *Les géographes du développement. Discours et actions*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Pessac, p. 125-146.
- LUCAS, F., (2014), *Innovation et développement territorial alternatif dans l'arrière-pays d'Ardèche méridionale*, mémoire de master, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- LÜHRING, J., (1977), Kritik der (sozial-)geographischen Forschung zur Problematik von Unterentwicklung und Entwicklung. Ideologie, Theorie und Gebrauchswert, *Die Erde*, vol. 108, n°3, p. 217-238.

- MABOGUNJE, A. L., (1973), Manufacturing and the Geography of Development in Tropical Africa, *Economic Geography*, vol. 49, n°1, p. 1.
- MACCALLUM, D., MOULAERT, F. et HADDOCK, S. V., (2009), *Social innovation and territorial development*, Routledge, London/New York.
- MAILLAT, D. (1992), *Milieux et dynamique territoriale de l'innovation*, *Revue Canadienne de Science Régionale*, vol. XV, n° 3.
- MANNHEIM, K., (1929), *Ideologie und Utopie*, Cohen, Bonn.
- MÄNNLING, W., (1984), Grundelemente zu einem Paradigma des ‚Überlebensökonomischen Territoriums‘, *Triolog*, n°2, p. 8-11.
- MANSHARD, W., (1977), *Die Städte des tropischen Afrika*, Borntraeger, Berlin/Stuttgart, 258 p.
- MARKARD, J., RAVEN, R. et TRUFFER, B., (2012), Sustainability transitions: An emerging field of research and its prospects, *Research Policy*, vol. 41, n°6, p. 955-967.
- MARSTON, S. A., JONES, J. P. et WOODWARD, K., (2005), Human geography without scale, *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 30, n°4, p. 416-432.
- MARTISKAINEN, M., (2017), The role of community leadership in the development of grassroots innovations, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 22, p. 78-89.
- MARTUCCELLI, D., (2017), *La condition sociale moderne l'avenir d'une inquiétude*, Gallimard, Paris.
- MASSEY, D., (2004), Geographies of responsibility, *Geografiska Annaler, Series B, Human Geography*, vol. 86, n°1, p. 5-18.
- MBEMBE, A., (2001), *On the postcolony*, University of California Press, Berkeley, 274 p.
- MCFARLANE, C., (2009), Translocal assemblages: Space, power and social movements, *Geoforum*, vol. 40, n°4, p. 561-567.
- MCGUIRE – KISHEBAKABAYKWE, P. D., (2010), Exploring Resilience and Indigenous Ways of Knowing, *Pimatisiwin: A Journal of Aboriginal and Indigenous Community Health*, vol. 8, n°2, p. 117-131.
- MENZEL, U., (1992), *Das Ende der Dritten Welt und das Scheitern der großen Theorie*, Suhrkamp, Frankfurt.
- MERRIFIELD, A., (1995), Situated Knowledge Through Exploration: Reflexions on Bunge's 'Geographical Expeditions', *Antipode*, vol. 27, n°1, p. 49-70.
- MICARELLI, G. et VERRAN, H., (2018), Two analyses of Marisol de la Cadena's Earth beings: ecologies of practice across Andean worlds, *Tapuya: Latin American Science, Technology and Society*, vol. 1, n°1, p. 123-130.

- MIGNOLO, W., (2011), *The darker side of Western modernity: global futures, decolonial options*, Duke University Press, Durham, 408 p.
- MILLER, B., NICHOLLS, W. et BEAUMONT, J. (éds.), (2013), *Spaces of Contention. Spatialities and Social Movements*, Ashgate, Farnham.
- MINCA, C., (2009), "Postmodernism/postmodern geography", In : R. KITCHIN et N. J. THRIFT (éd.), *International encyclopedia of human geography*, Elsevier, Amsterdam, p. 363-372.
- MOL, A.-M., (1999), Ontological politics: A word and some questions, In : J. LAW et J. HASSARD (éds.), *Actor network theory and after*, Blackwell, Oxford/Malden, p. 74-90.
- MONTICELLI, L., (2018), Embodying Alternatives to Capitalism in the 21st Century, *TripleC: Communication, Capitalism et Critique*, vol. 16, n°2, p. 501-517.
- MOORE, D. S., (1998), Subaltern Struggles and the Politics of Place: Remapping Resistance in Zimbabwe's Eastern Highlands, *Cultural Anthropology*, vol. 13, n°3, p. 344-381.
- MOORE, M.-L., RIDDELL, D. et VOCISANO, D., (2015), Scaling Out, Scaling Up, Scaling Deep: Strategies of Non-profits in Advancing Systemic Social Innovation, *Journal of Corporate Citizenship*, vol. 2015, n°58, p. 67-84.
- MOULAERT, F., MAC CALLUM, D., MEHMOOD, A. et HAMDOUCH, A. (éds.), (2013), *The International Handbook on Social Innovation. Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Edward Elgar, Cheltenham/Northampton.
- MOULAERT, F., MACCALLUM, D., MEHMOOD, A. et HAMDOUCH, A., (2014), "General introduction: the return of social innovation as a scientific concept and a social practice", In : F. MOULAERT, D. MACCALLUM, A. MEHMOOD et A. HAMDOUCH (éds.), *The International Handbook of Social Innovation. Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Edward Elgar, Cheltenham/Northampton.
- MULGAN, G., (2006), The Process of Social Innovation, *Innovations*, vol. Spring, p. 145-162.
- MÜLLER-MAHN, H.-D., (1989), *Die Aulad 'Ali zwischen Stamm und Staat: Entwicklung und sozialer Wandel bei den Beduinen im nordwestlichen Ägypten*, D. Reimer Verlag, Berlin, 263 p.
- MURPHY, A. B., (2010), Identity and Territory, *Geopolitics*, vol. 15, n°4, p. 769-772.
- MURPHY, J. T., (2015), Human geography and socio-technical transition studies: Promising intersections, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 17, p. 73-91.
- MURTON, B., (2012), Being in the place world: toward a Māori "geographical self", *Journal of Cultural Geography*, vol. 29, n°1, p. 87-104.
- NEUBURGER, M., (2008), Global discourses and the local impacts in Amazonia. Inclusion and exclusion processes in the Rio Negro region, *Erdkunde*, vol. 62, n°4, p. 339-356.

- NEUBURGER, M. et SCHMITT, T., (2012), Editorial: Theorie der Entwicklung – Entwicklung der Theorie Post-Development und Postkoloniale Theorien als Herausforderung für eine Geographische Entwicklungsforschung, *Geographica Helvetica*, vol. 67, n°3, p. 121-124.
- NICOLOSI, E., (2020), Counterspaces against the odds? The production and emancipatory potential of alternative spaces, *Geoforum*, vol. 108, p. 59-69.
- NISBET, R., (1969), *Social Change and History: Aspects of the Western Theory of Development*, Oxford University Press, New York.
- NOHLEN, D. et NUSCHELER, F. (éds.), (1993), *Handbuch der Dritten Welt. Bd. 1: Grundprobleme, Theorien, Strategien*, Dietz, Bonn, 508 p.
- O'BRIEN, K., (2012), Global environmental change II: From adaptation to deliberate transformation, *Progress in Human Geography*, vol. 36, n°5, p. 667-676.
- OFFEN, K. H., (2003), The Territorial Turn: Making Black Territories in Pacific Colombia, *Journal of Latin American Geography*, vol. 2, n°1, p. 43-73.
- OLIVIER DE SARDAN, J. P., (1995), *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Karthala, Paris.
- OSLENDER, U., (2004), Fleshing out the geographies of social movements: Colombia's Pacific coast black communities and the 'aquatic space', *Political Geography*, vol. 23, n°8, p. 957-985.
- OSTROM, E., (2010), *Gouvernance des biens communs pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck, Bruxelles.
- PAILLOUX, A.-L. et RIPOLL, F., (2019), Géographie(s) des mobilisations: Explorer la dimension spatiale de l'action collective, *Carnets de géographes*, n°12, .
- PAIN, M., (1984), *Kinshasa: la ville et la cité*, L'Harmattan, Paris, 267 p.
- PAINTER, J., (2006), *Territory-network*, présenté à Association of American Geographers AAG, Annual Meeting, Chicago.
- PAINTER, J., (2010), Rethinking Territory, *Antipode*, vol. 42, n°5, p. 1090-1118.
- PATTERSON, J., SCHULZ, J. V., SANDRA VAN DER HEL, S., WIDERBERG, O., ADLER, C., HURLBERT, M., ANDERSON, K., SETHI, M. et BARAU, A. (2017), Exploring the governance and politics of transformations towards sustainability, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 24, p. 1-16.
- PECQUEUR, B., (1989), *Le développement local*, Syros, Paris.
- PECQUEUR, B., (2005), « Le développement territorial, une nouvelle approche des processus du développement pour les économies du Sud », In : B. ANTHEAUME et F. GIRAUT (éds.), *Le territoire est mort, vive les territoires ! Une (re)fabrication au nom du développement*, IRD Edition, Paris, p. 295-316.

- PECQUEUR, B., (2006), Le tournant territorial de l'économie globale, *Espaces et sociétés*, vol. 124-125, n°1-2, p. 17-32.
- PEET, R., (1977a), *Radical geography: alternative viewpoints on contemporary social issues*, Methuen, London.
- PEET, R., (1977b), "The development of radical geography in the United States", In : R. PEET (éd.), *Radical Geography: Alternative Viewpoints on Contemporary Social Issues*, Methuen, London, p. 6-30.
- PEET, R., (1985), Radical Geography in the United States: A Personal History, *Antipode*, vol. 17, n°2-3, p. 1-7.
- PEET, R. et HARTWICK, E. R., (2009), *Theories of development: contentions, arguments, alternatives*, Guilford Press, New York, 324 p.
- PEL, B., BAULER, T., AVELINO, F., BACKHAUS, J., RUIJSINK, S., RACH, S., ... SERPA B. RÖSING AGOSTINI, M., LAJARTHE, F., GARRIDO, S., PICABEA, F., MOREIRA, J., TRENTINI, F., BIDINOST, A., WEAVER, P., HEIMANN, R., SKROPKE, C., HOFFMEISTER, K.L., TAWAKOL, D., OLIVOTTO, V., TSATSOU, A., ZAHED, Y., MOET, R., ZUIJDERWIJK, L., RENEMA, J. AND KEMP, R., B., (2017), The Critical Turning Points database; concept, methodology and dataset of an international Transformative Social Innovation comparison, *TRANSIT Working Paper #10*, TRANSIT: EU SSH.2013.3.3.2-1, en ligne, <http://www.transitsocialinnovation.eu/resource-hub/>, consulté le 26/07/2020.
- PELISSIER, P., (1966), *Les paysans du Sénégal : civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, Fabrègue, Saint-Yrieix-la-Perche.
- PELISSIER, P. et SAUTTER, G., (1970), Bilan et perspectives d'une recherche sur les terroirs africains et malgaches (1962-1969), *Études rurales*, n°37-38-39, p. 7-49.
- PERROUX, F., (1955), Note sur la notion de pôle de croissance, vol. 8, p. 307-320.
- PICKERILL, J. et CHATTERTON, P., (2006), Notes towards autonomous geographies: creation, resistance and self-management as survival tactics, *Progress in Human Geography*, *Progress in Human Geography*, vol. 30, n°6, p. 730-746.
- PICKERILL, J. et MAXEY, L., (2009), Geographies of Sustainability: Low Impact Developments and Radical Spaces of Innovation, *Geography Compass*, vol. 3, n°4, p. 1515-1539.
- PIETERSE, J. N., (2000), After post-development, *Third World Quarterly*, vol. 21, n°2, p. 175-191.
- PIETERSE, J. N., (2010), *Development theory: deconstructions/reconstructions*, SAGE, Los Angeles : London, 252 p.
- PIKETTY, T., (2013), *Le capital au XXIe siècle*, Éditions du Seuil, Paris, 970 p.

- POIRIER, S., (2016), Ontologies, *Anthropen.org*, Paris, en ligne, <https://revues.ulaval.ca/ojs/index.php/anthropen/article/view/30657>, consulté le 19/06/2020.
- PORTO-GONÇALVES, C. W., (2009a), De saberes e de territorios: Diversidad y emancipación a partir de la experiencia latino-americana, *Polis*, vol. 8, n°22, p. 121-136.
- PORTO-GONÇALVES, C. W., (2009b), *Territorialidades y lucha por el territorio en América Latina: geografía de los movimientos sociales en América Latina*, Ed. IVIC, Caracas, 337 p.
- POTTER, R. B., BINNS, T., ELLIOTT, J. A., NEL, E. L. et DRAKAKIS-SMITH, D. W., (2018), *Geographies of development: an introduction to development studies*, Routledge, London New York, 636 p.
- POTTINGER, L., (2017), Planting the seeds of a quiet activism, *Area*, vol. 49, n°2, p. 215-222.
- POWER, M., (2003), *Rethinking development geographies*, Routledge, London ; New York, 273 p.
- POWER, M. et SIDAWAY, J. D., (2008), The Degeneration of Tropical Geography, In : S. CORBRIDGE (éd.), *Development. Critical Essays in Human Geography*, Hampshire/New York Ashgate.
- PRUVOST, G., (2017), « Modes de vie alternatifs et engagement », In : B. BADIE et D. VIDAL (éds.), *En quête d'alternatives: l'état du monde 2018*, La Découverte, Paris, p. 218-224.
- QUIJANO, A., (2000), Coloniality of Power and Eurocentrism in Latin America, *International Sociology*, vol. 15, n°2, p. 215-232.
- QUIJANO, A., (2007), Coloniality and Modernity/Rationality, *Cultural Studies*, vol. 21, n°2-3, p. 168-178.
- RADCLIFFE, S. A., (2005), Development and geography: towards a postcolonial development geography?, *Progress in Human Geography*, vol. 29, n°3, p. 291-298.
- RADCLIFFE, S. A., (2017), Decolonising geographical knowledges, *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 42, n°3, p. 329-333.
- RADCLIFFE, S. A., (2018), Geography and indigeneity II: Critical geographies of indigenous bodily politics, *Progress in Human Geography*, vol. 42, n°3, p. 436-445.
- RAFFESTIN, C., (1982), Remarques sur les notions d'espace, de territoire et de territorialité, *Espace et société*, vol. 41, p. 167-171.
- RAFFESTIN, C., (1986), Écogénèse territoriale et territorialité, In : F. AURIAC et R. BRUNET (éds.), *L'espace. Jeux et enjeux*, Bayard, Paris, p. 175-185.
- RAFFESTIN, C., (2005), Paysage et territorialité, *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 21, n°53-54, p. 123-134.

- RAHNEMA, M., (2003), *Quand la misère chasse la pauvreté*, Fayard/Actes Sud, Paris.
- RAHNEMA, M. et BAWTREE, V., (1997), *The Post-Development Reader*, Fernwood, Londres.
- RAISON, J.-P., (1993), « Trente ans, trois phases de la géographie rurale dans les pays tropicaux », In : C. CHOQUET, O. DOLLFUS, E. LE ROY et M. VERNIÈRES (éds.), *État des savoirs sur le développement. Trois décennies de sciences sociales en langue française*, Karthala, Paris, p. 135-159.
- RAUCH, T., (1981), *Das nigerianische Industrialisierungsmuster und seine Implikationen für die Entwicklung peripherer Räume. Ein Beitrag zur Erklärung der Raumstruktur in peripher-kapitalistischen Ökonomien*, Hamburger Beiträge zur Afrikakunde, vol. 24, Hamburg.
- RAUCH, T., (1997), *Ländliche Regionalentwicklung: im Spannungsfeld zwischen Weltmarkt, Staatsmacht und kleinbäuerlichen Strategien*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart.
- RAUCH, T., (2003a), Bessere Rahmenbedingungen allein beseitigen Armut nicht! Eine theoriegeleitete Vier Ebenen-Strategie für entwicklungspolitische Interventionen, *Geographica Helvetica*, vol. 58, n°1, p. 35-46.
- RAUCH, T., (2003b), *Regional Rural Development. A Regional Response to Rural Poverty*, GTZ, Wiesbaden.
- RAUCH, T., (2018), Vier Jahrzehnte deutschsprachige Geographische Entwicklungsforschung im Spannungsfeld zwischen dialektischem Lernprozess und Zeitgeist, *Geographische Zeitschrift*, vol. 106, n°3, p. 175-204.
- RAVEN, R., SCHOT, J. et BERKHOUT, F., (2012), Space and scale in socio-technical transitions, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 4, p. 63-78.
- RAWORTH, K., (2017), *Doughnut economics: seven ways to think like a 21st century economist*, Chelsea Green Publishing, White River Junction, Vermont, 309 p.
- RETAILLE, D., (2010), « La question postcoloniale dans la géographie du développement. Présentation », In : C. BOUQUET (éd.), *Les géographes et le développement. Discours et actions*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Pessac, p. 253-256.
- RICHEZ-BATTESTI, N., PETRELLA, F. et VALLADE, D., (2012), L'innovation sociale, une notion aux usages pluriels : Quels enjeux et défis pour l'analyse ?, *Innovations*, vol. 38, n°2, p. 15.
- RIDDELL, J. B., (1970), *The spatial dynamics of modernization in Sierra Leone: structure, diffusion, and response*, Northwestern University Press, Evanston, 142 p.
- RIP, A. et KEMP, R., (1998), "Technological change", In : S. RAYNER et E. L. MALONE (éds.), *Human choice and climate change. Vol. II, Resources and Technology*, Battelle Press, Ohio Columbus, p. 327-399.

- RIPOLL, F., (2008), Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine, *Espaces et sociétés*, vol. 134, n°3, p. 83-97.
- RIST, G., (2001), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris.
- ROBERTS, J. T. et HITE, A. (éds.), (2007), *The globalization and development reader: perspectives on development and global change*, Blackwell Pub, Malden, 450 p.
- ROELVINK, G., ST. MARTIN, K. et GIBSON-GRAHAM, J. K. (éds.), (2015), *Making other worlds possible: performing diverse economies*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 362 p.
- ROGERS, E. M., (2003), *Diffusion of innovations*, Free Press, New York, 551 p.
- ROSTOW, W., (1960), *The stages of economic growth: a non-communist manifesto*, Cambridge University Press, Cambridge [England] ; New York, 272 p.
- ROTMANS, J. et LOORBACH, D., (2010), "Towards a Better Understanding of Transitions and Their Governance: A Systemic and Reflexive Approach", In : J. GRIN, J. ROTMANS et J. SCHOT (éds.), *Transitions to Sustainable Development. New Directions in the Study of Long Term Transformative Change*, Routledge, New York/London, p. 105-220.
- ROUTLEDGE, P., (2017), *Space invaders: radical geographies of protest*, Pluto Press, London, 182 p.
- ROUVIERE, C., (2015), *Retourner à la terre: l'utopie néo-rurale en Ardèche depuis les années 1960*, Presses Univ. de Rennes, Rennes, 500 p.
- SACHS, W., (1992), *The Development Dictionary: A Guide to Knowledge as Power*, Zed Books, London.
- SACK, R. D., (1986), *Human territoriality: its theory and history*, Cambridge University Press, Cambridge/New York, 256 p.
- SALAS, R. et STORPER, M., (1993), *Les mondes de production: enquête sur l'identité économique de la France*, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 467 p.
- SANTOS, B. DE S., (2016), *Epistemologies of the South: justice against epistemicide*, Routledge, London New York, 282 p.
- SANTOS, B. DE S., (2018), *The end of the cognitive empire: the coming of age of epistemologies of the South*, Duke University Press, Durham, 376 p.
- SARDAR, Z., (2010), Welcome to postnormal times, *Futures*, vol. 42, n°5, p. 435-444.
- SARDAR, Z., (2015), Postnormal times revisited, *Futures*, vol. 67, p. 26-39.
- SAUTTER, G. et PELISSIER, P., (1964), Pour un Atlas des terroirs africains. Structure-type d'une étude de terroir, *L'Homme*, vol. 4, n°1, p. 56-72.

- SCHMELZER, M. et PASSADAKIS, A., (2011), *Postwachstum: Krise, ökologische Grenzen und soziale Rechte*, VSA-Verlag, Hamburg, 94 p.
- SCHMID, B., (2019), Degrowth and postcapitalism: Transformative geographies beyond accumulation and growth, *Geography Compass*, en ligne, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/gec3.12470>, consulté le 03/09/2019.
- SCHMID, B. et SMITH, T. S., (2020), Social transformation and postcapitalist possibility: Emerging dialogues between practice theory and diverse economies, *Progress in Human Geography*, vol. XX, n°X, p. 1-23.
- SCHMIDT, M., (2005), Kirgistan's Walnusswälder in der Transformation: politische Ökologie einer Naturressource, *Europa Regional*, vol. 13, n°1, p. 27-37.
- SCHMIDT-WULFFEN, W., (1985), Mali: Subsistenz- und Warenproduktion in ihrer Bedeutung für die Entstehung der Dürrekatastrophe 1969–73. Eine Fallstudie auf Basis des Verflechtungsansatzes, *Zeitschrift für Wirtschaftsgeographie*, vol. 29, n°2, p. 97-106.
- SCHOLZ, F., (1982), The Carpet Industry in Pakistan. The Internal Problems of a Production Sector Dependant upon World Markets, *Applied Geography and Development*, vol. 19, p. 64-86.
- SCHOLZ, F., (1986), Informelle Institutionen versus Entwicklung, *Die Erde*, vol. 117, p. 285-197.
- SCHOLZ, F., (1988), "Position und Perspektiven geographischer Entwicklungsforschung", In : G. LENG et W. TAUBMANN (éds.), *Geographische Entwicklungsforschung im interdisziplinären Dialog*, vol. 8, Bremen, p. 9-35.
- SCHOLZ, F., (2004), *Geographische Entwicklungsforschung*, Berlin/Stuttgart, 297 p.
- SCHOT, J. et KANGER, L., (2016), Deep Transitions: Emergence, Acceleration, Stabilization and Directionality, *SPRU Working Paper Series*, University of Sussex, 33 p.
- SCHUMPETER, J., (2005), Development (Entwicklung), *Journal of Economic Literature*, vol. 43, n°1, p. 108-120.
- SCHURR, C. et SEGEBART, D., (2012), Engaging with feminist postcolonial concerns through participatory action research and intersectionality, *Geographica Helvetica*, vol. 67, n°3, p. 147-154.
- SCHWARTZBERG, J. E., (1962), Three Approaches to the Mapping of Economic Development in India, *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 52, n°4, p. 455-468.
- SCOTT, J. C., (1985), *Weapons of the weak: everyday forms of peasant resistance*, Yale University Press, New Haven, 389 p.
- SCOTT, J. C., (1998), *Seeing like a State. How Certain Schemes to improve the Human Condition Have Failed*, Yale University Press, New Haven/London.

- SEN, A., (1981), *Poverty and famines: an essay on entitlement and deprivation*, Oxford University Press, Oxford, 257 p.
- SEN, A., (1985), *Commodities and capabilities*, Elsevier, Amsterdam/New York, 130 p.
- SENGHAAS, D., (1974a), "Elemente einer Theorie des peripheren Kapitalismus", In : D. SENGHAAS (éd.), *Peripherer Kapitalismus: Analysen über Abhängigkeit und Unterentwicklung*, Suhrkamp, Francfort, 2e éd. 2., p. 7-36.
- SENGHAAS, D., (éd.) (1974b), *Peripherer Kapitalismus. Analysen über Abhängigkeit und Unterentwicklung*, Suhrkamp Francfort.
- SERVIGNE, P. et STEVENS, R., (2015), *Comment tout peut s'effondrer: petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Ed. du Seuil, Paris.
- SEYFANG, G. et HAXELTINE, A., (2012), Growing Grassroots Innovations: Exploring the Role of Community-Based Initiatives in Governing Sustainable Energy Transitions, *Environment and Planning C: Government and Policy*, vol. 30, n°3, p. 381-400.
- SEYFANG, G. et SMITH, A., (2007a), Grassroots innovations for sustainable development: Towards a new research and policy agenda, *Environmental Politics*, vol. 16, n°4, p. 584-603.
- SEYFANG, G. et SMITH, A., (2007b), Grassroots innovations for sustainable development: Towards a new research and policy agenda, *Environmental Politics*, vol. 16, n°4, p. 584-603.
- SHARP, J. P., (2009), *Geographies of postcolonialism: spaces of power and representation*, SAGE, Los Angeles.
- SIDAWAY, J. D., (2007), Spaces of postdevelopment, *Progress in Human Geography*, vol. 31, n°3, p. 345-361.
- SIDAWAY, J. D., (2017), "Postcolonial Geographies", In : D. RICHARDSON, N. CASTREE, M. F. GOODCHILD, A. KOBAYASHI, W. LIU et R. A. MARSTON (éds.), *International Encyclopedia of Geography: People, the Earth, Environment and Technology*, John Wiley et Sons, Ltd, Oxford, UK, p. 1-7.
- SINGER, H. W., (1950), The Distribution of Gains between Investing and Borrowing Countries, *The American Economic Review*, vol. 40, n°2, p. 473-485.
- SLATER, D., (1978), Towards a political economy of urbanization in peripheral capitalist societies: problems of theory and method with illustrations from Latin America, *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 2, n°1-3, p. 26-52.
- SMITH, A., FRESSOLI, M., ABROL, D. et AROND, E., (2017), *Grassroots innovation movements*, Routledge, London; New York, N.Y.

- SMITH, A., HARGREAVES, T., HIELSCHER, S., MARTISKAINEN, M. et SEYFANG, G., (2016), Making the most of community energies: Three perspectives on grassroots innovation, *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 48, n°2, p. 407-432.
- SMITH, A. et RAVEN, R., (2012), What is protective space? Reconsidering niches in transitions to sustainability, *Research Policy*, vol. 41, n°6, p. 1025-1036.
- SMITH, L. T., (2012), *Decolonizing methodologies: research and indigenous peoples*, Zed Books, London, 240 p.
- SOJA, E. W., (1968), *The geography of modernization in Kenya; a spatial analysis of social, economic, and political change*, Syracuse University Press, Syracuse, N.Y.
- SOJA, E. W., (1989), *Postmodern geographies: the reassertion of space in critical social theory*, Verso, London/New York, 266 p.
- SOMMER, B. et WELZER, H., (2017), *Transformationsdesign: Wege in eine zukunftsfähige Moderne*, Oekom Verlag, München, 233 p.
- SOUZA, M. DE, (2015), *Dos Espaços de Controle Aos Territorios Dissidentes: Escritos de divulgacao cientifica e analise politica*, Consequencia, Rio de Janeiro.
- SOUZA, M. L. DE, (2009), « Territorio da divergencia (e da confusao): Em torno das imprecisas fronteiras de um conceito fundamental », In : M. A. SAQUET et E. S. SPOSITO (éds.), *Territorios e Territorialidades: Teorias, processos e conflitos*, Expressao Popular, Sao Paulo, p. 57-72.
- SPIVAK, G. C., (1985), The Rani of Sirmur: An Essay in Reading the Archives, *History and Theory*, vol. 24, n°3, p. 247-272.
- SPIVAK, G. C., (2009), *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Editions Amsterdam , Paris.
- STENGERS, I., (2018), “The challenge of Ontological Politics”, In : M. DE LA CADENA et M. BLASER (éds.), *A World of Many Worlds*, Duke University Press, Durham/Londres, p. 83-111.
- STÖHR, W. B. et TAYLOR, D. R. F., (1981), *Development from above or below?: the dialectics of regional planning in developing countries*, Wiley, Chichester.
- STRAMBACH, S. et PFLITSCH, G., (2020), Transition topology: Capturing institutional dynamics in regional development paths to sustainability, *Research Policy*, vol. 49, n°7, p. 104006.
- STRASSOLDO, R., (1980), “Centre-periphery and system-boundary: culturological perspectives”, In : J. GOTTMANN (éd.), *Center and Periphery, Spatial Variations in Politics*, Sage Publications, Beverly Hills, p. 27-61.
- STREULE, M. et SCHWARZ, A., (2019), “Not all spaces are territories”: creating other possible urban worlds in and from Latin America – an interview with Raúl Zibechi, *Geographica Helvetica*, vol. 74, n°1, p. 105-111.

- TEMPER, L., WALTER, M., RODRIGUEZ, I., KOTHARI, A. et TURHAN, E., (2018), A perspective on radical transformations to sustainability: resistances, movements and alternatives, *Sustainability Science*, vol. 13, n°3, p. 747-764.
- THOMI, W., (1989), *Struktur und Funktion des produzierenden Kleingewerbes in Klein- und Mittelstädten Ghanas: ein empirischer Beitrag zur Theorie der urbanen Reproduktion in Ländern der Dritten Welt*, F. Steiner Verlag Wiesbaden, Stuttgart, 312 p.
- TOURAINÉ, A. (ED.), (1982), *Mouvements sociaux d'aujourd'hui: acteurs et analystes*, colloque de Cerisy-la-Salle, 1979, Les Editions ouvrières : Editions Economie et humanisme, Paris, 263 p.
- TRUFFER, B., MURPHY, J. T. et RAVEN, R., (2015), The geography of sustainability transitions: Contours of an emerging theme, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 17, p. 63-72.
- VASUDEVAN, A., (2011), Dramaturgies of dissent: the spatial politics of squatting in Berlin, 1968–, *Social et Cultural Geography*, vol. 12, n°3, p. 283-303.
- VATTIMO, G., (1991), *The end of modernity: nihilism and hermeneutics in postmodern culture*, Johns Hopkins University Press, Baltimore.
- VIVEIROS DE CASTRO, E., (1998), Cosmological Deixis and Amerindian Perspectivism, *The Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 4, n°3, p. 469.
- WATTS, M., (2003), Development and Governmentality, *Singapore Journal of Tropical Geography*, vol. 24, n°1, p. 6-34.
- WEAVER, C., (1981), "Development Theory and the Regional Question: Critique of Spatial Planning and its Detractors", In : STÖHR, W. B. et TAYLOR, D. R. F.(éds.) *Development from Above or Below? The Dialectics of Regional Planning in Development Countries*, Chichester, New York, p. 73-105.
- WEBER, M., (2012), *Max Weber: the theory of social and economic organization*, Martino Publishing, Mansfield Centre, CT.
- WEBER, M., (2018), *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus*, Anaconda Verlag.
- WEISCHET, W., (1977), *Die ökologische Benachteiligung der Tropen*, Teubner, Stuttgart, 127 p.
- WELKER, J., (2020), *Les innovations sociales en territoires de montagne, région Auvergne-Rhône Alpes. Analyse de la base de données du projet TransforMont*, rapport LabEx ITEM, Université Grenoble Alpes, Grenoble, 30 p.
- WERLEN, B., (1995), *Sozialgeographie alltaeglicher Regionalisierung, Band 1. Zur Ontologie von Gesellschaft und Raum*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart.

- WESTLEY, F., ANTADZE, N., RIDDELL, D. J., ROBINSON, K. et GEOBEY, S., (2014), Five Configurations for Scaling Up Social Innovation: Case Examples of Nonprofit Organizations From Canada, *The Journal of Applied Behavioral Science*, vol. 50, n°3, p. 234-260.
- WGBU, (2011), *Welt im Wandel. Gesellschaftsvertrag für eine grosse Transformation*, Berlin.
- WILBER, K., (2000), *A brief history of everything*, Shambhala, Boston/New York, 330 p.
- WINOGRAD, T. et FLORES, F., (1986), *Understanding computers and cognition: a new foundation for design*, Ablex, Norwood/New York, 207 p.
- WITTMAYER, J. M., BACKHAUS, J., AVELINO, F., PEL, B., STRASSER, T., KUNZE, I. et ZUIJDERWIJK, I., (2019), Narratives of change: How social innovation initiatives construct societal transformation, *Futures*, vol. 112, p. 12.
- WITTMAYER, J. M. et HÖLSCHER, K., (2017), *Transformationsforschung. Definitionen, Ansätze, Methoden*, Umweltbundesamt, Dessau-Roßlau.
- WRIGHT, E. O., (2013), Real Utopias, *Politics et Society*, vol. 41, n°2, p. 167-169.
- WRIGHT, E. O., (2017), *Utopies réelles*, La Découverte, Paris, 613 p.
- WRIGHT, S., (2015), More-than-human, emergent belongings: A weak theory approach, *Progress in Human Geography*, vol. 39, n°4, p. 391-411.
- WRIGHT, S., LLOYD, K., SUCHET-PEARSON, S., BURARRWANGA, L., TOFA, M., et BAWAKA COUNTRY, (2012), Telling stories in, through and with Country: engaging with Indigenous and more-than-human methodologies at Bawaka, NE Australia, *Journal of Cultural Geography*, vol. 29, n°1, p. 39-60.
- ZAPF, W., (1989), Über soziale Innovationen, *Soziale Welt*, vol. 40, n°1-2, p. 170-183.
- ZIAI, A. (ÉD.), (2007), *Exploring post-development: theory and practice, problems and perspectives*, Routledge, London/New York, 240 p.
- ZIAI, A., (2015), Post-Development: Premature Burials and Haunting Ghosts: Debate: Post-Development, *Development and Change*, vol. 46, n°4, p. 833-854.
- ZIBECHI, R., (2008), *Territorios en resistencia: cartografía política de las periferias urbanas latinoamericanas*, Lavaca, Buenos Aires.